



Le Monde

LE MONDE EMPLOI

Les nouveaux
conflits sociaux
10 pages
d'annonces classées



7/11

3 %
l'in-
nois
de-
la
nre
sou-
la-
me-
eur,
oc-
6 en
uits

37

at-
s de
ter-
tale
Se-
né-
mil-
re-
pro-
gré-

ES)
ans
dé-
loi
qui,
sé-
tale
pré-
s et
des
ndi
Pa-
rie,
sto-

été
des
ou-
net
ibo
ure

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16201 - 7 F

MERCREDI 26 FÉVRIER 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MAIRE COLOMBANI

Les Turcs contre la corruption

Chaque soir depuis le 1^{er} février, les Turcs sont invités à éteindre les lumières une minute pour protester contre la corruption. p. 2

L'héritage de Deng

Lors des obsèques de Deng Xiaoping, le président chinois a défendu l'héritage du disparu. p. 4

La guerre au Zaïre

La France juge « urgent » l'arrêt des hostilités au Zaïre et réitère son soutien au plan de paix de l'ONU. p. 6

Un appel éthique

Dans Le Monde, des gynécologues-obstétriciens lancent un appel sur le diagnostic préalable à l'implantation d'embryons humains. p. 13

Trouble autour des clones

Bill Clinton a décidé de confier à une commission spéciale la rédaction d'un rapport sur les conséquences éthiques du clonage. p. 34

Dans le secret du Michelin

Le guide Michelin 1997 paraît le 5 mars. Secrets de fabrication. p. 26

Mieux gérer la SNCF

Le futur patron du Réseau ferré de France veut conduire la SNCF à assainir sa gestion. p. 20

Télécoms : l'union des recherches

Un rapport préconise que la France concentre ses moyens de recherche sur les télécommunications. p. 24

L'art hongrois apprend la liberté

Entre nationalisme et libéralisme, les artistes de Budapest font un apprentissage douloureux de la liberté. p. 28

Le projet de loi contre l'exclusion

Le Conseil d'Etat a rendu un avis critique sur le projet de loi contre l'exclusion soumis, mercredi, au Conseil des ministres. p. 13

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 25 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 250 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 280 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRON ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Escudo ; République tchèque, 200 Kč ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 200 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FF ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 226 - 7,00 F

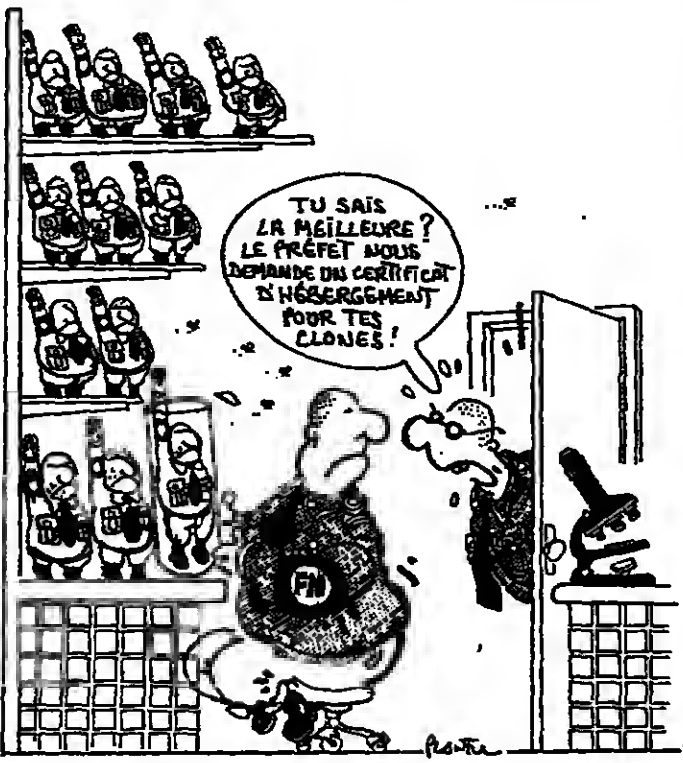


La mobilisation contre le Front national

● Dans « Le Monde », M. Juppé appelle à combattre le racisme ● Manifestations contre la « lèpénisation des esprits » ● Indignation après les propos de M^{me} Mégret ● Selon la cour d'appel de Rouen, les témoignages permettent d'affirmer que M. Le Pen a torturé en Algérie

LA MOBILISATION contre le projet de loi Debré relance le débat sur la stratégie contre le Front national. Dans un point de vue publié ci-dessous, Alain Juppé appelle les Français à combattre le racisme et l'islamisme.

A Paris, plusieurs rassemblements devaient être organisés tout au long de la journée de mardi contre la « lèpénisation des esprits » et le projet Debré sur l'immigration. Ils devaient converger vers l'Assemblée nationale où les députés examinent le texte gouvernemental en deuxième lecture. Dès la fin de matinée, SOS-Racisme avait prévu de rassembler ses militants place Edouard-Herriot, dans le 7^e arrondissement. Vers 14 heures, au carrefour de l'Odéon, les collectifs devaient organiser différentes actions. Puis peu à peu, les manifestants devaient converger vers l'Assemblée nationale, au moment où les listes de signatures recueillies seront déposées auprès des différents groupes parlementaires. Des prises de parole devaient être organisées depuis l'immeuble du SNES, 1, rue de Courty (7^e arrondissement). Selon les organisa-



teurs, des collectifs de pétitionnaires contre la loi Debré aux associations anti-racistes, en passant par les syndicats et les partis de gauche - soit environ quatre-vingts organisations au total -, il ne s'agit pas d'une manifestation comme celle du 22 février à Paris, mais d'un regroupement de protestation.

Interpellés par les 100 000 marcheurs qui, selon Jean-Christophe Cambadélis, ont manifesté « par défaut contre le Front national », les partis de gauche tentent d'affiner leur stratégie contre l'extrême droite, alors que les propos tenus par Catherine Mégret, maire FN de Vitrolles, dans le Berliner Zeitung, provoquent une vive émotion. La cour d'appel de Rouen a débouté, le 17 février, Jean-Marie Le Pen d'une plainte en diffamation contre Michel Rocard qui, au cours d'une émission de télévision en 1992, avait accusé le président du Front national d'avoir participé à des tortures pendant la guerre d'Algérie.

Lire pages 8, 9 et 16.
Les points de vue pages 18 et 19,
et notre éditorial page 17.

L'inquiétant délire d'un conseiller municipal d'extrême droite

LA VICTOIRE de Catherine Mégret à Vitrolles, le 9 février, a tourné la tête de Jean-Marie Gressé, conseiller municipal Front national d'Andrézy (Yvelines). Dans une lettre écrite à chaud - elle est datée du jour même, à 22 heures - et adressée au maire de sa ville, M. Gressé commente ainsi le résultat de son parti : « La France se réveille. Les patriotes viennent de libérer la ville de Vitrolles en choisissant les kollabos. » Avec un K comme Khrauchtchev, précise-t-il au Monde, qui l'interrogeait sur cette orthographe particulière. « Préparez vos valises... Votre complice du front républicain d'Andrézy (...) vous aidera à les porter », poursuit-il à l'adresse du maire, Jean-François Thil, du Mouvement des citoyens (MDC). Et de conclure : « Avec [ses] condoléances démocratiques et [ses] solutions courtoisement nationales. »

M. Gressé écrit très souvent au maire, sur la « préférence nationale » en matière d'emploi, sur le pluralisme dans les bibliothèques, sur la politique de prévention du sida... Au-

tant de thèmes chers à son parti et que, en militant zélé, il travaille sans relâche dans sa ville. « D'habitude, il met des copies dans tous les cahiers des conseillers municipaux. Cette fois-ci, c'est nous qui l'avons fait. Il ne se sent plus depuis Vitrolles », explique Pierre Paupy (MDC), premier adjoint au maire d'Andrézy.

La municipalité a en effet décidé de donner à ce courrier un maximum de publicité. « Il est bon que le public soit averti des procédés dictatoriaux utilisés, qui rappellent des souvenirs anciens, du genre "la valise ou le cercueil" », déclare M. Thil, pour expliquer sa démarche. Le maire a soumis le texte à un avocat, qui n'y a vu aucune possibilité de l'attaquer sur le plan judiciaire. Il tient cependant à faire savoir « ce que des équipes municipales démocratiques subissent de la part du Front national ».

La bibliothèque municipale fait ainsi l'objet d'un harcèlement continu de la part de l'extrême droite, qui, faute d'obtenir le retrait des ouvrages qui choquent sa

conscience, les emprunte et oublie de les rendre. Une de ses cibles favorites est Les Clés de l'actualité junior, dont il a demandé à la bibliothèque de résilier l'abonnement, sous prétexte que cette publication « distille le poison maçonnique dans l'esprit de l'enfant ». « La dictature avance à grand pas et nous n'avons plus grand-chose à envier à l'URSS », déduit-il de la lecture de ce journal destiné aux huit-douze ans, et qui, à ses yeux, ne souffre pas la comparaison avec la lettre Nationale d'Andrézy, distribuée par ses soins aux habitants d'Andrézy et qui « fait le point sur la question du prétendu racisme » attribué au parti de Jean-Marie Le Pen.

Toutes les lettres de M. Gressé se terminent sur la même note, en bas de page : « copie à quelques concitoyens », dont il refuse de préciser comment il les sélectionne. Son orthographe est absolument parfaite, excepté, donc, quand il évoque les « kollabos ».

Pascale Sauvage

POINT DE VUE De la République

par Alain Juppé

NOTRE pays est en état d'émotion. Je le comprends, car la querelle n'est pas médiocre : il s'agit, au fond, de l'idée que nous nous faisons de la France. La France, que j'aime, en tant que responsable politique et, du même cœur, en tant que citoyen, c'est d'abord la nation française, constituée d'hommes et de femmes qui ont choisi de vivre ensemble. Je dis bien « choisi » : on est français pas seulement (et même pas forcément) parce qu'on a du sang français dans les veines ; on est français par volonté, par adhésion, bref par amour d'une terre, d'une histoire, d'une culture, d'une communauté. C'est tout le sens de la nationalité française.

La France que nous aimons, c'est aussi la République, c'est-à-dire un ensemble de principes et de valeurs qui fondent une morale, au premier rang desquels Liberté, Egalité, Fraternité et, tout autant, Laïcité.

Aimer la France, c'est croire en tout cela ; c'est, du même coup, combattre ce qui en est la négation : les vieilles idées - et Dieu sait qu'elles sont vieilles ! - de racisme, d'antisémitisme, de xénophobie. C'est notre combat. Qui

peut en douter ? Alors, pourquoi ce malentendu qui oppose ceux qui, aujourd'hui, devraient être côte à côte ?

Je crois qu'il s'explique d'abord par le poids de l'Histoire. Nous n'avons pas encore exorcisé la honte. Sinon comment pourrions-nous vivre dans pareille confusion intellectuelle et morale ? Simuler, dans une gare parisienne, le départ en déportation ; appeler à la désobéissance civile comme il est légitime de le faire... en dictature ; tracer un parallèle entre les « lois » de Vichy et celles de la République... Où pourrait-on imaginer de tels amalgames ailleurs qu'en France ? Nous avons encore beaucoup à faire pour assumer notre passé avec lucidité et nous réconcilier une fois pour toutes avec nous-mêmes. Lucie Aubrac disait récemment à la télévision sa confiance et son espérance dans notre jeunesse, qui, mieux que nous, saura comprendre et juger ! Je souhaite de tout cœur qu'elle ait raison.

Lire la suite page 19

Alain Juppé est premier ministre.

Excédent historique du commerce extérieur en 1996

LE COMMERCE EXTÉRIEUR français a dégagé, en 1996, un excédent sans précédent de 122,3 milliards de francs, selon les statistiques publiées mardi 25 février par la direction des douanes. Les 97,8 milliards de francs de 1995 sont donc dépassés, malgré une augmentation de la facture énergétique. Cette performance est due aux percées, sur les marchés extérieurs, de l'industrie civile dont la balance commerciale s'est améliorée de 163 milliards de francs en six ans. Dans un contexte d'augmentation du commerce mondial, la France n'en éprouve pas moins, comme l'Allemagne, des difficultés à préserver ses positions. Selon les dernières estimations de l'OCDE, les parts de marché françaises, qui ont atteint un point haut en 1992, tendent à diminuer légèrement depuis, malgré une meilleure compétitivité des entreprises.

Lire page 10

Agriculture en banlieue

LA CEINTURE VERTE des villes recule sous la pression urbaine. Lotissements et infrastructures envahissent cultures maraîchères, prairies et vergers. En Ile-de-France, où l'activité agricole couvre encore la moitié de la surface de la région, les six cents exploitants avouent leur « panique » face à l'accélération du « mitage urbain ». A Rennes, en revanche, l'activité agricole a été intégrée dans le développement du district. En conservant dans sa périphérie bocage et gros bourgs, la capitale bretonne veut échapper aux banlieues-ghettos et aux zones commerciales.

Lire page 15

Vidéo et sécurité urbaine



MAURICE CHARRIER

MAIRE de Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise, ancien membre du PCF, Maurice ChARRIER a décidé d'équiper sa commune d'un système de vidéosurveillance pour lutter contre la délinquance. Il veut être « efficace et respectueux des libertés publiques ». Rennes et Nantes réfléchissent aussi aux questions de sécurité urbaine.

Lire page 12

International	2	Aujourd'hui	24
Annuaire classé	6	Jour	25
France	8	Météorologie	27
Société	12	Culture	28
Carnet	14	Culte culturel	30
Régions	15	Communication	31
Horizons	16	Abonnements	32
Entreprises	20	Radio-Télévision	32
Finances/marchés	22	Kiosque	33

051 71 47

TURQUIE Depuis près d'un mois, une partie de la population turque se mobilise contre la corruption. Le mouvement « Une minute d'obscurité pour la lumière en permanence »,

pacifique et indépendant des grands partis politiques, coïncide avec le débat sur la laïcité et les manifestations de femmes contre la loi islamique. ● LE GOUVERNEMENT

veut à nouveau présenter la candidature de la Turquie à l'Union européenne, alors que subsistent les obstacles à sa candidature (droits de l'homme, problème de la minorité

kurde, question chypriote, contentieux gréco-turc) et que la victoire électorale des islamistes a accru la méfiance des Européens. ● LES MILITAIRES donnent pour leur part de

plus en plus de signes d'imitation envers les islamistes, même si leur marge de manœuvre apparaît très réduite. (Lire aussi notre rubrique « Kiosque » en page 33.)

La population turque se mobilise contre la corruption

La protestation, pacifique et indépendante des grands partis, coïncide avec le débat sur la laïcité et les manifestations contre la loi islamique. Ankara menace de s'opposer à l'élargissement de l'OTAN si les Quinze n'examinent pas sa demande d'adhésion à l'Union européenne

ANKARA de notre correspondant « Une minute d'obscurité pour la lumière en permanence » : tel est le titre d'une initiative civile qui, depuis le 1^{er} février, mobilise les classes moyennes turques contre la corruption. Tous les soirs à 21 heures précises, des lumières s'éteignent - ou clignotent pour bien signaler leur participation à cette campagne - aux quatre coins de la Turquie. Dans les grandes villes, certains enthousiastes affirment leur soutien en sortant sur leur balcon ou dans les rues pour accompagner leur minute d'obscurité d'une cacophonie de couverts de casserole, de klaxons, de sifflets, apparemment empruntés aux manifestants de Belgrade, ou de clochettes utilisées autrefois par les marchands ambulants.

Les plus déterminés n'hésitent pas à allumer une bougie au théâtre ou au match de football, plutôt que de manquer, pour une soirée, l'occasion d'exprimer leur mécontentement. Des familles tout entières participent à l'initiative, comptant de leur fenêtre les éclairs de lumière qui signalent l'existence d'esprits solidaires, au-delà des identités politiques, ethniques ou religieuses.

« **UN VOLCAN PRÊT À EXPLOSER** » L'accident de voiture de Susurluk qui avait révélé, le 3 novembre 1996, la collusion entre la mafia, certains politiciens et hauts fonctionnaires de l'Etat en a eu quelque sorte servi de catalyseur, ouvrant les yeux de la population sur les déficiences du système, et cristallisant les frustrations qui s'accumulent depuis des années face à la dégradation graduelle des cercles dirigeants. Les Turcs, longtemps réprimés dans l'expression de leurs doléances, ont enfin trouvé un moyen de surmonter cet obstacle pour affirmer leurs vœux. « Les politiciens nous serrent la main une fois tous les cinq ans, puis nous oublient », expliquait une ménagère lors d'un débat télévisé sur l'initiative, en affirmant : « J'aurais à l'intérieur de moi un volcan prêt à exploser. Je suis content, maintenant que je peux m'exprimer. »

Plus de trois mois se sont écoulés depuis la collision routière et des dizaines de témoins ont été entendus par une commission parlementaire : leurs dépositions ont révélé l'existence d'un vaste réseau de gangs, souvent des « loups gris » de l'extrême droite qui, formés initialement avec la complicité de certains secteurs de l'Etat pour des « opérations spéciales », ont en-

suite profité de ce pouvoir pour se lancer dans des trafics - de drogue par exemple - et des affaires douteuses en tout genre. La presse turque a notamment publié les témoignages de repentis du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) qui affirmaient avoir participé pour le compte de ces groupes à plusieurs des « meurtres mystérieux » de nationalistes kurdes qui ont marqué les années 90.

Quelques boucs émissaires de moindre importance, des membres des « forces spéciales » de la police,

ont été arrêtés, mais aucune des personnalités en vue impliquées dans cette affaire n'a pour l'instant été inquiétée. Des demandes ont été déposées pour la levée de l'immunité parlementaire de deux députés du Parti de la juste voie (DYP) - Mehmet Agar, ancien chef de la police de sûreté, qui avait démissionné de son poste de ministre de la justice après l'accident, et Sedat Bucak, qui se trouvait dans le véhicule en compagnie d'un hors-la-loi lors de la collision - mais elles n'ont pas encore été soumises à l'Assemblée nationale.

« Nous voulons un Etat de droit, transparent, démocratique et moderne, nous voulons que la lumière soit faite sur l'affaire de Susurluk », explique l'avocat Ergin Cimen, le porte-parole de l'initiative civile pour la lumière » qui a lancé la campagne.

CONTRE LES RADICALISMES

Pacifique et indépendant des grands partis politiques, le mouvement se heurte cependant à l'opposition du gouvernement. Le Parti de la prospérité (RP) du premier ministre Necmettin Erbakan, qui

avait mené sa campagne électorale sur le thème de la lutte anticorruption, aurait sans doute pu gagner des points supplémentaires en s'associant au mouvement populaire. Mais, arrivé au pouvoir après des années dans l'opposition, et forcé de maintenir un équilibre difficile avec l'armée, le RP a préféré défendre les intérêts de l'Etat et ceux de son partenaire au sein de la coalition, le DYP de M^{re} Tansu Ciller, dont les députés sont mentionnés dans l'affaire. Se sentant visé par la campagne, le premier ministre a adressé des critiques

cinglantes à ses participants, qualifiant leurs efforts d'« enfantins ». Du coup, ce mouvement pour la lumière, qui ne visait pas directement le gouvernement actuel mais qui coïncide avec le débat animé sur la laïcité et les manifestations de femmes contre la loi islamique, a pris, dans certains quartiers, l'allure d'une protestation contre les islamistes. Mais ce mouvement est avant tout celui de la Turquie du centre, qui s'oppose aux radicalismes de tous bords. Confrontés quotidiennement aux divisions des partis politiques, à la polarisation de leur société, les citoyens turcs cherchent le dénominateur commun qui permettra à leur pays de trouver son équilibre.

Le succès immédiat de cette initiative est loin d'être garanti. L'affaire de Susurluk a dévoilé des intérêts puissants, profondément enracinés au cœur même d'un système qui les alimente depuis des années. Mais au cours des dernières semaines la population turque a retrouvé le courage de s'exprimer, que ce soit sur la corruption ou sur la loi islamique. Avec cette prise de conscience, le lent processus de démocratisation franchit une étape supplémentaire. « Pour la première fois, la majorité silencieuse s'exprime ouvertement », expliquait le professeur Burhan Sanatlar, lors d'un débat télévisé, et « les gens disent : Les véritables propriétaires de l'Etat, c'est nous ».

Nicole Pope

L'armée ne cache plus son irritation face aux islamistes du parti au pouvoir

LES RESPONSABLES de l'armée turque ont multiplié, ces dernières semaines, les interventions publiques rappelant qu'ils se considéraient toujours comme les garants de la laïcité, sans cacher leur irritation face aux islamistes du parti du premier ministre, le Refah (Parti de la prospérité). « Nous ne ferons aucune concession sur les principes d'Atatürk, sur la démocratie et la laïcité : nous attendons que le gouvernement se conforme totalement à ces principes », déclarait ainsi le 22 février le numéro deux de l'état-major, le général Bîr, en visite à Washington. « Nous ne permettrons jamais que nos femmes soient privées de leurs droits civils », ajoutait-il encore. Les forces armées turques sont le gardien de notre Constitution.

La tension avait culminé le 4 février, lorsqu'une quarantaine de chars avaient pris position autour de Sincan, dans la banlieue d'Ankara, après que plusieurs membres du Refah, dont le maire de la ville, Bekir Yıldız, se furent publiquement prononcés, au cours d'une fête,

en faveur de la charia (la loi islamique) en Turquie. Peu de temps après, l'armée et les partisans de la laïcité eurent un nouveau coup de sang lorsque le ministre de la justice, Sıvket Kazan, un « dur » du Refah, rendit visite en prison au maire destitué et écroué. Le Parlement devrait poser la question de la destination du ministre la semaine prochaine. Enfin, le chef de l'Etat, Süleyman Demirel, a indiqué, lundi, avoir attiré l'attention du premier ministre, Necmettin Erbakan, sur le « malaise des militaires » face aux travers des islamistes à la laïcité. Le 28 février, le Conseil national de sécurité, véritable organe décisionnel dominé par les militaires mais qui siège également le premier ministre, doit se réunir pour discuter des activités des islamistes.

VISITE EN ISRAËL

L'évolution de la société turque ces dernières années a réduit la marge de manœuvre de l'institution militaire, qui tente de contenir le Refah, infiltré dans toutes les strates de la société et

qu'elle avait elle-même contribué à mettre en place après le coup d'Etat militaire de 1980. L'arrivée des islamistes au gouvernement n'a cependant pas remis en cause certaines options fondamentales de la politique extérieure turque sur lesquelles l'armée veille aussi, comme l'appartenance à l'OTAN.

Lundi, le général İsmail Hakkı Karadayı, chef d'état-major, s'est rendu pour la première fois en visite officielle en Israël. Cette visite fait suite aux accords de coopération militaire signés en 1996 avec l'Etat hébreu, qui prévoient l'entraînement de l'aviation israélienne dans l'espace aérien turc, l'organisation de manœuvres conjointes en Méditerranée et la modernisation par les industries aéronautiques israéliennes de cinquante-quatre chasseurs-bombardiers Phantom F-4E. Si au moment de leur signature, en août et décembre 1996, les accords avaient suscité le mécontentement du Parti de la prospérité, le premier ministre semble avoir adopté désormais un profil bas sur le sujet. - (AFP.)

Ankara revendique toujours sa place au sein de l'Union européenne

LES PRÉPARATIFS de l'élargissement de l'Union européenne à des pays d'Europe centrale et orientale, ainsi qu'à Chypre relancent l'épineuse question de la place de la Turquie dans la nouvelle architecture européenne. En décembre 1996, le premier ministre turc, Necmettin Erbakan, avait renoncé à faire le déplacement à Dublin où il était invité à un dîner par les chefs d'Etat et de gouvernements européens après la clôture de leur conseil biennuel. Les Turcs étaient furieux d'avoir été tenus à l'écart du déjeuner auquel avaient été auparavant conviés les responsables des autres pays candidats à l'Union.

Ce traitement donnait raison aux adversaires de la voie européenne, qui ont beau jeu de faire valoir que jamais les Européens n'ont pris au sérieux la candida-

ture déposée par la Turquie dès 1987 pour entrer dans l'Union. Les gouvernements européens avaient espéré reporter le problème en concluant avec Ankara, en 1995, un accord d'union douanière. Aussitôt contesté par le Parlement européen, qui en a bloqué le protocole financier pour protester contre la répression de la minorité kurde, cet accord a eu l'effet contraire de celui espéré. Loin d'avoir apaisé les esprits, il a mis en porte-à-faux les défenseurs de l'intégration européenne au sein de la classe politique turque, à commencer par l'ancien Premier ministre Tancu Ciller, aujourd'hui ministre des affaires étrangères de la coalition que son parti a formée avec les islamistes de Necmettin Erbakan.

MENACE

Ces pro-européens tentent actuellement de réagir en demandant aux Quinze de prendre une fois pour toutes leurs responsabilités. Le président turc, Süleyman Demirel, qui recevait le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, a menacé le 7 février d'opposer le veto de la Turquie à l'élargissement de l'Alliance atlantique aux pays d'Europe centrale et orientale si les Européens ne répondaient pas à la demande turque. Il a exigé que le représentant de la Turquie fasse partie de « la photo de famille européenne » lors du prochain conseil européen d'Amsterdam. Deux jours auparavant, à Rome, lors de la traditionnelle rencontre

à cinq des ministres des affaires étrangères de Turquie, de France, de Grande-Bretagne, d'Allemagne et d'Italie, M^{re} Ciller avait également mis les points sur les « i ». Elle avait annoncé qu'elle présenterait à nouveau officiellement la candidature de son pays à l'Union lors de ce même conseil et dénoncé la tentative d'instaurer un « statut spécial » pour la Turquie. Nous excluons de l'Union, avait-elle réaffirmé, serait une erreur historique.

Ses interlocuteurs ont réagi en soulignant comme à l'habitude que personne ne voulait faire de discrimination à l'égard d'Ankara, mais que celle-ci devait auparavant démontrer sa volonté de trouver des solutions aux obstacles à sa candidature : la question des droits de l'homme, la gestion de la minorité kurde, le contentieux gréco-turc et la question chypriote.

La victoire aux dernières élections étrangères des islamistes, qui ont pu profiter des conflits d'intérêts au sein de la droite républicaine conservatrice, a accru la méfiance des Européens. Personne n'ose po-



ser ouvertement la question de savoir si l'Union européenne, démocratique et chrétienne, est compatible avec un pays musulman, question qui se posera sans doute un jour également avec la Bosnie-Herzégovine et l'Albanie. Mais elle est au bord de toutes les lèvres.

MÉFANCE

Devant une commission du Parlement européen, le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, Hans van Mierlo, qui assume actuellement la présidence du conseil des ministres européens, a

mis récemment les pieds dans le plat. « Il y a ce problème d'un grand Etat musulman, a-t-il dit. Le voulons-nous dans l'Europe ? C'est une question passée sous silence (...). Il est temps pour nous, Européens, d'être honnêtes (...). » « D'une part, a rappelé M. van Mierlo, elle ne remplit pas les critères que nous avons fixés en Europe. D'autre part, c'est un voisin. » Un voisin qui tient une place stratégique dans le dispositif de l'Alliance atlantique à la frontière du Proche-Orient et du Caucase !

Henri de Bresson

Une très forte dégradation des échanges commerciaux

L'UNION DOUANIÈRE entre la Turquie et l'Union européenne (UE), entrée en vigueur en janvier 1996, a bénéficié à pleins bras Européens, en leur donnant libre accès à un marché de 65 millions de personnes. Les échanges commerciaux avec l'Union européenne représentent la moitié du commerce extérieur du pays. Selon les chiffres fournis par Bruxelles, ils sont passés à la mi-1996 à 36 milliards de dollars (180 milliards de francs environ), contre 27 milliards un an plus tôt. Les exportations de la France, qua-

trième fournisseur de la Turquie (l'Allemagne est le premier), ont augmenté de 60 % sur les huit premiers mois de l'année 1996. En 1995, les ventes françaises avaient déjà atteint 10 milliards de francs environ, soit le double des achats de l'Hexagone.

La dégradation du solde commercial, issue de l'union douanière, était attendue. L'assistance financière spéciale à la Turquie de 375 millions d'euros (environ 2,5 milliards de francs) sur une période de cinq ans, à laquelle devaient s'ajouter des prêts, pour un

montant similaire, avait précisément pour but d'aider les petites et moyennes entreprises turques à surmonter la période de transition. Or, ces fonds ont été bloqués par le Parlement européen.

La détérioration des termes de l'échange est cependant difficile à mesurer, compte tenu des dérogations statistiques issues de la suppression de nombreux droits de douane et de l'ampleur des échanges souterrains transfrontaliers (le « commerce-voile »), qui représenteraient, selon l'OCDE (l'Organisation de coopération et

de développement économiques), 20 % du total des échanges. Le déficit de la balance des paiements courants aurait en tous cas doublé en un an, atteignant 3 % du produit intérieur en 1996.

En dépit de cette forte dégradation, du maintien du taux d'inflation à un niveau de très loin supérieur à celui de l'Union européenne (70 % environ), d'un très lourd endettement à court terme, les taux d'intérêt réels ont diminué, et la Bourse d'Istanbul est l'une des vedettes des marchés émergents avec celle de Moscou.

Le Salon de la Formation continue

LE SEUL SALON OUVERT AUX PROFESSIONNELS ET AUX SALARIÉS POUR S'INFORMER SUR LA FORMATION CONTINUE ET RENCONTRER TOUS SES ACTEURS

PARIS du 27 février au 1^{er} mars
PARIS EXPO, Porte de Versailles.
Contact : 01 48 07 43 76
les 14 et 15 Mars
ESPACE TÊTE D'OR - Lyon - Villeurbanne
Contact : 01 48 07 43 13
les 25 et 26 Avril
LILLE-GRAND PALAIS.
Contact : 03 20 63 67 00

Paris Lyon Lille

Plus de 200 exposants répondent à toutes vos questions.
Des conférences gratuites animées par des spécialistes de la formation.
Le guide "Formation, mode d'emploi" remis gratuitement à chaque visiteur.

Organisé par

Le coût de l'élargissement de l'OTAN se situerait entre 148 et 192 milliards de francs

L'estimation - modeste - de l'administration américaine vise à convaincre le Congrès

L'administration américaine a remis au Congrès, lundi 24 février, un rapport sur les « raisons, les avantages, les coûts et les implications » de l'élargissement de l'OTAN à l'Est. L'estimation financière de l'opération, relativement modeste, a pour but de convaincre le Congrès de ratifier l'adhésion

à l'Alliance de nouveaux membres et de rassurer la Russie, alors que les négociations entre l'OTAN et Moscou ont fait quelques progrès.

La fois plus forte et moins coûteuse que la défense nationale.

Différer l'élargissement, poursuit l'étude, reviendrait à adresser aux pays d'Europe de l'Est le mauvais message. Une telle attitude, qui « justifierait à tort les anciennes divisions de la guerre froide », créerait « un sentiment d'isolement et de vulnérabilité qui serait déstabilisateur pour l'ensemble de la région et encouragerait les forces nationalistes à travers l'Europe ». La Maison Blanche est relativement optimiste sur l'issue du débat au Congrès, même si de nombreux sénateurs s'inquiètent des réactions négatives de la Russie.

Cette attitude a priori favorable des parlementaires semble à l'unisson de celle des Américains : selon une étude menée par l'université du Maryland, 67 % d'entre eux sont favorables à l'élargissement. En revanche, ils ne sont plus que 46 % à manifester leur accord dès lors que les États-Unis auraient à assumer une charge financière de l'ordre de 1 milliard de dollars. Le taux d'approbation chute également si d'aventure l'Amérique devait utiliser son potentiel militaire - y compris nucléaire - pour défendre de nouveaux membres de l'Alliance.

Laurent Zecchini

WASHINGTON

Le débat sur l'élargissement de l'Alliance atlantique représente un double défi pour Bill Clinton : les États-Unis doivent convaincre Moscou que la « nouvelle OTAN » ne constitue pas une menace pour la Russie, et la Maison Blanche doit persuader le Congrès qu'un tel processus renforcera la stabilité de l'Europe, tout en bénéficiant à l'OTAN et aux États-Unis.

Le rapport sur les « raisons, les avantages, les coûts et les implications » de l'élargissement de l'OTAN, qui a été remis lundi 24 février au Congrès, avance pour la première fois une évaluation financière de l'opération.

Ce plaidoyer vise deux objectifs : la ratification par le Sénat (à une majorité des deux tiers) de l'entrée de nouveaux membres au sein de l'Alliance et l'approbation par les deux Chambres des dépenses supplémentaires entraînées par l'élargissement. Celles-ci couvrent la restructuration, la modernisation et la standardisation des matériels militaires des nouveaux membres. Sans se prononcer sur le nom des pays qui seront retenus lors du sommet atlantique, en juillet, l'administration estime que le coût de l'élargissement à un premier

groupe de pays (les trois favoris sont la Pologne, la Hongrie et la République tchèque) devrait se situer entre 2,1 et 2,7 milliards de dollars par an (de 11,5 à 14,8 milliards de francs).

Au total, la « facture » de l'élargissement serait comprise entre 27 et 35 milliards de dollars (de 148 à 192 milliards de francs) pour la période 1997-2009. Le rapport met l'accent sur la « modestie » de la charge supportée par les États-Unis, qui ne devrait pas dépasser 150 à 200 millions de dollars par an. Selon le Pentagone, les États-Unis supporteront 15 % des coûts, contre 50 % pour leurs partenaires et 15 % pour les futurs membres de l'Alliance.

En avançant ces chiffres somme toute modestes, Washington souhaite démontrer à Moscou que l'élargissement de l'OTAN ne se traduira pas par un renforcement des capacités militaires occidentales aux frontières de la Russie. De toute façon, soulignent les responsables américains, ne pas élargir l'OTAN provoquerait à terme des coûts et des risques plus grands. La sécurité de l'Europe continue de faire partie des « intérêts vitaux » de l'Amérique : « Si nous ne subissons pas cette occasion historique d'aider à intégrer, consolider et stabiliser l'Europe centrale et de l'Est, nous risquons de payer un prix beaucoup plus élevé plus tard », souligne le rapport.

Les alliances économisent de l'argent. La défense collective est à

la fois plus forte et moins coûteuse que la défense nationale.

Différer l'élargissement, poursuit l'étude, reviendrait à adresser aux pays d'Europe de l'Est le mauvais message. Une telle attitude, qui « justifierait à tort les anciennes divisions de la guerre froide », créerait « un sentiment d'isolement et de vulnérabilité qui serait déstabilisateur pour l'ensemble de la région et encouragerait les forces nationalistes à travers l'Europe ». La Maison Blanche est relativement optimiste sur l'issue du débat au Congrès, même si de nombreux sénateurs s'inquiètent des réactions négatives de la Russie.

Cette attitude a priori favorable des parlementaires semble à l'unisson de celle des Américains : selon une étude menée par l'université du Maryland, 67 % d'entre eux sont favorables à l'élargissement. En revanche, ils ne sont plus que 46 % à manifester leur accord dès lors que les États-Unis auraient à assumer une charge financière de l'ordre de 1 milliard de dollars. Le taux d'approbation chute également si d'aventure l'Amérique devait utiliser son potentiel militaire - y compris nucléaire - pour défendre de nouveaux membres de l'Alliance.

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Laurent Zecchini

Dialogue de sourds franco-allemand sur la monnaie unique

FRANCFORT

de notre envoyé spécial

Depuis quelques semaines, les Allemands s'intéressent de très près à tout ce qui peut dire ou écrire « les intellectuels français ». Par cette formule métonymique, la presse d'outre-Rhin désigne en règle générale les intellectuels anti-Maastrichtiens, volontiers présentés ici comme domant le ton du débat en France. C'est ainsi qu'une foule nombreuse était venue, dimanche 23 janvier à Francfort, écouter Emmanuel Todd. Ce dernier jouit d'une notoriété grandissante en Allemagne. Régulièrement cité, il sert souvent d'épouvantail aux nombreux leaders d'opinion du pays qui cherchent à prouver, à travers ses propos, l'incapacité profonde des Français à se piller durablement la logique de Maastricht.

Invité à s'exprimer sur l'avenir de la monnaie unique par une association proche des Verts, Emmanuel Todd a plongé dans la perplexité ses auditeurs - parmi lesquels beaucoup de banquiers - en expliquant qu'« en 2005, la monnaie unique n'existera pas ou

n'existera plus », et en estimant que « la mise en place de l'euro reviendrait à créer les conditions d'une super-Yugoslavie en Europe ».

Todd explique, au nom de « l'épaisseur des sociétés », que le projet de monnaie unique est voué à l'échec, que « la France et l'Allemagne sont entrées dans une récession interactive », notamment du fait que les élites françaises cherchent à « imiter l'Allemagne » sans prendre en compte les spécificités de la société française. Todd invite l'Allemagne à gérer son avenir et sa monnaie sans se préoccuper du reste de l'Europe, puisque « seul le cadre des vieilles nations permet de mettre en place des solidarités collectives ».

On pourrait penser que cette série d'arguments anti-maastrichtiens peuvent séduire une Allemagne elle-même traversée par le doute. Dans l'immédiat, c'est exactement le contraire qui se produit. Le débat du 23 janvier à Francfort ressemblait à un véritable dialogue de sourds. Il était particulièrement savoureux d'entendre que le leader des Verts allemands, Joscha Fischer, également présent

aux côtés d'Emmanuel Todd, reprend une argumentation proche de celle du chancelier Kohl pour défendre l'euro : « La monnaie unique nous permettra d'assurer une souveraineté européenne sans laquelle nous ne pourrions pas mettre de l'ordre dans le marché. Une Europe divisée ne peut pas répondre au défi de la globalisation. (...) Si nous ne voulons pas suivre la voie américaine, nous avons absolument besoin de la monnaie unique. »

Les anti-maastrichtiens français peuvent rencontrer à la longue beaucoup de sympathie en Allemagne. Mais comme le constatait Axel Siedenberg, un économiste de la Deutsche Bank : « Il y a une étrange alliance entre les adversaires de la monnaie unique en France et les perfectionnistes de l'euro en Allemagne, qui disent, chocun à leur manière, qu'une union monétaire doit être précédée d'une fusion des sociétés ». Autrement dit : Emmanuel Todd et Hans Tietmeyer - le patron de la Bundesbank - même combat.

Lucas Delattre

L'Europe progresse sur la coopération en matière de police et de justice

BRUXELLES
(Union européenne)

de notre correspondant

Sous la présidence des Pays-Bas, la Conférence intergouvernementale (CIG) chargée de réformer le traité de Maastricht, qui piétinait depuis son lancement en mars dernier à Turin, donne enfin l'impression de progresser. C'est vrai en particulier s'agissant de ce qu'on appelle le « troisième pilier » du traité, à savoir la coopération dans les domaines de la police et de la justice, dont ont débatté lundi 24 février les ministres des affaires étrangères des Quinze.

Le document de travail mis sur la table par la présidence néerlandaise s'inspire de l'approche franco-allemande, telle qu'elle apparaissait dans la lettre que Jacques Chirac et Helmut Kohl avaient adressée à leurs partenaires en novembre 1996, à la veille du Conseil européen de Dublin.

« Au cœur de la démarche française, il y a l'idée que les questions de libre circulation et de sécurité doivent être traitées ensemble », a souligné Hervé de Charette. La libre circulation des personnes est déjà inscrite dans le traité, mais elle n'est pas appliquée. Même dans le cadre de la convention de Schengen (conclue entre la France, l'Allemagne, les pays du Bénélux, l'Espagne, le Portugal, et à laquelle viennent de se joindre les pays nordiques), qui prévoit la suppression des frontières intérieures, la France fait appel à la clause de sauvegarde pour maintenir des contrôles, en raison d'écarts à ses yeux encore trop importants dans

les politiques de lutte contre le trafic de drogue.

Comme on l'avait déjà perçu au début du mois, lors de la réunion des ministres de l'Intérieur et de la Justice à Noordwijk aux Pays-Bas, cette approche, liant liberté et sécurité, est pour l'essentiel acceptée par l'ensemble du Conseil. Mais avec encore de sérieuses nuances. Pour les Français et les Allemands, l'idée serait d'approuver un programme de cinq ans au bout duquel on devrait pouvoir lever complètement les contrôles aux frontières intérieures.

Sur ce terrain, Français et Allemands, conscients qu'il s'agit d'un domaine sensible pour l'opinion, entendent aller loin

Comme dans la convention de Schengen, la création d'un tel espace de liberté implique des mesures d'accompagnement, autrement dit un rapprochement des législations, voire des politiques communes, concernant la politique des visas, l'immigration, l'asile, l'assistance judiciaire, l'extradition, la lutte contre le trafic de

drogue, la coopération policière. Au-delà, les Français et les Allemands plaident pour une harmonisation ambitieuse des règles pénales, ayant trait par exemple à l'incrimination, à la définition et à l'exécution des peines.

A Noordwijk, Jacques Toubon, le ministre de la Justice, avait étonné son monde en insistant pour que les décisions en la matière puissent être prises à la majorité qualifiée. M. de Charette a encore enfoncé le clou : sur ce terrain de l'espace judiciaire et de la coopération entre les polices, Français et Allemands, conscients qu'il s'agit là d'un domaine sensible pour l'opinion, entendent aller loin. Leur activisme surprend, mais il n'est pas rejeté, même si certains, tels la Belgique ou l'Italie, se méfient ou n'aiment guère les innovations institutionnelles qui sont préconisées. Par exemple le partage du droit d'initiative entre la Commission et les gouvernements, ou encore - un point sur lequel Paris insiste vivement - l'indispensable association des Parlements nationaux à cet ensemble d'actions qui touchent de très près à la vie du citoyen.

S'agissant du renforcement de la politique étrangère et de sécurité commune (la PES, le « second pilier »), les ambitions de la CIG apparaissent de plus en plus modestes. Quant à la réforme des institutions, nécessaire pour que l'UE puisse fonctionner après son élargissement, là aussi la situation de blocage qui prévalait jusqu'ici semble surmontée. Sans doute parce que les Quinze prennent

Philippe Lemaître

Le premier président du Zimbabwe accusé de viol

HARARE. L'ex-président du Zimbabwe, le révérend Canaan Banana, âgé de soixante et un ans, a été accusé de viol par son ancien aide de camp, Jetha Dube, un inspecteur de police condamné lundi 24 février à dix ans de prison pour le meurtre d'un de ses collègues en septembre 1995. Ces accusations risquent de provoquer un immense scandale au Zimbabwe, où le président Robert Mugabe mène une campagne très dure contre les homosexuels. Le juge a accordé des circonstances atténuantes à Jetha Dube en raison des abus sexuels infligés par le président Banana. Il a également recommandé au parquet d'engager des poursuites contre M. Banana. Ce dernier, marié et père de quatre enfants, avait été président de la République de 1980 à 1987. Professeur de théologie à l'université de Harare, il fait aujourd'hui partie d'un groupe de « personnalités éminentes » du Commonwealth et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) appelées à intervenir dans des missions de médiation dans les conflits régionaux. - (AFP)

Les États-Unis ont conçu une bombe nucléaire anti-bunker

WASHINGTON. Les États-Unis ont mis au point une bombe nucléaire conçue pour détruire des casernes enterrées et durcies, susceptibles d'abriter des PC de commandement ou d'autres objectifs à grande profondeur dans le sol. Le département américain de l'énergie précise que cette arme, baptisée B 61-11, est une version modifiée d'une bombe nucléaire existante, la B 61. Elle possède une tête et une partie arrière redessinées pour pénétrer la surface terrestre à plusieurs centaines de mètres de profondeur. Après avoir accusé la Libye de construire une usine chimique souterraine, à Tachoua, les États-Unis s'étaient dits préoccupés de ne pas avoir d'armes capables de détruire de telles cibles. - (AFP)

EUROPE

■ ALLEMAGNE : à l'issue d'un sommet sur la réforme fiscale tenu lundi 24 février à Bonn, la coalition du chancelier Helmut Kohl et l'opposition social-démocrate (SPD) ont mis sur pied un groupe de travail qui doit poursuivre ces discussions vendredi. La décision a été annoncée par le ministre des finances, Theo Waigel, à l'issue d'une discussion de plus de trois heures, à laquelle participaient notamment le chancelier Kohl et le chef du SPD, Oskar Lafontaine. - (AFP)

■ TCHÉCOSLOVAQUIE : un journaliste italien de l'hebdomadaire *Epoca* a été enlevé, dimanche 23 février à Grozny, à l'indiqué, lundi, à l'AFP le vice-ministre de l'Intérieur tchèque, Václav Zákrev. Le journaliste, Mauro Galligani, cinquante-cinq ans, a été enlevé par quatre hommes armés et masqués dans une voiture sans plaque d'immatriculation. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ Le président de l'autorité palestinienne, Yasser Arafat, a signé, lundi soir 24 février, à Bruxelles, un accord commercial « intérimaire » - compte tenu du caractère juridiquement mal défini de l'autorité - avec l'Union européenne. Il prévoit notamment l'instauration progressive d'une zone de libre-échange. - (AFP)

■ LIBAN : le ministre de l'Intérieur a affirmé, lundi 24 février, qu'aucun Japonais n'a été arrêté au Liban, une semaine après des déclarations inverses faisant état d'arrestations de membres de l'Armée rouge japonaise. - (AFP)

AFRIQUE

■ SOUDAN : selon un rapport de l'ONU publié lundi 24 février, à New York, un embargo aérien international aurait un « sérieux impact » sur les programmes d'immunisation, sur la distribution de médicaments et sur la situation alimentaire. Le Conseil de sécurité doit prochainement discuter de l'entrée en vigueur d'un tel embargo sur la Sudan Airways. - (AFP)

ASIE

■ CORÉE DU SUD : douze collaborateurs du président sud-coréen, Kim Young-sam, ont remis leur démission mardi 25 février, a annoncé un porte-parole de la présidence. Ces démissions ont été remises au président au cours d'un déjeuner, après que M. Kim eut présenté ses excuses au pays pour le scandale financier Hanbo, qui a provoqué la mise en démission d'un ministre de son gouvernement et de trois parlementaires de son parti. - (AFP)


■ CORÉE : un nouvel incident a opposé, lundi 24 février, les deux Corées, lorsqu'une télévision de Séoul a annoncé l'enlèvement d'un diplomate de Corée du Sud en Roumanie, annonce aussitôt démentie et qualifiée de « provocation sud-coréenne » par la Corée du Nord. A Bucarest, l'ambassade de Corée du Sud, le ministère roumain des affaires étrangères, le service roumain d'information (renseignements), la police et plusieurs ambassades occidentales ont démenti l'information. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ PÉROU : les sauveteurs ont arrêté, lundi 24 février, les recherches pour retrouver les victimes du glissement de terrain survenu le 18 février, à la suite de pluies torrentielles, dans deux villages près de la ville de Tamburco (Le Monde du 22 février). Entre 250 et 300 victimes sont enterrées sous des tonnes de boue et de rochers qui, détachés par les pluies, ont dévalé de la montagne. Seuls quelque cinquante cadavres ont été retrouvés. - (AR)


Raymond Aubrac

OÙ LA MÉMOIRE S'ATTARDE



EDITIONS ODILE JACOB

LES ÉDITIONS ODILE JACOB PUBLIENT AUBRAC



« UNE PIÈCE DE PREMIER ORDRE À VERSER AU DOSSIER DE L'HISTOIRE DU XX^e SIÈCLE »

051 7144

Jiang Zemin promet de poursuivre l'« œuvre » de Deng Xiaoping

Dans un discours prononcé lors des funérailles officielles du Petit Timonier, le chef de l'Etat chinois a défendu l'héritage de son prédécesseur, « architecte des réformes et de l'ouverture »

Devant une audience sélectionnée de dix mille personnes réunies au palais du peuple de Pékin, le président Jiang Zemin a, mardi 25 février, salué une dernière fois la mémoire de Deng Xiaoping en rappelant l'héritage de

l'architecte des réformes et de l'ouverture. Le chef de l'Etat se doit plus que jamais de défendre l'ère Deng pour renforcer un pouvoir jugé encore fragile au sein de la hiérarchie communiste. Des critiques de

gauchistes ou de réformateurs se font d'ailleurs déjà entendre pour reprocher à l'ancien dirigeant d'avoir tout à la fois « trahi » le marxisme-léninisme tout en se montrant incapable d'en finir avec la « gabegie »

du système communiste. La télévision a consacré une large couverture au « dernier voyage » de Deng Xiaoping, de son lit de mort à la crémation, en insistant sur la douleur de la famille du patriarche.

PÉKIN

de notre correspondant
L'adieu de la Chine à Deng Xiaoping s'est conclu, mardi 25 février, sur un rassemblement officiel empreint d'une très grande émotion qui, pour n'être pas spontanée, n'en trahissait pas moins les appréhensions de ses successeurs devant l'avenir.

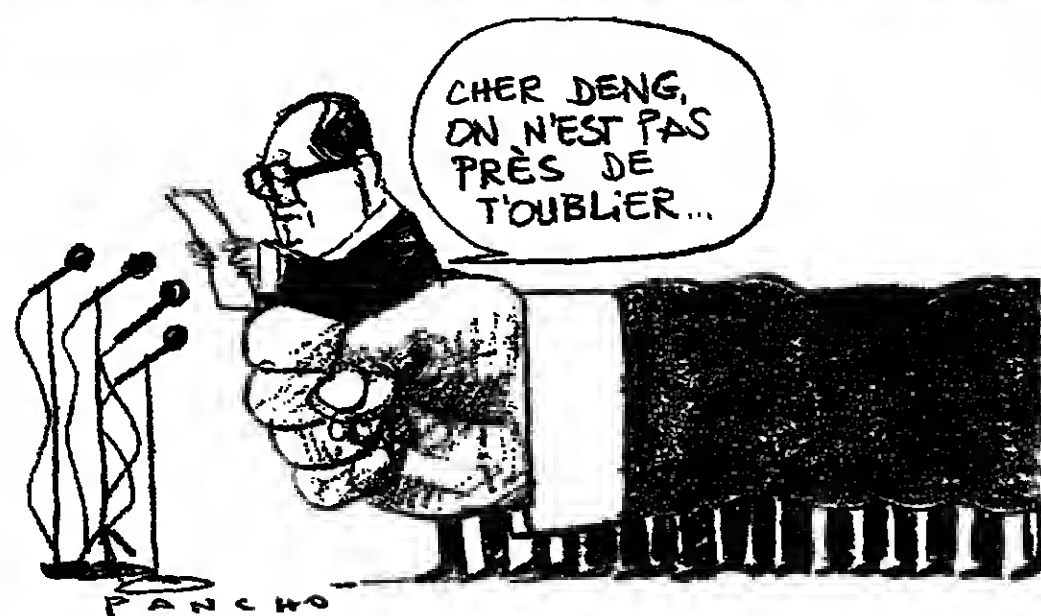
Deng avait prononcé le discours d'adieu à Zhou Enlai avant d'être à nouveau limogé. Mao s'en était allé accompagné des paroles éphémères de Hua Guofeng promettant de poursuivre son œuvre. Deng avait tenu à dire l'adieu – différé par les circonstances – au président Liu Shaoqi, assassiné pendant la « révolution culturelle ». L'honneur revenait cette fois à l'actuel chef de régime Jiang Zemin, qui a failli éclater en sanglots au début de son discours, avant de se reprendre.

Devant l'urne funéraire contenant les cendres du disparu et enveloppée dans le drapeau du Parti communiste chinois, il a répété le jugement final, déjà imprimé, du présent régime, sur « l'architecture en chef des réformes et de l'ouverture » avant de présider, devant les 10 000 participants rassemblés au Palais du Peuple, à la dernière minute de silence de la Chine pour son patriarche disparu.

La veille au soir, la télévision gouvernementale avait montré à tout le pays les scènes principales du « dernier voyage » de Deng, de son lit de mort à la crémation. La famille – son épouse Zhuo Lin et leurs cinq enfants – a été filmée en larmes, de même que tous les dirigeants qui assistaient à la cérémonie du matin. « Tu n'es pas mort ! », s'est exclamée l'une de ses filles, sa biographe Deng Rong. Pufang, le fils mutilé pendant la « révolution culturelle », apportait un vivant témoignage visuel des drames auxquels Deng a échappé son pays.

Mardi, Jiang Zemin a longuement souligné ces vicissitudes passées, sans critiquer leur responsable suprême, Mao, mais en mettant l'accent sur les bienfaits que l'ère Deng aura apportés.

Le chef de l'Etat a tout intérêt à défendre l'héritage de Deng alors que se lèvent des critiques contre le Petit Timonier. Des idéologues gauchistes, exclus mais encore actifs, tentent de faire circuler des pamphlets dressant un sombre tableau de l'ère Deng, en présentant cette dernière comme une trahison du



communisme – ce qu'elle fut, effectivement, au plan socio-économique. D'autres, des « réformateurs », mettraient en revanche plus volontiers en exergue les limites et les inhibitions du « système Deng », qui aura passé son règne à refuser toute thérapie de choc pour mettre un terme à la gabegie communiste, dans le secteur industriel public en particulier.

Côté peuple, à Chengdu, le chef-lieu de la province natale de Deng, le Sichuan, la police a dû intervenir devant un début de manifestation de mécontentement grandissant, le jour de l'annonce de sa mort, une foule a commencé à déposer des gerbes de fleurs à la mémoire de Deng devant la statue géante du Grand Ti-

monier qui trône au centre-ville. Rude insolence qu'avaient pressentie les autorités en faisant en sorte que l'hommage de la nation à Deng demeure confiné aux canaux officiels.

Tout cela n'aura pas empêché le retour d'une certaine familiarité conviviale qui marque les traditions populaires, dans lesquelles l'enterrement d'un être cher tient une place aussi importante, mais bien plus intime, que les pompes d'Etat. On la sentait sur des banderoles brandies par la foule massée sur le chemin du « dernier périple » de Deng et dans les propos des gens cités par les médias. « Encore une fois, salut à toi, Xiaoping », disait l'une. « Bonne route », disait une autre. Et

encore : « Xiaoping, vas-y en confiance, nous allons suivre Jiang Zemin ». Dans les campagnes, le culte a pris la forme d'offrandes de fleurs et fruits déposées par des paysans devant un simple portrait du défunt. Puis les dernières images de ce premier deuil de l'ère médiatique furent, encore plus classiquement, une référence à la culture la plus raffinée que le marxisme n'a pas réussi à étouffer : des images de magnifiques sapins géants, le symbole de l'immortalité.

Un enterrement chinois mélange habilement l'extrême relâchement de la retenue sociale habituelle – les émotions sont mal vus dans la vie de tous les jours – et une certaine propension à la rigole villageoise : on entendait tout à la fois les pleureuses et des rires dans le son de certains reportages télévisés.

Deng « l'ami-du-peuple » a fait place par moments à « Deng-le-garde-de-l'ordre-socialiste », surtout quand Jiang Zemin a promis de poursuivre son œuvre en y incluant la répression de Tiananmen en 1989. Les reportages officiels démontaient également le caractère quel que peu artificiel de cet hommage dans le rapport entre personnalités. On vit beaucoup l'ordonnateur des rites, Ding Guang'en, chef de la propagande au Parti communiste, dont personne ne serait étonné qu'il entre bientôt au comité permanent du bureau politique. On vit très peu l'autre fils de Deng Xiaoping, Deng

« Surmonter » la répression de Tiananmen

Le président Jiang Zemin a affirmé, mardi 25 février, que le parti avait réussi à « surmonter la rude épreuve » des événements de Tiananmen au printemps 1989 « grâce au soutien ferme du camarade Deng Xiaoping et d'autres vétérans ». Dans son discours d'adieu au patriarche, il n'a pas fait spécifiquement mention des grandes manifestations d'étudiants en faveur de la démocratie organisées sur la place Tiananmen, mais a parlé des « bouleversements politiques » survenus alors : « A cette époque, notre parti a dû faire face à un autre tournant historique majeur (...). Avec le soutien ferme du camarade Deng Xiaoping et d'autres vétérans (...), le parti et le gouvernement ont su garder l'indépendance, la dignité, la sécurité et la stabilité de la nation. » Cela a été possible, a-t-il dit, « parce que le parti et le gouvernement ont adopté une position ferme ». Plusieurs centaines de personnes, sinon des milliers, ont été tuées lors de l'intervention militaire contre les manifestants de la place Tiananmen dans la nuit du 3 au 4 juin 1989. (AFP.)

Madeleine Albright a demandé la libération de dissidents

PÉKIN

de notre correspondant
À l'issue de cinq heures d'entretiens avec les dirigeants de Pékin en plein deuil national en l'honneur de Deng Xiaoping – l'homme qui couvrit le massacre de Tiananmen –, Madeleine Albright a déclaré être dans l'impossibilité d'annoncer des progrès substantiels au sujet des droits de l'homme.

On n'en attendait pas tant de la part du secrétaire d'Etat américain en pareille période. Le fait que ces rencontres aient pu se tenir est déjà, pour le successeur de Deng Xiaoping, Jiang Zemin, comme pour celui de Warren Christopher à la tête de la diplomatie américaine, une sorte de petit miracle.

L'événement restera illustré par une scène extraordinaire à Pékin : Mme Albright, à sa descente d'avion, embrassant sur les deux joues un vice-ministre chinois des affaires étrangères, Li Zhaoxing, qu'elle a connu

lorsque ce dernier représentait, comme elle, son pays aux Nations unies et qui, voilà encore quelques années, tonnait de toute son énergie contre les vues de Washington à propos de la démocratisation de la Chine. Cette scène n'a pas été montrée par la télévision chinoise.

MOTION DE CENSURE AUX NATIONS UNIES

L'heure n'est pas à un accord de cessez-le-feu complet sur les droits de l'homme : Mme Albright a précisé que Washington serait contraint, cette année encore, de se joindre à la communauté internationale pour soumettre devant la commission ad hoc des Nations unies, à Genève, une motion censurant la Chine. Et elle a demandé à Pékin de libérer huit dissidents, dont Wang Dan, l'ancien dirigeant du mouvement de Tiananmen, condamné à onze ans de prison, et Wei Jingsheng, le plus célèbre dissident, condamné à

quatorze ans de prison. Mais le secrétaire d'Etat a rappelé le soul de l'administration Clinton de faire en sorte que les préoccupations de l'opinion américaine au sujet des opposants chinois n'empêchent pas trop le terrain diplomatique.

Les Chinois, pour leur part, lui semblent reconnaissants de ce geste, à en juger par la présentation plutôt amicale de sa visite en cette période extrêmement tendue sur les questions intérieures. Qian Qichen, son homologue, a eu des mots aimables pour la « française », de l'envoyée de Bill Clinton, même si l'objet de la discussion reste matière à contentieux.

La Chine, en quelque sorte, fait un geste : elle est d'accord pour des discussions techniques concernant la non-prolifération nucléaire – entretiens qui auront lieu entre experts à partir de la mi-mars à Pékin. La République populaire se félicite, par ailleurs,

d'un assouplissement américain sur des questions commerciales, comme ses exportations de textile et la contrefaçon industrielle.

Ces concessions restent, certes, assez peu substantielles mais Washington avait besoin de ce changement de climat après les années de tension que viennent de connaître les relations entre les deux pays. Il n'en demeure pas moins que l'agenda bilatéral reste assujéti à des considérations intérieures tout aussi sensibles de part et d'autre : les nuages de soupçons pesant sur le financement de la campagne électorale du président américain (Le Monde du 25 février) sont autant sources de difficultés aux Etats-Unis que la crise de succession inavouée qui se profile derrière l'ordonnement impeccable des funérailles de Deng Xiaoping à Pékin.

F. D.

Le régime intégriste afghan redouble de rigueur

CINQ MOIS APRÈS la chute de Kaboul, tout montre que le régime intégriste mis en place par les talibans se durcit de plus en plus : Radio Shariat a annoncé, dimanche 23 février, que soixante femmes ont été punies pour ne pas avoir respecté les recommandations islamistes sur les tenues vestimentaires. La radio ne précise pas la nature de ces punitions à l'encontre de ces femmes qui ont « bafoué » les ordres de la nouvelle commission créée pour « promouvoir le bien et interdire le mal ».

Dès leur arrivée dans la capitale afghane, en septembre 1996, les

« séminaristes » avaient imposé des mesures très strictes, interdisant aux femmes de travailler et de sortir vêtues de la burqa, cette pièce de tissu qui les recouvre de la tête aux pieds. Plusieurs Afghanes avaient été battues en pleine rue en raison de l'« indécence » de leur tenue.

BARBE « À TAILLE ACCEPTABLE »

Les talibans ont, en outre, donné, samedi 22 février, aux hommes de la capitale un délai de neuf jours pour laisser pousser leur barbe. S'ils ne s'exécutent pas, ils pourraient être passibles de prison : « Ceux qui ne respectent pas

cet ordre seront arrêtés et ils ne seront relâchés que quand leur barbe atteindra la taille d'une main ou au moins une taille acceptable », a déclaré le Maulawi Quamuladhin, chef du département religieux. Affirmant qu'il était difficile de punir directement les femmes, ce responsable a ajouté que le régime s'efforçait de se servir des chauffeurs de taxi et des commerçants pour « [les] obliger à porter le tchador ». Faute de quoi, ils ne pourront les laisser entrer dans leurs voitures ou dans leurs boutiques.

Par ailleurs, la milice islamiste a arrêté, en fin de semaine dernière,

six membres de l'organisation non gouvernementale Action internationale contre la faim (AICF), dont deux Français, pour avoir commis des « actes immoraux » et violé le code islamique.

DEUX FRANÇAIS ARRÊTÉS

Le régime leur reproche d'avoir invité plus de cinquante femmes dans leurs locaux, en dépit de l'interdiction faite aux femmes de se rendre chez des étrangers. Les arrestations ont eu lieu, samedi à Kaboul, à la suite d'un déjeuner organisé par AICF en l'honneur des collaboratrices de cette ONG. L'organisation humanitaire se dit

« extrêmement préoccupée » quant au sort de ses membres, affirmant que ces derniers n'ont commis aucun « acte immoral ».

Dans un communiqué, l'AICF ajoute qu'elle souhaite être « à même d'apporter tous les éclaircissements nécessaires à la reconnaissance de l'innocence » de Frédéric Michel et José Daniel Lorentet, les deux Français arrêtés. Des négociations sont actuellement en cours entre des diplomates et les talibans pour faire libérer les deux Français et leurs quatre collègues afghans.

Bruno Philp

La junte birmane est en froid avec son allié chinois

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

La junte birmane a beau passer pour un client de la Chine – qui a rééquipé l'armée ces dernières années –, les relations sino-birmanes semblent franchir une passe délicate. En effet, l'un des plus influents officiers birman, le général Khin Nyunt, a récemment accusé un « pays voisin » d'être le berger des clandestins du défunt Parti communiste birman (PCB) ; ces derniers sont, à ses yeux, responsables des explosions de deux bombes qui ont fait cinq morts et dix-sept blessés, le 25 décembre 1996, sur un lieu de pèlerinage proche de Rangoon et où était exposée une relique du Bouddha prénée par la Chine.

Sur le moment, la presse birmane, contrôlée par le pouvoir, avait mis ce double attentat sur le compte d'« éléments destructeurs », accusés de vouloir « détruire l'amitié entre la Chine et le Myanmar », nom dont la junte a rebaptisé la Birmanie après avoir repris le pouvoir en 1988. Les « éléments destructeurs », dans le jargon des militaires, désignent généralement les partisans d'Aung San Suu Kyi, chef de l'opposition birmane.

Toutefois, dès fin novembre, The New Light of Myanmar, organe du gouvernement, avait créé la surprise en jugeant que l'annonce faite à Manille d'un échange de visite entre les présidents Jiang Zemin et Bill Clinton avait pour objet de « détruire l'Asie », l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, organisation an sein de laquelle la Birmanie espère être admise dès juillet prochain.

ACCUSÉ DE SOUTENIR LE PC

Le général Khin Nyunt semble avoir fait un pas de plus, cette fois-ci, en déclarant que les communistes birmanes ont été impliqués dans les manifestations d'étudiants, début décembre à Rangoon, et entretient des relations avec l'insurrection des Karens, la Ligue pour la démocratie de M^{rs} Suu Kyi et les étudiants réfugiés sur la frontière entre la Birmanie et la Thaïlande.

Le « pays voisin », accusé de soutenir des communistes birmanes, ne peut être que la Chine, qui a armé et financé le PCB jusqu'à la fin des années 70. Le retrait du soutien chinois a d'ailleurs contribué à l'effondrement, dix ans plus tard, d'un PCB qui ne contrôlait plus le commerce frontalier et s'adonnait, pour survivre, à la contrebande de l'opium. C'est la première fois que le général Khin Nyunt, chef des services de renseignements de l'armée birmane, fait ainsi allusion à un contentieux avec Pékin.

En 1989, au lendemain du massacre de Pékin, le même Khin Nyunt avait adressé un message de « sympathie » aux autorités de la République populaire de Chine « alors que des troubles, semblables à ceux qui se sont produits en Birmanie l'an dernier [1988], y ont éclaté ». Dans la foulée, Pékin avait accordé une aide militaire et économique très importante à Rangoon et ouvert la frontière commune à un commerce florissant. Simultanément, les Was, ethnies birmanes insurgées, vivant sur cette frontière, qui avait fourni des hommes aux troupes du PCB, avaient signé un accord de cessez-le-feu avec l'armée birmane.

Mais une forte présence chinoise en Birmanie, notamment commerciale, pourrait déjà être un sujet de friction. L'hostilité des Etats-Unis ne cessant de se renforcer à l'égard de Rangoon et la junte birmane s'inquiète du réchauffement des relations entre Washington et Pékin.

Les généraux birmanes, qui tentent en ce moment d'étouffer la dernière insurrection, celle des Karens, ont peut-être d'autres raisons cachées de faire passer un message à Pékin. Quoiqu'il en soit, ils n'ont pas pu s'en entretenir avec le diplomate chinois chargé des affaires asiatiques, le vice-ministre Tang Jiaxuan, car ce dernier a reporté la visite qu'il devait faire du 19 au 21 février à Rangoon, en raison du décès de Deng Xiaoping.

Jean-Claude Pomonti

Xiaoping
la junte
birmane
est en froid
avec son allié
chinois

Publicité

<p>- En 1995, le Crédit Lyonnais a été récompensé pour la gestion de ses SICAV et FCP.</p>				
<p>- En 1996, le Crédit Lyonnais a été récompensé pour la gestion de ses SICAV et FCP.</p>				
<p>- En 1997, le Crédit Lyonnais a été récompensé pour la gestion de ses SICAV et FCP.</p>				

d'investissement

3 %
l'in-
nois
dé-
1, la
ntre
sou-
-ja-
me-
eur,
oc-
6 en
uits

97
at-
s de
ter-
tale
Se-
revé
mil-
ép-
ale.
pro-
ré-

ES)
ans
dé-
loi
qui.
sé-
tale
gré-
s et
des
ndi
Pa-
rer-
ne,
sta-

été
des
ou-
net
ibo
ure

Tant qu'il reste de la place, on continue. Le palmarès des "Victoires des SICAV 96" établi par La Tribune-Micropal désigne le Crédit Lyonnais meilleur gestionnaire d'OPCVM sur cinq ans parmi l'ensemble des promoteurs français et étranger d'OPCVM. Ce prix vient s'ajouter au Trophée d'or de la meilleure performance globale décerné par le Revenu Français en 1996 et à la Corbeille d'Or de Mieux Vivre, obtenue en 1995. **Votre banque vous doit des comptes.**



031 711 111

Des réfugiés hutus rwandais ont été massacrés dans l'est du Zaïre

Un témoin occidental affirme, dans un rapport remis au Conseil de sécurité des Nations unies, que les rebelles tutsis ont perpétré des tueries. Habitué de la région, il fournit des informations sur l'emplacement de nombreux charniers

En contradiction avec les déclarations du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et celles réitérées des autorités de Kigali, un document, remis aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU, à

Amnesty International et au gouvernement belge, affirme que la majorité des réfugiés rwandais au Zaïre ne sont pas rentrés au Rwanda. Rédigé par un témoin occidental de retour du Kivu, où il a vécu quatre ans, ce

document souligne la « volonté systématique des rebelles tutsis d'en finir avec les réfugiés hutus ». Ce témoin, qui pour des raisons de sécurité requiert l'anonymat, déclare que « plusieurs centaines de milliers de réfugiés

sont déjà morts, massacrés pour la plupart, ou victimes de la faim, d'épuisement ou de maladie ». Il a revisité les camps, qu'il connaissait bien, après la fuite des réfugiés et, guidé par des rescapés, s'est rendu sur

des sites où il a constaté l'existence de multiples charniers. Il rapporte également les récits d'un grand nombre de réfugiés dénonçant les massacres commis par les « rebelles ».

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondant

« La majorité des réfugiés rwandais au Zaïre ne sont pas rentrés au Rwanda : 450 000 au maximum ont pu regagner leur pays sur un total de 1 103 000 », affirme un document remis au Conseil de sécurité de l'ONU, dans un document-témoignage remis à Amnesty International, aux représentants des pays membres du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi qu'au secrétaire d'Etat belge à la coopération et au développement, Reginald Moreels. Ce témoin digne de foi, qui a passé quatre ans dans le Sud et le Nord-Kivu et qui parle la langue locale, estime donc que « 653 000 réfugiés rwandais se trouvent toujours au Zaïre ».

Considérant que 200 000 à 250 000 d'entre eux ont atteint les camps de Tingi-Tingi, Shabunda et Amisi - avant que ces deux derniers aient été de nouveau abandonnés -, il s'interroge sur le sort « d'au moins 400 000 réfugiés qui manquent à l'appel », soulignant qu'il ne prenait pas en compte « les 117 000 réfugiés burundais » dont on ne sait pas non plus ce qu'ils sont devenus.

En se référant aux déclarations du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et des autorités de Kigali, qui affirmaient que tous les réfugiés rwandais étaient rentrés chez eux, le document remis au monde souligne que cette « bataille des chiffres est stratégique » dans la mesure où « elle vise à empêcher toute intervention étrangère en faveur des réfugiés restants et à attirer sur le Rwanda le maximum d'aide en faveur de la reconstruction ». L'auteur, témoin oculaire du retour au Rwanda des réfugiés à la mi-novembre 1996, fonde son raisonnement sur les observations

qu'il a pu faire notamment les 15, 16 et 17 novembre à Goma.

S'il ne s'agissait que de combats entre des rebelles zairais et l'armée gouvernementale, « les réfugiés rwandais n'auraient pas plus de raison de fuir que les populations locales. Mais les réfugiés hutus rwandais fuient les massacres dont ils font l'objet de la part des rebelles tutsis », écrit-il ; il constitue un objectif militaire. La dialectique des « rebelles » consiste à dire que les réfugiés qui ne sont pas rentrés sont tous des « génocidaires », relève-t-il, « alors que le HCR estime en général que 7 % des réfugiés ont participé aux tueries de 1994 » qui avaient fait plus de 500 000 victimes dans la communauté tutsie et chez les Hutus opposés au régime du président Juvenal Habyarimana.

« Appeler tout réfugié hutu "génocidaire" revient à légitimer aux yeux de l'opinion internationale, mais aussi des rebelles l'utilisation de la force, voire l'élimination de ces réfugiés », remarque l'auteur du document, avant d'expliquer que « des char-

niers nombreux témoignent de la volonté systématique d'en finir avec les réfugiés ». « Ces charniers, ajoute-t-il, sont partout, toujours cachés et très difficiles d'accès. Il est dangereux d'être surpris par des rebelles dans ces zones : c'est l'exécution immédiate ».

« Au camp de Katala, (...) j'ai vu des charniers. Un premier contenait les corps de 200 personnes tuées à l'arme automatique. Un deuxième recelait 300 cadavres... »

diète. Il énumère ainsi ses découvertes :

« J'ai vu au-dessus de Mugunga, à une heure trente de marche, trois charniers de 10, 12 et 30 corps. Il s'agit d'hommes, de femmes, parfois leur bébé dans le dos, d'enfants, de vieillards. Tous ont une balle dans la tête, y compris les nourrissons (...) ».

« A Kibumba, j'ai vu au fond du camp, sur la frontière rwandaise, des

« sières » de squelettes, dans trois emplacements de cinquante à cent corps (...).

« Le 26 novembre, dans la forêt au-dessus de Saké, sur le sentier venant de Kibumba, j'ai trouvé un homme mourant, sur une civière de

pose, une balle dans la tête. Elle n'a pas pu fuir. Des corps jonchaient le sentier qui descend de Kibumba et Katala (...).

« Le 24 décembre, deux jeunes Hutus zairais du village de R. sont enlevés et torturés. Ils reviennent deux jours plus tard, devenus de force les guides d'un groupe d'une centaine de rebelles tutsis qu'ils conduisent vers trois petits camps dans la forêt où "ils les ont tous tués" me dit l'un d'eux. Il s'agit de trois camps d'une centaine de personnes chacun (...).

« Beaucoup de réfugiés de Katala sont encore cachés dans le parc des Virunga, bloqués par des opérations militaires. Une de ces opérations a eu lieu le 30 décembre 1996. Deux cent cinquante rebelles ont été déposés dans l'ancien camp pour en faire le "nettoyage" (...).

« Le 17 décembre 1996, dans la réunion hebdomadaire des Organisations non gouvernementales, EUB, l'association locale chargée de collecter les cadavres sur les grands axes (Goma-Saké, Goma-Rushuru) annonce qu'elle a déjà pu ramasser

fortune. Il avait de profondes blessures au crâne. Je lui demande qui lui a fait cela : "Ce sont les Grands Hommes" me répond-il. Sa femme et ses enfants ont été tués quelques jours auparavant par les rebelles qui voulaient les empêcher d'atteindre le camp de Mugunga. Ses frères trop affaiblis pour le porter l'avaient abandonné. Plus haut, j'ai trouvé les restes d'un camp. Une femme enceinte y re-

Paris appelle à l'arrêt des hostilités

LA FRANCE juge « urgent » un arrêt des hostilités au Zaïre et réitère son soutien au plan de paix en cinq points adopté à l'unanimité le 19 février par le Conseil de sécurité des Nations unies. Le porte-parole du ministère du Quai d'Orsay, Jacques Rummelhardt, a qualifié, lundi 24 février, d'« extrêmement préoccupante la recrudescence des combats ces derniers jours », soulignant que la France et ses partenaires de l'Union européenne (UE) apportent un « appui actif » au plan de l'ONU.

Les travaux du conseil des affaires générales de l'UE, réuni à Bruxelles, « servent en partie consensu à cette question », a précisé M. Rummelhardt,

rappelant que le représentant spécial de l'ONU et de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) dans la région des Grands Lacs, Mohammed Sahnoun, auteur du plan en cinq points, se trouvait à Bruxelles ce moment. Ce plan prévoit la cessation immédiate des hostilités ; le retrait de toutes les forces extérieures ; la réaffirmation du respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale du Zaïre et des autres Etats de la région ; la protection et la sécurité des réfugiés, des déplacés et l'accès à l'aide humanitaire ; une solution rapide et pacifique de la crise par le dialogue, le processus électoral et une conférence internationale sur la région des Grands Lacs.

A Kinshasa, le conseiller spécial du maréchal Mobutu, Honoré Ngehanda Nzambo, a confirmé, mardi, qu'il s'était entretenu la semaine dernière au Cap, en Afrique du Sud, avec une délégation américaine dirigée par George Moose, le secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires africaines, ainsi qu'avec le président ousouda, Yoweri Museveni. De son côté, le président sud-africain, Nelson Mandela, qui avait annoncé de manière anticipée l'ouverture prochaine de négociations entre les belligérants zairais, a annoncé lundi que des chefs d'Etat africains pourraient s'entretenir, le 19 mars, avec le président Mobutu, pour tenter de résoudre la crise. - (AFP)

Afsané Bassir Pour

Nouvelle controverse entre la France et Israël au sujet du siège de l'OLP à Jérusalem-Est

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Décidément, les échanges diplomatiques franco-israéliens ne sont jamais simples. « Mécontent » de la brève de la visite que son homologue français, Hervé de Charette, doit effectuer le 4 mars en Israël, David Lévy - à qui le ministre français des affaires étrangères avait promis, selon la version israélienne, une visite officielle de trois jours - a fait porter, la semaine dernière, par son ambassadeur, une note de protestation au Quai d'Orsay. L'existence de cette note, qui fut accompagnée d'une convocation de l'ambassadeur de France au ministère des affaires étrangères à Jérusalem, a été rendue publique lundi 24 février.

Initialement destinée à réchauffer l'atmosphère entre les deux pays, après l'incident qui avait émaillé le séjour de Jacques Chirac à Jérusalem en octobre 1996, la nouvelle tournée que M. de Charette s'apprête à effectuer dans la région - qui inclura notamment la Syrie et le Liban - risque d'aboutir à l'effet inverse. « Le ministre français, a déclaré Ygal Palnor, l'un des

porte-parole du ministre israélien, avait promis à M. Lévy une visite de trois jours pour évoquer les questions bilatérales, le processus de paix et, aussi, pour rencontrer la société civile israélienne. En définitive, il passera ici à peine vingt-quatre heures, dont une visite à l'Autorité palestinienne. »

« VISITE DE TRAVAIL »

Ce dernier point n'est pas confirmé côté français, où l'on souligne que le chef de la diplomatie - qui rencontrera, outre son homologue, le président Ezer Weizman, le premier ministre Benjamin Netanyahu, et trois dirigeants de l'opposition travailliste : Shimon Peres, Ehoud Barak et Yossi Beilin - n'avait prévu, dès le départ, qu'une visite de travail. La controverse tourne en réalité autour de la Maison d'Orient. M. de Charette avait préféré, en octobre, « sauter » l'étape de Jérusalem pour éviter de créer un incident diplomatique avec l'Etat juif en se rendant dans ce bâtiment, siège officiel de l'OLP à Jérusalem.

Le gouvernement nationaliste israélien avait lancé dès son arrivée au pouvoir, il y a huit mois, sa cam-

pagne contre toute présence politique palestinienne dans « sa » « capitale unifiée » - bien que l'annexion de Jérusalem-Est, en 1967, n'ait jamais été reconnue par la communauté internationale. Mais l'Union européenne a décidé, en juillet 1996, que toute visite « officielle » d'un ministre des affaires étrangères d'un pays membre en Israël devait inclure un passage à la Maison d'Orient.

Bien que l'on réfute cette interprétation dans son entourage, il semble que M. Lévy, qui avait conduit la campagne internationale pour interdire toute visite officielle à la Maison d'Orient, tenait tout particulièrement à marquer un point en refusant au ministre français ne serait-ce que le privilège d'une visite de courtoisie à la « mairie » palestinienne, à l'occasion d'une « visite officielle » en Israël. M. de Charette n'a - semble-t-il - accepté de jouer le jeu qu'à moitié. Il n'ira pas à la Maison d'Orient, et son homologue devra se contenter, pour une fois, d'une « visite de travail » de vingt-quatre heures.

Patrice Claude

Au Liban, la folie mène en prison, faute d'hôpital

BEYROUTH

de notre correspondant

Au Liban, la schizophrénie mène en prison. C'est le triste constat que vient de faire le quotidien *An-Nahar* en découvrant le sort d'un poète, Safouane Halidar, traducteur en arabe de Günter Grass, Rilke et Brecht. « De grâce, sortez-moi de là », a supplié le poète fou, lors d'une rencontre avec deux journalistes qui avaient retrouvé sa trace à la prison centrale de Roumieh. Et d'ajouter : « Cinq ans... Cinq ans que je ne vous ai vus, ni vous ni les autres. Mes parents seraient-ils morts ?... Et ma mère ? Morte ?... »

Morte effectivement, depuis un peu plus d'un an. Les deux journalistes l'ont appris, le lendemain, en essayant d'aller la voir. Son fils ne l'a pas su. La famille s'est expliquée en faisant valoir que le poète avait fait l'objet d'un arrêté d'internement prononcé par un tribunal chite, compétent au Liban en matière de statut personnel. Interné dans un premier temps à l'asile national d'Asfourie, le malade a été transféré dans la prison, il y a environ deux ans, parce que l'établissement psychiatrique a été démolé, pour des raisons apparentes de spéculation

immobilière, et parce que l'achèvement de la construction du nouvel hôpital s'éternise. Les malades du nouvel hôpital s'éternise. Les malades des familles ont été installés dans des asiles privés. Les autres, au nombre de trente-cinq - dont Safouane Halidar -, sont allés en prison. Le poète reçoit de ses parents 20 000 livres (70 francs) par mois.

Les journalistes, en rapportant leur conversation avec Safouane Halidar, présentent un homme apparemment lucide. Ils sont allés voir son psychiatre, qui leur a dit : « Safouane est inoffensif pour lui-même et pour les autres. Il est malade et a besoin d'un traitement pour être réinséré dans la société (...). Son incarcération est inadmissible. »

Safouane Halidar s'était écrit : « Ils prétendent que je veux tuer les gens, mais je suis incapable de tuer qui que ce soit. Vous me connaissez, vous le savez bien... » Le poète restera donc en prison jusqu'à ce que les entrepreneurs aient terminé de construire le nouvel asile.

Lucien George

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES

CHERCHE EDUCATRICE

Cherche pr éducation enfants une éducatrice de ht niveau (diplômes, langues, permis de conduire, activ. sportives, loisirs). Lieu de résid. Bruxelles, av. pied-à-terre à Paris. Salaire 15 000 F (x 12) ou supérieur en fonction des compétences. Envoyer C.V. à l'adresse : E.M.S. 9, rue des Atrabates B 1040 Bruxelles

Les journaux recrutent **PIGISTES** Sur la 3615 PIGEPLUS (2,2 F/min).

Groupes de sociétés d'assistance au sol des compagnies aériennes (+ de 300 personnes) situés à Roissy recherche : **UN CHEF DU PERSONNEL JURISTE RESPONSABLE RH ET ADMINISTRATIF** La création de ce poste nécessite une personnalité d'envergure tant sur un plan juridique qu'en ressources humaines. Formation supérieure juridique indispensable (maîtrise, DESS, DEA en droit du travail). Métr d'ad: votre cand. (lettre manusc. photo, CV et prêt) au : Cabinet MORTIER, 14, rue du Docteur-Marie 85000 Auxerre à qui nous avons confié la sélection (sur Roissy).

DEMANDES

RESPONSABLE COMMUNICATION/PRESSE J.F. 30 ans, 7 ans d'exp. souhaite intégrer structure dynamique (agence ou entreprise) pour valoriser ses talents rédactionnels et relationnels. Mobilité géographique. Tél. : 01-47-48-57-01 (rép.).

CHAUFFEUR DIRECTION 44 a., angl., all., norvégien dispo. de suite, 15 a. exp. même patron. 2 a. gèle remorque immatriculée, permis permis hélico mono-biplace, avion bimoteur ch. place stable. Sdr. réf. Tél. 01-43-32-90-17 (rép.).

J.F. 21 a. BAC STT action et communic. admn. angl., connaites. informatique tr. sérieuse et motivée, étud. ttes propos. d'emploi Paris et départ. 91, 94. Tél. : 01-43-30-71-61

SPECIALISTE 30 a. d'EXP. CONSTRUCTION aménagement gestion, SEM ou HLM. Rech. activité à tps part. ou local. Ecrire Monde Publiée, sous n° 9076 133, av. Champs-Élysées, 75049 Paris Cedex 08.

J.F. 33 a. recherche poste SECRÉT. POLYVALENTE 12 ans exp. CAP école Pigier, maîtrise MAC SE. Tél. : 01-42-57-27-70.

J.H. 22 a., sérieux, ch. poste chauffeur, entretien propriété privée. Tél. : 01-64-62-02-93.

JOURN-TRADUC. (all., it., angl.) diplômée en éco et ét. sup. Solide exp. prof. ch. traduction, préfère pr sujets liés à l'environnement. Tél. : 01-44-93-97-91.

JUR. CONFIRMÉ 3 a. exp. AVOCAT. Très sérieux et motivé. Rech. poste JURISTE. Etud. ttes propos. Paris. R.P. prov. T. 05-46-48-14-49. Fax : 01-45-65-08-84.

NIGERIA

Dirigeant 49 ans, expertise comptable, nationalité française, bilingue anglais, arabe. 25 ans d'expatriation en Afrique et Proche-Orient. Actuellement en poste au Nigeria depuis 7 ans. Excellentes relations dans les hautes sphères bancaires, administratives et commerciales.

Cherche poste D.G. ou D.A.F. ou création de filiale en Afrique / Proche-Orient, de préférence au Nigeria. Libre sous préavis de 4 mois.

Ecrire (sous n° 9070) à : Le Monde Publiée - 133, avenue des Champs-Élysées - 75049 PARIS Cedex 08, qui transmettra.

ans l'est du Zaïre

Publicité

17/11



EST-CE QU'IL SUFFIT D'UN
BALLON POUR QUE ÇA AILLE MIEUX
DANS LA TÊTE D'UN JEUNE ?
SÛREMENT PAS, MAIS ÇA AIDE !

A 13 ans comme à 16, on a besoin de points de repère pour trouver sa voie. Le sport est un bon moyen pour y parvenir. Le manque d'équipement, d'information et d'initiative surtout, éloigne les jeunes d'une activité qu'ils aiment et dont ils ont besoin. Depuis 3 ans, les centres E. Leclerc de Bretagne organisent "Hyperball", un grand tournoi de basket de rue. Chaque année, en mai, plus de 7 000 jeunes, de tous les horizons, y participent gratuitement. Leur fougue, leur enthousiasme et leur combativité nous prouvent que nous avons raison d'agir pour eux et avec eux !

E.LECLERC

3 %
l'in-
nois
dé-
il, la
ntre
sou-
i-ja-
me-
eur,
oc-
6 en
luits

97

at-
s de
ter-
iale
Se-
levé
mil-
sep-
ale.
pro-
ré-

ES)
ans
dé-
loi
qui,
sé-
tale
gré-
s et
des
ndi
Pa-
re-
ine,
sta-

été
des
ou-
net
ibo
ure

ॐ नमो भगवते वासुदेवाय

ANTI-RACISME La protestation contre le projet de loi Debré sur l'immigration, qui devait se prolonger mardi 25 février par des manifestations autour de l'Assemblée nationale, a convaincu Lionel Jospin et les dirigeants socialistes de la nécessité d'accentuer leur dénonciation de l'extrême droite, dont les intentions sont exprimées sans détour par Catherine Mégret, nouveau maire

(Front national) de Vitrolles (lire notre éditorial page 17). ● JEAN-MARIE LE PEN a été débouté par la cour d'appel de Rouen des poursuites en

diffamation qu'il avait engagées contre Michel Rocard après que ce dernier, en 1992, l'eût accusé à la télévision d'avoir pratiqué la torture en Algérie. ● LES DERNIERS

CHIFFRES publiés par la direction de la population et des migrations montrent que le nombre d'étrangers s'installant en France a été divisé par deux en cinq ans (lire page 9).

CHIFFRES publiés par la direction de la population et des migrations montrent que le nombre d'étrangers s'installant en France a été divisé par deux en cinq ans (lire page 9).

La gauche accentue sa mobilisation contre l'extrême droite

Soucieux de rassurer ceux qui lui reprochent de ne pas faire assez de place à la lutte contre le Front national, Lionel Jospin va avoir l'occasion de s'exprimer à Orange, une des villes conquises par le parti de Jean-Marie Le Pen. De son côté, Robert Hue veut reconquérir les « cages d'escalier »

LIONEL JOSPIN, qui sera le 27 février à Orange (Vaucluse) pour fustiger le Front national dans l'une des villes qu'il a conquises, n'en démontre pas le parti socialiste doit incarner, selon la formule de Jean-Christophe Cambadélis, chargé des relations extérieures au secrétariat national, « un humanisme populaire ». Pour le premier secrétaire du PS, peu désireux de participer à la manifestation devant l'Assemblée nationale, mardi 25 février, il ne doit pas y avoir, « d'un côté, ceux qui ont peur du chômage, peur de l'insécurité et qui se sentiraient abandonnés et, de l'autre, ceux qui se battraient pour les droits de l'homme, luteraient contre le racisme et sembleraient l'abandonner ou faire la morale ».

Pour réaliser cette jonction entre les uns et les autres, qui paraît encore relever de la mission impossible, l'ancien candidat à

l'élection présidentielle, qui prend au sérieux les sondages révélant la déception de son propre électorat vis-à-vis du PS, compte sur ce que François Hollande, porte-parole du PS, a appelé, lundi, « un effort de pédagogie ». Même s'il répugne à établir un lien direct entre les deux, M. Jospin sait que cet effort doit porter à la fois sur une nouvelle politique de l'immigration et sur une vraie stratégie de lutte contre le Front national.

CLARTE DE LANGAGE

L'« effort de pédagogie » avait commencé, le 23 février, avec Michel Rocard, au « Grand Jury RTL-Le Monde ». Pour l'ancien premier ministre, qui a donné du bout des lèvres son quibus à la « méthode Jospin », « il faut dire aux Français (...) que l'immigration n'est pour rien dans la crise, qui est liée au chômage ». Contre le Front national,

M. Rocard préconise « absolue clarté de langage » et combat contre le chômage.

L'« effort de pédagogie », le Mouvement des jeunes socialistes (MJS) l'a réclamé à ses côtés lors d'une convention nationale, qui s'est tenue à Limoges du 21 au 23 février. « Il nous faut tordre le cou aux amalgames associant, par exemple, immigration et chômage ou insécurité », a asséné le MJS. Régis Juanico, son président, a fait voter des résolutions où il marque aussi sa différence avec le PS sur l'immigration. Encore à l'intention de leurs aînés, les jeunes socialistes ont plaidé pour des candidatures uniques de la gauche là où il y a danger Front national et fustigé, à propos de « la défaite historique » de Vitrolles, « le discrédit et le clientélisme de la classe politique » en Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

L'« effort de pédagogie », M. Hollande l'a poursuivi lundi en se félicitant du « succès » de la manifestation du 22 février. « Nous avons toujours été clairs par rapport à l'utilisation de l'immigration à des fins politiques », a plaidé M. Hollande. « Nous avons toujours été clairs sur le caractère dangereux pour les libertés et, en plus, inefficace par rapport à l'immigration clandestine du projet de loi Debré, et nous millions pour son retrait », a-t-il dit. Le 4 février, M. Jospin avait été un des premiers signataires de la pétition de SOS-Racisme au Sénat contre le texte de M. Debré.

Recourant à une pédagogie très

IL FAUT CONVAINCRE CEUX QUI NE COMPRENNENT PAS SAUF SE COUPER DE CEUX QUI COMPRENNENT.



« jospinienne », M. Hollande a expliqué que les socialistes doivent être « inflexibles sur les valeurs et les principes » et expliquer « à ceux qui sont peut-être moins attentifs à ces références-là que ce n'est pas l'immigration qui est leur problème, mais le chômage ». M. Hollande, relayé par Julien Dray, a aussi dénoncé dans les propos de Catherine Mégret, « une politique d'inspiration raciste et ségrégationniste ».

Si les cent mille marcheurs du 22 février ont, selon la formule de M. Cambadélis, manifesté « par défaut contre le Front national », en reprochant au PS de n'avoir fait son travail ni à Vitrolles, ni contre

le texte de M. Debré, M. Jospin se refuse toujours à mettre l'immigration au centre du débat politique. Le PS poursuivra donc ses travaux suivant le rythme prévu : son bureau national débattrait le 5 mars de la sécurité, le 12 de l'extrême droite, le 26 de l'immigration. Entre-temps, le 13 mars, sa commission économique affinerait le projet du PS, jugé « inachevé » par M. Rocard, afin d'ajuster ses propositions contre le chômage.

Face au Front national, la politique du PCF relève aussi de gestes symboliques. Le 7 novembre 1996, à Toulon, Robert Hue avait plaidé pour une « France fière et généreuse ». Dans la mobilisation anti-

Debré, il s'est démarqué, le 23 février sur Radio-Shalom, du premier secrétaire du PS : « Je ne me sens pas du tout obligé à une obéissance civique quelconque. » Depuis décembre 1995, M. Hue répète que « le PCF doit reprendre dans les cages d'escalier des cités la place prise, peu à peu, par les militants et les idées du Front national ».

Le travail de « pédagogie » de la direction reste lourd. Paradoxalement, si le message de M. Hue semble bien « passer », c'est qu'il faut distinguer les sympathisants du PCF, qui sont les plus en pointe sur les valeurs républicaines et contre la stigmatisation des immigrés, mais qui ont souvent « sympathisé » depuis l'engagement de Robert Hue à Saint-Bernard, et la base ouvrière », explique Stéphane Rozès, de l'Institut CSA. A la radicalité du Front national, M. Hue oppose plus clairement celle de son parti. La pétition en faveur d'un référendum sur la monnaie unique permet aussi de couvrir l'extrême droite sur les terres anti-maoïstes.

Pour le moment, il n'y a pas de construction politique à gauche », a expliqué M. Hue, lundi, témoignant de ce raidissement. La réunion de mardi, au siège du PS, sur des candidatures uniques de la gauche là où il y a un danger venant de l'extrême droite, sera l'occasion de faire passer le message que clament de concert le Mouvement des citoyens et le Parti communiste : « Plutôt Gardonnet que Vitrolles ! »

Ariane Chemin et Michel Noblecourt

Manifestation à Toulouse contre la venue de M. Mégret

« Ni Debré ! Ni Mégret ! » proclame le tract qui appelle les Toulousains à manifester, mardi 25 février, à l'occasion de la venue du numéro deux du Front national. Officiellement, l'époux du nouveau maire de Vitrolles vient soutenir la candidature du FN dans une élection cantonale partielle. Selon les manifestants anti-FN, la conférence de M. Mégret portera sur le thème « Aujourd'hui Vitrolles, demain la France ». Mais les élus toulousains du FN disent ne pas connaître l'objet de son intervention. « Cette réunion est une provocation et un défi qui doit être relevé par tous les démocrates », estiment la trentaine d'organisations qui appellent à manifester. On y trouve la plupart des associations de la manifestation du 22 février, des syndicats et des partis de gauche, à l'exception de FO et du Parti radical-socialiste. Selon Michel Desmars, syndicaliste SUD et coordinateur de fait de la manifestation, l'idée est de « s'approcher au maximum du lieu de la réunion, mais sans chercher l'affrontement ». — (Corresp.)

L'éloge du « droit du sang » par Catherine Mégret dans le « Berliner Zeitung »

MAXIM LEO, journaliste au Berliner Zeitung, a communiqué à notre correspondant dans les Bouches-du-Rhône, Luc Leroux, l'enregistrement de sa conversation en français avec Catherine Mégret, maire (Front national) de Vitrolles, conversation dont son journal a publié, lundi 24 février, la traduction en allemand (Le Monde du 25 février). En voici des extraits :

« (...) Je n'ai pas d'expérience politique. Je sais quelqu'un qui apprend vite, qui se forme vite. Pour les grandes décisions, c'est mon mari [Bruno Mégret, délégué général du Front national, inéligible pour infraction aux lois sur le financement des campagnes électorales, NDLR] qui décide, car il a une vision politique des choses, une vision de gestionnaire ; il a l'habitude de diriger. »

« Il y a des Arabes, qui ont même voté pour nous, qui sont très bien intégrés, des vieux Arabes. Ils ne sont pas tous à mettre

dans le même sac. Les immigrés ou les voyous français, on ne fait pas de différence. C'est vrai qu'il y a une majorité d'immigrés. Les immigrés, c'est complètement dément, les proportions que ça prend ! Ils font le ne sais pas combien de gommings qu'ils mettent dans la rue. Ils font des gommings pour toucher des allocations, ils ne les élèvent même pas. Pendant ce temps-là, les Français, qui sont des gens responsables, ne peuvent plus avoir d'enfants car ils n'ont pas de quoi en avoir, parce qu'ils ne veulent pas faire des enfants n'importe comment. »

« Les immigrés qu'on rencontre continuent à vivre comme s'ils étaient chez eux. Ils ont l'esprit colonialiste. On va leur donner moins d'allocations de façon à ce qu'ils aillent ailleurs. On va leur retirer les dossiers, retirer à des immigrés pour donner à des Français. Nous, c'est les Français d'abord. Si on retire les aides de la mairie... Vous savez, ils ne sont là que pour prendre l'argent, pour la plupart. Si la place est moins bonne, ils iront ailleurs, ils déménageront. »

« On a des Noirs au Front national. Quelqu'un qui n'est pas français, on ne peut pas

l'accueillir aujourd'hui dans notre pays. Il n'y a plus de place, plus d'argent. Je ne vais pas virer quelqu'un uniquement parce qu'il est noir et pas français. On ne va pas avoir de mesures draconiennes et totalitaires. »

UN VRAI FRANÇAIS...

« Vous interrogez l'importance qui, à part une personne de mauvaise foi. On va vous répondre qu'effectivement il y a des différences entre les races, et ce n'est pas être raciste que de dire cela. De toute façon, s'il n'y avait pas de différences entre les races, pourquoi on nous traiterait de racistes ? Il y a des différences dans les gènes. C'est ce que disait M. Le Pen : Les Noirs sont plus doués pour le sport et la danse que les Blancs. »

« Un vrai Français, c'est quelqu'un qui l'est par le droit du sang, qui se comporte en Français, aime son pays, aime sa patrie, qui va faire son service militaire pour son pays quand il est jeune. Il y en a qui ont la double nationalité et vont faire leur service militaire en Algérie. »

« L'insécurité est liée à l'immigration. (...) Rendre Vitrolles plus sûr, c'est facile. Avec

M. Anglade [l'ancien maire, socialiste], il y avait des éducateurs de rue, des agents de prévention qui se rangeaient du côté des jeunes et les excitaient plutôt qu'autre chose. On va remplacer ces postes-là. Il ne s'agit plus de faire de la prévention, ça ne marche pas. Il faut faire de la répression, c'est-à-dire il faut punir, poursuivre, attraper ceux qu'on connaît. Il faut inverser la tendance. Jusqu'à présent, à Vitrolles, c'étaient les honnêtes citoyens qui vivaient avec la peur ou le ventre. Nous, on va tellement horceler les voyous qu'ils vont finir par croquer et aller faire leurs mauvais coups ailleurs. (...) »

« On ne peut pas donner à tout le monde. On va couper les subventions aux associations d'origine maghrébine qui vivent aux crochets et on ne financera plus les associations de gauche. Pour les associations culturelles, on va continuer ; simplement, on va mettre un petit peu d'ordre dans la culture, parce que la culture tag et rap, ce n'est pas notre tasse de thé. Elle est débilissante. On voudrait réenraciner Vitrolles dans son côté provençal. (...) »

Selon la cour d'appel de Rouen, les témoignages permettent d'affirmer que M. Le Pen a torturé en Algérie

REFUSANT de s'incliner devant la Cour de cassation, la cour d'appel de Rouen a débouté Jean-Marie Le Pen des poursuites en diffamation qu'il avait engagées contre Michel Rocard. Cet arrêt exceptionnel, rendu le 17 février, infirme un jugement de la 17^e chambre correctionnelle de Paris du 7 octobre 1993 qui condamnait Michel Rocard à 10 000 francs d'amende pour avoir déclaré, le 2 février 1992, lors de l'émission « 7 sur 7 », à propos de M. Le Pen : « Il est allé ensuite en Algérie. Il a torturé. »

Ce premier jugement avait été infirmé par la cour d'appel de Paris dans un arrêt du 22 juin 1994 qui relaxait M. Rocard en lui accordant le bénéfice de la bonne foi. Selon les juges, qui tenaient compte des exigences d'une émission diffusée en direct, les articles de presse versés aux débats avaient pu « créer dans l'esprit (de M. Rocard) l'idée que Jean-Marie Le Pen a participé en Algérie à des actes habituellement qualifiés de torture ». Mais la chambre crimi-

nelle de la Cour de cassation a cassé cet arrêt en considérant que « le prévenu ne saurait faire la preuve de sa bonne foi en établissant la croyance commune en l'exactitude du fait allégué ». Et les juges suprêmes ajoutaient : « La participation à une émission de télévision en direct n'affranchit pas un homme public de ses devoirs de prudence et d'objectivité. »

L'affaire fut donc renvoyée devant la cour d'appel de Rouen, pour être jugée à nouveau, mais la cour, présidée par Daniel Tardif, a refusé de se laisser enfermer par l'appréciation de la Cour de cassation. Avec une fermeté parfois rugueuse, son arrêt constate : « Michel Rocard ne s'est pas réclamé de la "croyance commune" que dénonce la Cour de cassation : il s'est réclamé, ce qui est tout autre chose, des propres affirmations de Jean-Marie Le Pen qui, à plusieurs reprises (...), a affirmé avoir eu recours à la torture. » Ainsi, la cour cite un dîner-débat du 24 mai 1997, une séance à l'Assemblée nationale du 17 janvier 1997, une inter-

view au journal Combat du 9 novembre 1962 et un entretien accordé à l'hebdomadaire espagnol Interviu en 1984.

Les juges ajoutent : « Non seulement il [M. Le Pen] a dit en son temps avoir torturé, mais il a affirmé, comme le général Massu, que la torture était un mal nécessaire de la guerre d'Algérie, avant de ne plus employer le mot torture et ne plus désirer qu'on l'emprunte. » Mais la cour, pour démontrer que Michel Rocard était de bonne foi, se fonde aussi sur « les témoignages qui ont été faits par les personnalités les plus éminentes, tel Paul Teitgen, le commissaire Gilles et de nombreux témoins et victimes dont les propos ont été rapportés par la presse et qui ont été entendus par les tribunaux sous la foi du serment. »

Concernant les exigences du droit, la cour déclare : « Personne ne soutient, et la cour d'appel de Paris ne l'a pas dit, que la participation à une émission de télévision affranchit de facto un homme public de ses devoirs. » Toutefois les juges esti-

ment qu'il est nécessaire de prendre en compte la « particularité » du direct qui autorise moins la profondeur d'analyse et la nuance.

IMPOSSIBLE OBJECTIVITÉ

Mais l'essentiel de l'argumentation de la cour d'appel se fonde sur l'analyse du devoir de prudence et d'objectivité invoqué par la Cour de cassation. Les juges de Rouen affirment ainsi : « Un homme politique ne peut se voir imposer l'objectivité que l'on est en droit d'attendre de l'historien ou de la personne qui se propose d'informer ou d'éduquer le public. » Pour les magistrats, une telle attitude conduirait à une « anesthésie du débat public ou à l'instauration d'un discours unique inconcevable ».

Les juges relèvent de plus que, s'agissant de M. Le Pen, « il serait paradoxal que de tels principes soient établis pour donner satisfaction à un homme politique qui se distingue, quant à lui, par l'outrance et la provocation de son propos ». Consciente que son appré-

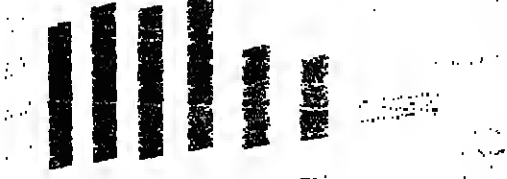
ciation pourra être interprétée comme une opposition à celle de la Cour de cassation, la cour de Rouen s'abrite derrière la Cour européenne des droits de l'Homme, qui avait notamment déclaré que « les limites de la critique admissible sont plus larges à l'égard d'un homme politique » et qu'il convient d'éclaircir le plus complètement possible les citoyens sur le passé, les aptitudes, les conceptions morales des hommes politiques qui briguent leurs suffrages. Aussi la cour d'appel de Rouen ne craint pas d'affirmer : « Toute autre analyse, même si elle était conforme à l'interprétation jurisprudentielle la plus usuelle, serait contraire à l'exigence des mesures strictement nécessaires dans une société démocratique et au principe de la liberté d'expression, tels qu'ils ont été énoncés par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'Homme. »

Même si les juges ont pris le soin diplomatique de préciser qu'ils avaient fait une « lecture » de l'arrêt de cassation pour en interpré-

ter les termes, la décision de Rouen ressemble bien à ce que le jargon judiciaire nomme dans une locution exceptionnellement claire « une rébellion de juges ». A l'évidence, malgré la courtoisie employée dans son arrêt, la cour d'appel de Rouen a pris le contrepied de la haute juridiction en sachant qu'elle s'opposait à « l'interprétation jurisprudentielle la plus usuelle ».

Contrairement à beaucoup de décisions rendues en matière de diffamation, l'arrêt ne se contente pas de l'application d'un droit décliné qui ne tiendrait aucun compte des réalités. Forts de l'appréciation de la Cour européenne, les juges de Rouen ont brisé une sorte de tabou judiciaire. Cet arrêt fera date, et, en toute logique, le pourvoi que Jean-Marie Le Pen ne manquera pas de former devrait être soumis non pas à la seule chambre criminelle, mais à l'Assemblée plénière de la Cour de cassation.

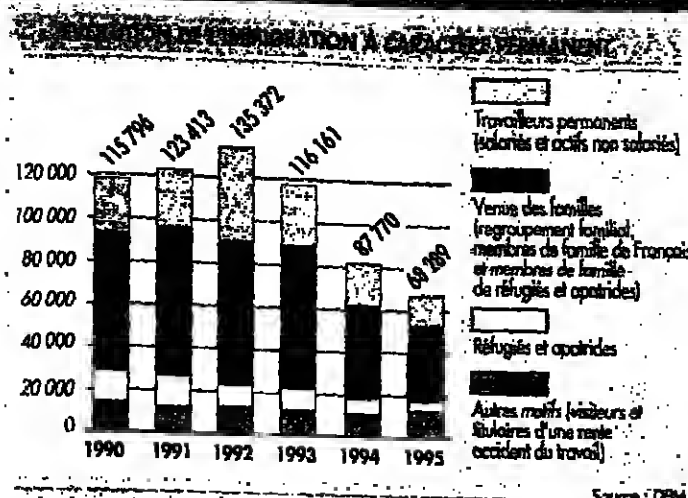
Maurice Peyrot



Les flux d'immigration régulière... de moitié...

Les flux d'immigration régulière... de moitié... (Text continues with details about immigration statistics and trends.)

Le regroupement familial a chuté d'un tiers en un an



Les flux d'immigration régulière ont diminué de moitié en cinq ans

CE N'EST PLUS un accident, c'est une tendance lourde. Pour la troisième année consécutive, le nombre de nouveaux étrangers autorisés à s'installer définitivement en France a diminué en 1995, après une longue période de quasi-stagnation. Déjà spectaculaire en 1994, la chute a pris des proportions de chute libre l'année suivante, selon les dernières statistiques publiées.

très opportunément par la direction de la population et des migrations (DPM) du ministère de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, sous la signature d'André Lebon.

Ajouté que le nombre d'immigrés légaux dépassait 130 000 par an au début de la décennie 90, seuls 68 000 étrangers, toutes origines confondues, se sont installés en France en 1995. En tenant compte des sorties estimées, le solde migratoire pourrait plafonner aux alentours de 35 000, le plus faible enregistré depuis 1945, et être inférieur au niveau des acquisitions de nationalité française (100 000 environ). Si cette tendance se prolonge, on pourrait assister à une baisse, inédite depuis la Libération, de la population étrangère en France.

L'évolution récente aura été particulièrement brutale puisque la baisse atteint 41 % entre les seules années 1994 et 1995. Elle est aussi spectaculaire s'agissant de l'arrivée des seuls non-Européens : ils étaient 52 000 à entrer en France légalement en 1995 contre 90 000 cinq ans plus tôt. Contrairement à une idée reçue, les travailleurs constituent la majorité des immigrants européens, mais seulement 12 % du flux de non-Européens.

Les populations qui alimentent l'essentiel de ces entrées - familles, réfugiés et travailleurs - sont toutes concernées par cette chute massive. L'arrivée des familles demeure la toute première situation d'immigration régulière pour les non-Européens (61 % du total). Mais le « regroupement familial », qui permet à l'épouse et aux enfants d'un « travailleur » de le rejoindre, atteint un plancher historique. Alors que plus de 32 000 étrangers entraient à ce titre au début des années 90, ils ne sont plus que 14 000 en 1995. Ce recul s'explique principalement par le tassement de l'immigration de travail et par les restrictions introduites en 1993 par les lois Pasqua.

MOINS D'ÉTUDIANTS La tendance s'est approfondie du fait du resserrement des pratiques administratives aboutissant à refuser de plus en plus la réunification des familles pour insuffisance de revenus et de surface habitable. Cette chute explique la montée du phénomène des sans-papiers. L'ampleur de la chute du regroupement familial est telle que, « pour la première fois », précise le rapport de la DPM, ce flux est dépassé par celui des arrivées de membres de familles de Français (conjoints et enfants), qui stagne à 16 000 après avoir chuté d'un tiers entre 1993 et 1994.

S'agissant des réfugiés, l'application implacable de principes restrictifs s'est conjugée à l'apaisement de certaines tensions internationales pour produire un chiffre presque dérisoire : 4 742 étrangers ont obtenu le statut de réfugié en 1995 contre plus de 15 000 en 1991. Cette même année, 84 % des demandes d'asile ont été rejetées. La majorité (56 %) des bé-

néficiaires de la protection française étaient des Asiatiques et 19 % des Africains.

Quant à l'immigration de travailleurs, en principe stoppée depuis 1974, elle se poursuit, mais à un rythme homéopathique : 5 189 travailleurs non européens ont immigré en 1995, soit 26 % de moins que l'année précédente et 60 % de moins qu'en 1990. Contrairement au stéréotype du « travailleur immigré », ces arrivants sont plus qualifiés que les Européens (40 % de techniciens et cadres contre 32 %) : les trois quarts sont employés dans le secteur des services (18 % dans l'immobilier, 12 % dans le commerce et 10 % dans le secteur éducatif).

La baisse des entrées d'étudiants, dont le séjour est théoriquement provisoire, se poursuit également (moins 33 % depuis 1991), accompagnée d'une redistribution géographique : les nouveaux venus sont moins souvent africains (40 % en 1995 contre une large majorité deux ans plus tôt), mais plus souvent asiatiques (30 % au lieu de 20 %). La baisse du nombre d'étudiants algériens (1 420 contre 3 662 en 1991) est telle que, pour la pre-

Un jeune non-Européen sur deux est au chômage

Souvent employés comme marges d'élasticité du tissu économique, les étrangers sont les principales victimes du chômage. Alors que 11,3 % des Français étaient sans emploi en 1996, ce taux atteignait 32,3 % chez les travailleurs non européens, avec une pointe de 38,4 % pour les seules femmes. La répartition par classe d'âge est encore plus alarmante : 49 % des jeunes hommes non européens âgés de 15 à 24 ans sont au chômage, soit un sur deux. Ainsi, la part des étrangers dans l'ensemble des demandeurs d'emploi a atteint 12,5 % en 1996, alors qu'ils représentaient 5,5 % de la population active.

D'autre part, le rapport de la DPM fournit d'intéressantes données concernant les mariages « mixtes », autre indicateur de l'intégration. Après avoir atteint le sommet historique de 33 000 en 1991, les chiffres reflétant ce type d'union ont entamé une décline pour atteindre 23 300 en 1995. Ils représentent néanmoins près d'un mariage sur dix.

mière fois, ils sont moins nombreux à entrer en France que les Japonais (1 641 entrées).

Que reflète cette déflation vertigineuse des flux d'immigration ? Une partie de l'explication tient dans l'allègement de la pression migratoire, dans la dissuasion opérée par les lois Pasqua et dans les multiples signes de fermeture envoyés au monde. Pourtant, cette « bonne nouvelle » apparente pour le gouvernement masque le phénomène insidieux de la « clandestinisation » de nombre d'étrangers. Interdits de papiers par des textes de plus en plus restrictifs, ils sont aussi interdits d'intégration.

Ph. B.

★ Le rapport « Immigration et présence étrangère en France 1995-1996 » sera prochainement publié à la Documentation française.

Du certificat d'hébergement à la régularisation, les principales dispositions du projet Debré

POURQUOI, moins de quatre ans après la loi Pasqua, faut-il modifier, pour la dixième fois en quinze ans, l'ordonnance de 1945 sur les étrangers ? Pour parvenir à « l'immigration régulière », répète le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, ardent promoteur du texte qui portera son nom. Pour « réussir l'intégration que l'on ne peut mener à bien à frontières ouvertes », complète Jean-Pierre Philibert, député (UDF-PR) de la Loire, co-auteur du rapport musclé qui a lancé le projet Debré.

Mais si la cible est claire - l'immigration régulière -, les armes juridiques déployées apparaissent d'une efficacité douteuse, lorsqu'elles ne maintiennent pas directement en cause les libertés publiques ou l'intégration, au nom de la répression. Pour l'essentiel, les mesures en discussion reprennent d'ailleurs la « grosse artillerie » introduite par la loi de 1993, avec des résultats modestes : une augmentation du taux d'exécution des reconduites à la frontière qui plafonne au-dessous de 30 % et la baisse de l'immigration régulière (lire ci-contre) obtenus au prix de la multiplication de pratiques expéditives et de la transformation de milliers d'étrangers en sans-papiers. Le projet Debré applique quelques tours de vis supplémentaires. Il prend aussi acte des ratés de la loi Pasqua en prévoyant quelques possibilités de régularisation.

● La réforme des certificats d'hébergement

La version initiale du projet Debré faisait obligation à l'hébergeant de déclarer à la mairie le départ de son visiteur étranger. Le mouvement de protestation contre le texte de loi s'est cristallisé sur ce point. L'amendement de Pierre Mazeaud, président (RPR) de la commission des lois de l'Assemblée nationale, substitue à cette disposition une déclaration faite par l'hébergé lorsqu'il franchit la frontière. Le même texte propose de transférer du maire au préfet la compétence en matière de délivrance de certificats d'hébergement.

Selon la Cimade, association humanitaire, seuls 10 % des étrangers

en instance de reconduite à la frontière étaient entrés en France munis d'un visa. Neuf « clandestins » sur dix n'auraient donc jamais demandé de certificat d'hébergement et seraient donc épargnés par cette mesure. L'amendement Mazeaud, lui, implique l'instauration de contrôles systématiques des étrangers à l'entrée et à la sortie du territoire, et la création d'un fichier informatisé de ces personnes.

● L'aménagement de la rétention administrative Sans allonger la durée totale de la rétention (dix jours), le projet porte de vingt-quatre à quarante-huit heures le délai au cours duquel les préfets doivent saisir le juge pour obtenir le maintien d'un étranger en rétention. Il donne un effet suspensif à l'appel du parquet contre les décisions du juge. Cette disposition vise à limiter les possibilités de remise en liberté des étrangers en instance d'éloignement par le juge pour irrégularité de procédure, comme cela s'était produit massivement au lendemain de l'évacuation des Africains de l'église Saint-Bernard à Paris.

Selon l'étude d'impact annexée au projet de loi, il s'agit de pouvoir mettre dans l'avion, avant même la saisine du juge, les « 10 à 15 % » d'étrangers qui sont interpellés en possession de papiers d'identité. Le caractère suspensif donné à l'appel du parquet permettra, en outre, de garder « sous la main » un étranger dont l'interpellation ou la procédure de reconduite aura été annulée par un juge. L'efficacité d'un tel dispositif, probable en termes statistiques, sera obtenue au prix d'une rupture de l'égalité, l'appel de l'étranger contre une ordonnance de maintien en rétention n'étant, lui, pas suspensif.

● La fouille des véhicules, la confiscation des passeports et la prise d'empreintes digitales

Les policiers sont autorisés à procéder à une visite sommaire des véhicules, à l'exclusion des voitures particulières, dans une zone de 20 kilomètres en deçà des

frontières avec les Etats signataires de la convention de Schengen. Le texte habilite les services de police et de gendarmerie à « retenir » le passeport des étrangers en situation irrégulière. Les députés ont ajouté à cet article un alinéa autorisant le relevé des empreintes digitales de tous les étrangers non européens demandant à séjourner en France. Les sénateurs ont limité ce dispositif aux étrangers qui demandent un titre de séjour.

Il s'agit de permettre aux policiers de fouiller les camions pouvant cacher des « clandestins ». De telles opérations ne seraient pas systématiquement encadrées par une procédure judiciaire. La confiscation du passeport suppose que l'étranger ne l'ait pas fait disparaître, ce qui est le cas de plus de 85 % des personnes interpellées. L'efficacité en est « certaine mais difficilement mesurable », admet l'étude d'impact. Quant à la prise d'empreintes digitales, c'est la seule mesure capable d'identifier les étrangers qui ont « perdu » leurs papiers.

● La réserve d'ordre public Instauree en 1984 par un vote unanime du Parlement, la carte de résident de dix ans est en principe renouvelée de plein droit. Les députés ont décidé que ce renouvellement pourrait être refusé en cas de « menace pour l'ordre public », c'est-à-dire sans possibilité de recours judiciaire. La pérennité du

séjour du résident présent depuis des années et son intégration seraient suspendues à la commission d'une infraction.

● Les régularisations

Le projet accorde une carte de séjour d'un an à certaines catégories de personnes ni régularisables ni expulsables et donc condamnées à la clandestinité. Destinée à répondre au mouvement des sans-papiers, cette mesure devrait conduire à régulariser environ un million d'étrangers par an, selon l'étude d'impact. Elle laisse cependant subsister de nombreux cas d'impasse juridique, notamment pour les parents d'enfants nés en France et pour les mineurs entrés en France après l'âge de dix ans dont les parents sont sans-papiers.

● La lutte contre le travail clandestin

Le projet autorise les policiers, sur réquisition du procureur, à pénétrer sur les lieux de travail - prérogative jusqu'à réservée aux inspecteurs du travail - en vue de contrôler la légalité des activités en cours. Le travail illégal est le principal facteur d'appel de l'immigration clandestine. Cependant, les étrangers ne forment qu'une minorité dans ce domaine. Ils ont représenté 10,4 % des salariés embauchés illégalement en 1994 et 26 % des employeurs verbalisés.

Philippe Bernard et Jean-Baptiste de Montvalon

Martine Aubry
IL EST GRAND TEMPS...

gouvernement dans le dos ». Il a annoncé, lundi 24 février, la création du Mouvement des Indépendants et paysans (CNIP) à l'opère en scellant son alliance avec le mouvement pour la France (MPF) de Philippe de Villiers, le 22 février, à Neuilly-sur-Seine.

Hier mardi, il se joint à présent à Charles Pasqua et à M. de Villiers pour réclamer un référendum sur « la révision du traité de Maastricht » au nom de la défense de l'« indépendance nationale ». « Nous soutenons que l'essentiel n'est pas la monnaie unique, mais une politique monétaire commune et, d'abord, la révision du traité existant », a expliqué le président du CNIP, Olivier d'Ormesson. « Si on ne l'organise pas, les législatives serviront de référendum », a renchérit M. de Villiers.

De même, bien ancré hier dans la majorité, le CNIP se présente aujourd'hui, avec le MPF, comme un des piliers d'un pôle de rassemblement pour la « droite traditionnelle déçue par la majorité ».

« Certes, nous ne critiquons pas systématiquement la politique du gouvernement, mais nous dénonçons les mesures démagogiques qui lui tiennent lieu trop souvent de ressort et nous condamnons ses hésitations et ses reculs face à des chauffeurs, des intellectuels en mal de publicité et des magistrats en colère, car ils nous mènent d'une traite au désordre dans la rue », a expliqué M. d'Ormesson. M. de Villiers, lui, a fustigé « un gouvernement qui échoue parce qu'il a fait le choix exclusif du monétarisme et de l'ultra-libéralisme ».

« DÉRIVE INADMISSIBLE » Jean-Antoine Giansily, député européen, ancien président du CNIP, proteste contre ce qu'il appelle « une dérive inadmissible » du parti qui fut celui d'Antoine Pinay et accuse ses dirigeants actuels de se faire les complices de « ceux qui veulent poignarder le

Indifférent à ces critiques, Pierre-Olivier Mahaux, secrétaire général du CNIP, évoque l'incapacité de ce dernier à se faire entendre au sein de la majorité. Il souligne le peu d'attention accordée à un parti qui avait pourtant soutenu très tôt Jacques Chirac pour l'élection présidentielle. « C'est la première fois que les indépendants se retrouvent sans aucun portefeuille dans un gouvernement de droite », souligne-t-il.

M. Mahaux évoque aussi l'attitude de la majorité lors de l'élection municipale de Vitrolles, en regrettant que la droite n'ait pas maintenu sa liste. Avec M. de Villiers, le CNIP « s'érige en ultime rempart contre le socialisme ». « Nous n'accepterons jamais de changer d'adversaire, notre adversaire c'est le socialisme (...), nous n'accepterons jamais le front républicain », a souligné M. de Villiers en réponse au RPR, qui entend combattre à la fois la gauche et le Front national. Entre les deux tours du scrutin de Vitrolles, plusieurs membres du comité directeur du CNIP avaient fait part de leur soutien au couple Mégrat.

M. Mahaux a annoncé que le CNIP et le MPF présenteront le 6 avril une première liste de cent candidats communs aux élections législatives. La nouvelle alliance ne cache pas qu'elle aimerait pouvoir annoncer avant l'été le ralliement du maire de Nice, Jacques Peyrat, qui, mécontent de ses relations avec le RPR, auquel il appartient depuis peu, vient de transformer en groupement politique son association Entente républicaine.

Christiane Chombeau

UN LIVRE QUI REDONNE L'ESPOIR
ALBIN MICHEL

051 711 41

Le commerce extérieur a battu ses records en 1996 avec un excédent de 122,3 milliards de francs

La France, comme l'Allemagne, a perdu néanmoins des parts de marché

La France a enregistré en 1996 un excédent historique de son commerce extérieur. Selon les statistiques publiées mardi 25 février par la di-

rection des douanes, celui-ci s'est élevé à 122,3 milliards de francs, après 97,8 milliards en 1995. La principale performance est réalisée par

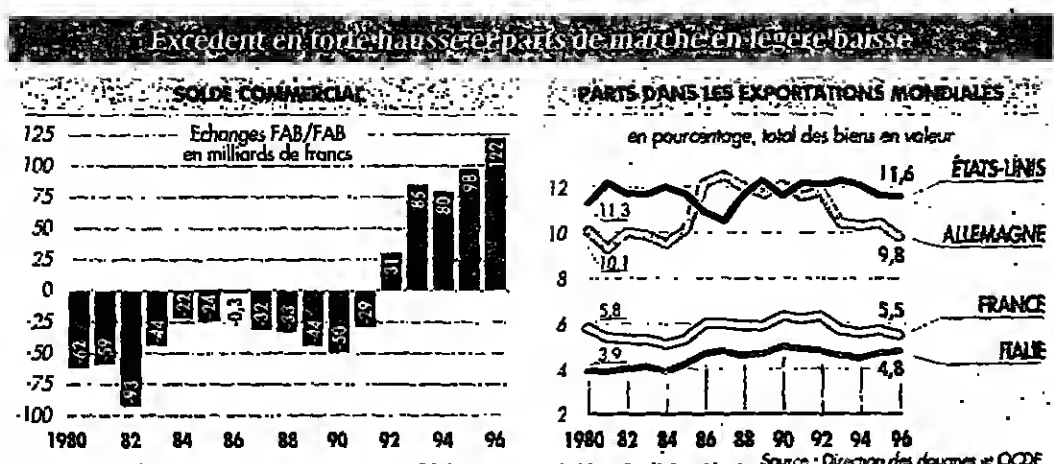
l'industrie civile. Dans un contexte d'augmentation du commerce mondial, la France n'en perd pas moins des parts de marché.

C'EST un nouveau record : selon les statistiques publiées mardi 25 février par la direction des douanes, le commerce extérieur français a dégagé en 1996 un excédent historique de 122,3 milliards de francs, dont 11,3 milliards pour le seul mois de décembre.

Établi en 1995, le précédent record (97,8 milliards de francs) est largement battu. La performance est d'autant plus remarquable que d'une année sur l'autre la balance énergétique de la France s'est dégradée, passant de - 88,6 milliards à - 76,3 milliards. Autrement dit, les entreprises françaises ont réalisé des pertes dans la plupart des grands secteurs de l'exportation. L'excédent de l'agroalimentaire est ainsi passé de 51 milliards à 57 milliards et celui de l'industrie civile de 50 milliards à 78,1 milliards. Ce dernier résultat est particulièrement spectaculaire puisqu'en 1990 le déficit de l'industrie civile avait culminé à 85 milliards. En six ans, la balance de ce secteur s'est donc améliorée de 163 milliards de francs.

Le gouvernement ne manquera pas d'en tirer argument. Pour lui, c'est la preuve que les fondamentaux de l'économie française sont excellents et que « l'entreprise France » va beaucoup mieux qu'on ne le dit parfois. La réalité, pourtant, est plus complexe que ne le suggèrent les chiffres douaniers. Aussi flamboyants soient-ils, ceux-ci contiennent de souligner d'indéfectibles polémiques qui ne sont pas toutes sans fondement.

● Les statistiques douanères sont-elles fiables ? Dans un rapport parlementaire récent, Olivier Dassault, député RPR de l'Oise, a relancé la controverse en affirmant que le mode de calcul était biaisé. D'abord, les échanges entre la métropole et les DOM-TOM sont comptabilisés comme si ces derniers étaient des partenaires extérieurs de la France, ce qui contribue à améliorer le solde commercial de plus de trente milliards de francs. En outre, cette étude assurait que, compte tenu de la fraude intracommunautaire à la TVA, l'excédent commercial était également surestimé. Au total, il en concluait que les échanges français étaient justes à l'équilibre.



Dans le cas de la TVA, l'importance de la fraude est, par nature, difficile à évaluer, et les calculs de M. Dassault ne sont étayés par aucune preuve. En revanche, la remarque sur les DOM-TOM est incontestable. Depuis le 1^{er} janvier 1996, une réforme est d'ailleurs intervenue dans le mode de calcul, de sorte que les échanges avec les départements d'outre-mer, mais pas avec les territoires, ne brouillent plus les statistiques.

Dans le bilan de 1996, l'excédent français est donc bel et bien amplifié. Mais c'était le cas aussi les années antérieures. Avec ou sans les DOM, la tendance reste donc toujours la même : depuis une décennie, le commerce extérieur français a enregistré un redressement spectaculaire. Tout juste ce rapport suggère-t-il à l'attention de ceux qui rêvent de relancer la demande intérieure - que la France est toujours sous forte contrainte extérieure.

● L'amélioration est-elle structurelle ou conjoncturelle ? L'interrogation est délicate car plusieurs thèses s'affrontent. La première explication, c'est que le pays récolte depuis le début des années 90 ce qu'il a semé durant les années 80. L'inflation ayant été liguée, les entreprises sont devenues plus compétitives. Pour une part, l'argument est fondé, car la France a connu depuis cinq ans des conjonctures très variées, allant de la récession, en 1993, à la reprise en 1994, en passant par des périodes de croissance molle, comme en

1996 ; et malgré ces à-coups, la balance commerciale n'a cessé de s'améliorer. C'est donc la preuve que le redressement a des causes d'abord structurelles.

Pour autant, on ne peut nier que l'exceptionnel excédent commercial français trouve aussi partiellement sa source dans des causes tout aussi exceptionnelles. Dans la dernière Lettre Im (159, 11 février) de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), l'économiste Françoise Millevski observe qu'« à nouveau, un décalage conjoncturel entre la France et ses partenaires fonde cette performance ». Selon l'OCDE, la hausse de la demande intérieure a, en effet, été singulièrement faible en 1996, en France, du fait notamment d'une stagnation de l'investissement : + 0,9 % au lieu de + 1,4 % en Europe et + 2,7 % en moyenne pour l'ensemble des pays membres de cette organisation.

M^{me} Millevski en tire donc cette conclusion paradoxale : « Il y a une cause commune à la hausse du chômage et à la faiblesse des importations : c'est la sous-activité. L'excédent actuel est si laur à porter qu'on en vient à souhaiter son repli ». Elle met en garde contre « les démissions qui pourraient survenir lorsque la reprise interne réduira l'excédent commercial, car alors, il faudrait, si l'on est cohérent, se doter de pertes de compétitivité de l'économie française ».

Les économistes du ministère des finances contestent cette ana-

lyse, observant que les écarts de conjoncture sont sans doute un peu moins marqués. Pondérée par la part des pays dans les exportations françaises, la croissance de la demande intérieure des dix-sept principaux pays de l'OCDE n'a ainsi été que de 1,6 % en 1996. Il n'en est pas moins vrai que le diagnostic de l'OFCE a le mérite de soulever le problème de fond : alors que le commerce mondial progresse à vive allure, la France a-t-elle raison de se réjouir ?

● La France perd-elle des parts de marché ? Cette question, évidemment la plus importante, est aussi la plus controversée. Si l'on se réfère aux statistiques de l'OCDE, la tendance n'est guère contestable : la part des exportations françaises dans les exportations mondiales (en valeur) a culminé à 6,3 % en 1992, puis n'a cessé de régresser, pour atteindre 5,5 % en 1996. Selon un autre indicateur de l'OCDE, celui des « résultats à l'exportation » (pourcentage d'accroissement du rapport entre les exportations en volume et les marchés à l'exportation), la France a perdu 2,9 points en 1996, soit à peine plus que l'Allemagne.

Bref, au fil des ans, la France s'est assurément donné de meilleures armes pour affronter les marchés étrangers, mais, visiblement, la redistribution des cartes du commerce mondial a été encore plus rapide.

Laurent Mauduit

M. Chirac et M. Juppé ont enrayer leur chute dans les sondages d'opinion

L'électorat de droite retrouve confiance

BIEN ORCHESTRÉ, un modeste regain de faveur dans l'opinion publique peut, au fil des semaines, prendre des allures d'embellie. C'est l'impression que créent, depuis deux mois, les enquêtes sur la popularité du président de la République et du premier ministre. Le dernier sondage de l'IFOP, réalisé du 13 au 21 février, au lendemain de la victoire du Front national à Vitrolles et en plein débat sur le projet Debré, auprès d'un échantillon national de 1 840 personnes pour *Le Journal du dimanche* du 23 février, le confirme. Jacques Chirac et Alain Juppé y regagnent chacun quatre points de confiance en un mois. Le premier recueille 34 % de bonnes opinions, le second 29 %. Après la brutale érosion de leur cote de popularité durant l'automne 1996, qui leur avait fait perdre onze points entre août et novembre, l'un et l'autre remontent donc la pente : le chef de l'Etat a regagné sept points de confiance en trois mois, le chef du gouvernement neuf points.

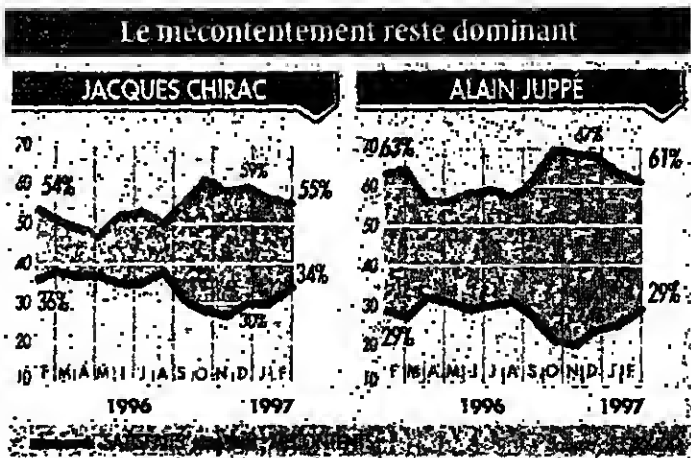
Ce mouvement est confirmé par la plupart des instituts. En trois mois, l'indice de confiance de M. Chirac a progressé de trois points selon la Sofres ou CSA, de quatre points selon BVA, de six points selon Louis Harris ; il reste pratiquement stable selon Ipsos. L'évolution est un peu plus marquée pour le premier ministre.

Indéniablement, M. Chirac et M. Juppé ont donc enrayer leur chute dans les sondages. Le constat est pour eux rassurant,

mais ne peut guère les inciter à l'euphorie. En effet, ils retrouvent à peine le niveau déjà faible de confiance qu'ils avaient connu durant les huit premiers mois de 1996, autour de 35 % pour le chef de l'Etat et de 30 % pour le chef du gouvernement. Quant au mécontentement à leur égard, il reste massif : selon la dernière enquête de l'IFOP, 55 % des personnes interrogées se disent mécontentes de M. Chirac et 61 % de M. Juppé.

On peut donc assimiler à un redressement technique l'amélioration relative de la confiance à leur égard. Ils bénéficient d'un climat économique et social un peu moins mauvais : selon Louis Harris, 60 % estiment que la situation va plutôt en se dégradant, contre 77 % en novembre. En outre, à l'approche des échéances électorales, la droite se rassemble. Selon l'IFOP, M. Chirac ne recueille plus que 46 % de satisfaction chez les sympathisants de l'UDF en novembre ; il a regagné quinze points en trois mois. Le mouvement est encore plus net pour M. Juppé, qui retrouve une majorité de confiance à l'UDF (51 %), après être tombé à 30 % en novembre. Enfin, en plein débat sur le projet Debré, l'un et l'autre grignotent du terrain chez les sympathisants du Front national : en février, ces derniers sont 30 % à se dire satisfaits du chef de l'Etat (+ 13 points en un mois) et 28 % du premier ministre (+ 14 points).

Gérard Courtois



Laurent Mauduit

Le ministre de la fonction publique hésite à modifier les règles du « pantouflage »

LE « PANTOUFLAGE » des hauts fonctionnaires donne lieu, depuis un mois, à un étrange solo gouvernemental : Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, a annoncé le 22 janvier qu'il préparait un projet de loi sur cette question, a démenti l'information le lendemain, avant de l'évoquer à nouveau le 18 février. Pendant ce temps, le ministre qui a la responsabilité de la fonction publique, Dominique Perben, restait silencieux. Il est, pourtant, agacé par les déclarations de son collègue. Ses conseillers rappellent que la question du « pantouflage » fait partie de ses compétences. Ils soulignent que les « initiatives » prises par M. Arthuis sont « purement verbales ». Et ajoutent que « ce n'est pas à chaud qu'il faut traiter ce des-

sier », faisant allusion à l'arrêt par lequel le Conseil d'Etat a annulé la nomination de Jean-Pascal Beaufret, ancien chef de service à la direction du Trésor, au poste de sous-gouverneur du Crédit foncier.

Le silence de M. Perben traduit, néanmoins, un certain embarras. Bien qu'il ne le dise pas, le gouvernement est fort mécontent de la décision du Conseil d'Etat. Il regrette que le pouvoir judiciaire ait limité les prérogatives de l'exécutif en matière de nomination. Il tient à conserver la possibilité de désigner en toute liberté les dirigeants des établissements dépendants de l'Etat.

Officiellement, le ministère de la fonction publique se contente d'admettre que l'arrêt du Conseil d'Etat a mis en évidence l'incohérence des règles sur le « pantouflage » contenues dans le statut de la fonction publique et le code pénal. Statutairement, le contrôle de la commission de déontologie ne porte pas sur les activités exercées dans le cadre d'un détachement, c'est-à-dire lorsque la fonctionnaire est en poste dans une entreprise dépendant de l'Etat, ce qui était le cas de M. Beaufret. Le code pénal, lui, prévoit des sanctions pour tout fonctionnaire qui, ayant été chargé d'assurer la surveillance ou le contrôle d'une entreprise, occuperait un emploi dans cette société avant l'expiration d'un délai de cinq ans. Il sanctionne donc les cas de détachement.

Pour rendre les règles cohérentes, il faut soit durcir le statut des fonctionnaires, soit adoucir le code pénal. Le ministère de la fonction publique a mis à l'étude

les deux solutions. Il peut élargir le champ de compétences de la commission de déontologie aux cas de détachement - mais, en février 1995, cette possibilité avait été écartée pour maintenir la liberté du gouvernement dans le choix des dirigeants des sociétés contrôlées par l'Etat. D'un autre

côté, il sait que, s'il choisit l'assouplissement du code pénal, il risque d'être accusé de céder au lobby des hauts fonctionnaires, et particulièrement de ceux du Trésor, qui ont mauvaise presse depuis l'affaire du Crédit lyonnais.

Rafaële Rivais

Grand Orient de France

Le Conseil de l'Ordre.

Attaché aux valeurs universelles de Liberté, d'Égalité et de Fraternité et de laïcité, inscrivant son action dans la défense permanente des valeurs républicaines rappelées par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, le Préambule et la Constitution de la République, les Accords internationaux signés par la France :

Rappelle son engagement indéfectible dans la défense des droits des citoyens français et des étrangers résidant sur le sol national ;

Rappelle que certaines dispositions des législations sur l'immigration, notamment du fait des Lois de 1993, et de leur interprétation, ont créé des situations fragilisant le statut d'étrangers vivant jusqu'alors légalement sur le territoire français, parents d'enfants nés en France, mais également de français nés de parents étrangers, ou de français nés à l'étranger, notamment dans d'anciens territoires français ;

Que le but proclamé des nouvelles dispositions en cours de discussion devant le Parlement était de résoudre les difficultés nées de ces dispositions et d'interprétations parfois contradictoires dans les Préfectures ;

Constate que les propositions du Gouvernement, aggravées par certains amendements votés par la Majorité Parlementaire à l'Assemblée Nationale, partiellement corrigés seulement par le Sénat, ont provoqué, outre un avis négatif du Conseil d'Etat, des réactions de l'Association des Maîtres de France et de nombreuses personnalités et associations représentatives ;

Soutient les initiatives organisées par les divers collectifs de signataires attachés à la défense des Droits de l'Homme ;

Appelle le Gouvernement et les Elus des Assemblées Parlementaires à modifier les textes proposés pour revenir aux intentions affichées publiquement ;

Appelle le Gouvernement à organiser le dialogue et la concertation

permanente sur un sujet d'une telle importance, de trouver les moyens favorisant la mise en place d'une politique respectueuse des droits, humaine dans son application, permettant l'intégration véritable des populations en France.

De même, le Grand Orient de France souhaite que le gouvernement, au-delà du débat nécessaire sur l'immigration clandestine, s'attaque aux véritables causes de la désagrégation sociale qui menace notre pays : fracture sociale, précarisation, exclusion, chômage, travail clandestin.

Le Grand Orient de France appelle les Francs-Maçons républicains, chacun à sa façon, à s'engager pour la défense des valeurs qui sont les leurs et pour l'adoption d'une législation conforme à leur éthique.

LE MONDE diplomatique

Février 1997

- GÉOPOLITIQUE : L'Empire américain, par Ignacio Ramonet.
- PROCHE-ORIENT : Injustices et instabilité menacent la paix, par Alain Gresh. - Désordre établi au Liban, par Samir Kassir.
- AFRIQUE : Le Soudan au centre d'une guerre régionale, par Gérard Prunier. - Les incursions d'une fin de règne au Zaïre, par Colette Braeckman. - Le Gabon entre pétrole et démocratie, par Stéphane Odzambanga.
- BELGIQUE : Scénarios pour un divorce, par Bernard Remiche.
- AUTRICHE : Fascinations pour M. Haider, par Roland Pfefferkorn.
- ROYAUME-UNI : Regards acides sur la société britannique, par Gareth McFeely. - Excellents indices d'un pays en voie de dislocation, par Richard Farnett. - Régime social minimum pour investisseurs étrangers, par Guillaume Robin.
- SOCIÉTÉ : Culture à vendre, par Jack Ralite.
- INTERNET : Offensive insidieuse contre le droit du public à l'information, par Philippe Quéau. - Résistances américaines aux nouvelles technologies, par Kirkpatrick Sale.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

Le gouvernement... de commerce...

Chamb... la fami...

Ensemble.

Le gouvernement veut réformer les chambres de commerce et d'industrie avant la fin de l'année

La gestion des 183 CCI serait encadrée par un contrat d'objectifs de cinq ans avec l'Etat

Frank Borotra, ministre de l'Industrie, et Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, amorcent, mardi 25 février, la

réforme tant de fois différée des chambres de commerce. En échange d'une plus grande rigueur de gestion, celles-ci obtiendraient un al-

lègement de leur tutelle. Une réforme électorale vise à favoriser des équipes homogènes et à éviter une prise de contrôle du Front national.

LA MODERNISATION des 183 chambres de commerce et d'industrie, que le gouvernement veut faire adopter par le Parlement avant la fin de l'année, prendrait la forme d'un encadrement de leur gestion par la signature avec l'Etat d'un contrat de cinq ans sur les objectifs et leur financement. En contrepartie, elles bénéficieraient d'un allègement de la tutelle de l'Etat. Telles sont les propositions que Frank Borotra, ministre de l'Industrie, et Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, devaient présenter, mardi 25 février à Paris, devant l'assemblée générale de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (Acfei).

Cela fait des années que les gouvernements ont conclu à la nécessité de remettre à plat le statut de ces établissements publics. Le texte qui les régit date de 1898 et n'est plus adapté, notamment à la décentralisation qui a confié aux collectivités locales des responsabilités importantes sur le plan du développement ou en matière d'équipements.

Les critiques qui sont adressées aux chambres sont nombreuses. Elles seraient sorties de leurs compétences en se mêlant de gestion de golf ou en se préoccupant de la rénovation du pont du Gard par exemple. Elles dépenseraient sans trop y regarder les 5,5 milliards de francs de l'impôt additionnel à la taxe professionnelle (IATP) prélevé sur les entreprises auxquelles elles ne rendraient pas tous les services d'accueil, d'animation et de conseil attendus. Leur patriotisme de clocher les aurait poussées à multiplier les doubles em-

ploiés en matière de formation (écoles d'ingénieurs pléthoriques) ou d'équipements (121 aéroports ou aérodromes). Enfin, la faible participation du monde patronal aux élections consulaires, de l'ordre de 20 % en moyenne, nuit à leur représentativité.

ÉQUIPES HOMOGÈNES

Une première phase avait permis au gouvernement d'ébaucher, en 1996, une réforme qualifiée par les présidents des chambres de « jacobine » ou de « dirigiste ». Ceux-ci avaient tempéré et formulé la demande d'une liberté totale de lever l'impôt, à l'instar des communes et des départements. La réponse que MM. Borotra et Raffarin apportent aujourd'hui se veut prudente, puisqu'une nouvelle concertation est prévue avec l'ensemble des institutions concernées à l'extérieur de l'institution consulaire. Il ne s'agit que d'une ébauche qui demande à être précisée.

Les ministres proposent que les

élus consulaires soient renouvelés en bloc tous les cinq ans au lieu d'être renouvelés par moitié tous les six ans. Une limite d'âge à 65 ans et le vote par correspondance pourraient être institués. Cette réforme permettrait de constituer des équipes homogènes ayant élaboré un programme d'actions pour la mandature. Afin d'éviter que le Front national, très implanté dans le petit commerce, ne remporte la majorité dans un certain nombre de chambres, il a été décidé de ne pas constituer un seul corps électoral, mais de maintenir les catégories électorales actuelles, c'est-à-dire le petit commerce, le grand commerce, l'industrie et les services.

L'équipe élue se verrait proposer de signer avec l'Etat un contrat d'objectifs de cinq ans dans lequel seraient précisés les moyens financiers dont elle disposerait. Celles qui préféreraient demeurer sous le régime actuel conserveraient le régime de tutelle nationale en vigueur. La liberté fiscale est donc écartée

DÉLÉGATIONS

Le gouvernement entend que les missions des chambres soient recentrées sur le service aux entreprises (Europe, emploi, création d'entreprise). Il veut qu'elles soient consultées plus systématiquement et qu'elles traitent plus rapidement les dossiers de leur compétence. En d'autres termes, il souhaite qu'elles deviennent le guichet unique des entreprises réinventé tous les cinq ans.

Enfin, les ministres voudraient qu'à terme le nombre des chambres soit divisé par deux, et ils citent la Seine-Maritime, où on en compte sept. Les établissements pourraient se regrouper au niveau départemental et créer des délégations dans les différentes villes. Cette simplification économiserait des présidents, des notes de frais, des voitures de fonction, etc. De même, ils inciteront les chambres à se regrouper dans des groupements inter-consulaires pour mener à bien des actions d'intérêt commun.

Le gouvernement se donne trois mois pour rédiger son projet de loi et entendre les contre-propositions. Il semblerait qu'une majorité de présidents de chambre portent sur le cadre ainsi défini une appréciation relativement favorable.

Alain Faujas

Les prix à la consommation ont progressé de 0,3 % en janvier

LES PRIX à la consommation ont enregistré une hausse de 0,3 % en janvier, selon l'indice définitif publié mardi 25 février par l'Insee. La tendance est donc légèrement à la hausse, puisque les mois précédents les prix avaient progressé de seulement 0,2 % en décembre et baissé de 0,1 % en novembre. En glissement annuel, la hausse des prix est ainsi de 1,8 % à la fin du mois de janvier, contre 1,7 % en décembre et 1,6 % en novembre. Il faut toutefois souligner que ce que les experts dénomment l'inflation « sous-jacente » (c'est-à-dire hors produits volatils et hors effets des mesures fiscales) reste exceptionnellement bas. Pour cet indicateur, les variations mensuelles ont en effet été les suivantes : 0 % en octobre 1996, - 0,1 % en novembre, + 0,1 % en décembre et - 0,1 % en janvier 1997. Au cours de ce dernier mois, les prix des produits manufacturés du secteur privé ont, à eux seuls, baissé de 1,1 %.

Le déficit de la Sécurité sociale pourrait dérapage de nouveau en 1997

LE DÉFICIT du régime général de la Sécurité sociale pourrait atteindre 35,2 milliards de francs à la fin 1997, soit 4,8 milliards de plus que le chiffre voté par le Parlement, selon un document interne de l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), dont fait état mardi 25 février le quotidien *Les Echos*. Selon ce document, l'exercice 1996 du régime général s'est achevé sur un déficit de trésorerie de 54,2 milliards de francs, soit 2,7 milliards de plus que les 51,5 milliards de francs annoncés en septembre 1996 par la commission des comptes de la Sécurité sociale. Pour 1997, ce « dérapage » s'expliquerait par une moindre progression de la masse salariale, revue à 2,7 % au lieu de 3,3 % précédemment.

DÉPÊCHES

■ **SERVICE NATIONAL** : le Conseil économique et social (CES) s'inquiète du « flou » du volontariat pour le service national, dans son projet d'avis présenté, mardi 25 février, au ministre de la Défense. Le CES estime nécessaire la rédaction d'un projet de loi « complémentaire » de celui qui réforme le service militaire et qui, déjà approuvé par les députés, sera soumis prochainement aux sénateurs. Le CES souhaite qu'une commission départementale ayant « un fondement législatif » se charge d'attribuer un agrément aux organismes susceptibles de recevoir des volontaires et que le volontariat soit ouvert « aux jeunes peu ou pas qualifiés ».

■ **MANIFESTATION** : Jacques Baume, député (RPR) des Hauts-de-Seine, n'exclut pas, dans un communiqué diffusé lundi 24 février, « un grand rassemblement place de la Concorde », à Paris, pour soutenir, « avec la même volonté qu'en 1968 », le gouvernement et sa politique de lutte contre l'immigration clandestine, « si la bataille contre les lois Debré était en fait une volonté de déstabilisation de nos institutions ».

■ **NOUVELLE-CALÉDONIE** : le directeur général de la Société minière du Sud-Pacifique (SMSP), Raphaël Pidjot, proche des indépendantistes du FLNKS, s'est félicité, mardi 25 février à Nouméa, de la décision du gouvernement de retirer au groupe Eramet ses titres d'exploitation sur le massif minier de Koniambo (Le Monde du 25 février). Il redoute cependant que la procédure ne prenne plusieurs mois.

Chambres de Commerce et d'Industrie la famille des entrepreneurs



Les CCI gèrent 121 aéroports, 198 ports et plus de 950 équipements au service de votre entreprise

Ensemble, les projets vont plus loin



CCI

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 26 FÉVRIER 1997

SÛRETÉ Les chercheurs réunis lors d'un colloque organisé, les 20 et 21 février, avec la participation du Monde, ont constaté que l'insécurité demeure, en France, difficilement

quantifiable en raison du sous-développement des instruments de mesure. **OBJET DE POLEMQUES**, ce thème récurrent arrive au sixième rang, selon une étude du Credoc,

des préoccupations des Français. **À VAUX-EN-VELIN**, le maire, Maurice Charrier (ex-PCF, CAP), a décidé d'équiper la ville d'un système de vidéosurveillance pour lutter, notam-

ment « contre la grande délinquance ». **À NANTES**, où le nombre de vols avec violence a progressé de 42 % en 1996, Jean-Marc Ayraut (PS) veut rendre la présence

de la police plus visible, en renforçant l'illotage. **À RENNES**, des « correspondants de nuit », tournant dans les quartiers difficiles, s'efforcent de rassurer les habitants.

Les politiques de sécurité manquent d'études et d'indicateurs cohérents

Les statistiques des crimes et délits ne donnent qu'une vue partielle de la délinquance. D'autres pays européens ont mis en place des enquêtes dites de « victimation » permettant de mieux appréhender les craintes ressenties et de définir, localement, des réponses plus adaptées

« QUI N'A SÛRETÉ n'a nul bien », disait un proverbe du XV^e siècle, en latin prélu à la Déclaration de 1789 qui a placé la « sûreté » parmi les droits imprescriptibles de l'homme et du citoyen. Source permanente d'inquiétude, thème récurrent et souvent polémique des campagnes électorales, l'insécurité demeure, en France, largement méconnue, en raison du sous-développement des instruments de mesure. « La France est très largement distancée par les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui publient chaque année des analyses détaillées de l'évolution de la criminalité, du sentiment d'insécurité des populations et du comportement des victimes », a résumé le préfet Marcel Leclerc, directeur de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (Ihesi), lors d'un colloque organisé à Paris, les 20 et 21 février, avec la participation du Monde.

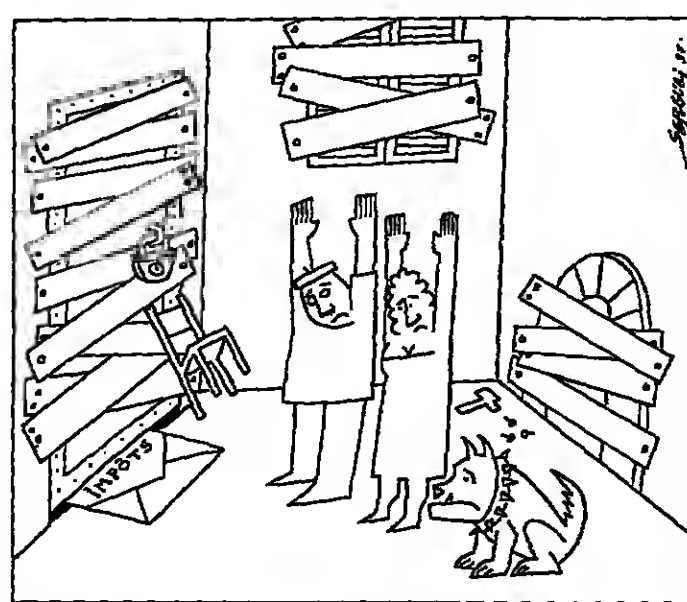
Dans le dispositif de mesure de l'insécurité, les statistiques des crimes et délits constatés par la police et la gendarmerie restent une source à la fois essentielle et incomplète. Utilisant une méthodologie continue depuis 1972, elles offrent la possibilité de comparer à l'échelle nationale, année après an-

née, les évolutions d'un genre particulier de délinquance - cambriolages, fraudes informatiques, etc. - ce qui permet de créer de nouveaux services ou de renforcer les effectifs d'autres. Localement, dans chaque commissariat, le traitement informatique des données permet en outre d'organiser le travail en renforçant les équipes en cas de recrudescence des vols dans les automobiles dans un quartier donné au petit matin, par exemple.

REFLET PARTIEL

Mais ces statistiques officielles reflètent uniquement la part des crimes et délits portés à la connaissance de la police et de la gendarmerie. Toutes les victimes sont en effet loin de déposer plainte, soit parce qu'elles considèrent que l'infraction n'était pas d'une gravité suffisante, soit parce que l'auteur fait partie de leur entourage, soit, enfin, parce qu'elles n'ont guère confiance en l'efficacité de l'action policière. De sorte que les chiffres du ministère de l'Intérieur ne reflètent qu'une partie de la délinquance réelle.

Afin d'évaluer le « chiffre noir » des crimes et délits non enregistrés, les pays anglo-saxons ont mis en œuvre des enquêtes directes



auprès des victimes. C'est le cas, depuis 1982, en Grande-Bretagne, où des enquêtes dites de « victimation » (les *British Crime Survey* réalisées en 1982, 1984, 1988 et 1992 en Angleterre et au pays de Galles) complètent les statistiques policières. En 1991, alors que la police avait enregistré 5,4 millions de

faits, le sondage britannique a estimé à 15 millions le nombre de crimes et délits de toute nature. Le taux des crimes ou délits non connus des services policiers a ainsi été évalué, en 1991, à 75 %. Pour les vols de véhicules, le taux n'est que de 1 %, le dépôt de plainte étant, en Grande-Bretagne comme

en France, une exigence des compagnies d'assurances.

En France, les études disponibles sont encore partielles. « L'étude menée au début de l'année 1996 par le Credoc montre que, si plus de 80 % de la population dit se sentir en sécurité dans sa vie quotidienne, les Français ne sous-estiment pas les risques de vol ou d'agression dans la rue, note Jean-Paul Grény, chargé de mission à l'Ihesi. Ce sont les femmes, les habitants des villes (moyennes et grandes) et les personnes qui ont déjà été victimes de ces délits qui sont proportionnellement les plus nombreuses à exprimer des craintes à ce sujet. » Les personnes déclarant avoir été victimes de vols ou de violences dans l'année écoulée sont aussi, en proportion, plus nombreuses à avouer leur inquiétude dans leur vie quotidienne : 25 % se déclarent « peu » ou « pas du tout » en sécurité, contre seulement 14 % chez les non-victimes.

Les Français sondés par le Centre de recherches et de documentation sur les conditions de vie (Credoc) ne placent toutefois l'insécurité qu'au sixième rang de leurs principales préoccupations, après le chômage, les maladies graves, la pauvreté en France, la drogue et la

pauvreté dans le monde. De son côté, l'Eurobaromètre réalisé en 1996 indique que le niveau de craintes des Français se situe dans la moyenne européenne : 40 % des Français et 40 % des Belges se disent « inquiets » lorsqu'ils sont interrogés sur leur crainte d'être victimes dans un avenir proche, contre 30 % des Néerlandais, 45 % des Allemands de l'Ouest et 66 % des Allemands de l'Est. Plus ambitieuse, l'enquête internationale de victimation réalisée en 1996 dans plus de vingt pays, dont la France, n'a pas encore livré ses résultats.

DÉVELOPPER LES OUTILS

D'autres études, comme l'« échelle d'évaluation des violences urbaines » mise en place depuis 1991 à la direction centrale des renseignements généraux par le commissaire Lucienne Bui-Trong (le Monde du 21 juillet 1995), viennent améliorer la perception des niveaux d'insécurité dans un millier de quartiers sensibles. Pour sa part, Sébastien Roché, chercheur au CNRS, préconise d'analyser au plus près du terrain les causes du sentiment d'insécurité dans les quartiers - la délinquance locale, mais aussi les diverses « incivilités » repérées dans une cité où les vitres cassées ne sont pas réparées et où les véhicules volés et brûlés ne sont plus enlevés -, ainsi que les comportements des habitants qui sollicitent les bailleurs, les élus locaux ou la police, afin de mieux saisir les multiples réalités des peurs ressenties par les citoyens.

Qu'il s'agisse des sondages, des statistiques, ou des enquêtes de victimation, aucun des instruments de mesure ne constitue, en lui-même, une panacée. Leur développement coordonné offrirait cependant, selon l'expression de Jean-Luc Parodi, directeur de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques et conseiller pour les études politiques à l'IFOP, un dispositif d'« outils limitateurs du mensonge possible ». On est donc encore loin, en France, de disposer de la batterie d'études qui aiderait les décideurs, locaux et nationaux, à mieux piloter leurs politiques de sécurité.

Bruno Causse

Erich Inciyan

Vaulx-en-Velin va s'équiper d'un système de vidéosurveillance

LYON

de notre correspondant régional
Bien sûr les bâtiments publics de Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise, seront sous l'œil de caméras. La municipalité, dirigée par Maurice Charrier, ex-membre du Parti communiste français, aujourd'hui membre de la Convention alternative progressiste et du mouvement Agir, vient d'adopter un schéma directeur de sécurité qui prévoit l'installation d'un système de vidéosurveillance. « Entre la sécurité fascinant et un laxisme irresponsable, il y a place pour un travail efficace et respectueux des libertés publiques », explique M. Charrier. La délinquance dépasse une chapelle de plomb sur les quartiers et sur les projets des habitants. Qu'on le veuille ou non, ce phénomène inquiétant dévient une réalité.

Si, en 1996, les services de la police ont enregistré une baisse des délits à Vaulx-en-Velin, les chiffres restent encore nettement au-dessus de la moyenne nationale. Les bâtiments publics subissent régulièrement des

dégradations, et les compagnies d'assurances deviennent réticentes à couvrir les risques. « Elles nous imposent des franchises considérables, parfois à la hauteur du coût du bâtiment », explique un membre du cabinet du maire.

Pour tenter de mieux cerner les enjeux, la municipalité a commandé à un cabinet privé un audit sur les problèmes de sécurité et de sûreté. Rendu à la fin de 1995, le bilan est, selon un élu, « affligeant » : « insuffisances fonctionnelles », « importants déficits sur le plan technique », « absence d'un véritable centre de gestion de crise ainsi que de moyens modernes de surveillance des espaces à risque ». Tout au long de l'année 1996, la majorité municipale de gauche a mis en place des groupes de travail dont les conclusions ont permis d'élaborer un schéma directeur de sûreté-sécurité. Ce document, cosigné par le préfet du Rhône dans le cadre d'une charte ville-Etat, a été voté, jeudi 20 février, par la majorité du conseil municipal.

Les mesures comprennent de la média-

tion, de la prévention, de la dissuasion, de la répression et de la réinsertion. Selon le maire, plus de 65 % des 31 millions de francs qui seront investis pendant cette période seront attribués aux moyens humains. Les 35 % restants, soit 9 millions de francs, concernent l'installation d'un centre superviseur urbain (CSU), dans le nouveau centre-ville. Il gèrera la vidéosurveillance pour les industriels, les artisans et les commerçants qui pourront s'y relier, contre abonnement. Selon la mairie, ce système permettra aussi de faire le tri dans la quinzaine de sociétés de gardiennage qui patrouillent dans les rues de la ville.

ASSURER LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Le CSU contrôlera le dispositif de vidéosurveillance des bâtiments publics prévoyant l'implantation de cinq caméras en 1997, leur nombre devant être porté à 21 en 2001. Conformément à la loi, une commission indépendante, installée par le préfet, devra donner auparavant son autorisation. Les dix

salariés du CSU seront des fonctionnaires municipaux, les caméras ne couvriront que des espaces publics et les images ne pourront être produites que sur décision de justice. Pour M. Charrier, la vidéosurveillance servira surtout « à lutter contre la grande délinquance ».

Malgré ces « garanties », la démarche soulève bien des interrogations. « Je reconnais que le dossier est compliqué », note M. Charrier. Mais la vidéosurveillance n'est, dans notre schéma, qu'un élément parmi bien d'autres. Candidat aux législatives pour incarner « non pas l'alternance » mais « l'alternative », il affirme refuser les logiques sécuritaires et les « gages » donnés à l'électorat du Front national. « Si on veut agir contre le développement de la délinquance, il faut résoudre les problèmes économiques et sociaux », insiste-t-il. Mais pour changer l'ordre social, il faut aussi assurer les conditions de la citoyenneté. Cela passe par la sécurité publique.

La mairie de Nantes veut répondre à la demande sociale

NANTES

de notre correspondant
Dans une ville comme Nantes, qui passe pour être calme, la mort, en novembre 1996, d'un couple de retraités, puis celle d'une femme, percutées lors de courses-poursuites entre voleurs de voitures et policiers, ont jeté un émoi considérable. En 1996, le nombre de vols avec violence a progressé de 42 % et le taux d'élucidation des affaires a accusé une forte baisse.

Les auteurs en sont de plus en plus jeunes, constate le directeur départemental de la sécurité publique, Alain Deschamp : « Nous venons d'interpellier deux jeunes de 18 ans, l'un pour détention de haschisch, l'autre pour vol à l'arraché et attentat à la pudeur. » Agé de dix-sept ans, le conducteur de la voiture qui a tué les deux retraités venait de passer quatre mois en prison pour un précédent rodéo. C'était sa trente-septième interpellation depuis l'âge de treize ans. Le tribunal pour enfants l'a condamné à seize mois ferme et le substitut du procureur, qui avait requis trois ans, a fait appel.

Réunis par le préfet, Charles-Noël Hardy, les services de l'Etat concernés et les maires de Nantes, Saint-Herblain, Rezé et Orvault ont décidé de remettre à plat la politique du conseil communal de prévention de la délinquance. « Ces conseils ont été créés par le gouvernement Mourou, rappelle le maire de Nantes, Jean-Marc Ay-

raut (PS). Ils sont axés sur le socio-culturel, l'animation sportive. C'est bien, mais cela ne correspond plus à une situation où une partie de la jeunesse n'a aucun repère. Il faut changer d'approche. » M. Ayraut, qui ne craint pas de parler de répression, réclame une présence plus visible de la police, notamment de l'illotage. « La sécurité est un droit républicain, sa demande est totalement légitime. Ce n'est pas un problème droite-gauche. »

DÉTECTER EN AMONT

Pour éviter le dilemme entre prison et impunité, le maire de Nantes estime qu'il n'y a pas de tabou. « Je ne sais pas s'il faut créer des formations encadrées, sortir certains jeunes de leur quartier, multiplier les méditations-réparations et les travaux d'intérêt général au engager plus la responsabilité parentale, mais je sais qu'il est impossible de ne pas réagir. » Jean-Marc Ayraut prône une coordination renforcée entre la police, la justice et les nombreux services municipaux présents sur le terrain : mairies annexes, centres socio-culturels, polices municipales, HLM, transports en commun, etc.

C'est l'objet de la commission « tranquillité publique » mise en place en 1995. « Plus on détecte tôt les problèmes, plus on intervient efficacement », note-t-il. C'est aussi pour cela que nous avons développé la médiation sociale. » Vingt-cinq médiateurs, étudiants, retrai-

tés, mères de famille consacrent bénévolement deux à trois heures par semaine à la résolution de conflits dans les quartiers sensibles. La ville de Nantes s'est aussi impliquée financièrement dans la médiation pénale mise en place par le parquet, qui a permis de traiter 250 petits délits l'an dernier, et dans l'ouverture prochaine d'une maison de la justice et du droit dans le quartier des Dervallières.

C'est dans ce même quartier que seront expérimentés les correspondants de nuit chargés d'intervenir sur les ruelles et un petit problème qui créent le sentiment d'insécurité, de l'ampoule grillée dans l'escalier aux conflits de voisinage. « Nous sommes prêts à en faire une action prioritaire, quitte à retarder autre chose. Il y a une demande sociale très forte », affirme Jean-Marc Ayraut. Certains habitants ont un sentiment d'abandon. Nous devons absolument être à l'écoute, dialoguer, renforcer et coordonner la présence des services publics, et ne pas laisser les victimes seules. Il ne s'agit pas de remplacer l'engagement et la responsabilité de chaque citoyen, mais de l'aider à se développer. Si nous n'assurons pas la sécurité de proximité, la perte de confiance fait le lit du désengagement civique et des thèses extrémistes. Alors que si nous sommes crédibles sur le terrain les gens sont prêts à se mobiliser. »

Adrien Favreau

A Rennes, des « correspondants de nuit » pour rassurer

RENNES

de notre correspondante régionale

« Cet immeuble, c'est une bombe. Les voisins se détestent », lâche Lydie, en connaissance des lieux. Ce soir, la pluie battante a calmé les esprits et vidé les halls d'escalier de leurs habituelles bandes de jeunes. Lydie et Wilfrid en profitent pour rendre visite à leurs « otâtres », les « cas lourds » de ce secteur qui regroupe 1 500 logements. Une seconde équipe tourne dans un quartier voisin, à pied et en voiture. Tous quatre sont « correspondants de nuit », comme le signalent les inscriptions imprimées sur leur blouson bleu marine. Sept jours sur sept, de 21 heures à 4 heures, armés d'une lampe-torche, d'un téléphone sans fil, d'un diplôme de secouriste et d'une infinie patience, ils dialoguent, rassurent, font les gros yeux et tentent de renouer la communication entre locataires. Ils jettent aussi un oeil aux caves et aux ascenseurs en panne et préviennent parfois directement les réparateurs.

« On nous reproche de ne pas imposer le rappel de la loi », explique Jean-Yves Gérard, conseiller municipal socialiste de Rennes et président de la régie de quartier Optima, créatrice des correspondants de nuit. En fait, nous parlons du conflit, pas du droit. Le propre de la médiation est de prendre beaucoup de temps. Quand les jeunes font du bruit, nous y allons. Ils recommencent, naturellement, lorsque nous partons. Mais le lendemain, nous revenons. » Dans la journée, les observations de l'équipe sont relayées auprès de divers services sociaux et d'associations de toute nature. Les offices d'HLM sont prévenus des détériorations.

Entre deux séjours à l'hôpital psychiatrique, M^{me} Riou a encore téléphoné. A nouveau, ils se déplacent. Elle entend des bruits de coups dans les murs. « C'est sûrement des Nairs ou des Arabes qui les donnent. » Pourquoi eux ? Elle ne sait pas, « n'en fréquente pas », n'en a pas pour voisins. Deux barres plus loin, Michèle, ravagée par la détresse et l'alcool, est à bout. Ses enfants vivent ailleurs et son compagnon, qui lorgne sur son RMI, la

frappe. Les correspondants de nuit sont venus faire la leçon hier. Ce soir, après avoir parlé, Wilfrid menace d'appeler la police si cela se reproduit, et insiste pour que le couple rencontre le responsable d'une association anti-alcoolique « très gentille », et, pourquoi pas, une conseillère conjugale.

La nuit, « il n'y a personne pour aider qui ce soit », remarque Catherine. Avant, elle était ambulancière. « C'était moins stressant. » Les correspondants ont tous connu chômage et petits boulots. Tous ont les nerfs solides, mais une psychologue vient parler avec eux une fois par mois. Leur salaire mensuel s'élève à 6 000 francs. Pour le recrutement, ils sont passés devant un jury composé de représentants de services sociaux, d'associations, de policiers, de pompiers, des bailleurs sociaux...

ÉTENDRE L'EXPÉRIENCE

« On pourrait créer des milliers d'emplois », estime Jean-Yves Gérard, l'obstiné président d'Optima, qui fait travailler dix-neuf personnes avec ses services aux entreprises. Il faut innover ! Aujourd'hui, les professionnels, en première ligne, ont tendance à démissionner, épuisés. » M. Gérard a cependant eu du mal à réaliser son projet. En 1994, une première tentative a pris fin après quatre mois d'expérience : les habitants voulaient bien du service, mais ils refusaient d'acquiescer 40 francs par mois pour en bénéficier. L'année suivante, en compagnie d'un correspondant de nuit recruté sur un contrat précaire, il s'est rendu dans tous les immeubles avec une urne sous le bras. Le vote s'est révélé favorable. Aujourd'hui, le coût est partagé entre les locataires, les bailleurs sociaux, la municipalité et d'autres financeurs publics, qui acquittent 10 francs chacun.

Il a fallu se battre contre le conservatisme des uns et la méfiance des autres. Depuis, vingt-cinq villes, dont Nantes, ont manifesté leur intérêt pour ce nouveau métier, et Optima pourrait étendre ses services dans le département d'Ille-et-Vilaine.

Martine Valo

Le Conseil d'Etat sur le projet de

Peu de

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

LE COLLEGE

Le Conseil d'Etat rend un avis critique sur le projet de loi contre l'exclusion

Peu de modifications suggérées ont été retenues avant l'examen en conseil des ministres

Le conseil des ministres doit examiner, mercredi 26 février, le projet de loi de lutte contre l'exclusion. Le 20 février, le Conseil d'Etat a rendu

son avis sur ce texte, en suggérant la suppression du premier article ainsi que de substantielles modifications. Le gouvernement, qui n'a

pas retenu ces critiques, accompagne ce projet de loi d'un « programme d'action », qui détaille le dispositif employé.

LE COURS du projet de loi contre l'exclusion a subi, ces derniers temps, une accélération que ne laissent pas présager les retards accumulés depuis bientôt deux ans. Le texte a en effet traversé le Conseil d'Etat en moins de dix jours, pour parvenir au conseil des ministres du mercredi 26 février. Cette soudaine célérité s'explique par la volonté gouvernementale de le voir déposé au plus tôt sur le bureau de l'Assemblée nationale, qui devrait l'examiner en première lecture vers la fin du mois de mars.

Avant cette étape décisive, le texte n'a pas fait l'objet d'un dernier avis critique, rendu jeudi 20 février par les conseillers d'Etat. Ceux-ci ont en effet proposé de rayer de la copie gouvernementale rien de moins que l'article premier du projet de loi, qui pose notamment la lutte contre les exclusions sociales et « impératif national fondé sur le respect de l'égalité de tous les êtres humains ». Ils ont également effectué des coupes sévères dans le chapitre sur le travail social et supprimé les articles instituant l'Observatoire de la pauvreté et de l'exclusion sociale ainsi que le Comité national de lutte contre l'illettrisme. A chaque fois, le Conseil d'Etat a fait remarquer que ces dispositions ne relevaient nullement du cadre législatif.

Ces coupes portent cependant

sur des passages auxquels les associations de solidarité sont particulièrement attachées. Le gouvernement ne pouvait se permettre de les décevoir davantage, alors qu'elles critiquent déjà vertement le manque de moyens financiers prévus par le projet de loi. Il a donc décidé de ne pas tenir compte de cette partie de l'avis.

UN PROGRAMME D'ACTION

En revanche, le gouvernement a tenu compte d'un certain nombre de modifications qui tendent vers une plus grande simplicité de rédaction des chapitres. Il a également accepté un changement partiel dans l'article sur le droit de vote des sans-domicile fixe. Ceux-ci pourront s'inscrire sur la liste électorale de la commune, et non plus dans l'arrondissement où est situé leur organisme d'accueil. L'idée d'une répartition des sans-abri entre plusieurs communes est donc abandonnée (Le Monde du 12 février). Le gouvernement a rétabli le contrôle de ces inscriptions par une commission présidée par un magistrat, alors que les conseillers d'Etat avaient demandé sa suppression.

Le gouvernement a choisi d'effacer son texte en lui adjoignant un programme d'action. Le Conseil d'Etat n'a pas eu à se prononcer sur ce document qui sera présenté en conseil des ministres,

mercredi, avant d'être rendu public par les deux copistes du texte, Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, et Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence.

L'ajout d'une vingtaine de pages, par rapport à la version transmise au Conseil économique et social à l'automne 1996, n'a pas contribué à dissiper son aspect fourre-tout, à la fois mode d'emploi de la loi et récapitulatif des actions de lutte contre l'exclusion. Un nouveau chapitre résume ainsi les mesures déjà prises dans ce domaine par le ministère de l'éducation nationale, sans offrir la moindre innovation à tous ceux qui réclament des efforts notamment sur l'accès aux cantines ou à la médecine scolaire. Les deux chartes de fourniture minimale d'eau et d'électricité, signées le 6 novembre dernier à l'initiative du ministère du logement, font également leur entrée dans le texte.

Le programme d'action confirme que la demande d'initiative d'une formation pour les titulaires d'un contrat d'initiative locale (CIL) a été entendue. Cette offre ne sera toutefois pas systématique. « Les crédits du Fonds social européen [FSE] pourront être mobilisés, précise le texte, pour financer un tutorat, lorsque le titulaire du CIL en aura besoin en raison de

l'adaptation de ses compétences à l'emploi qui lui sera proposé ou en raison de la demande d'accompagnement social qu'il aura exprimée. » Le montant de cet apport du FSE, d'ores et déjà négocié, serait de 1,5 à 2 milliards de francs sur trois ans. Il permettrait également le doublement du nombre des itinéraires personnalisés d'insertion, portés à 100 000 en cinq ans.

Pour répondre à la fois aux craintes du budget et aux critiques sur le coût résiduel des futurs CIL pour les collectivités et les associations, le programme d'action fait remarquer que le principe de l'activation du revenu minimum d'insertion (RMI) ou allocation de solidarité spécifique (ASS) permet d'en faire « le contrat le moins cher de l'Etat bien qu'il soit aussi le plus aidé ». Selon le document, « l'avantage pour l'employeur s'établit à 61 % du coût net, contre 58 % pour les emplois des entreprises d'insertion et 50 % pour le contrat initiative emploi ». Le programme d'action reconnaît toutefois que ce financement est en partie possible grâce aux « économies réalisées » par le réaménagement récent des conditions d'accès à l'ASS. Cette réforme n'avait pas manqué d'être dénoncée par les associations et le Conseil économique et social.

Jérôme Fenoglio

Six ans de prison pour Georges Rossignol

Reconnu coupable de mutilations volontaires sur trois de ses patients, l'urologue a annoncé son intention de faire appel

LE TRIBUNAL correctionnel de Toulouse, présidé par Jean-Marie Boyer, a condamné, lundi 24 février, l'urologue Georges Rossignol, cinquante et un ans, à six ans de prison pour « violences volontaires ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente » sur trois de ses patients ayant subi, en 1987 et 1988, une ablation de la vessie (cystectomie). Le docteur Rossignol a été relaxé pour trois autres opérations que l'accusation avait également jugées injustifiées. Sa peine est assortie d'une interdiction des droits civiques et civils de dix ans, et du paiement d'un montant total de 350 000 francs de dommages-intérêts à deux victimes, deux hommes aujourd'hui incontinents et sexuellement impuissants — la troisième victime est décédée depuis, sa mort étant sans lien avec l'opération.

Les magistrats ont donc suivi les réquisitions du procureur de la République adjoint, Hervé Robin, qui avait réclamé de cinq à sept ans de prison (Le Monde des 19-20 janvier). Toutefois, ils n'ont pas accédé à sa demande d'arrestation à l'audience. Le docteur Rossignol a aussitôt annoncé son intention de faire appel.

En revanche, le tribunal a écarté l'accusation de « violences volontaires » à l'encontre du docteur Pierre Léandri, cinquante et un ans, avec lequel le docteur Rossignol travaillait à la clinique Saint-Jean-Languedoc de Toulouse, où les deux urologues avaient acquis une réputation internationale. Les magistrats, qui ne s'interrogent plus que sur un seul des trois cas reprochés initialement au docteur Léandri, ont ordonné une expertise complémentaire pour déterminer si les faits qui subsistent ne relèvent pas de l'erreur de diagnostic ou sont susceptibles, de cas échéant, d'être requalifiés en « blessures involontaires ». L'urologue, contre qui une peine d'un an de prison assortie éventuellement du sursis avait été requise, doit à nouveau comparaître le 22 septembre.

Dans leur jugement, les magistrats admettent tout d'abord qu'« on ne peut pas reprocher aux prévenus d'avoir cherché à gagner beaucoup d'argent (...), d'avoir voulu acquiescer la majorité des parts de la clinique ou d'avoir cherché des satisfactions d'omnipotence ». Mais ils affirment que « [leur] activité était caractérisée par une malhonnêteté certaine ». Tout en observant que ces faits ne sont pas constitutifs d'un délit, les juges s'appuient sur un lot de fiches de travail post-opératoires, à usage statistique, où les résultats obtenus avaient été modifiés en fonction des besoins de leurs communications scientifiques.

Cette « malhonnêteté intellectuelle », significative pour les magistrats, est imputable aux deux urologues, mais ne leur vaut pas le même traitement judiciaire. Elle est révélée et aggravée, selon eux, dans le cas du docteur Rossignol par sa précédente condamnation en 1992 à deux ans de prison pour « complicité de faux et usage de faux en écriture privée ». Les faits liés à ce jugement avaient été peu évoqués à l'audience de janvier. Le tribunal, qui lie donc les deux affaires, a d'ailleurs ordonné la confusion de cette peine, déjà purgée, avec celle de six ans prononcée aujourd'hui.

MENSONGES CARACTÉRISÉS

Pour assaillir la condamnation du docteur Rossignol, qui exerce toujours, les magistrats retiennent finalement trois des six opérations qui lui étaient reprochées. Ils évitent d'affronter la querelle interne à l'urologie entre partisans des interventions précoces (interventionnistes) et leurs adversaires (non-interventionnistes), et s'en tiennent à la teneur des courriers adressés par le docteur Rossignol aux médecins traitant de chacun des patients. Les magistrats estiment, au vu des éléments scannographiques et anatomopathologiques dont disposait l'urologue, que ces courriers informant les généralistes sur la maladie de leur patient « sont des faux », recelant des « mensonges caractérisés », destinés à surestimer la gravité des tumeurs afin d'« opérer ou faire opérer consciemment sans raison médicale admissible ».

Pour ces trois cas, les arguments de plusieurs urologues venus témoigner à l'audience pour dire les difficultés et les marges d'interprétation qui pouvaient résulter de l'ensemble des éléments à la disposition du chirurgien semblent donc n'avoir pas été retenus. De même que les arguments développés par certains experts qui plaident en faveur d'une décision de cystectomie radicale, quand bien même les résultats semblaient annoncer une récession de la maladie, eu égard à l'imprévisibilité et l'importance de la récidive de ce type de cancer.

En conséquence, tout en notant « le contexte particulier de l'affaire », le tribunal estime que « le rapport de confiance entre le patient et le chirurgien mérite justement une protection particulière et une répression correspondante en cas d'infraction ». Ce qui justifie, selon les magistrats, le prononcé d'une peine excédant l'ordinaire des peines correctionnelles.

Jean-Michel Dumay avec Stéphane Thépot, à Toulouse

Les gynécologues-obstétriciens lancent un appel au gouvernement sur le diagnostic préimplantatoire

DANS UN TEXTE adressé au Monde, les vingt-neuf professeurs de gynécologie-obstétrique de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) lancent « un appel au gouvernement » afin de pouvoir au plus vite disposer des moyens d'effectuer le diagnostic préimplantatoire (DPI) des embryons humains potentiellement porteurs de certaines maladies génétiques.

Les signataires de cet appel sont les professeurs Blot, Chavigne, Colau, Darbois, Dubuisson, Dumez, Engelmann, Fernandez, Frydman, Heaton, Levadon, Madelenat, Milliez, Nisand, Oury, Paniel, Papernik, Pigpe, Poitout, Sadoul, Salat-Baroux, Santarelli, Sureau, Taurcelle, Tchobroutsky, Tournaire, Truc, M. Uzan, S. Uzan. « Les réticences véhiculées à tort autour du DPI doivent être levées afin d'orienter d'occulter notre retard scientifique et afin de nous permettre d'apporter une aide aux couples en détresse qui demandent à pouvoir bénéficier de cette technique en France », écrivent-ils.

UNE TECHNIQUE RÉCENTE

Le DPI consiste à analyser le patrimoine génétique d'une cellule prélevée sur un embryon humain obtenu au préalable par fécondation in vitro. Il vise à rechercher la présence ou l'absence d'une anomalie génétique chez un embryon conçu à partir des cellules sexuelles d'un couple connu pour avoir un risque de transmettre telle ou telle affection héréditaire. Seuls les embryons indemnes de la maladie recherchée ou porteurs sains sont transférés in utero. Une amniocentèse est ensuite pratiquée de manière à confirmer le résultat initial. Le DPI permet de la sorte d'éviter à la femme l'avortement d'un fœtus atteint. Certains spécialistes de la biologie de la reproduc-

tion voient au contraire dans le DPI une technique conduisant irrémédiablement vers une politique eugéniste.

Le DPI a été mis au point il y a plusieurs années dans les pays anglosaxons. Technique encore récente, elle nécessite encore des évaluations concernant sa fiabilité et son innocuité à long terme. Pour autant, les spécialistes français estiment que le DPI doit dorénavant être considéré comme faisant partie intégrante du diagnostic prénatal. Cette technique est d'autre part inscrite dans l'une des lois de bioéthique du 29 juillet 1994 qui la réserve « aux maladies génétiques d'une particulière gravité reconnues comme incurables au moment du diagnostic ». Les gynécologues-obstétriciens estiment que le DPI, comme le diagnostic prénatal, ne concerne aucun diagnostic « de convenance », mais « uniquement le diagnostic d'une maladie ayant sévèrement touché une famille, telle que : la mucopolysaccharidose, la myopathie, etc. ». La loi stipule d'ailleurs : « Le diagnostic ne peut être effectué que lorsqu'il est préalablement et précisément identifié chez l'un des parents l'anomalie responsable d'une telle maladie ».

« La médecine française a la capacité scientifique et éthique de gérer ce type de problèmes, écrivent les gynécologues-obstétriciens. Le cas le plus courant est celui d'un couple dont le premier enfant s'est trouvé atteint d'une maladie grave, révélant que les parents porteurs du gène ont un risque renouvelé de transmettre cette affection. Le diagnostic prénatal est alors proposé à partir de la dixième semaine de la grossesse suivante. Si le fœtus est atteint, une interruption médicale de grossesse peut être envisagée. Bien souvent le couple tente une nouvelle grossesse et, si le sort

sachonne pour la troisième fois, à la répétition du drame, le DPI peut leur être proposé ».

L'émotion de ces médecins tient au fait que, près de trois ans après la promulgation de la loi, le décret d'application concernant le DPI n'est toujours pas paru, ce qui interdit en pratique sa mise en œuvre. « Si nous, médecins, souhaitons aider ces couples durement atteints par la maladie, la seule solution qui nous reste est de les confier à des collègues étrangers : Anglais, Belges, Espagnols ou italiens. En effet, tous ces pays européens ont des équipes expertes dans ce domaine sans parler des États-Unis. La médecine française se trouve paralysée par cette situation où dans ce domaine tout est théoriquement permis, mais rien n'est pratiquement possible. Nous en arrivons alors à cautionner une inégalité dans le traitement des soins de nos concitoyens, puisque seuls les plus fortunés peuvent faire le voyage à l'étranger ».

Jean-Yves Nau

Crimes de Boulogne : les autopsies confirment les violences sexuelles

LES RÉSULTATS préliminaires des autopsies pratiquées, lundi 24 février, sur les corps des quatre jeunes filles assassinées près de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), indiquent qu'elles ont été violées puis étranglées, selon l'AFR citant une source proche de l'enquête. Les traces de coups relevés sur les corps attestent la violence des agresseurs, qui ont été incarcérés dans les prisons de Béthune et de Longuenesse. Le rapport écrit des médecins légistes sera remis au juge d'instruction dans les prochains jours. De son côté, Suzanne Sauvage, députée RPR des Alpes-Maritimes et rapporteur du projet de loi Toubeau contre la délinquance sexuelle, s'est déclarée, « persuadée qu'une mesure de castration chimique serait une bonne chose » contre les auteurs d'atteintes sexuelles.

DÉPÊCHES

■ **ALIMENTATION** : dix-huit organisations nationales de consommateurs ont protesté, lundi 24 février, contre l'adoption à l'Assemblée nationale d'un amendement modifiant le projet de loi sur la qualité sanitaire des aliments (Le Monde du 19 février), en confiant au seul ministre de l'agriculture la définition des critères applicables aux denrées alimentaires dangereuses pour la santé publique. « Le ministère de l'agriculture s'assure la définition de la qualité sanitaire, son contrôle et le contrôle des contrôles », estiment-elles.

■ **MEURTRE** : deux appels de contingent ont été mis en examen et écroués pour « homicide volontaire » et « complicité » par un juge d'instruction du tribunal de grande instance de Versailles, au lendemain de la mort d'un habitant de Beynes (Yvelines), tué dans la nuit du samedi 22 au dimanche 23 février. Eric Mézida, vingt et un ans, et Erick Pommalis, vingt ans, originaires de Nouvelle Calédonie, ont été écroués à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines). Les deux jeunes gens sont accusés d'avoir frappé à coups de pierre Jean-Michel Villaro, cinquante ans. Exécuté par le bruit provenant d'un groupe de permissionnaires, celui-ci leur avait demandé de se calmer.

■ **SUICIDES** : deux jeunes détenus ont mis fin à leurs jours par pendaison à la maison d'arrêt d'Osny (Val-d'Oise), les 22 et 23 février. Aldi Mebrouk, vingt et un ans, placé en détention depuis moins de quarante-huit heures pour une affaire de vol, s'est pendu avec un drap dans la nuit de vendredi à samedi. Christophe Ozanne, dix-neuf ans, détenu depuis le mois de juin pour une affaire de violences, a été découvert mort, lundi matin, dans sa cellule.

■ **PROFANATIONS** : quatre jeunes de dix-sept à vingt ans ont été interpellés, lundi 24 février, après la profanation de 84 tombes au cimetière d'Étouv, près de Creil (Oise), dans la nuit de samedi à dimanche. Remis en liberté à l'issue de leur audition, ils ont reconnu qu'ils s'étaient rendus dans le cimetière après une soirée très arrosée et avaient brisé des croix, des plaques de marbre, des objets funéraires et des vasques de fleurs « pour s'amuser ».

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL : 01.46.40.26.13 - FAX : 01.46.40.70.66

75 Via Pal. Just. PARIS, Jeudi 6 Mars 97 à 14h30
APPARTEMENT 1 PP à PARIS (7ème)
10 à 16, rue Duroc, 2 à 14, rue Masseran
7 à 13, rue Eblé et 1 à 13, rue du Général Bertrand
Cave - Bâtim. DUROC, au 2ème étage
MISE A PRIX : 400.000 Frs
S'adr. à Me Pier CORRADO, Avocat à PARIS (7ème),
12, boulevard Raspail - Tél : 01.45.49.00.19
Sur les lieux pour visiter ou s'adr. SCP REGNIER-NOQUET et
NOQUET, Huissiers à Paris (1er) - Tél : 01.42.60.33.24

ACTION SOCIALE :
LA DÉCENTRALISATION
FACE À LA CRISE
de Jean-Louis Sanchez

Vers une nouvelle réponse sociale

« Cette étude mérite d'être lue et méditée partout. Non pas pour que s'homogénéisent les pratiques : après tout, la décentralisation suppose une certaine liberté d'organisation et de gestion. Mais pour que le chemin parcouru par les uns et les autres soit connu et donne lieu à observation et évaluation dans cette période d'argent rare et de détresse sociale. »

René LEXMON

125 pages, 130 francs. Odus Édition
37, boulevard Saint-Michel - 75005 Paris

051 71147

صحنه من الراحل

DISPARITIONS

Bärbel Inhelder

La collaboratrice de Jean Piaget

LES PSYCHOLOGUES français viennent d'apprendre avec un peu de retard le décès de Bärbel Inhelder, qui s'est éteint paisiblement alors qu'elle séjournait en Suisse, comme elle aimait tant à le faire, dans un petit village du Valais.

Le nom de Bärbel est indissociablement lié à celui du grand savant suisse Jean Piaget, dont elle fut la collaboratrice depuis les années 30, alors qu'elle avait à peine vingt ans. Née en 1913, dans une famille d'enseignants de la Suisse alémanique, Bärbel Inhelder se fit très tôt remarquer par sa brillante intelligence, sa culture, ses exigences envers elle-même et ses capacités de travail hors du commun.

Etudiante à Genève, elle y rencontre Jean Piaget, et quoique se situant dans son sillage, elle pose très vite les bases d'une œuvre originale qu'elle poursuivra bien après la mort du « patron », en 1980 : elle ajouta des propositions très ingénieuses d'expériences aux brillantes constructions épistémologiques de son aîné et entama des études pionnières sur les caractéristiques individuelles d'enfants présentant des retards mentaux ou des personnalités perturbées.

Dès les années 50, elle est internationalement connue, y compris outre-Atlantique. Souvent la seule femme parmi des assemblées masculines, elle reçoit plusieurs doctorats honoris causa et organise des colloques d'une haute tenue. Avec elle, et avec son amie de l'école « piagétienne », Hermine Saint-Clair (« Mimi »), décédée voilà quelques semaines, c'est un pan de la psychologie du XX^e siècle qui disparaît.

Claire Meljac

■ LEO ROSTEN, écrivain américain, est mort mercredi 19 février à son domicile de Manhattan (New York). Né à Lodz (Pologne) le 11 avril 1908, il est surtout connu pour avoir écrit *The Joy of Yiddish* (Les Joies du Yiddish, Le Livre de poche), un dictionnaire ponctué d'histoires juives, ainsi qu'une série de trois livres d'une drôlerie irrésistible autour d'un personnage nommé Hyman Kaplan, un petit bonhomme à l'anglais hésitant et mûr par les mots et d'expressions yiddish - ce qui a donné naissance à ce que l'on appelle depuis le yiddish -, qui a un avis sur tout et n'hésite jamais à le donner. Leo Rosten a écrit beaucoup d'autres ouvrages, certains sérieux, d'autres humoristiques, et a également été professeur de sciences politiques à l'université Yale ainsi qu'à The School for Social Research de New York.

■ MICHEL HOGUET, ancien député (app. UDR) d'Eure-et-Loir, est mort mercredi 19 février. Né le 11 février 1910 à Amiens (Somme), Michel Hoguet, avocat, a été élu conseiller municipal de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir) en 1945. Maire de cette commune de 1958 à 1965, il devient député d'Eure-et-Loir en 1958. Apparenté au groupe UDR, vice-président de la commission des lois de l'Assemblée nationale de 1968 à 1971, il siège au Palais-Bourbon jusqu'aux élections législatives de mars 1973, date à laquelle il décide de ne pas se représenter. Michel Hoguet était le père de Patrick Hoguet, député UDF-PR d'Eure-et-Loir depuis mars 1993.

JOURNAL OFFICIEL

Au journal officiel du samedi 22 février sont publiés :

- Affaires maritimes : un décret portant organisation des services déconcentrés des affaires maritimes.
- Affaires sanitaires et sociales : un décret fixant les règles applicables aux emplois de directeur régional, de directeur départemental et de directeur adjoint des affaires sanitaires et sociales.

Au journal officiel du dimanche 23 février sont publiés :

- Ehus locaux : une circulaire relative aux modalités de restitution de la retenue à la source sur les indemnités des Ehus locaux en cas de trop-perçu.
- Cantons : plusieurs décrets modifiant et créant des cantons dans les départements des Alpes-Maritimes, des Pyrénées-Orientales, du Tarn et de Meurthe-et-Moselle.
- Catastrophe naturelle : un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans plusieurs départements.

AU CARNET DU « MONDE »

Adoptions

France, Clément et Octave AUSCHER, ont la grande joie d'annoncer l'arrivée dans leur foyer et dans leur cœur de

Louisa, Fadwa, née le 2 février 1997, à Rabat.

Anniversaires de naissance

- De Nouchka à Erat. du Burkina à l'initial, il n'y avait qu'un pas. Nous avons franchi la Valt. Happy Birthday !

Décès

- Ma Azoulay, Monique Azoulay, Daniel et Caroline Azoulay, ses enfants, ses petits-enfants, Et ses frères ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Esther AZOULAY, née ABERGEL.

survenu le 24 février 1997, à Boulogne-Billancourt.

Les obsèques auront lieu le mercredi 26 février, à 15 h 15, au cimetière parisien de Bagneux, avenue Marx-Dormoy.

Ni fleurs ni couronnes, 4 bis, rue Louis-Pasteur, 92100 Boulogne-Billancourt.

- M^{me} Georges Becquey, née Marie-André Meline, son épouse, M. et M^{me} Michel Becquey, M. et M^{me} Marc Becquey, M. et M^{me} Christian Becquey, ses enfants, ses petits-enfants, font part du décès de

M. Georges BECQUEY, administrateur en chef de classe exceptionnelle de la France outre-mer, chef d'aller de la Légion d'honneur, officier de la Valeur camerounaise.

le 22 février 1997, dans sa quarante-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 27 février, à 15 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, avenue Théophile-Gaudier, Paris 16.

L'inhumation se fera au cimetière de Stains.

- Bertrand, Claudine, Denis, Marc, Nicolas et Laurent Coulon. Les familles Coulon, Guillemain, Guillaud, Delaroux, Caplain, et Cécile Armagnac, font part de la mort, le 23 février 1997, de l'architecte

René A. COULON, né le 27 juin 1906.

La messe d'adieu sera célébrée à Villers-le-Château (Marne), le mercredi 26 février, à 11 heures, suivie de l'enterrement au cimetière du village, à côté de son épouse.

Hélène GUILLAIN, décédée le 17 février 1997.

« Tu seras pour nous. Le point du jour ».

Une messe de requiem sera célébrée à Paris, en l'église Saint-Louis-en-l'Île, leur paroisse, le mercredi 5 mars, à 11 heures.

Manière de voir LE MONDE diplomatique

UN ATLAS DES CONFLITS

Au sommaire :

- Appétits rivaux en mer de Chine, par Virgine Raison.
- Amère convalescence au Salvador, par Maurice Lemoine.
- Avec les guerilleros colombiens, par Hubert Prolongeau.
- Chirurgie sans anesthésie en Haïti, par Christophe Wargny.
- L'ANC face à ses promesses, par Pierre Beaudet.
- Apaisement en mer Rouge, par Jean-Louis Peninou.
- Piège albanais pour les Balkans, par Christophe Chiclez.
- La paix américaine ébranlée, par Alain Gresh.
- Débauche pour Washington au Kurdistan, par Kendal Nezan.
- Colonisation : redoutable bombe à retardement, par Geoffrey Aronson.
- Les maîtres à penser de M. Néanyahu, par Dominique Vidal.
- Hamas au bord de l'implosion, par Wendy Kristiansen Levin.
- Athènes et Ankara se disputent la mer Egée, par Nels Kudritzke.
- Et autres...

Chez votre marchand de journaux - 45 F

- M^{me} Yvette Darmon et ses filles ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger-Yves DARMON, (F...)

survenu le 18 février 1997.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

- Theo Sieger, sa compagne depuis quinze ans, à la grande douleur de faire part du décès de

M. Raymond-Xavier DELAMARRE, sculpteur.

survenu le samedi 15 février 1997, à la suite d'un accident de voiture, à l'âge de soixante-deux-neuf ans.

Selon sa volonté, il a été inhumé à l'endroit où l'accident a eu lieu.

A jamais.

La Caillotte, 12560 Saint-Sauveur-de-Lezay.

- M^{me} Giraudon, sa mère, Jean-Jacques Ducloux, son épouse, Nicolas Ducloux, son fils, Les familles Richard, Valérie et Mignard, ont la douleur de faire part du décès de

Jennie DUCLoux, couturière.

Une messe sera célébrée mardi 25 février, à 15 heures, en l'église d'Andilly (95). Une autre cérémonie aura lieu en l'église de Lussac (17) de Dôme, mercredi 26 février, à 15 heures, suivie de l'inhumation au cimetière.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Fleurs rouges et jaunes.

20, rue Arnault, 95580 Andilly.

- Gilles et Jean-Bernard Basse ont la tristesse de faire part du décès de leur grand-mère,

Henriette GUERRIC, née MAIRAT,

survenue le 21 février 1997.

« ... and our little life is rounded with a sleep » The Tempest (IV, 1, 157-158).

- M^{me} Marie-Catherine Hubac, M. et M^{me} Dominique Fortier, M. et M^{me} Jacques Dumalet et leurs enfants, M. et M^{me} François Thomazeau et leurs enfants, M. et M^{me} Pascal Chauveau, M. et M^{me} Ferdinand Vroom et leurs enfants, M. et M^{me} Marie-Thérèse et Horst Henschel-Le Bras, ses enfants, ses petits-enfants, arrière-petits-enfants, sa sœur, ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux, nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis LE BRAS, professeur honoraire, diplômé de l'ENSEPS.

survenu dans sa quarante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Fleureux-Bodou, le vendredi 28 février 1997, à 14 h 30.

La famille remercie sincèrement toutes les personnes qui voudront bien prendre part à sa peine.

3, route du Menhir, 23500 Fleureux-Bodou.

- M^{me} Salah Mesbah, née Ben Aly Cherif, M. et M^{me} Mohamed Said et leurs enfants, M. et M^{me} Benoumiche Farid et Raïda, et leur fils, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Salah MESBAH, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats.

rappelé à Dieu, le 22 février 1997.

La levée du corps aura lieu le mercredi 26 février, à 12 h 30, à l'Hôpital américain de Neuilly-sur-Seine, 63, boulevard Victor-Hugo.

Nous sommes à Dieu et à Dieu nous retournerons.

- M^{me} Lea Yafil, née Aleza, son épouse, Ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger YAFIL, professeur d'anglais (et) sinologue et écrivain.

survenu le 16 février 1997.

L'inhumation a eu lieu le 19 février, au cimetière du Vestnet.

Vos proches et vos amis ont bien voulu nous communiquer leur numéro de référence.

- M^{me} David Karpman, née Harvid, son épouse, M^{me} Lucien et Gilbert Karpman, ses fils, M. et M^{me} Jean-Charles Nahon et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Karpman, M. et M^{me} Simon Karpman et leurs enfants, M. et M^{me} Paul Ferreira et leurs enfants, M^{me} Fela Melman, sa sœur, M. et M^{me} Jacques Karpman et leur fils, M. et M^{me} Herman Cohen, ont la grande tristesse de faire part du décès de

David KARPMAN,

qui s'est éteint paisiblement, le 21 février 1997, à son domicile de Saint-Ouen, dans sa quarante-deuxième année.

L'inhumation aura lieu le mardi 4 mars, au funérarium de Villeneuve, à 13 h 45.

- Notre amie, notre collègue,

Edith KREMSDORF,

nous a quittés le 23 février 1997.

Elle comptait parmi les principaux acteurs de la reconstruction de la Communauté juive de France d'après-guerre.

Elle a contribué à la création du Fonds social juif unifié. Avec ces deux associations, l'Agence juive, l'URCO, la Clémence Conference, le Conseil européen des Communautés juives, l'UNIOSS, elle a contribué au retour, à l'installation, à l'amélioration de la vie de victimes de la Shoah et des migrations contemporaines.

inhumation au cimetière de Bagneux, ce mardi 25 février, à 11 h 15.

Famille : 35, rue Esquirol, 75013 Paris. Contact au FSJU : Département social : 01-42-17-10-77.

- François KRETZSCHMAR, pasteur de l'Érf.

a quitté la tendresse de sa famille pour entrer dans la paix de Son Seigneur.

De la part de : Marie-Louise, son épouse, Ses enfants, ses petits-enfants et son arrière-petite-fille, Ses sœurs et sa belle-sœur.

« Ma grâce te suffit » I Corinthiens 12 : 9.

- Pleumeur-Bodou, Reims, Rouen, Bad Homburg.

- M^{me} Marie-Joséph Le Bras-Chauvet, son épouse, Marie-Thérèse et Michel Chauvet-Le Bras, Florence et François, M^{me} Marie-Christine et Horst Henschel-Le Bras, ses enfants, ses petits-enfants, arrière-petits-enfants, sa sœur, ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux, nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis LE BRAS, professeur honoraire, diplômé de l'ENSEPS.

survenu dans sa quarante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Fleureux-Bodou, le vendredi 28 février 1997, à 14 h 30.

La famille remercie sincèrement toutes les personnes qui voudront bien prendre part à sa peine.

3, route du Menhir, 23500 Fleureux-Bodou.

- M^{me} Salah Mesbah, née Ben Aly Cherif, M. et M^{me} Mohamed Said et leurs enfants, M. et M^{me} Benoumiche Farid et Raïda, et leur fils, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Salah MESBAH, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats.

rappelé à Dieu, le 22 février 1997.

La levée du corps aura lieu le mercredi 26 février, à 12 h 30, à l'Hôpital américain de Neuilly-sur-Seine, 63, boulevard Victor-Hugo.

Nous sommes à Dieu et à Dieu nous retournerons.

- M^{me} Lea Yafil, née Aleza, son épouse, Ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger YAFIL, professeur d'anglais (et) sinologue et écrivain.

survenu le 16 février 1997.

L'inhumation a eu lieu le 19 février, au cimetière du Vestnet.

Vos proches et vos amis ont bien voulu nous communiquer leur numéro de référence.

- M^{me} Naufin, son épouse, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre NAUTIN, Directeur d'études honoraire à l'École pratique des hautes études, Section des sciences religieuses.

survenu à Cannes, le 16 février 1997.

16, boulevard Voltaire, 92150 Ivry-les-Moulineaux.

- Le président de la section des Sciences religieuses de l'École pratique des hautes études a le regret de faire part du décès de

M. Pierre NAUTIN, Directeur d'études honoraire, chaire de patristique et d'histoire des dogmes.

survenu le 16 février 1997, à Cannes (Alpes-Maritimes).

- M^{me} Jean Rouchaud, M. et M^{me} Arnaud Chalvon Demersay et leurs enfants, M. et M^{me} Thierry Aubry et leurs enfants, M. et M^{me} Bernard Rouchaud et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean ROUCHAUD, auditeur de l'Institut des hautes études de Défense nationale.

survenu le 20 février 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 26 février, à 15 h 45, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, place de l'Église, à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine).

Selon la volonté du défunt, l'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

13, avenue Victor-Hugo, 92500 Rueil-Malmaison.

Remerciements

- M^{me} Lise Bouccara, son épouse, Ses enfants, Et toute la famille, remercient pour les nombreuses marques de sympathie et d'affection reçues lors du décès brutal de

Docteur Lucien BOUCCARA.

Les prières de fin de premier mois seront dites le lundi 3 mars 1997, à 15 h 30, au Centre communautaire, 5, rue Rochecouart, Paris-9.

Anniversaires de décès

- Il y a un an, le 26 février 1996.

Claire BOLON,

nous quitte.

Elle reste très présente dans le cœur de ses amis du laboratoire de physiopathologie métabolique et rénale (faculté de médecine R. Laennec, Lyon).

- Le 26 février 1995 disparaissait

Jean-Luc BOUTTÉ.

- Le 27 février 1997, il y aura un an que

M^{me} le docteur Sarah KLAJNER-DIAMENT

nous quitte.

Que tous ceux qui l'ont connue, aimée et estimée aient une pensée affectueuse pour elle.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

Débats

FACE A LA PRESSE

organisé le mercredi 26 février 1997, à 18 h 30, par le mouvement SIONA, en collaboration avec Radio J, 94.8 FM. Sur le thème : Réalités et perspectives des records de paix entre Israël et les Palestiniens.

Son excellence AVI PAZNER, ambassadeur d'Israël en France, répondra aux questions des journalistes de la grande presse nationale écrite, parlée et télévisée.

Débat animé par IAN LEVAL, directeur de l'information du journal La Tribune.

Salon de l'Orée du Bois, 1, allée de Longchamp, Paris 16^e. SIONA : Tél. : 01-42-46-04-34.

Communications diverses

MARDI 4 MARS 1997

Cinéma Les Gambia, 4, rue Bellegrand, 75013 Paris (métro Gambetta), 18 h 30 (accueil à partir de 18 heures).

LA FONDATION JEAN-JAURES présente sous le patronage de Michel Chazal, sénateur, maire du 20^e arrondissement

TERRE D'ESPAGNE, réalisé par Boris Ivans, conté par Ernest Hemingway, présenté par M^{me} Loridan-Ivens.

Exposé du professeur Guy Hermet.

P.A.F. 20 francs par personne. Envoyer inscription accompagnée du règlement à l'ordre de la Fondation Jean-Jaures, 73, avenue Paul Doumer, 75116 Paris.

Aucun règlement ne sera accepté sur place. Tél. : 01-42-72-21-65 (répondeur).

- Le Centre d'art et de culture Egnacy Rach, 39, rue Broca, métro Censier-Daubenton, organise mercredi 26 février 1997, 20 h 45, une soirée

« A la rencontre de Clarisse NICODSKI », disparue récemment.

Lectures Daniel Mesguich et Mathieu Marini extraites du « Désespoir tout blanc ».

Entrée libre. Renseignements au 01-42-17-10-38.

- Maison de l'Israélien, Stages express (moderne, rabbinique) du professeur Beaudis. 01-47-97-30-22 - 06-09-43-45-78.

« Les avoirs juifs en Suisse et en Europe, entre spoliation et restitution » par M. S. Cwaigenbaum, secrétaire général du C.J.E. Ce jeudi 27 février 1997, à 21 h 30, au C.B.L., 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 01-42-71-68-19.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard 75012 Paris Cedex 05

Renseignements : 01-42-17-29-94 ou 29-96 ou 38-42

Télécopieur 01-42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 105 F

Abonnés et actionnaires : 95 F

Thèses étudiants : 65 F

Les lignes en capitale grasse sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

LES GUIDES ET PALMARES L'ÉDUCATION

Hors-série spécial IUT et BTS

Sélectivité, taux de réussite aux examens, poursuite d'études, premier emploi.

Un guide pour examiner, au plus près, le choix d'un IUT ou d'un BTS.

Dans ce numéro également les carrières des bac + 2

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 30 F

PÉRIPHÉRIES

le S... ment à Paris... phère... traditi...

Les ceintures vertes

Les mar...

LA CHAÎNE

culture... petit... plus de...

Les livres...

des villes...

chères... leur espace...

peu de... dangereux...

multiple...

breux à... La cour...

air de... radine... semble...

rien n'est... la font...

les agenc...

Pour une...

planifica...

notion de...

que 30%...

culture...

pourrait...

point relat...

PÉRIPHÉRIES. L'agriculture, dont le Salon annuel se déroule actuellement à Paris, existe aussi dans la périphérie des agglomérations. C'est la traditionnelle ceinture verte des villes.

● **CETTE ACTIVITÉ AGRICOLE** n'est pas négligeable économiquement. Dans le district urbain de Rennes, par exemple, elle fournit 2 000 emplois directs et occupe encore 65 % de la sur-

face. ● **LES MENACES** qui pèsent sur cette « agriculture de banlieue » sont nombreuses du fait de la pression qu'exerce l'extension des infrastructures et des lotissements. ● **EN ÎLE-**

DE-FRANCE, la zone agricole a de plus en plus de mal à résister à la progression des cités. Le nombre d'exploitations arboricoles et maraîchères a diminué respectivement de 39 % et de

52 % en sept ans. ● **LE MEILLEUR MOYEN**, et le moins cher, de conserver un poumon vert aux agglomérations réside pourtant dans l'existence de ces ceintures vertes.

Les ceintures vertes des villes cèdent à la pression de l'urbanisation

Lotissements et infrastructures gagnent sur les terres agricoles de la périphérie des agglomérations. Pourtant, le maintien d'une « agriculture de banlieue » s'affirme comme la meilleure solution pour résister au « mitage urbain ». Rennes montre l'exemple

RENNES
de notre correspondante régionale
« A quinze kilomètres de Rennes, on ne peut pas faire n'importe quoi avec le lisier. Ce n'est pas comme dans les Côtes-d'Armor, ici les gens ne sont pas vaccinés », estime cet agriculteur fataliste. Alors, il fait engraisser ses porcs plus loin dans le département. « La ville, conclut-il, nous savons que nous devons en tenir compte, sinon elle se retournera contre nous. Or nous en apprécions aussi les avantages. »

L'espace « rural » - cette frange mal déterminée, où villes et campagnes semblent s'affronter - « préfigure les rapports entre les agriculteurs et le reste de la société française », à en croire Bernard Poirier (PS), vice-président du district de Rennes. M. Poirier ne cache pas la fierté que lui inspire l'exemple rennais : la capitale bretonne peut faire figure de modèle dans ce domaine.

Dans un district fort de trente-trois communes et de 340 000 habitants, l'agriculture représente encore, selon son vice-président, 2 000 emplois directs et occupe 65 % de la surface. La richesse des terres d'Île-et-Vilaine y est sans doute pour beaucoup : le département est, par exemple, le « numéro un » en France pour la production de lait et de veaux. Mais sans volontés politiques successives et bien affichées, voilà longtemps que le « mitage urbain » aurait gagné les campagnes voisines. Que l'idée leur plaise ou non, les agriculteurs restent les meilleurs « jardiniers de l'espace » : sans eux, pas de ceinture verte.

Rennes (203 500 habitants) s'enorgueillit d'être entourée de petites villes et de bourgs ruraux, pas de banlieues-ghettos. La capitale bretonne a, pour cela, gardé sur son territoire les quartiers de

grands ensembles. Aux pieds des ZUP partent des chemins de randonnée pour le bocage tout proche. C'est la direction qu'avait fixée le premier schéma directeur

voulu par le district en 1973. Malgré les aléas politiques et économiques des deux décennies suivantes, ces orientations ont été maintenues. Pour la révision de ce

plan, en 1994, des études ont été menées, 000 sur le développement de l'urbanisation, mais sur ce qui subsisterait entre les villes : secteurs humides, boisés, agri-

coles, etc. Spécialité des années 80, l'explosion de zones d'entreprises - même vouées à rester vides - dans les communes a été stoppée grâce à l'obligation de partager les ressources de la taxe professionnelle dans l'agglomération rennaise. « Fantastique ! », se réjouit Philippe Tourtelier (PS), premier vice-président du district. Des maires ont retiré leurs demandes de 40 hectares par-ci, 50 par-là. Le ralentissement de l'économie a probablement contribué à cette soudaine sagesse. Pourtant, « la lutte s'ouvre sans fin. Car plus on protège l'espace autour de la cité, plus il prend de la valeur. Les enjeux sont énormes », constate M. Tourtelier.

Si le rythme a tendance à se ralentir, l'urbanisation rogne malgré tout environ 300 hectares par an. « L'équivalent de dix exploitations », précise Eric Lemonnier, sous-directeur de la chambre d'agriculture d'Île-et-Vilaine. Résultat : « le stress foncier » frappe les travailleurs de la terre.

RÉTICENCES MUTUELLES

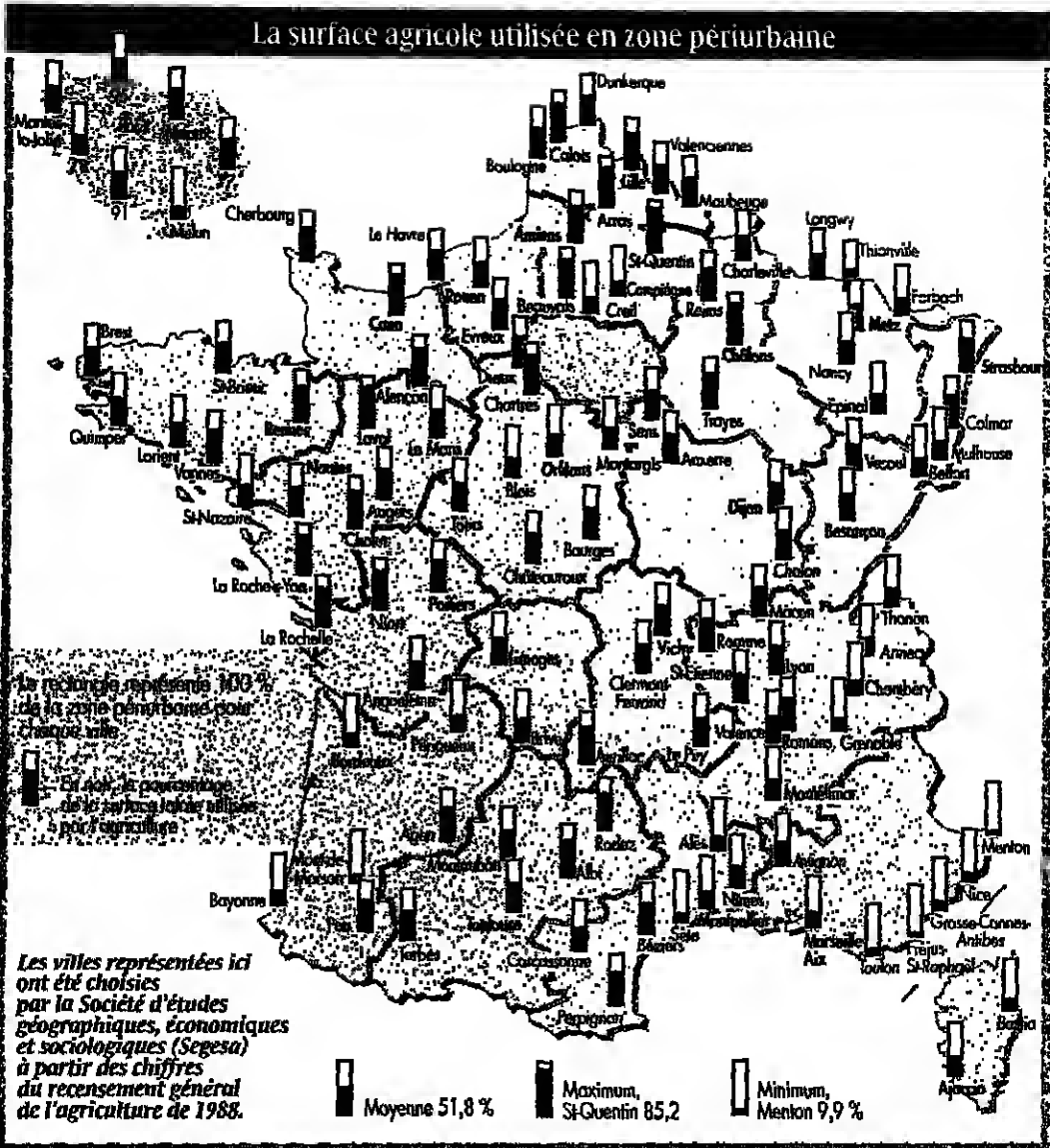
Pourtant, difficile de trouver plus sereine que Marie-Odile David, agricultrice et maire adjointe aux affaires sociales, à Mordelles (5 400 habitants). « Grâce au schéma, nous savons à quoi nous en tenir pour au moins une génération, assure-t-elle. Si nos enfants veulent nous succéder, ils devront savoir que les possibilités d'extension sont limitées et ils s'adapteront aux contraintes de la ville, voilà tout. » M^{me} David et son époux ont toujours vécu à Mordelles et n'imaginent pas s'en aller. Même le passage d'une route à quatre voies sur les terres qu'ils exploitent semble s'être réglé au mieux. Ils vantent leurs bonnes relations avec leurs voisins citadins : « C'est possible, à condition de prendre la peine de leur expli-

quer ce que nous faisons. Il faut aussi enfourner immédiatement le li-

quier que l'on épanche, et jamais le samedi midi ! » Cependant, ils évoquent aussi loquacement les réticences mutuelles. « Les paysans d'ici redoutent l'implantation d'immeubles collectifs en centre-bourg, raconte M^{me} David. Mais si Rennes veut éviter le phénomène des banlieues, il faut bien que les communes autour se développent », note-elle, en bonne logicienne. En retour, « les urbains auraient besoin de démystifier l'agriculture », estime pour sa part Laurence Besserve, agricultrice à Betton (8 200 habitants). « Il faut améliorer la communication. Il y a quelque temps, raconte-t-elle, pour montrer aux enfants la fabrication du cidre, une institutrice de la commune s'est adressée à Betton (8 200 habitants). « Il faut améliorer la communication. Il y a quelque temps, raconte-t-elle, pour montrer aux enfants la fabrication du cidre, une institutrice de la commune s'est adressée à Betton (8 200 habitants). « Il faut améliorer la communication. Il y a quelque temps, raconte-t-elle, pour montrer aux enfants la fabrication du cidre, une institutrice de la commune s'est adressée à Betton (8 200 habitants). »

Pour Laurence Besserve, qui a fait ses études supérieures à Rennes, la proximité des équipements culturels, sportifs, d'enseignement, de santé compte beaucoup. Elue dans une municipalité de gauche, responsable de l'agriculture et de l'environnement, elle note, somme toute peu de conflits : ils sont liés à la circulation d'engrais agricoles, au bruit, et invariablement à l'épandage. Mais l'adjointe au maire s'inquiète de constater qu'« il n'y a pas de place pour tout le monde dans l'agriculture traditionnelle. On se dirige vers des activités de proximité : vente directe, gîtes, fermes pédagogiques, production biologique... » Dans ce dernier créneau, tout reste à faire. En 1994, le district rennais comptait... cinq exploitations de cette nature.

Martine Valo



Les maraîchers d'Île-de-France « paniquent »

LA CHAMBRE régionale d'agriculture de la région aime à le répéter : « Où que l'on soit situé en Île-de-France, et aussi surprenant que cela puisse paraître, il y a toujours un agriculteur à côté de chez soi » ; malgré l'urbanisation accélérée des deux dernières décennies, les terres agricoles occupent encore une large moitié de la superficie de la région francilienne mais les zones directement en prise avec les cités ont de plus en plus de mal à résister.

Les fameuses ceintures vertes des villes, traditionnellement tournées vers les cultures maraîchères ou l'arboriculture, voient leur espace se réduire comme une peau de chagrin. Les exploitants, dangereusement fragilisés par de multiples contraintes, sont nombreux à mettre la clé sous la porte. La couronne maraîchère - petit air de campagne sur partition citadine - est au plus mal. Sa mort semble programmée à terme si rien n'est fait pour aider ceux qui la font vivre, soulignent à l'envi les agriculteurs périurbains.

Pourtant, avec plus de 600 exploitations et un chiffre d'affaires voisin du milliard de francs (quelque 20 % de l'ensemble de l'agriculture régionale), le secteur pourrait laisser penser qu'il se porte relativement bien. Impression trompeuse. Entre 1988 et 1995, il a enregistré une chute du nombre d'exploitations arboricoles et maraîchères, respectivement de 39 et 52 %. La tendance risque de s'accroître dans les années à venir.

« Nous sommes ponqués », souligne François Bouillé, président de la Chambre régionale d'agriculture, depuis deux ans, la dégradation du secteur est impressionnante. René Gaillard, qui gère 37 hectares en arboriculture, aux Alluets-le-Roi (Yvelines), avec

quinze salariés permanents et une quarantaine de saisonniers en pleine saison, partage cette opinion. Son exploitation, à l'origine spécialisée dans les fruits rouges (fraises, framboises, mûres), a dû équilibrer son activité avec les gros fruits (poires et pommes) - moins rentables - pour lui permettre d'assurer son activité toute l'année et de sauver ainsi des emplois.

« Nous demandons seulement que l'on nous aide à passer le gué »

Avec 45 % de son chiffre d'affaires consacrés aux charges sociales du personnel, la baisse constante du prix de vente des produits depuis 1992, la dure concurrence au niveau national et européen, M. Gaillard tire le diable par la queue et a du vague à l'âme. « Si l'année 1994 a été relativement équilibrée, nous n'avons rien gagné les deux années suivantes. Nos charges sociales sont trop lourdes », soupire-t-il. « L'arboriculture a besoin de beaucoup de main-d'œuvre, d'autant que nous voulons faire de la qualité, dit-il encore, - « une poire c'est comme un fromage, on doit l'affiner », pour nous en sortir, l'on nous incite à réduire nos surfaces, donc à liquider du personnel. Ce n'est pas la bonne solution. Nous demandons seulement que l'on nous aide à passer le gué ; que l'on nous donne l'espoir d'avoir de l'espoir. »

Lionel Dutort est maraîcher au Mesnil-le-Roi (Yvelines). Il exploite, en bordure de Seine,

15 hectares au pied des célèbres terrasses de Saint-Germain-en-Laye. Un petit morceau de verdure en pleine zone urbaine, échappé de la plaine de Montesson (elle-même dévorée par le béton), auquel viennent s'ajouter, non loin de là et « par proximité », 9 hectares à Saint-Rémy-l'Honoré.

La toute nouvelle A 14 a « mangé » le tiers de la surface maraîchère de la commune. Les 60 hectares restants, très morcelés, sont exploités par trois agriculteurs qui produisent choux, scaroles... une cinquantaine d'articles en tout. S'il évoque les difficultés de commercialisation - 60 % sur les marchés de détail de proximité -, avec une désaffection sensible des consommateurs qui se tournent vers les grandes surfaces, M. Dutort insiste surtout sur le problème foncier. « Notre potentiel foncier est très fragile, il suffit de le rogner un peu pour déséquilibrer l'ensemble de nos exploitations, dont environ 25 % sont loués à la ville », argumente-il.

A ces craintes d'une expropriation toujours possible viennent s'ajouter la baisse du chiffre d'affaires, les inondations presque régulières, le vandalisme des promeneurs citadins qui « se servent sur les champs comme dans un supermarché ». « Pour tenter de renverser la vapeur », Lionel Dutort, avec son cousin, Jean-Claude Guehenner, également maraîcher sur la même commune, tentent depuis novembre 1996, avec une quarantaine d'autres exploitants franciliens, de mettre sur pied une organisation de producteurs pour la défense de leurs intérêts. « Nous gaspillerons les terrains de ceux qui nous abandonneront en cours de route », ont-ils averti...

Ali Habib

Verdure garantie, à prix raisonnable...

BOUGUENAIS

de notre envoyée spéciale

Coupée en trois par des grandes voies routières, privée de véritable centre, la commune de Bouguenais, toute proche de Nantes (Loire-Atlantique), voit garder ses producteurs laitiers et ses cultivateurs. C'est la raison pour laquelle elle a organisé récemment un colloque intitulé « Villes fertiles ». Avait répondu à l'invitation les représentants des agglomérations de Grenoble, Rennes, Le Mans, mais aussi ceux de la Bergerie nationale de Rambouillet.

L'agglomération nantaise (un demi-million d'habitants) abrite encore près de 1 500 exploitations. « Mais 550 agriculteurs de plus de 50 ans y sont sans successeur. Mille emplois sont concernés », selon Jacques Floch (PS), député et maire de Rezé. Entre les anciens sans successeur, qui rêvent de voir la ville arriver à leurs portes pour vendre les terres à bon prix, et les jeunes qui veulent travailler là mais n'osent investir compte tenu des incertitudes, les

intérêts divergent radicalement. Comme l'agriculture de montagne ou du littoral, l'agriculture périurbaine a besoin de règles de protection. Au-delà des plaidoyers sur la nécessaire rencontre des citadins et des ruraux, les participants au colloque de Bouguenais ont rappelé une vérité toute crue : la présence d'agriculteurs actifs constitue encore la façon la moins chère de conserver un peu de verdure autour des centres urbains.

Cela permet aussi de contenir la progression des lotissements de maisons individuelles, si coûteux en tuyaux d'assainissement et autres infrastructures. Enfin, la polyculture représente des emplois (un pour 100 hectares en moyenne), moins certes qu'un espace vert urbain (un emploi pour un demi-hectare), mais davantage que les étendues céréalières (un pour 200 hectares) et bien plus que la forêt (un pour 500 hectares), à l'indigne Frédéric Guimier, de l'association Ceinture verte du Mans.

M. V.

Alain Juppé réoriente la politique d'affichage publicitaire à Bordeaux

LORS DU CONSEIL MUNICIPAL du 24 février, le maire de Bordeaux, Alain Juppé, a décidé de réorienter sa politique en matière d'affichage publicitaire. Après avoir constaté une réglementation « imparfaite » des zones de publicité restreintes et « des pratiques parfois contestables menées par les afficheurs » (Le Monde du 17 décembre 1996), M. Juppé veut « une politique exemplaire ». Il a annoncé qu'il exigerait la mise en conformité des panneaux d'affichage selon la réglementation en vigueur dans un délai de deux mois sous peine de poursuites judiciaires (259 panneaux 4 x 3 sont jugés non conformes sur près de 1 300). Un groupe de travail doit se constituer dans les semaines à venir pour définir une nouvelle réglementation de la publicité locale. Ces décisions font suite à la campagne de dénonciation des rapports entre l'afficheur Decaux et la ville menée par Denis Teissière, élu d'opposition (Le Monde du 28 décembre 1996).

Alain Juppé a également proposé la résiliation de deux contrats qui liaient la ville avec deux filiales Decaux depuis 1981 et 1983 portant sur 21 panneaux électroniques d'information et huit « sanisettes ». Les avenants (qui ont coûté respectivement 20,8 et 10 millions de francs en 1996) ont été qualifiés de « peu sûrs » et il sera procédé à de nouveaux appels d'offres. L'opposition a considéré que cette remise en ordre était insuffisante et réclamé la résiliation de la totalité des contrats illicites. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **VAL-D'OISE :** Le conseil général du Val-d'Oise a adopté à l'unanimité, lundi 24 février, une motion refusant l'installation de gigantesques complexes de salles de cinéma « pour préserver l'identité des cinémas de proximité », considérant que ce type de salles serait « dévastateur pour la politique de service public mise en place par de nombreuses municipalités » et « contraire à l'intérêt culturel général ».

■ **VIENNE :** Le conseil général de la Vienne a donné le feu vert, lundi 24 février, à l'implantation à La Chapelle-Bâton d'un laboratoire de recherche souterrain de l'Agoce nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra). Les socialistes ont rejoint la majorité pour approuver l'implantation du laboratoire, à l'exception d'un conseiller, Gérard Barc, qui s'est abstenu lors du vote, estimant qu'il lui manquait l'avis de la commission nationale d'évaluation sur des données complémentaires en hydrogéologie.

051 71 11 11

La loi Debré sur l'immigration divise les municipalités. A l'exception des maires du Front national, qui refusent de signer les certificats d'hébergement, les attitudes des élus sont surtout dictées par leur sensibilité personnelle et par les caractéristiques de leur commune

La protection sociale, une machine à redistribuer

DÉBATS sur l'épargne-retraite et le revenu minimum d'insertion, malaise endémique dans les hôpitaux et tensions permanentes entre caisses d'assurance-maladie et syndicats médicaux, incertitudes sur la politique familiale, controverses sur les aides à l'emploi et dérive des comptes sociaux : depuis plusieurs années, la protection sociale est devenue le théâtre de multiples interrogations et de polémiques récurrentes, notamment sur son efficacité et son coût. Elles disent bien l'importance prise par un système de redistribution assurant désormais 36 % du revenu des Français et, souvent, davantage pour les foyers modestes.

Très chère protection sociale ! Au moment où le ministère des affaires sociales rend publique une étude sur cette grande machine redistributive (*Les Comptes de la protection sociale, 1990-1995*, Informations rapides, n° 84), les compteurs s'agitent à nouveau. Il y a quelques jours, le ministre du budget, Alain Lamassoure, déclarait que le déficit de la Sécurité sociale serait sans doute un peu plus important que prévu. Une note de l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), révélée par *Les Echos* du 25 février, le confirme. La banque de la « Sécu » indique que le déficit s'est alourdi de 2,7 milliards de francs (soit 5,42 milliards) en 1996 et qu'il pourrait s'accroître de 4,8 milliards supplémentaires en 1997 (35 milliards).

Le bilan des comptes de la protection sociale, publié samedi 22 février, n'est pas le plus intéressant, d'autant qu'il couvre une période marquée par la récession de 1992-1993 et par l'apparition de cycles économiques courts, qui ont déstabilisé l'ensemble du système. Jamais la question d'une « réduction de la vulnérabilité », posée régulièrement par des personnalités comme Raymond Barre ou Edouard Balladur, ne s'est présentée avec autant d'acuité. Jamais un renforcement de la cohésion sociale et, à ce titre, sinon une augmentation, du moins une meilleure affectation des prestations sociales, n'a été, selon d'autres, aussi justifiée pour accompagner les mutations économiques.

Après une décélération en 1994

(+2,9 %), les dépenses de protection sociale (retraite, maladie, famille, chômage, invalidité, etc.) ont connu une hausse plus soutenue en 1995 (4 %), loin, toutefois, des taux de progression de 6 % à 7 % enregistrés entre 1990 et 1993. Elles ont atteint 2 414 milliards de francs, dont 90 sont destinés à la gestion et aux frais financiers liés aux déficits.

Comment se répartit cette masse énorme, bien supérieure au budget de l'Etat (1 583 milliards de francs en 1997) ? Les différents régimes vieillissent (pensions de base, retraites complémentaires, préretraites) pesaient, à eux seuls, 978,6 milliards de francs, soit 43 % du total des prestations. Si les prestations sont en nette décléation au cours des années 90 (à l'exception de 1995), les dépenses de retraite stricto sensu croissent à un rythme soutenu 15 % en moyenne par an). Deux phénomènes expliquent cette croissance : le nombre de retraités (en augmentation de 45 % depuis 1981), qui partent de plus en plus tôt ; l'amélioration de leurs droits (carrières plus longues) et la réduction de la proportion de catégories ayant une faible pension (agriculteurs, travailleurs indépendants). En outre, le développement des régimes complémentaires (+7,3 % de prestations, en moyenne annuelle, entre 1990 et 1995) a gonflé les dépenses. Ces tendances lourdes ont peu de chance de s'infléchir dans les années à venir.

EFFET « CRISE »

Les prestations de santé (maladie, handicapés, accidents du travail) prises en charge par la collectivité représentent, pour leur part, 33 % du total des dépenses et croissent à un rythme encore soutenu (4,4 % en 1995 et 4,7 % pour les seules dépenses maladie). En 1995, « l'existence d'un effet « crise » a amené les ménages à modérer leurs dépenses dans certains domaines », observe Gérard Abramovici, du service statistique du ministère des affaires sociales (SES). De plus, l'accroissement de la contribution des assurés au financement des dépenses et la poursuite de la politique de maîtrise d'offre des soins du secteur hospitalier comme du secteur ambulatoire ont joué dans le même sens ». Pourtant, 1995 a été marqué par une reprise de la consommation médicale, qui s'est à nouveau infléchi en 1996 sous l'effet – largement psychologique – de l'annonce du plan Juppé et des menaces de sanctions financières pesant sur les médecins libéraux.

Les dépenses pour la famille et la maternité, qui ont atteint 350 milliards de francs en 1995 (15 % du total), ont progressé de 4,1 %. Dans cet ensemble, les aides au logement ont connu une très forte hausse entre 1992 et 1994, ce qui tend à montrer que, au cours de cette période, de nombreux ménages sont passés sous les seuils de revenus ouvrant droit à ces allocations. Quant à l'effort en faveur de l'emploi et de la lutte

contre le chômage, qui absorbe 7 % des dépenses de protection sociale, il a connu une forte progression entre 1991 et 1993, avant de se stabiliser en 1994, puis de reculer de 4,9 % en 1995. Après la forte progression du nombre de chômeurs indemnisés en 1991-1993, on a assisté à un renversement de tendance, avec un recul de 211 000 de leur nombre les deux années suivantes, qui était certes lié à l'amélioration de l'emploi en 1995, mais aussi à la hausse des radiations et au durcissement des conditions d'indemnisation du chômage intervenu en août 1992.

ARBITRAGES IMPLICITES

Depuis la récession de 1992-1993, la protection sociale a toujours été « dans le rouge » : de 22,1 milliards en 1992, son déficit est passé à 72 milliards en 1993 pour revenir à 47,7 milliards en 1994 et à 51,2 milliards de francs en 1995. Ces besoins de financement sont dus, pour l'essentiel, à la Sécurité sociale et, accessoirement, aux régimes de retraite complémentaire, l'assurance-chômage ayant retrouvé l'équilibre financier depuis 1994. L'ajustement des recettes aux dépenses n'est toujours pas réglé, et il ne le sera pas, au mieux, avant 1998-1999, selon les prévisions optimistes du gouvernement.

Devant la pénurie grandissante des ressources sociales, la collectivité a commencé à élargir le financement à l'ensemble des revenus, notamment à travers la CSG. Elle a, aussi, fait des arbitrages implicites entre les diverses catégories. La comparaison entre l'évolution des dépenses en faveur des retraités, des malades et des familles d'un côté, des chômeurs de l'autre, est sans équivoque : ces choix se sont opérés, ces dernières années du moins, au profit des trois premières catégories et au détriment de la quatrième, même si les aides à l'emploi (hors indemnisation) ont connu une progression rapide. Pour crue qu'elle soit, l'explication de cette différence de traitement n'en est pas moins simple : les chômeurs sont des allocataires à la merci d'un changement de réglementation et, de surcroît, mal défendus : les malades et les médecins sont, eux, des consommateurs de dépenses dont il est difficile de modifier les comportements, et que l'on manie avec précaution. Quant aux 11 millions de retraités, en dépit de l'effort qui leur est demandé, ils continuent de bénéficier de la bienveillance d'une société et d'une classe politique vieillissantes.

Jean-Michel Bezat

Les gens par Kerleroux



Kerleroux

Le coût du mépris par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

IL A DONC SUFFI de l'amendement Maizeud, c'est-à-dire la suppression du devoir dont était menacé l'« bébérgeant » de signaler à la police le départ des étrangers accueillis sous son toit, pour que les sondages favorables à la loi Debré grimpent, paraît-il, de 49 à 69 %.

On s'est peu interrogé sur cette hausse massive et fulgurante (moins de quarante-huit heures). Elle n'a sûrement pas tenu aux seules explications du législateur et aux nasardes sublimées par les pétitionnaires. Il fallait que la première rédaction ait paru inacceptable, après coup, à des millions de citoyens. J'ai questionné quelques-uns de ces 20 % de râlés au projet.

Réponse unanime : ils avaient ressenti comme une agression, une banalisation, que le texte initial les ait crus capables d'aller renseigner la police sur leurs hôtes, si ce n'est pas de chez eux. « J'ai pris cette présomption pour du mépris ! », l'indignation s'exprime le plus souvent sous cette forme, et elle survit à l'amendement. Quels cabinets cyniques avaient pu sous-estimer à ce point l'honneur de leurs concitoyens et la permanence, plutôt rassurante en nos temps de « repères effacés », des règles antiques de l'hospitalité ?

Les moins de trente ans – l'âge moyen des premiers pétitionnaires – ajoutent que si les auteurs de la loi ont pris pour un trait constant du tempérament français les records de délation de leurs aînés sous l'Occupation, eux, les enfants et petits-enfants, ne mangent plus de ce pain de la honte, et leur pratique des

échanges internationaux les a formés à plus de fraternité. Ils entendaient qu'on se le tinte pour dit. Comment ne pas accueillir ce soulci transpartisan comme une des bonnes nouvelles de l'année ?

Même réparé, le mépris laisse des traces. Il trahit un manque de considération pour l'administré et pour le contradictoire, dû aux logiques majoritaires, technocratiques, médiatiques et publicitaires. Parce que les antennes, dociles aux annonceurs, obligent leurs invités à remplacer les arguments, jugés trop longs et ennuyeux, par des injures et des slogans, le débat entrouvert sur l'immigration n'aura vu s'échanger que des noms d'oiseaux, destinés à discréditer globalement l'interlocuteur.

Tel cinéaste de terrain a été assigné à résidence en quartiers chauds par un ministre banalisé de fraîche date. Tel philosophe sans cesse présent dans les studios a soupçonné les signataires de rechercher les « sunlights ». Tel possesseur de piscine renvoyait son vis-à-vis au bain...

Quiconque s'interrogeait sur l'opportunité de l'article litigieux s'est vu traiter de « Parisien », de « salonard », de « gauche caviar » (qu'il fût en pleine vogue), ou, fausement, d'« irresponsable favorable à l'immigration clandestine » ; comme si la liberté d'opinion ne consistait pas à penser, le cas échéant, contre son milieu, son quartier, son intérêt.

On croyait entendre les narguoiseries comme « belles âmes » ou « chers préfres-

seurs », qui saluèrent les contempteurs des guerres coloniales... jusqu'au jour où de Gaulle se rangea aux vues des protestataires. A quel niveau tombera-t-on lors des prochaines élections, dont l'incertitude fait déjà refluer, dans les partis, les assauts de mauvaise foi et les vocabulaires de guerre civile ?

Il est assez ordinaire de mépriser qui nous méprise », note La Bruyère. D'où le peu de cas fait de la loi, chez ceux qui se sentaient humiliés par elle. Ces mépris en chaîne ont un coût insoupçonné : intolérance et violence accrues, incompréhension et rejet de l'autre, fût-il de même couleur, d'adieu de toute pensée minoritaire, auquel répond l'insupport de la légalité, abaissement de la valeur des mots, du débat d'idées honnête, des processus d'accord.

La loi Debré sera votée. Les tracts seront balayés au ruisseau. Les vedettes de l'écran passeront des démonstrations de rue aux scènes de fiction, où on voudrait les cantonner. Resterait acquis qu'après avoir failli l'admettre, les citoyens n'ont pas supporté qu'on les croie capables de transiger avec cet héritage immémorial, ce reliquat de sacré qu'est l'hospitalité, sans parler du bonheur qu'ils y prennent et qui ne regarde qu'eux.

Grâce à la nouvelle génération, l'opinion s'est souvenue qu'on pouvait encore faire, d'un projet de loi, une affaire d'honneur... cette vertu déraisonnable », dont Camus dit que, « comme la pitié, elle prend le relai de la justice et de la raison devenues impuissantes ».

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-20. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Justice contre le FN

EN Allemagne – expliquait en substance l'un des responsables du journal, le *Berliner Zeitung*, qui a publié un entretien avec Catherine Mégret, maire de Vitrolles –, un homme politique qui ferait de telles déclarations serait contraint d'abandonner la vie publique. En Allemagne, des propos comme ceux de l'épouse du numéro deux du Front national, affirmant par exemple que « les immigrés [...] font des gamins pour toucher des allocations » ou qu'« il y a des différences entre les races », soulèveraient une telle indignation que leur auteur n'aurait pas d'autre choix que de se démettre de son mandat ou de sa fonction. En Allemagne, d'ailleurs, la justice aurait dû faire de poursuivre l'auteur de ces phrases, élu ou non, pour incitation à la haine raciale.

En France, lorsque Jean-Marie Le Pen avait explicitement affirmé, à l'automne 1996, l'« inégalité » entre les « races », la chancellerie avait estimé, contre l'avis de certains juristes, que la législation existante ne permettait pas d'engager l'action publique contre le président du Front national. Le garde des sceaux, Jacques Toubon, en avait conclu à la nécessité de compléter l'arsenal législatif par des dispositions réprimant toute forme de racisme, non seulement en actes, mais aussi en paroles. La majorité parlementaire se refuse, cependant, à examiner un projet qui, si l'on n'y prend garde, pourrait aboutir à restreindre la liberté d'expression. D'autant plus que, dans une concession à l'air

du temps, M. Toubon avait expliqué, dans un entretien, que son projet devait permettre « aussi de poursuivre les messages racistes dits « anti-français » ».

Les propos de M^{me} Mégret plaçaient à nouveau la justice devant ses responsabilités. Bousculer le droit, fût-ce pour combattre ceux qui abusent de la patience des démocrates, n'est pas de bonne politique. Instituer un droit d'opportunité, pour combattre le Front national, c'est conforter son discours en le plaçant en position de victime. La loi est aussi construite, amendée et renforcée par la jurisprudence des juges. La cour d'appel de Rouen vient de le montrer, en se « rebellant » contre la Cour de cassation, par un arrêt selon lequel les témoignages permettent d'affirmer que M. Le Pen a torturé en Algérie.

Les déclarations du maire de Vitrolles n'ont pas la prudence ou la rouerie de celles du chef du Front national ou du numéro deux du parti, Bruno Mégret, époux de M^{me} Mégret. Cette dernière dit clairement ce que la propagande de l'extrême droite s'emploie d'habitude à suggérer. Assimilant « les immigrés » à la violence, à la paresse, au profit qu'ils feraient sur le dos des « Français », annonçant que les subventions municipales seront retirées « aux associations d'origine maghrébine », promettant de remplacer les éducateurs par des policiers et la prévention par la répression, M^{me} Mégret se situe clairement en dehors des lois de la République.

Elle doit donc être poursuivie par sa justice.

Le Monde, 20 ans après la SA Le Monde

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani, Dominique Allou, directeur général
Rédacteur en chef : Jean-Marie Colombani, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeur adjoint de la rédaction : Stéphane Lévesque, Robert Solé
Rédacteur en chef : Jean-Paul Bessez, Bruno de Camas, Pierre Godeau, Laurent Gosselin, Eric Jorjoleux, Michel Kojman, Bernard Le Gendre
Directeur adjoint : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Eric Lant
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier

Médecins : Thomas Ferenzi

Directeur exécutif : Eric Plébecq, directeur délégué : Ann. Chassagnou
Conseiller de la direction : Alain Rollat, directeur des relations internationales : Daniel Vermet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président, Gerard Cournot, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1949), Jacques Toubon (1949-1952), André Fontana (1952-1954), Jacques Lousteau (1954-1964)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Dirige de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 450 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »
Associations : Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde Éditions, Le Monde Investissement
Le Monde Presse, le Monde Presse, le Monde Proximité

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Les souvenirs d'un ours

En raison d'un mouvement de grève dans les imprimeries parisiennes, *Le Monde* n'a pas paru du vendredi 14 janvier au lundi 17 mars 1947. L'article ci-dessous a été publié dans le numéro 22 janvier 1947.

AH ! le bon livre ! Et le brave homme ! C'est de Lucien Descaves que je veux parler, et de ses *Souvenirs d'un ours*. Tel il se voit, hirsute, grognant et griffu, content de son mauvais caractère, claqueur de portes et disant tout, n'ayant pas cessé, depuis soixante ans de combat, de se mettre en travers, de lèter sa serviette sur la table au milieu du dîner ou du déjeuner, et de sortir, affirmant que c'est la dernière fois qu'on l'a vu.

Au fond, le meilleur homme du monde, sans rancune, sans méchanceté, capable de retours, étant juste ; et bien plus encore d'amitiés fidèles envers ce qu'il a une fois aimé. Ce réfractaire ne n'en a jamais

eu qu'à l'hypocrisie et aux combinaisons douteuses, aux manques de parole, de franchise et de caractère. Ses colères ne viennent pas d'un cœur envieux ni d'un fâché malade, mais d'un sentiment vif de la justice, et de la justice offensée. Voilà quatre-vingt-cinq ans qu'il est ainsi, et il mourra tel, non sans avoir dit jusqu'à son dernier jour ce qu'il pense, ce qu'il respecte et ce qu'il aime.

Il a consacré toute sa vie au culte, au service des lettres, et l'âge ne lui a rien ôté de sa fougue, de son amour de la vie, de ses facultés d'enthousiasme et d'indignation. C'est beau, à quatre-vingt-cinq ans, de pouvoir écrire, de la même plume alerte et véhémente : « Je ne suis las de rien, pas même de mes dissensions ».

Emile Henriot
(22 janvier 1947.)

Le Monde sur tous les supports

Téléphonique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

051 71 47

De la suite dans les idées

par Daniel Bensaid

On a pu lire dans les gazettes, ces derniers jours, des vertes et des pas mûres à propos du mouvement contre le projet de loi Debré. Que de morgue envers le peuple, sous prétexte d'interpeller en son oom une « élite » irresponsable. Certains ont vu dans le mouvement pétitionnaire « quelque chose de pervers ». D'autres ont dénoncé « un civisme de cuse » ou une « mobilisation tyrique de la caste de gens célèbres ». D'autres ont ralié l'indignation de « saltimbanques », « professionnels du monde virtuel ». D'autres encore se sont attristés de ces excès d'intellectuels émotifs, « généreux mais aveugles », « n'écoulant que leurs sensations du moment » et « habitant leur rêve ». Franz-Olivier Giesbert dénonce un remue-ménage qui « désespère Argentine » et « apporte de l'eau au moulin du Front national » (Le Figaro du 22 février). Alain Finkielkraut stigmatise une indignation aristocratique des « privilégiés de la mandinisation » : « Marie-Antoinette défend les immigrés » (Le Figaro Magazine du 22 février).

Refuser une législation xénophobe et discriminatoire serait en somme un luxe dangereux et un cadeau - royal sans doute - au Front national. Tant de coiffeuse mauvaise foi vaut bien quelques éclaircissements. Certains ont parlé d'indécence et de résistance sans risques. Jean Kahn et Serge Klarsfeld ont jugé abusif et inacceptable que l'on puisse « manifester dans l'ombre de la Shoah » avec des valises. Auraient-ils le monopole de la Shoah, ou celui de la valise, qui est le symbole de tous les déplacés, déportés et immigrés ? Rappelons pour mémoire la pièce visionnaire de l'Algérien Kateb Yacine (un autre « saltimbanque » émotif, sans doute) : *Mohammed, prends ta valise !*

Certes, nous ne sommes pas en 1941. Mais une loi à tout de même été élaborée par un ministre de l'Intérieur, acceptée par un gouvernement, adoptée en première lecture par une Assemblée parlementaire, dans l'indifférence quasi générale. Son article premier, aujourd'hui modifié sous la pression des pétitions, ressemble mot pour mot à l'ordonnance du 10 décembre 1941.

La comparaiso à valeur d'alerte. Nous ne sommes pas sous Vichy, dites-vous. Mais pourquoi pas en 1938 ? Et qu'auriez-vous répondu à ceux qui protestaient alors contre le décret-loi du 2 mai 1938 sur la police des étrangers, qui, sous prétexte déjà d'éradiquer l'immigration « clandestine », soumettait l'hébergement à un contrôle policier renforcé, dissuadait les mariages mixtes, développait les dénaturations, ouvrait des camps d'internement pour les étrangers indé-

sirables ? La dérive de la République a commencé bien avant Pétain. Comment peut-on oser prétendre que ces mobilisations sur l'immigration seraient une diversion « perverse » par rapport à la misère quotidienne que subissent les classes populaires ? Les deux questions sont inextricablement mêlées, ne serait-ce que parce que les immigrés menacés aujourd'hui ne sont ni Mobutu ni Duvalier, mais des travailleurs, avec ou sans

La fracture n'est plus entre nationaux et étrangers, mais entre possédés – le monde des « sans » – et possédants – le monde des « avec », de la fortune, du pouvoir ou de l'image

emploi. On ne dira jamais assez l'écrasante responsabilité des gouvernements de gauche, qui les ont dissociés. En renonçant d'abord à tenir leurs engagements sur le droit de vote des immigrés en 1981. Puis avec les terribles déclarations de Pierre Mauroy, alors premier ministre, désignant les grèves de Citroën comme des « grèves islamistes » : les immigrés n'étaient plus dès lors définis socialement comme des travailleurs, mais confessionnellement ou ethniquement comme des étrangers. Puis il y eut Laurent Fabius, donnant acte au Front national d'avoir posé une « bonne question ». Ainsi vont les petites reculades qui font les grandes capitulations.

Les lois Pasqua et Debré ne sont pas des lois d'intégration, mais des lois de désintégration sociale. Sous couvert de lutte contre l'immigration clandestine, au lieu de lutter contre les négriers et employeurs professionnels de désobéissance incivique, elles fragilisent et insécurisent tout étranger en tant que tel. Elles fabriquent des irréguliers. Elles séparent des familles. Elles multiplient les imbroglios juridiques. Elles accablent l'idée que l'immigration est la bonne question et la cause de bien des maux, alors que la racine des peurs qui bantent la société est dans la crise de l'emploi, dans la crise urbaine, dans la crise scolaire, en un mot dans tout ce qui fait qu'on ne sait plus où, comment et à quel intégrer les déplacés de la mondialisation. Finalement, en fragilisant les immigrés, elles divisent et affaiblissent les travailleurs français eux-mêmes.

Le soudain souci de la lutte des classes de certains de nos publicistes à quelque chose d'étonnant. Ils en ont la vision sommaire des néophytes. Au oom de la lutte des classes, ils auraient sans doute, contre Jaurès, vu dans l'affaire Dreyfus une simple querelle inter-

ne dans les sphères de l'état-major. Ou de la diversion et du luxe dans les mouvements de solidarité avec les luttes de libération algérienne ou vietnamienne. Ils auraient certainement pu dénoncer les barricades du 10 mai 1968 dressées au Quartier latin pour défendre – quelle frivolité ! – des franchises universitaires, une habitude de jardinage de la jeunesse dorée. La leçon de ce siècle est pourtant que la lutte des classes est irréductible à une simple action revendi-

cative. Elle est porteuse de valeurs, d'une vision du monde, et rien de ce qui est injuste ne saurait lui être étranger.

Les mêmes parfois qui reprochaient aux cbemins de décembre 1995 leur archaïsme, leur corporatisme étroit de classe reprochent inversement aux pétitionnaires d'aujourd'hui une générosité maladroitement envers les immigrés. Au mieux leur concèdent-on une morale bien intentionnée mais politiquement « perverse ».

Ces critiques affichent ainsi une curieuse idée et de la politique et de la morale, celle d'une morale nécessairement apolitique et d'une politique par nature immorale. Les grévistes de 1995 et les manifestants d'aujourd'hui défendent, au contraire, une idée solidaire de la choyneté qui rend la politique morale et la morale politique.

Ces messieurs s'inquiètent d'une possible rupture entre une élite intellectuelle et le peuple, souffrant du chômage et de l'exclusion. Mais pourquoi opposer le sursaut démocratique des uns, qui ont accès à l'espace public, au désarroi de la majorité de la population, au lieu de chercher à les rassembler ? Il est vrai que nombre de salariés, de chômeurs, d'exclus, auxquels on a répété de droite à gauche que l'immigration est la (ou l'une des) source(s) de leurs malheurs, peuvent ne pas comprendre ce qui se joue. Ils ne reçoivent pas souvent la visite d'amis étrangers. Ils voyagent rarement. Ils n'ont pas de chambres d'amis et vivent à l'étroit, avec des fils et des filles qui restent plus longtemps à la maison familiale parce qu'ils ne trouvent pas de boulot. Mais chaque expérience démontre la même chose : que la solidarité se forge dans l'action, que la conscience s'élève en luttant, et non dans la rumination solitaire de son sort.

La mobilisation contre la loi Debré est partie de l'article le plus évidemment scandaleux, celui sur

l'hébergement. Mais, au fil des mobilisations, on s'est mis à éplucher la loi en tant que telle, à remonter aux lois Pasqua, à en découvrir les enjeux ignorés sur le moment. La vision de l'immigré a commencé à changer avec la sympathie suscitée par la lutte des sans-papiers et avec les défilés au coudé à coudé de ces derniers jours. Car la véritable intégration est celle qui se forge dans les combats communs et les solidarités de classe. La Résistance et l'Affiche rouge ont ainsi effacé les lois xéophobes de 1938 et de Vichy.

Ces messieurs craignent enfin que tout ceci fasse le jeu du Front national. L'heure serait à l'union sacrée. Mais avec qui, et pour quoi faire ? Une union sans contenu ni principes serait une ligne Maginot. De quoi profite Le Pen, si ce n'est du chômage, des quinze ans de franc fort, de la course aux critères de convergence de Maastricht, des affaires et de la corruption, des effets Tapie ou Tiberi ? Il est devenu de bon ton de clamer haut et fort qu'il faut disputer le terrain au Front national pied à pied, de se battre cage d'escalier par cage d'escalier, mais oo par maison, comme à Stalingrad. De militer, en somme. Stupéfiante découverte !

Encore faut-il savoir pour quoi l'on se bat et où passe la ligne de résistance. Elle se dessine pourtant, en pointillés, des grandes grèves de l'automne 1995 contre la

loi juppé à la marche civique du 22 février contre la loi Debré, en passant par la défense des sans-papiers ou les états-généraux pour les droits des femmes. Ces résistances ponctuelles et moléculaires entretiennent de secrètes connivences. Car dans ces mouvements sociaux la fracture n'est plus entre nationaux et étrangers, mais entre possédés (le monde des « sans ») et possédants (celui des « avec ») – de la fortune, du pouvoir, de l'image. En dépit de sa démagogie populiste, lorsque le peuple bouge, le FN se retrouve alors à sa vraie place, du côté de l'ordre établi. C'est ainsi, et pas autrement, que se retisse le lien et que se refonde le sens de la République.

La crainte de nos censeurs de voir la générosité aveugle des uns entretenir le ressentiment des damnés de la Terre serait plus crédible s'ils avaient fait preuve de quelque assiduité aux côtés des chômeurs en marche pour l'emploi en 1994, des occupants de logements vides, des défenseurs de la Sécurité sociale, et aujourd'hui des immigrés. La lutte contre le lénisme ne saurait se satisfaire des intermittences de l'engagement et des indignations sans lendemain. Elle réclame de la suite dans les idées, et surtout dans les actes.

Daniel Bensaid est philosophe, maître de conférences à l'université Paris-VIII.

L'hérésie de Jean-Marie Le Pen

par Jean et Jacques Cardonnel

Nous sommes sidérés devant la similitude des asceosions du national-socialisme hitlérien dans les années 30 et du Front national en 1997 : l'une et l'autre par la voie légale et électorale. L'une et l'autre également « résistibles ».

Dans les deux cas, l'éducation de l'exigence d'humanité par ses champions traditionnels (Eglises, démocrates et forces de gauche) devient coupable d'une montée politique de l'inhumain. Elle fait la courte échelle à la « bête immonde » qui crie : « J'ai le don de simplifier les problèmes » (Adolf Hitler).

En effet, face au chômage, à l'insécurité, la même clameur reetait : c'est la faute à l'étranger, au juif, au métèque, à l'affameur des bons autochtones, des bons Allemands, des « Français de souche ».

Tous ceux qui se réclament de la superbe devise de la République, « Liberté, égalité, fraternité », ont ainsi plus peur d'être taxés de naïveté, d'utopie, que de ne plus rien attendre de l'homme, tant la mondialisation par les lois économiques traduit l'idée perverse d'une nature humaine foncièrement égoïste ; la formule traditionnelle « l'homme est capable de tout » n'étant entendue qu'au sens

restreint « tout homme est capable du pire » !

A trois ans du deuxième millénaire après Jésus-Christ, deux cents ans après la Déclaration des droits de l'homme, qu'a-t-il bien pu se passer pour que, à la faveur des lois Pasqua et Debré, les législateurs de la V^e République, veuillent – ô stupeur ! – nous ramener légalement à la barbarie des temps où l'étranger était le bouc émissaire responsable de tous les maux ?

Faut-il que nous ayons régressé de deux mille six cents ans au point que les autorités religieuses judéo-chrétiennes elles-mêmes ne proclament pas ce qui est contenu dans le livre le plus ritualiste de la Bible, le Lévitique : « L'étranger qui réside avec vous sera comme l'autochtone, ton compatriote parmi vous. Aime-le comme toi-même » (Lévitique, 19, 33-34).

Quand donc l'Eglise, d'accord avec l'humanité, aura-t-elle la lucidité et le courage d'opposer le démenti au contresens monstrueux de Jean-Marie Le Pen : « Le Christ nous demande d'aimer notre prochain, mais pas notre lointain. »

Jean Cardonnel est dominicain. Jacques Cardonnel est ancien dominicain.



Afrique, Terre et Mère.

Cette sphère publique critique qui émerge

par Albert Levy

DEVANT la montée du Front national et ses conquêtes municipales successives, ses prises de position antirépublicaines et ses agressions contre la culture, on ne peut que constater l'impuissance des responsables politiques à endiguer ces phénomènes. Face à la question lancinante de l'immigration, on reste consterné par la réponse qu'apportent les pouvoirs publics.

Si à cela on ajoute la croissance inexorable du chômage et la précarisation de l'emploi, où, là encore, on observe une incapacité des politiques successives à renverser la tendance, on comprend alors la crise de confiance qui traverse la sphère du pouvoir politique et la démolition qui gagne peu à peu les Français.

On assiste aujourd'hui à de profondes transformations de la société française : sphère privée, société civile (mutation du monde du travail et des structures économiques) et famille (écroulement des formes traditionnelles). Mais aussi à une évolution inquiétante de la sphère du pouvoir politique, qui se manifeste par une crise multiforme : crise de la représentation politique (détour vers une démocratie acclamative, rupture du lien civique entre électeurs et élus, multiplication des scandales, corruption, népotisme...), crise de la classe politique (cooptation d'une

« noblesse d'Etat » coupée de la société), crise des élites (distance avec la société, incapacité à répondre aux problèmes), crise des structures centralisées (essor des revendications locales, régionales, fédérales...), crise de la citoyenneté (exclusion, abstentionnisme croissant, extrême droite antirépublicaine).

Devant l'inefficacité et l'incohérence des politiques suivies face à ces problèmes, et devant ces bouleversements et ces crises qui secouent les sphères privée et publique de la société, on relève depuis quelque temps l'émergence de ce que l'on pourrait appeler une « sphère publique critique intermédiaire » - située entre les deux autres -, une chance peut-être pour le renouvellement de la citoyenneté et le réveil de la démocratie.

Cette sphère intermédiaire émergente se constitue et s'organise autour de l'action critique, civique, cognitive et revendicative de nombreux agents et acteurs sociaux, issus surtout de la société civile : une presse d'investigation énergique, un pouvoir judiciaire actif en quête d'indépendance, une multiplication des clubs de réflexion et des lieux de débat (comme les Etats-généraux du mouvement social), des centres de production de savoirs nouveaux, des formes et des interventions artistiques inédites en rupture avec les modes et le marché, des mouvements sociaux

spontanés, une dynamique associative forte (prolifération des associations d'habitants, d'usagers, des comités de quartiers, Droit au logement, etc.), l'essor d'une économie parallèle solidaire (développement des services de proximité), des expériences nouvelles de démocratie municipale, des formes nouvelles de résistance sociale contre l'iniquité de certaines lois. Au total, une constellation d'actions et de mouvements qui témoignent d'une certaine vitalité sociale et d'un sursaut démocratique salutaire.

Une nouvelle médiation entre la société et l'Etat dépassant les formes institutionnelles actuelles

L'autonomie et le développement de cette sphère publique critique ainsi que l'articulation de ses multiples manifestations sont des conditions essentielles de son efficacité. Il faut donc œuvrer à sa consolidation et à son renforcement, car cette nouvelle sphère se heurte à de nombreuses difficultés, nées, entre autres, de la prise de

conscience de son existence et de sa cohérence. Comment échapper au marché et à ses lois ? Comment contourner la récupération par le pouvoir ? Comment éviter une institutionnalisation des formes d'action ? Enfin, et surtout, comment cette sphère publique critique va-t-elle évoluer vis-à-vis de la sphère du pouvoir politique ? Parviendra-t-elle à la subvertir et à la transformer ou sera-t-elle à son tour absorbée et neutralisée ?

Son objectif est de trouver une nouvelle médiation entre la société et l'Etat en dépassant les formes institutionnelles actuelles, anachroniques et sclérosées, et les pratiques politiques qui en découlent, pour favoriser l'émergence d'une nouvelle opinion publique plus responsable, plus engagée, et déboucher enfin sur une nouvelle citoyenneté plus active. C'est pourquoi l'affirmation et l'extension de cette sphère publique critique apporte, dans le pessimisme ambiant, quelques raisons d'espérer.

Face aux dysfonctionnements de notre système politique et aux bouleversements qui affectent la société, l'émergence de cette sphère publique critique apporte, dans le pessimisme ambiant, quelques raisons d'espérer.

Albert Levy est chercheur au CNRS (Laboratoire théorie des mutations urbaines, Institut français d'urbanisme, Paris-VIII).

De la République

Suite de la première page

Poids de l'histoire, mais aussi poids des idéologies qui brouillent trop souvent, en France, notre perception de la réalité. Il y a des faits que nous ne parvenons pas à examiner avec raison et mesure.

Ainsi en est-il de l'immigration. Depuis vingt ans, nous n'avons pas été capables de définir ensemble une approche républicaine de la question de l'immigration. Certains objectent que ce n'est pas la priorité des priorités. N'en faisons pas une obsession, mais ne pratiquons pas non plus la politique de l'autruche.

C'est un vrai problème, et nous n'avons pas le droit de l'ignorer. Les socialistes le savent bien, qui appartiennent à un « parti de gouvernement », comme on a coutume de le dire. D'où leur trouble actuel.

Pour l'extrême droite, l'affaire est simple : l'étranger est coupable de tous nos maux. Chassons l'étranger, qu'il soit en situation régulière ou en situation illégale - et il n'y aura plus en France ni chômage, ni insécurité, ni crise du logement, ni déficit de la Sécurité sociale. Le nouveau maire de Vitrolles vient de tenir en ce sens des propos dénués de toute ambiguïté.

Ce discours - et ce projet - de haine et d'exclusion sont aux antipodes de nos propres convictions et de l'image de notre pays à l'étranger ; ils sont néfastes pour la France ; ils nous combattront.

Mais ce ne tombons pas dans l'amalgame inverse comme s'il n'y avait pas de différence entre l'immigration légale et l'immigration illégale. Une telle confusion ne peut que faire le lit des extrémismes.

Ce qui compte à mes yeux, ce sont les hommes et les femmes de bonne volonté, animés de sentiments généreux, que je respecte et souvent que j'aime. Nous partageons ensemble des valeurs fondamentales. C'est pourquoi nous devons sortir du climat d'incompréhension qui s'est créé entre nous et qui fait le jeu de ce qui devrait être notre commun adversaire. Ne pourrions-nous tenter de réfléchir seulement à ce que pourrait être une politique républicaine de l'immigration, et nous mettre d'accord sur quelques principes inattaquables :

- Oui à l'accueil et à l'hospitalité, traditions dont la France est fière (notre pays ne reçoit-il pas chaque année plus de soixante millions de visiteurs ?) ; oui au droit d'asile pour ceux qui sont persécutés ; oui à l'immigration régulière, dans le respect des lois de la République ; oui à l'intégration de tous ceux qui veulent partager nos valeurs, à commencer par la laïcité républicaine.

- Non à l'immigration illégale qui fait le profit de nouveaux négriers du XXI^e siècle ; abaisse dans sa dignité d'homme ou de femme l'étranger clandestin ; provoque le rejet d'un corps social inquiet et ruine tous nos efforts d'intégration.

- Oui à une politique plus ambitieuse encore d'aide au développement pour permettre aux Etats d'immigration de garder au pays leur première richesse : leurs enfants.

Telle est la politique qu'après d'autres le gouvernement tente de conduire. Je suis sûr qu'elle peut faire l'objet d'un large accord.

Mais si l'on adhère à ces principes, on ne peut pas refuser systématiquement leur mise en œuvre concrète.

C'est pour les appliquer que, depuis quelques mois, nous avons pris plusieurs initiatives : nous avons notamment proposé et fait voter une loi pour mieux lutter contre le travail clandestin, qui exploite les plus vulnérables ; et nous avons aussi élaboré un projet de loi sur le séjour des étrangers qui concilie à la fois des mesures d'humanisation et la recherche d'une plus grande efficacité dans le contrôle de l'immigration illégale.

Je demande à ses détracteurs de lire de bonne foi le projet de loi dit Debré. Ils y trouveront des dispositions qui permettront enfin de régulariser la situation des étrangers qui, jusqu'à maintenant, se trouvaient dans des situations intolérables : non régularisables et non expulsables (personnes présentes depuis quinze ans sur notre sol,

conjointes de citoyens français, enfants nés en France...). Quant à l'immigration illégale, si on y est vraiment opposé, il faut se donner les moyens de la contrôler autrement qu'en paroles. Le gouvernement de M. Mauroy avait institué, pour cela, le certificat d'hébergement. Nous avons voulu ajouter au contrôle à l'entrée que prévoyait le décret de 1982, signé notamment de MM. Defferre et Badinter, un contrôle à la sortie évidemment nécessaire pour vérifier le respect de la loi.

Le recours à la personne hébergeante pour déclencher ce contrôle n'ayant pas été compris, le Parlement, comme je l'avais souhaité, nous a aidés à trouver un dispositif qui ne prête plus à contestation, tant sont nombreux les grands pays démocratiques où il existe déjà.

Je remercie la commission des lois de l'Assemblée nationale, et tout particulièrement son président, Pierre Mazeaud. La grande majorité des Français semble approuver le texte ainsi modifié.

Faut-il, dès lors, changer de terrain et réclamer l'abrogation pure et simple de tout le dispositif légal de maîtrise de l'immigration irrégulière ?

Qui ne voit qu'une telle surenchère ferait évidemment le jeu de ceux qui nous accusent de laxisme et d'impuissance ?

S'il y a un combat à mener, c'est celui de rester solidaires, rassemblés autour de l'héritage de la République, quels que soient nos choix politiques ; c'est notre meilleur rempart contre nos tendances à la division et contre la montée de l'intolérance

J'ai toujours rejeté les thèses racistes et refusé toute compromission avec leurs propagandistes, je ne varierai pas dans mes convictions. Comme responsable politique, il est de mon devoir de mettre en garde face au péril que je dénonce depuis toujours, ne nous trompons pas de cible. Ne créons pas de nouveaux clivages qui feraient le jeu de ceux que tous les républicains veulent combattre. La France, qui a donné au monde la Déclaration des droits de l'homme, a eu aussi ses moments de déshonneur, et c'est l'un des grands mérites de Jacques Chirac, contrairement à d'autres, que d'avoir osé le dire au nom du pays.

Je ne transige pas avec les principes républicains. Ces principes ont leurs exigences. N'en oublions pas certaines, sous prétexte d'en défendre d'autres. La reconnaissance de la dignité de chacun, quelles que soient ses origines, ses opinions politiques ou ses croyances religieuses, ne peut s'accomplir que dans le respect de nos grandes règles communes.

Notre société, de tout temps, a été diverse dans ses origines, sa culture et son expression, et ne le sera pas moins demain. Ne nions pas que cette diversité puisse être une source de difficultés et de conflits, mais abordons ces problèmes avec sérénité. C'est ainsi, et ainsi seulement, que nous pourrions faire de cette diversité, comme par le passé, une source de richesse, de créativité et d'intelligence que notre vie nationale doit reconnaître et intégrer pleinement.

S'il y a un combat à mener, c'est celui de rester solidaires, rassemblés autour de l'héritage de la République, quels que soient nos choix politiques ; c'est notre meilleur rempart contre nos tendances à la division et contre la montée de l'intolérance.

Alain Juppé



HERMÈS
PARIS

Le "Personnel" en twill de soie avec nuances africaines. Débardeur en maille jersey. Jupon "Parch" en velours.

051 71 11 11

صكنا من الامل

HORIZONS ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 26 FÉVRIER 1997

TRANSPORTS. Le Réseau ferré de France (RFF) est un établissement public créé par la loi du 13 février 1997. Ses missions : gérer les voies ferrées de la SNCF et prendre en

charge la partie de sa dette imputable au financement des infrastructures (134,2 milliards de francs). ● LE NOUVEL ORGANISME sera aussi chargé des investissements et devra

pour cela emprunter 20 milliards par an. Son futur patron, Claude Martinand, espère contribuer à assainir les comptes, en refusant la construction de lignes jugées trop onéreuses. ● LA

SNCF bénéficiera immédiatement de cet allègement financier. Son déficit devrait être ramené à 2 milliards de francs en 1997 contre 15,2 milliards en 1996, en attendant l'équilibre des

comptes prévu pour fin 1998. ● LA COMMISSION européenne n'a pas renoncé à mettre un jour les opérateurs en concurrence, même si ses projets ont jusqu'ici échoué.

Le Réseau ferré de France veut conduire la SNCF à la sagesse financière

L'établissement public chargé de gérer les infrastructures ferroviaires souhaite aider l'entreprise à prendre de meilleures décisions stratégiques et à mieux tirer parti de son réseau. Son futur président, Claude Martinand, dénonce notamment la dérive des coûts du TGV

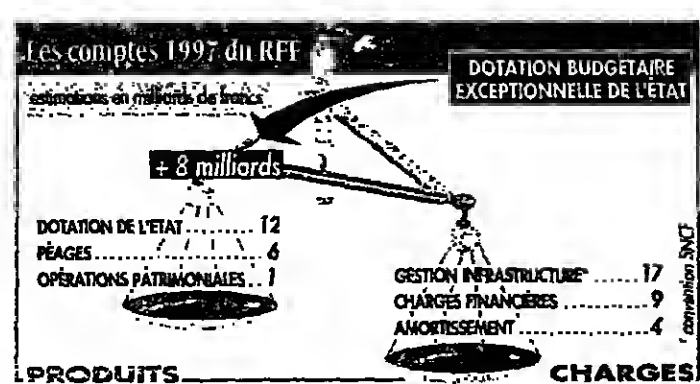
A QUOI va servir le Réseau ferré de France (RFF) ? Créé par la loi du 13 février 1997, cet établissement public a en principe deux missions : gérer la circulation et l'entretien des voies ferrées, et prendre en charge une partie de la dette de la SNCF. Si l'on en croit le projet de budget 1997 que la SNCF présentera au comité central d'entreprise du mercredi 26 février, et qui prévoit un déficit ramené à 2,02 milliards en 1996, la création du RFF permet avant tout d'éclaircir les perspectives de redressement de la SNCF, qui table désormais sur l'équilibre de ses comptes pour fin 1998.

On ne peut pas exclure que l'activité du RFF se limite à l'amortissement de la dette héritée de la SNCF, estime Sylvester Plam, assistant d'enseignement et de recherche à l'université Lille-II et consultant ferroviaire pour l'Union européenne. Héritier des 134,2 milliards de francs de dettes imputables au financement des infrastructures ferroviaires par la SNCF, notamment la construction

des lignes à grande vitesse, et appelé à emprunter environ 20 milliards de francs supplémentaires par an pour financer la modernisation du réseau, le RFF aura déjà fort à faire pour accomplir cette mission de gestion financière. Des hauts fonctionnaires du Trésor, polytechniciens et inspecteurs des finances en tête, ont été d'ores et déjà sollicités pour devenir les « traders » d'un des plus gros émetteurs publics. Il est vrai que, selon certains, une gestion plus dynamique de l'ancienne dette de la SNCF permettrait au RFF de gagner plusieurs centaines de millions de francs par an.

PEAGES

Claude Martinand, chargé par Alain Juppé d'une mission de préfiguration du nouvel établissement public, et qui s'appuie à en prendre officiellement la présidence dans quelques semaines, nourrit d'autres ambitions. « Nous voulons aider la SNCF à prendre de meilleures décisions stratégiques et à mieux tirer parti du réseau », affirme Claude Martinand. Première



arme du RFF, celle de l'expertise, qu'il dispute désormais à l'opérateur ferroviaire. « C'est bien le seul monopole que la SNCF ait perdu avec la réforme », estime-t-il en faisant référence aux craintes syndicales, dissipées par la loi, de voir le réseau ouvert à d'autres compagnies de chemin de fer.

Claude Martinand pourrait utiliser prochainement son « pouvoir de dire non » à l'occasion du lancement des lignes nouvelles à grande vitesse. « Quand je vois que, en francs constants, le réseau TGV sud-

est a coûté 25 millions de francs au kilomètre, le réseau orléanais, 35 millions et le réseau nord, 41, et qu'on me demande aujourd'hui 55 millions de francs au kilomètre pour le TGV Est, je me demande s'il n'y a pas une dérive perfectionniste des ingénieurs », explique-t-il. « Tant dépendra de la capacité du président du RFF à imposer ses options car la loi est volontairement ambiguë. Elle confie la maîtrise d'ouvrage au RFF mais elle l'invite à confier la maîtrise d'œuvre à la SNCF. De quel côté s'installera le

pouvoir ? », interroge M. Plam. L'autre arme dont dispose Claude Martinand est celle des péages. Désormais propriétaire des voies et responsable de leur entretien, le RFF va percevoir un droit de passage sur les trains de la SNCF. En théorie, l'opérateur verserait déjà un péage au profit du compte d'infrastructure de la SNCF. Mais le péage était uniforme et n'avait aucun rôle économique. Désormais, le RFF est libre de moduler les tarifs selon les lignes, le degré d'encroisement et les priorités qu'il se fixe. « Notre objectif est d'encourager le développement du trafic sans fixer les tarifs trop bas afin de ne pas assécher nos moyens de financement », explique Claude Martinand. Mais « le lobby de la SNCF a déjà obtenu de la loi deux ans de sursis en gelant à 6 milliards de francs le montant des péages », met en avant M. Plam. Malgré consolation, le RFF va pouvoir faire évoluer, à l'intérieur de cette enveloppe, la structure des péages : la quasi-gratuité pour les lignes peu fréquentées, des péages élevés pour les lignes à forte rentabilité

comme le Paris-Lyon. L'utilisateur du train ne devrait pas percevoir les changements. Le prix du billet continuera à être fixé en fonction de la voiture et de l'avio. La hausse du péage sur les lignes les plus rentables réduira la marge de la SNCF. « En revanche, la baisse des péages sur les lignes d'aménagement du territoire, qui améliorera la rentabilité de la SNCF, pourrait modifier la perception de l'opérateur ferroviaire à l'égard de ces lignes aujourd'hui délaissées », explique Claude Martinand.

TRUBLION

Claude Martinand n'est toutefois pas dupe de l'« usine à gaz » clé en main préparée par les services de la SNCF pour bloquer l'arrivée éventuelle de concurrents à terme sur les lignes les plus rentables. Même s'il estime qu'elle va dans le bon sens, il compte bien mettre à profit ces deux années de gel pour réajuster au mieux le système.

Surtout, les 12 milliards de francs dotations de l'Etat et les 6 milliards de francs péages de la SNCF seront insuffisants pour couvrir les 17 milliards de francs de frais d'entretien, les 9 milliards de francs de frais financiers et les 11 milliards de francs d'investissements.

Si l'Etat a consenti, pour 1997, 8 milliards de francs de dotations en capital, « c'est environ 15 milliards de francs par an qu'il faudrait pour assurer la viabilité du RFF sur le long terme », estime Claude Martinand.

Si l'Etat veut encourager le transport du fret par rail, il devra apporter au RFF les ressources budgétaires supplémentaires pour adapter le réseau au niveau de service requis par les industriels et pour fixer les péages de manière à concurrencer les routes nationales, subventionnées par la collectivité.

Décidé à devenir le trublion des chemins de fer, Claude Martinand s'engage à court terme à maîtriser les programmes d'investissement et leurs coûts. Il espère contribuer également à l'amélioration du service rendu par la SNCF à ses clients. Mais le combat que le RFF s'approprie à mener contre la SNCF – en contrôlant ses études et ses coûts – et contre l'Etat – en exigeant de véritables arbitrages budgétaires entre les différents modes de transport – ne pourra que s'intensifier dans une stratégie du « j'allie au fort ». Sans force de dissuasion, le pari semble risqué.

C. J.

Christophe Jakubyszyn

Les chemins de fer européens conservent leurs monopoles malgré le libéralisme prôné par Bruxelles

« NOUS AVONS fait la libéralisation du chemin de fer », confie l'un des artisans de la directive 91-440 de l'Union européenne du 29 juillet 1991, qui devait donner le signal de la libéralisation du transport ferroviaire en Europe. Certes, l'organisation des chemins de fer européens s'allège progressivement sur les exigences de la directive : séparation – au minimum comptable – de la gestion de l'infrastructure et de l'activité d'opérateur ferroviaire, désendement massif des compagnies de chemin de fer, reconnaissance par les Etats de leur responsabilité sur le financement des infrastructures, etc. L'Allemagne a, la première, montré l'exemple en séparant la dette de la Deutsche Bahn et en filialisant ses différentes branches d'activité. La France vient de franchir une étape supplémentaire en créant le Réseau ferré de France. Le Royaume-Uni a devancé l'appel en privatisant par morceaux l'ensemble du secteur ferroviaire.

Mais l'objectif de Bruxelles était autre. Au-delà du statut public ou privé des compagnies ferroviaires – qui, conformément au traité de Rome, n'intéresse pas l'Union – la Commission européenne voulait dynamiser le secteur en y faisant

souffrir un vent de concurrence. « Nous avons fait un joli cadeau à vos compatriotes », avait même confié Karel Van Miert, le commissaire à la concurrence, à un fonctionnaire français au lendemain de l'adoption par le conseil de la directive 91-440. Le commissaire européen imaginait alors la SNCF, forte de sa technologie à grande vitesse, se lancer à l'assaut des capitales européennes.

Or, chacun des monopoles nationaux est resté retranché derrière ses frontières. Et les parts de mar-

ché du rail n'ont cessé de s'effriter au cours des dernières années. En théorie, la directive 91-440 autoriserait la concurrence dans le secteur du transport combiné (chargement de conteneurs sur les trains) et du transport international de voyageurs. Resté marginal, le premier secteur n'a pas attiré de candidats. Sur le second segment, les monopoles nationaux ont préféré coopérer (Eurostar entre Londres et Paris, Thalys entre Paris, Bruxelles et Amsterdam) plutôt que de se lancer dans une guerre incertaine.

Londres achève la privatisation de son rail

Le gouvernement britannique devait annoncer, mardi 25 février, l'identité du repreneur de ScotRail, le vingt-cinquième et dernier tronçon de l'ancienne compagnie publique British Rail. Le groupe National Express semblait bien placé pour décrocher son sixième réseau, devenant ainsi la principale société de transport ferroviaire de voyageurs devant la Compagnie générale des eaux et le groupe Virgin, déjà opérateur de l'InterCity West Coast, qui relie Londres aux principales villes du pays et qui participe au projet de ligne à grande vitesse entre Londres et le tunnel sous la Manche.

Après l'introduction en Bourse de Railtrack, la société propriétaire des voies ferrées, et la vente de près de quatre-vingt-dix sociétés d'ingénierie, de maintenance, d'approvisionnement électrique et de matériels roulants, le gouvernement de John Major a réussi, comme il l'avait promis, à privatiser le rail britannique par appartements avant les élections générales (Le Monde du 3 mai 1996).

Contrairement aux secrets espoirs de la Commission, aucune entreprise n'a été votée depuis.

La Commission européenne s'apprête à repartir à l'assaut des monopoles. Son dernier livre blanc se heurte pour le moment à l'opposition de la France (Le Monde du 4 octobre 1996). « Tant que la libéralisation de ce secteur fait l'objet d'une discussion politique au conseil, nous nous défendons d'utiliser unilatéralement l'article 90 du traité qui nous permet de nous attaquer aux monopoles », explique un fonctionnaire européen.

« FREEWAYS »

Mais la Commission continue de lancer de nouvelles initiatives comme le projet de constituer des « freeways », sorte de corridor ferroviaire traversant l'Europe et ouvert à plusieurs opérateurs. Là encore, l'opposition de certains pays comme la France pourrait en limiter la portée. « Si ces corridors sont limités aux opérateurs des pays concernés, cela constituera une sorte d'entente que nous pourrions attaquer », avertit un autre fonctionnaire. De même, la Commission n'a encore jamais osé s'attaquer aux aides consenties par les

Etats aux opérateurs ferroviaires, contrairement au secteur aérien. Aucune compagnie nationale n'a déposé de plainte contre une autre compagnie, par crainte d'être à son tour visée.

Dans ce secteur hautement politique, la Commission reste prudente. Elle espère que le temps jouera pour elle. Déjà les ententes entre monopoles font progresser, contre leur gré, l'idée d'une Europe ferroviaire sans frontière. Les TGV Thalys, copie conforme des TGV français, stationnent en gare de Bruxelles et d'Amsterdam. Le Talo espagnol arrive en gare d'Austelitz. Près d'un Eurostar sur deux est conduit par un cheminot britannique. Un jour, la simple modification de l'article 10 de la directive permettra à l'Eurostar de s'arrêter à Lille pour amener des passagers à Paris. La Deutsche Bahn réclame l'entrée de l'ICE, le TGV allemand, dans les gares de la capitale. Le secret espoir de la Commission est de pouvoir imposer une véritable concurrence, si dans quelques années les monopoles se révélaient toujours incapables de freiner la chute de leur fréquentation.

C. J.

Christophe Jakubyszyn

AT&T attaque le marché américain du téléphone local via ses réseaux sans fil

AT&T semble avoir arrêté sa stratégie d'attaque du marché américain du téléphone local. C'est par le biais de ses réseaux de radiotéléphonie que le groupe va chercher à attirer à lui les abonnés des compagnies régionales (les Baby Bells), dont le monopole sur ce marché de 105 milliards de dollars (590 milliards de francs) a été cassé début 1996. AT&T, qui, depuis 1984, ne pouvait offrir que des communications nationales et internationales, s'apprête, selon le Wall Street Journal du 24 février, à tester un boîtier qui, fixé à l'extérieur des habitations, transmettra par voie radio (sans fil) les appels locaux vers ses réseaux de radiotéléphonie. Ce service serait facturé 10 dollars par mois, avec des communications illimitées.

AT&T pourra s'affranchir de l'utilisation des réseaux des Baby Bells, ou de l'installation de réseaux filaires dans les principales villes américaines qui sont les autres solutions qui s'offrent à lui. Louer des capacités de transmission aux compagnies régionales suppose de s'entendre avec celles-ci. Ce qui n'est pas simple. Cela re-

présente aussi une facture non négligeable : en 1996, AT&T a versé 16 milliards de dollars aux Baby Bells pour qu'elles acheminent les appels de ses abonnés longue distance. Dupliquer les réseaux locaux filaires représente également un investissement lourd : les experts parlent de 1 000 à 2 000 dollars par abonné, contre 750 dollars pour un système sans fil comme celui envisagé par AT&T.

A l'appui de sa stratégie, le géant américain peut faire valoir son poids dans la radiotéléphonie : 7 millions d'abonnés, répartis dans 320 villes, ce qui fait de lui le premier opérateur de téléphonie mobile aux Etats-Unis. AT&T a obtenu vingt-trois licences pour exploiter de nouveaux services de téléphonie mobile, qui couvrent un marché potentiel de 217 millions d'abonnés. Reste à obtenir les autorisations pour offrir des services de téléphonie locale. Reste aussi et surtout à démontrer que les réseaux sans fil peuvent acheminer les larges volumes que représentent les appels locaux.

Ph. L. C.

La justice est en passe de clore l'affaire SMT Goupil

SMT GOUPIL. Pour ceux qui s'en souviennent, ce nom reste synonyme de déroute financière et industrielle. Il conserve surtout un parfum de souffre. Lourdes pertes, non-paiement des fournisseurs et des salariés, tentative de sauvetage par Siemens, puis par Olivetti, liquidation pendant un mois de deux des principaux dirigeants... En 1991, la disparition de cette société, qui fut l'une des pionnières du micro-ordinateur en France, avait fait grand bruit.

La justice est en passe de refermer ce dossier. En toute discrétion. Le tribunal de Créteil (Val-de-Marne), qui en a la charge, indique qu'il a « ordre d'être discret », car le sujet « est sensible ». Le 10 février, il a condamné Claude Perdrillat, l'ancien PDG de SMT Goupil, et Joseph Rinaudot, l'ancien directeur général, à deux ans de prison avec sursis et à 100 000 francs de dommages et intérêts.

Coupables de présentation de comptes non fidèles, de distribution de dividende et de tenue de comptabilité fictives et enfin de diffusion de fausses informations sur la situation d'un époux de titres, ils ont été déclarés en faillite personnelle. M. Perdrillat a par ailleurs

été condamné à verser 50 millions de francs au Crédit lyonnais, qui, actionnaire de SMT Goupil, avait acquis, pour ce prix, l'une des filiales, SMT Technologies, sur la base de faux comptes.

L'accusation de faux et usage de faux, qui visait des fausses factures et figurait dans l'intitulé de la mise en examen de M. Perdrillat et de M. Rinaudot en 1991, n'a pas été retenue. Ils n'ont jamais reconnu les faits. A la différence de Patrick Vulliamy, contrôleur de gestion, qui, lui, a été condamné en conséquence.

COMMANDES ENJOUVÉES

A l'issue d'une enquête de la Commission des opérations de Bourse (COB), il était apparu que l'entreprise maquillait des documents à en-tête de certains de ses clients : Banque de France, directions générales des Postes et Télécommunications (devenues La Poste et France Télécom), etc.

Le procédé consistait, par exemple, pour une commande réelle de 200 machines à ajouter un zéro. Dans les comptes, ces commandes enjolivées étaient imputées comme chiffre d'affaires correspondant à des produits non encore facturés, mais ayant fait l'objet d'expédition ou détenus par la so-

ciété. Car SMT Goupil fabriquait les machines non commandées.

Le système avait pris des proportions de plus en plus lourdes au fil du temps. Le chiffre d'affaires fictif a été évalué à 150 millions de francs en 1987, 350 millions en 1988 et 530 millions en 1989, soit près du tiers du chiffre d'affaires revendiqué par l'entreprise.

En gonflant ses ventes, SMT Goupil gonflait aussi ses résultats. « Il fallait déguiser des bénéfices à cause du RES (rachat de l'entreprise par ses salariés) », rappelle un ancien cadre. En 1987, les salariés avaient acquis 34 % du capital (51 % des droits de vote) de la holding de contrôle de SMT Goupil. Ils devaient rembourser leur emprunt, d'un montant total de 61 millions, notamment grâce aux dividendes versés par la société.

Parmi les clients concernés, la Banque de France, qui s'était portée partie civile, a obtenu le franc symbolique, résultat qu'elle considère comme suffisant, car le préjudice n'aurait été que moral et non matériel. France Télécom, en revanche, n'a pas maintenu sa plainte. Client de SMT Goupil, l'exploitant téléphonique en était aussi l'un des actionnaires (17 %) via sa filiale CAT, siégeant à ce titre au conseil d'ad-

ministration. « Après la chute de SMT Goupil, France Télécom a embauché M. Perdrillat dans sa filiale Intelmatique », indique un ancien cadre de SMT Goupil, qui ajoute que M. Perdrillat, qui avait travaillé pour la direction générale des télécommunications avant de créer SMT Goupil, « serait toujours employé par Intelmatique aux Etats-Unis ». Sollicitée, la direction de France Télécom n'a pas répondu.

L'affaire n'est pas totalement bouclée. Un appel avait été déposé, ce que le tribunal de Créteil n'a souhaité ni confirmer ni infirmer. Par ailleurs, « le civil reste à juger », indique un ancien cadre de SMT Goupil. Le liquidateur de la société a attaqué les administrateurs en comblement de passif.

Enfin, certains salariés ayant participé au RES ont attaqué Via Banque, qui leur avait consenti des prêts, mais « n'a jamais pu produire les titres qu'elle était supposée avoir achetés », note un participant au RES. Deux jugements ont été rendus : l'un, à Versailles, a donné raison aux salariés, l'autre, à Paris, leur a donné tort. Via Banque a fait appel dans le premier cas, les salariés dans le second.

Philippe Le Cœur

Les banques allemandes se préparent à un vaste mouvement de restructuration

Les bénéfices ont atteint des niveaux record en 1996

En dépit de résultats record en 1996, les banques allemandes sont contraintes de s'engager, comme en France, dans un vaste mouvement de restructuration.

La trop faible rentabilité de leur activité domestique et le trop grand nombre d'établissements rendent inéluctable une concentration du

système bancaire. La Bourse bruisse depuis plusieurs mois de rumeurs annonçant des rapprochements ou des fusions imminentes.

FRANCFORT
de notre envoyée spéciale
Dées par leurs activités de marché, les plus grandes banques allemandes, la Deutsche Bank, la Dresdner et la Commerzbank affichent en 1996 des résultats record.

ANALYSE
Le système se heurte à une trop faible rentabilité commerciale

Mais elles ne parviennent pas pour autant à égaler les performances de leurs grandes concurrentes anglosaxonnes. Les efforts pour y parvenir se heurtent à la trop faible rentabilité de leur activité commerciale en Allemagne. Avec 3 600 établissements, 43 000 guichets et plus de 700 000 employés, le système bancaire allemand est soumis à une rude concurrence, qui lamine les marges au moment même où les risques sur les crédits accordés aux entreprises augmentent.

La solution se trouve outre-Rhin dans une restructuration du paysage bancaire. La Bourse parle depuis plusieurs mois sur un mouvement de concentration. « Le moulin à rumeurs tourne à plein ! », sourit Peter Thorpe, spécialiste des banques allemandes chez Paribas Capital Markets. « Il n'y a que Martin Kohlhaas, le président de la Commerzbank, soit ouvert, à la fin de l'année dernière, en train de prendre son petit

déjeuner dans un hôtel de Munich, pour que l'action de la banque prime 5 % en une séance, les opérateurs spéculant sur une alliance avec l'une des grandes banques bavaroises. » Depuis que la Deutsche Bank a annoncé, en juillet, avoir pris une participation de 5,2 % dans le capital de Bayerische Vereinsbank, l'une des deux grandes banques bavaroises, les analystes étudient une multitude de scénarios. Pour le bureau d'étude de la WestLB, le schéma idéal serait un grand rapprochement régional, avec une fusion des deux bavaroises, la Bayerische Vereinsbank et la Hypo Bank.

Cela contraindrait peut-être les plans de la Deutsche Bank. Mais depuis son entrée dans le capital de la Vereinsbank, le conglomérat (énergie, télécoms...) munichois Viag s'est déjà positionné en chevalier blanc. « Sans compter qu'avec 22 % du capital de la Dresdner, 22,6 % du capital de la Hypo-Bank, 15,2 % de la BHF et 5 % de la Deutsche Bank, c'est l'assureur munichois Allianz qui est maître du jeu », rappelle un analyste. Avec Allianz en faiseur de mariages, certains anticipent un rapprochement de la Dresdner et de la Hypo-Bank, voire la constitution d'un énorme conglomérat financier regroupant l'assureur et les deux banques.

« Les esprits ne sont pas encore vraiment mûrs pour un tel mouvement », estime toutefois un banquier d'affaires. « Aucune banque n'est prête à se saborder ». Toutes gagnent encore suffisamment

d'argent pour éviter un mouvement précipité. « Certes, les états-majors envisagent aujourd'hui des schémas auxquels ils n'auraient même pas eu l'idée de penser il y a encore un an », reconnaît Peter Piesch, le porte-parole de la Commerzbank, dont le capital est très ouvert, sans actionnaire dominant. « Mais on ne peut pas dire à quel point le système bancaire allemand ressemblera dans cinq ans. Il sera peut-être complètement différent. Il y a aussi fort à parier qu'il sera toujours plus ou moins le même. » L'objectif de la Commerzbank en tout cas est clair : « Rester indépendant en nous concentrant sur les métiers qui nous rapportent de l'argent ».

RÉDUCTIONS D'EFFECTIFS

Si le marché domestique allemand est de plus en plus difficile, les banques privées, adossées à de solides fonds propres et d'importantes réserves cachées, s'adaptent en conséquence. « C'est pour faire face au recul des marges sur leurs marchés traditionnels et à la concurrence des banques étrangères sur leur clientèle la plus fidèle, celle des grandes entreprises, que les banques allemandes se diversifient dans la banque d'investissement, l'international et la gestion d'actifs », explique Michael Zlotnik de l'agence de notation Standard and Poor's à Francfort. Côté entreprises, les marges n'ont jamais été très élevées en Allemagne, compte tenu des liens capitalistiques étroits entre les banques et leurs clients industriels. Elles l'étaient davantage avec les petites entreprises et surtout les particuliers.

Mais le comportement des consommateurs change. Ils sont plus exigeants en matière de rémunération de leurs dépôts et de gestion de leur épargne. Or, la marge de manœuvre des banques en matière de tarification est limitée : elles se heurtent à la concurrence des caisses d'épargne et des banques coopératives. Celles-ci possèdent plus de 50 % du marché bancaire, là où la part de marché de la Deutsche Bank ne dépasse pas 5 %.

Pour répondre à ces pressions, les banques allemandes ont une priorité : réduire leurs coûts. Un mouvement qui menace 20 % des effectifs du secteur (140 000 personnes). Selon une étude de la banque d'af-

aires américaine Goldman Sachs, les trois premières banques privées allemandes ont déjà réduit leurs effectifs domestiques de 5,4 % en moyenne en un an et demi. Ces départs se sont faits sans licenciements, avec précaution et départs volontaires. Difficile d'aller plus vite face au taux de chômage élevé et à la pression des syndicats.

Pour assainir leur structure de coûts, comme le leur recommandent les agences de notation et comme le souhaitent leurs actionnaires, les grandes banques allemandes réfléchissent aussi à l'organisation de leur réseau d'agences et n'hésitent pas à se lancer dans la banque directe. Elles ne le font toutefois pas sans amertume. Car si l'Allemagne, avec un guichet pour 1 600 habitants, est un des pays les plus bancarisés au monde, la densité d'agences s'explique surtout par le maillage du territoire par les caisses d'épargne.

Les banques privées se font plus critiques vis-à-vis de leurs concurrentes dites du secteur public. « Elles n'ont pas la même pression que nous sur leurs résultats et leurs coûts. Compte tenu des garanties d'Etat dont elles bénéficient, leurs ressources sont moins chères », explique un banquier commercial. Elles ont appelé l'arbitrage de Bruxelles sur les privilèges des 600 Caisses d'épargne et des douze banques qui les chapeautent, les Landesbanken. Leur plainte vise en particulier ces dernières - dont la WestLB, la plus dynamique -, qui ont bénéficié au début des années 90 d'augmentations de capital sur fonds publics en limitant des sociétés hypothécaires publiques. La Commission européenne joue les médiateurs, espérant trouver bientôt un compromis, vivement souhaité par le chancelier Kohl, intervenu personnellement pour protéger le statut de l'Eurecul allemand, gros pourvoyeur d'emplois.

Sophie Fay

Des résultats en forte hausse en 1996

Un mois avant la publication de leurs comptes, fin mars, les banques allemandes ont donné des indications sur leurs résultats. ● Deutsche Bank : le bénéfice net, en progression de 4,8 % à 2,2 milliards de marks (7,4 milliards de francs), est affecté par les conséquences de l'affaire Young. Elle a obligé la banque à renforcer certains fonds gérés par sa filiale Morgan Grenfell Asset Management et masque la forte progression du bénéfice d'exploitation après provisions, en hausse de 38 %, à 4,2 milliards de marks.

● Dresdner Bank : le bénéfice d'exploitation après provisions a progressé de 40 % à 2,8 milliards de marks. ● Commerzbank : le bénéfice net a augmenté de 22 % en 1996, à 1,9 milliard de marks. ● Bayerische Vereinsbank : le bénéfice d'exploitation après provisions de la banque est en hausse de 18 %, à 1,6 milliard de marks. ● Hypo Bank : le bénéfice d'exploitation après provisions de la banque bavaroise a reculé de 9 %, à environ 1,2 milliard de marks.

Le repli du dollar s'accroît

LE DOLLAR a continué à se déprécier, lundi 24 février, sur le marché international des changes. Il a coté 1,6680 mark, 5,63 francs et 121,95 yens, en très net retrait par rapport aux sommets atteints mardi 18 février (1,7050 mark, 5,75 francs et 124,80 yens). La Bundesbank, qui multipliait depuis plusieurs jours les déclarations visant à interrompre le mouvement de hausse de la monnaie américaine, peut être satisfaite. Son président, Hans Tietmeyer, soulignant les risques d'inflation importée en Allemagne, avait affirmé qu'une baisse supplémentaire du deutschemark serait « problématique ». Dans son rapport mensuel, la banque centrale allemande avait pour sa part souligné l'ampleur du déficit des comptes extérieurs américains. La balance commerciale des Etats-Unis a enregistré un solde négatif de 114,2 milliards de dollars en 1996, le plus important depuis 1988. Les interventions verbales de la Bundesbank ont jusqu'à présent suffisamment impressionné les opérateurs pour les dissuader d'acheter en masse des dollars.

Le billet vert est parallèlement affaibli - ou, plus précisément, le deutschemark se trouve renforcé -

par les incertitudes concernant l'avenir de l'Union monétaire européenne : dans le cas où l'euro ne serait pas lancé, le deutschemark conserverait son statut de monnaie refuge.

Les difficultés budgétaires de l'Allemagne, accrues par l'envolée du chômage outre-Rhin, font craindre que Bonn ne respecte pas les critères de convergence imposés par le traité de Maastricht. Ernst Welteke, membre du conseil de la Bundesbank, dans un entretien accordé samedi 22 février au quotidien *Frankfurter Rundschau*, a fait part de ses « doutes sur la capacité de l'Allemagne d'atteindre l'objectif de 3 % de déficit public rapporté au produit intérieur brut ». Selon des prévisions gouvernementales officielles, la dette publique allemande pourrait atteindre 61,5 % du PIB à la fin de 1997, alors que la limite autorisée est de 60 %. Enfin, un ancien membre du conseil de la Bundesbank, Wilhelm Noelling, a demandé au chancelier allemand Helmut Kohl de retarder le lancement de l'Union monétaire et menacé de saisir la cour constitutionnelle.

Pierre-Antoine Delhommeaux

Dexia s'implante sur le marché italien

SIX MOIS après sa fusion avec le Crédit communal de Belgique pour donner naissance au groupe Dexia, le Crédit local de France poursuit son développement international, en Italie cette fois. Confronté à la difficulté de s'implanter seul sur ce marché encore très administré, Dexia a choisi de nouer un partenariat avec l'Istituto San Paolo de Turin.

Le groupe San Paolo, numéro un bancaire en Italie, va lui ouvrir le capital de sa filiale Credilop, une entité de 236 personnes spécialisée dans le financement des collectivités locales et des équipements collectifs. Dexia prendra 40 % de Credilop pour un investissement immédiat de 1,6 milliard de francs, qui pourra être porté

à 1,9 milliard en fonction des performances de l'entité d'ici à l'an 2000. Le marché italien est un marché « profond et actif, avec de bonnes perspectives de développement et des crédits globalement sûrs et des marges plus élevées qu'en France », a souligné Pierre Richard, le président de Dexia.

« Sur le plan financier, cet investissement contribuera à accroître le résultat du groupe Dexia dès l'exercice 1997 », a ajouté M. Richard. « L'investissement dégagea un taux de rentabilité nette après impôt de l'ordre de 9 % » sur la base du prix d'achat. Un rendement inférieur à celui de Dexia (de l'ordre de 11 %) mais supérieur à celui que présentent les activités du Crédit local de France sur son mar-

ché domestique. Cette acquisition n'épuise pas le potentiel de croissance externe de Dexia, comme l'explique M. Richard : « Sur les 40 milliards de francs de fonds propres du groupe, nous avons plusieurs milliards de disponibilités. » Pour consolider ce partenariat, Dexia souhaite entrer dans le noyau dur de San Paolo lors de sa prochaine privatisation, en prenant une participation de 1 % du capital, un investissement de l'ordre de 300 millions de francs. Le groupe San Paolo a annoncé hier que son résultat net pour 1996 avait progressé de 36 % par rapport à 1995, à environ 2 milliards de francs.

S. F.

Sanofi, bénéficiaire, cherche des partenaires

SANOFI, filiale d'Elf Aquitaine et vingt-troisième laboratoire pharmaceutique mondial, a annoncé le 25 février une progression de 11 % de son bénéfice net à 1,743 milliard de francs pour un chiffre d'affaires en hausse de 3 % à 23,645 milliards de francs.

Le 31 janvier, dans un entretien au quotidien portugais *Diário Económico*, le président de Sanofi, Jean-François Dehecq, avait évoqué les possibilités de fusion avec d'autres laboratoires. Le groupe aurait l'intention de renforcer sa présence en Europe et aux Etats-Unis où Sanofi a une part de marché d'à peine 1,4 %. Une fusion, selon M. Dehecq, est essentielle pour la croissance de l'entreprise qui a besoin de compléter sa gamme de produits et son implantation géographique.

La Sofres achète une société d'études de marché américaine

APRÈS avoir mis le cap sur l'Asie-Pacifique en 1995 et en 1996, la Sofres (détenue à 51 % par le groupe Finalac de Marc Ladreit de Lacharrière) s'implante aux Etats-Unis, premier marché mondial, en achetant Intersearch Corporation pour environ 25 millions de dollars (140 millions de francs). Basée à Philadelphie, cette société d'études de marché se classe au quinzième rang américain avec un chiffre d'affaires de 42 millions de dollars et 240 personnes. Numéro cinq mondial avec un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs en 1996, la Sofres estime être désormais dotée d'un réseau mondial.

DÉPÊCHES

■ LORAL : le groupe américain a annoncé lundi 24 février qu'il va racheter les 49 % détenus par Aerospace, Alcatel Espace, Alenia et Daimler-Benz Aerospace dans le fabricant de satellites Space Systems/Loral. Les groupes européens percevront 93 millions de dollars (523 millions de francs) en cash et 6 % du capital de Loral.

■ PARIBAS : François Henrot, 47 ans, membre du directoire de la Compagnie financière de Paribas va quitter le groupe pour rejoindre Rothschild et Cie Banque en tant qu'associé-gérant.

■ APPLE : le groupe informatique américain supprimerait 40 % de ses 13 000 emplois à l'indiqué lundi 24 février la télévision américaine MSNBC. « Nous n'avons pas encore communiqué le nombre de suppressions d'emplois », a répondu Apple, qui avait annoncé en janvier son intention de réduire ses effectifs.

■ SEMA GROUP : la société franco-britannique de services informatiques a annoncé mardi 25 février un chiffre d'affaires en hausse de 37 % à 927 millions de livres (8,54 milliards de francs) en 1996 et un bénéfice net en progression de 38 % à 31,8 millions de livres.

■ WAGONS-LITS : André Martinez, ex-directeur général de la chaîne hôtelière Méridien vient d'être nommé directeur général de Wagons-Lits, filiale d'Accor.

■ GROUPE CIC : Jean Arthuis a déclaré lundi 24 février qu'il reprendra la privatisation du groupe bancaire « dans quelques semaines ou quelques mois ». Le ministre a confirmé son intention de privatiser le CIC indépendamment de sa maison mère, le GAN.

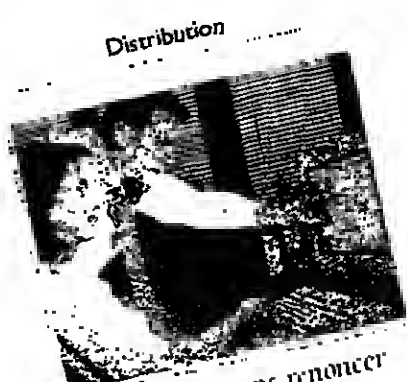
■ SOCIÉTÉ GÉNÉRALE : la banque va prochainement créer une compagnie d'assurance-vie, Sogereassurance, spécialisée dans la gestion des futurs plans d'épargne-retraite.

■ LUFTHANSA : la compagnie aérienne allemande doit baisser ses tarifs sur le trajet Francfort-Berlin, où elle dispose d'un monopole. Lundi 24 février, l'Office allemand des cartels a estimé que les prix élevés de Lufthansa sur ce trajet, par rapport à des lignes intérieures où joue la concurrence, ne sont pas justifiés.

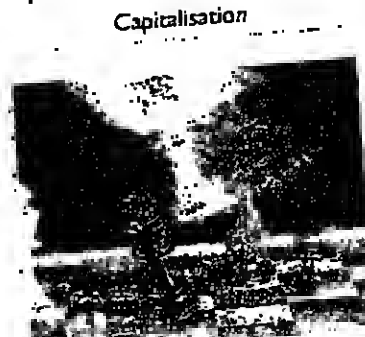
■ SHELL : des actionnaires de Shell Transport and Trading, la partie britannique du pétrolier anglo-néerlandais Royal Dutch-Shell, vont demander à l'assemblée générale en mai la nomination d'un directeur responsable de la politique du groupe en matière d'environnement et de droits de l'homme, rapporte le *Financial Times* du 24 février.

Chantier d'investissement

“Nos meilleurs SICAV et FCP sélectionnés pour vous en permanence selon votre style de gestion”



La prudence sans renoncer aux performances
Chanteraine Revenus



Le dynamisme sans céder à l'optimisme
Chanteraine Action

DES FRAIS RÉDUITS ET UNE FISCALITÉ AVANTAGEUSE

• Droits d'entrée : 0,25 % pour Chanteraine Revenus
1,00 % pour Chanteraine Action
• Droits de garde : aucun
Les opérations d'achat et de vente réalisées au sein de Chanteraine sont entièrement détaxées.

Votre conseiller est là pour vous en parler. Au mieux de vos intérêts.

CIC Paris

Sur FCP

051 01140

■ L'OR A OUVERT EN LÉGÈRE HAUSSE, mardi 25 février, à Hong-kong. L'once de métal jaune s'échangeait à 352,40 dollars contre 352,20 dollars la veille en clôture.

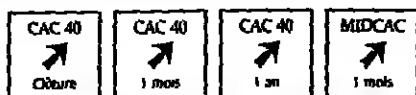
■ TOKYO a terminé en hausse mardi, des achats sur les valeurs vedettes ayant permis d'effacer les pertes de la matinée. L'indice Nikkei a gagné 0,92 %, à 19 070,07 points.

■ LE DOLLAR se raffermissait face au yen mardi en fin de séance sur le marché de Tokyo. Le billet vert cotait 122,26 yens, contre 122,20 yens dans les précédents échanges.

■ LES COURS DU PÉTROLE BRUT ont terminé en forte baisse lundi sur le marché new-yorkais. Le baril de brut a perdu 68 cents, à 20,71 dollars. Vendredi, il avait perdu 30 cents.

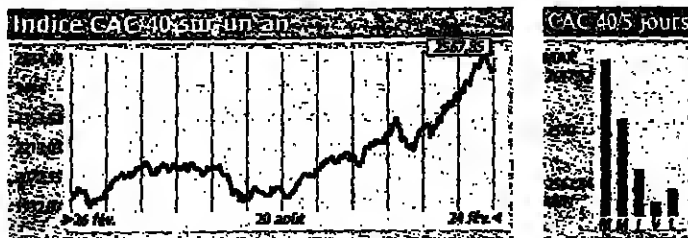
■ LA BOURSE DE BUENOS AIRES a grimpé de 2,47 % lundi. L'indice Merval affichait son plus haut niveau depuis le mois de juin 1992 en clôture, à 759,17 points.

LES PLACES BORSIÈRES



Nette hausse à Paris

LA BOURSE de Paris était en nette hausse mardi, dopée par la progression de Wall Street la veille et par la bonne performance des valeurs financières, notamment du titre AGF, toujours très entouré, selon les opérateurs. En hausse de 1,03 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 gagnait à midi 1,74 % à 2 612,46 points, dans un volume conséquent de 2,7 milliards de francs sur le règlement mensuel. Sur un plan technique, si le franchissement des 2 600 points est confirmé en fin de séance, la Bourse de Paris pourrait partir vers de nouveaux objectifs de hausse, notait un boursier.



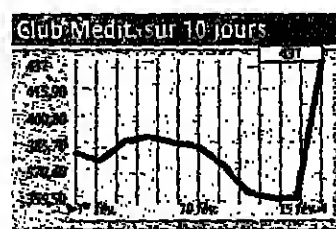
L'annonce mardi matin de la nomination de Dominique Bazy, ex-numéro deux de l'UAP, à la tête d'Alban France va dans le même sens. De source informée, on indiquait à

l'AFP que M. Bazy aurait reçu comme première mission de chercher la meilleure opportunité d'acquisition en France « dans les prochains mois ».

Club Méditerranée, valeur du jour

LA BOURSE de Paris a salué sans équivoque l'arrivée de Philippe Bourguignon en remplacement de Serge Trigano à la tête du Club Méditerranée lundi 24 février. Le titre du groupe de loisirs a terminé la séance sur un gain de 21,24 %, à 431 francs, dans un volume nourri de 1,3 million d'actions. Les boursiers anticipent un redressement, car les restructurations qui vont être entreprises, comme la fermeture d'une douzaine de villages ou la trans-

formation de villages Club Méditerranée en villages Club Aquarius n'aurait véritablement d'effet que sur le long terme.



Remontée à la Bourse de Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance en hausse mardi 25 février, des achats sur les valeurs vedettes ayant permis d'effacer les pertes de la matinée. L'indice Nikkei a gagné 0,92 %, à 19 070,07 points.

La veille, Wall Street est repassée au-dessus des 7 000 points, les opérateurs profitant de la baisse des cours de la semaine dernière pour réaliser de bonnes affaires. L'indice Dow Jones a gagné 76,58 points, soit 1,10 %, à 7 008,20 points. Une forte progression dans le secteur de la haute technologie, grâce à des commentaires favorables de Merrill Lynch, a permis d'accroître le mouvement haussier au cours de la dernière heure de transactions.

La Bourse de Londres a terminé en légère baisse lundi adoptant

NEW YORK
Les valeurs du Dow Jones

Cours au 24/02	Cours au 25/02	Var. %
Alcoa	71,12	+1,12
Allied Signal	74	+2,13
American Express	66,12	+0,37
AT & T	41,12	+0,40
Bethlehem	7,75	+7,87
Boeing Co	105,37	+0,75
Caterpillar Inc.	80,87	+0,62
Chemical Bank	65,37	+0,62
Coca-Cola Co	63	+0,62
Disco Corp.	75,75	+0,62
Du Pont Nemours & Co	109,12	+0,62
Eastman Kodak Co	91,50	+0,62
Exxon Corp.	102,62	+0,62
Gen. Motors Corp.	52,12	+0,62
IBM	143,62	+0,62
Johnson & Johnson	54,37	+0,62
Kimberly-Clark	75,75	+0,62
McDonald's Corp.	46,25	+0,62
Merck & Co Inc.	56,37	+0,62
Minerals & Mining	86,50	+0,62
Philip Morris	135,12	+0,62
Procter & Gamble Co	124,87	+0,62
Sealed Air Corp.	53,87	+0,62
Sealed Air Corp.	102,12	+0,62
Union Carbide	47,25	+0,62
United Technologies	75,75	+0,62
Westinghouse Electric	17,50	+0,62
Woolworth	20,12	+0,62

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

Cours au 24/02	Cours au 25/02	Var. %
HAUSSES, 12h30	2502	2402
Ermenegildo Zegna	287	+6,28
Calsonic	418	+5,82
Stellat Int AdP	1440	+5,82
Chiffre (Lyonnais CI)	716,90	+5,82
EF Capon	1452	+4,45
Moulinex	191,90	+4,45
Dynatron	147,50	+3,87
Imperial Bosph	522	+3,87
CLIFAR	87	+3,87
Hordent (Np)	458	+3,87

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Cours au 24/02	Cours au 25/02	Var. %
HAUSSES, 12h30	2502	2402
Ermenegildo Zegna	287	+6,28
Calsonic	418	+5,82
Stellat Int AdP	1440	+5,82
Chiffre (Lyonnais CI)	716,90	+5,82
EF Capon	1452	+4,45
Moulinex	191,90	+4,45
Dynatron	147,50	+3,87
Imperial Bosph	522	+3,87
CLIFAR	87	+3,87
Hordent (Np)	458	+3,87

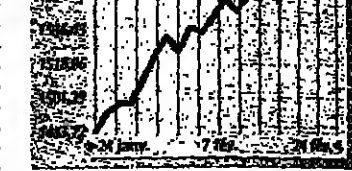
INDICES SBF 250 sur 3 mois



INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Cours au 24/02	Cours au 25/02	Var. %
Ind. gen. SBF 120	1795,00	+0,32
Ind. gen. SBF 250	1795,00	+0,32
Ind. Second Marché	1889,93	+0,32
Indice MidCAC	1717,37	+0,32

INDICES MIDCAC sur 1 mois

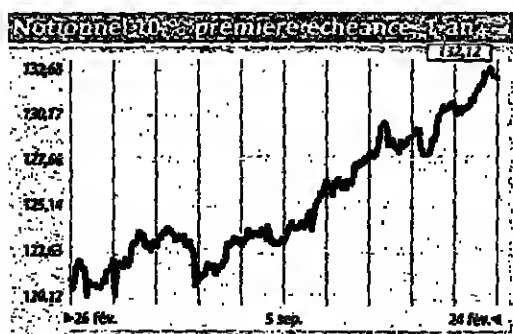


LES TAUX



Progression du Matif

LE CONTRAT notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse mardi 25 février. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars gagnait 16 centimes, à 132,28 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à 10 ans s'inscrivait à 5,40 %, soit 0,13 % en dessous du rendement du titre allemand de même échéance.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
Taux 24/02	Taux	Taux	Indice
France	5,40	5,40	1,70
Allemagne	5,35	5,35	1,40
Grande-Bretagne	5,35	5,35	2,50
Italie	5,35	5,35	2,20
Japon	5,35	5,35	0,50
Etats-Unis	5,35	5,35	6,72

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	Taux	Taux	Indice
Taux 24/02	Taux	Taux	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,12	4,11	99,92
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	4,67	4,66	100,74
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,35	5,37	101,43
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,71	5,72	102,37
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,30	6,35	103,83
Obligations françaises	5,69	5,70	101,36
Fonds d'Etat à TME	-2,29	-2,30	99,41
Fonds d'Etat à TME	-2,02	-2,01	99,41
Oblig. franc. à TME	-2,10	-2,09	99,41
Oblig. franc. à TME	-0,07	-0,08	100,07

La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en baisse dans des transactions peu actives, les opérateurs étant restés prudents avant les discours, mercredi, du président de la Réserve fédérale des Etats-Unis devant la commission bancaire du Sénat. Le rendement de l'emprunt à 30 ans s'était inscrit en clôture à 6,66 %. La Banque de France a laissé inchangé, mardi matin, à 3,19 %, le taux de l'argent au jour le jour.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

Achats	Ventes	Achats	Ventes
24/02	24/02	21/02	21/02
Jour le jour	3,1875	3,1875	3,1875
1 mois	3,32	3,32	3,32
3 mois	3,32	3,32	3,32
6 mois	3,32	3,32	3,32
1 an	3,32	3,32	3,32

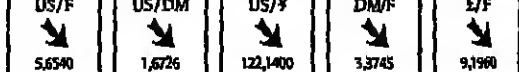
MATIF

Echéances 24/02	volume	dernier	plus	plus	premier
24/02	99,84	132,12	132,18	132,04	132,18
Mars 97	8060	130,86	130,88	130,76	130,86
Juin 97	203	129,22	129,22	129,16	129,20
Sept. 97	203	129,22	129,22	129,16	129,20

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Echéances 24/02	volume	dernier	plus	plus	premier
24/02	14942	2570	2577	2565	2570
Mars 97	8248	2575,50	2581	2569	2575,50
Juin 97	11	2575,50	2581	2569	2575,50
Sept. 97	261	2575,50	2581	2569	2575,50

LES MONNAIES



Repli du dollar

LE DOLLAR s'inscrivait en baisse, mardi matin 25 février, lors des premières transactions. Il cotait 1,6750 franc, 5,65 francs et 122,05 yens. La veille, le billet vert était tombé jusqu'à 1,6680 franc, 5,63 francs et 121,95 yens. La devise américaine est affaiblie - et le deutsche mark renforcé - par les incertitudes concernant l'avenir du euro monétaire européenne : dans le cas où l'euro ne serait pas lancé, le mark conserverait son statut de

monnaie refuge. L'Allemagne aura des difficultés à respecter les critères de convergence imposés par le traité de Maastricht en matière de déficit et de dette publique. Dans ces conditions, de nombreuses voix s'élèvent outre-Rhin pour demander un report du lancement de l'euro. Le franc était stable face à la monnaie allemande, mardi matin, cotant 3,3730 francs pour un mark. La lire cédait du terrain, à 994 liras pour un mark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 24/02	cours 25/02	Var. %
Allemagne (100 dm)	337,4500	337,4500	-0,14
Ecu	6,5435	6,5435	-0,19
Grande-Bretagne (100 £)	16,5450	16,5450	-0,62
Belgique (100 F)	16,5450	16,5450	-0,62
Pays-Bas (100 fl)	300,2200	300,2200	-0,19
Italie (1000 li)	3,4000	3,4000	-0,46
Danemark (100 kr)	88,4400	88,4400	-0,32
France (100 F)	100,0000	100,0000	-0,32
Code Interchange (1 £)	9,1460	9,1460	-0,16
Grèce (100 dr)	21,5500	21,5500	-0,07
Suède (100 kr)	76,4700	76,4700	-0,51
Suisse (100 F)	387,3400	387,3400	-0,10
Norvège (100 kr)	84,4800	84,4800	-0,01
Autriche (100 sch)	47,5800	47,5800	-0,14
Espagne (100 pes)	3,3600	3,3600	-0,15
Portugal (100 esc)	3,3600	3,3600	-0,15
Canada 1 dollar ca	4,1513	4,1513	-0,25
Japon (100 yens)	4,6288	4,6288	-0,25
Finlande (mark)	112,7400	112,7400	-0,27

L'OR

Cours 24/02	Cours 25/02
Or fin (le bar)	64100
Or fin (en lingot)	64400
Once d'Or Londres	353,30
Pièce française (20F)	369
Pièce suisse (20F)	369
Pièce Union lat (20F)	370
Pièce 20 dollars us	2360
Pièce 10 dollars us	1360
Pièce 50 pesos mex.	2470

LE PÉTROLE


Cours 24/02	Cours 25/02
Brent (Londres)	168
WTI (New York)	19,22
Crude Oil (New York)	19,22

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INOICES	24/02	25/02	Var. %
Dow Jones comptant	2502,64	2402,73	-3,99
Dow Jones à terme	421,86	421,81	-0,12
CRB	241,70	241,13	-0,23
MÉTALLS (Londres)	dollars/once	dollars/once	
Cuivre comptant	2445	2445	
Cuivre à 3 mois	2370	2367	
Aluminium comptant	1621	1621	
Aluminium à 3 mois	1620	1615	
Plomb comptant	663,50	662	
Plomb à 3 mois	669,50	668	
Etain comptant	5945	5976	
Etain à 3 mois	5995	6025	
Zinc comptant	1192	1195	
Zinc à 3 mois	1216	1216,50	
Nickel comptant	7940	7935	
Nickel à 3 mois	8035	8035	
MÉTALLS (New York)	dollars/once	dollars/once	
Argent à terme	5,18	5,18	
Palladium	421,86	421,81	
GRAINES, DENRÉES (Chicago)	dollars/tonne	dollars/tonne	
Blé (Chicago)	3,72	3,72	
Mais (Chicago)	7,80	7,80	
Grain, soja (Chicago)	257,20	257,20	
Tour. soja (Chicago)	257,20	257,20	
GRAINES, DENRÉES (Londres)	dollars/tonne	dollars/tonne	
P. de terre (Londres)	38,50	38,50	
Opes (Londres)	92	92	
SOIES	dollars/tonne	dollars/tonne	
Cacao (New York)	1230	1230	
Café (Londres)	1915	1915	
Sucre blanc (Paris)	257,20	257,20	
OLEAGINEUX, AGRUMES	dollars/tonne	dollars/tonne	
Coton (New York)	0,75	0,75	
Jus d'orange (New York)	0,75	0,75	

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 25 FÉVRIER
Liquidation : 20 mars
Taux de report : 3,13
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40

PARIS
+1,51 %
CAC 40 :
2506,64

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% ±	Montant coupan (f)
B.N.P. (Lyonnais) (T.P.)	980	981	+ 0,10	54,20
Crédit Agricole (T.P.)	880	880		- 51,99
Comptoir d'Escompte (T.P.)	1695	1696	+ 0,17	96,39
Rhone-Poulenc (T.P.)	2045	2045		105,00
Société Générale (T.P.)	1270	1276	+ 0,55	105,00
Thomson-Safran S.A. (T.P.)	1095	1090	- 0,48	51,54
Unicredit (T.P.)	795	795	- 0,25	20
AGF Ass.-Ass. France	217,80	217,80		3,75
Air Liquide	874	862	- 1,45	1,16
Alcatel Alsthom	575	579	+ 0,69	8
Admiral	978	988	+ 1,05	5,50
Aéro	730	730		1,00
B&L Investis.	805	805	- 0,24	71,53
Banque (Cf.)	705	712	+ 0,99	10
Banque de Savoie	595	593	- 0,18	16
Bertrand France	255,40	255,40		3,35
BIC	948	946	- 0,27	3,35
Bouffes	940	940	- 0,40	8
B.N.P. A.M.T.	250,20	252,38	+ 2,08	8,60
Bouffes Techno.	680	680		1,00
Bongrain	2101	2101	- 0,2	6
Bouygues	530	539	+ 1,69	17
Bouygues Offrs.	158	158		20
Carrel	1108	1114	+ 0,54	20
Cap Gemini	315	321	+ 1,90	7
Carbone Lorrain	1228	1225	- 1,31	14
Catrolair	3450	3520	+ 2,00	32
Cassini	2820	2820		10
Cassini Gold.ADP	210	209,50	- 0,23	4,25
Cat. France Data (L.)	859	879	+ 1,63	11
C.F.P.	269	274,30	+ 1,99	9,50
CCMC (ex.CCMCI) L.	55,35	55,35		10
Cegid (L.)	745	750	+ 0,67	10
Genus Europ.Reun	137,70	137,60	- 0,21	16
Chelcom	798	809	+ 1,25	10
CGP	1949	1949	- 0,20	37
Chargours Int'l	294	295	+ 0,34	20
Christian Dior	857	854	- 0,35	5,80
Chimie Fr. Privé B.	212	213,40	+ 1,46	7,80
Cif-France Ly.	705	710	+ 0,59	5
Ch. de France	708	708		20
CLF	595	591	- 0,37	13,90
Club Méditerranée	431	445,80	+ 3,38	8,20
Colpa	310	311	+ 0,32	30,10
Compt. Interp.	778	778		2,50
Comptoir Entrep.	13,35	13,53	+ 0,61	2,90
Comptoir Mod.	2855	2854	- 0,01	20

Crédit Fonc. France	513	584	1,75	20	UNIM Mort Hon.
Crédit Lyonnais	65	65	-	-	Lyonnais Econ.
Crédit National	206	216,90	+ 5,39	10	Marine Mercat
Crédit Lyonnais CI	371	375,20	+ 1,13	13,50	Mindesoul
Crédit Agricole (CFR)	367	375,90	+ 2,05	5	Monsieur Invest.
Crédit Agricole	435	435	-	-	Monsieur Invest.
Danone	825	845	+ 1,19	14	Mutuelle
Dessault Aviation	1400	1403	+ 0,21	8,50	Nord-Est
Dynastie Eclair	665	664	- 0,15	4,30	Nord (Nyl)
Electricité de France	248	255,60	+ 2,27	6,50	Paris
De Dietrich	295	293,40	- 0,60	2,90	Paris
Degremont	467,50	468	+ 0,10	9	Paris
Deuxième R.P.-Ca Li s	17	17	-	-	Paris
DFP (DFP) (DFP)	161	161	+ 0,62	4	Paris
Eden (Gie des)	776	788	+ 1,54	11,25	Paris
Eiffage	335	341	+ 2,68	28,80	Paris
Electricité de France	548	548	-	-	Paris
Erasmus	290	292	+ 0,29	4,60	Paris
Erasmus Béghin	889	892	+ 0,31	3	Paris
Erasmus	1499	1507	+ 2,53	13,50	Paris
Erasmus Ind ADP	1450	1450	-	-	Paris
ESAO	612	620	+ 1,30	8	Paris
Eurofinance	2585	2587	+ 0,07	72	Paris
Europe 1	1048	1043	- 0,50	9,68	Paris
Europe 1	1301	1320	+ 1,30	11	Paris
Europe 1	6,90	7	+ 1,41	-	Paris
Européen Média	1498	1495	- 0,20	13	Paris
Européen Média	510	520	+ 1,90	11,80	Paris
Europe 1	90	90	-	-	Paris
Europe 1	469	474,40	+ 1,15	14	Paris
Europe 1	4300	4302	+ 0,20	13	Paris
Europe 1	3000	3070	+ 0,95	11	Paris
Europe 1	176	182,50	+ 1,66	4	Paris
Europe 1	3034	3037	+ 0,59	10	Paris
Europe 1	418	418	-	-	Paris
Europe 1	2930	2939	+ 2,08	5	Paris
Europe 1	485	489,90	+ 1,01	8	Paris
Europe 1	510	517	+ 1,27	16,50	Paris
Europe 1	472	472	-	-	Paris
Europe 1	142	146	+ 0,70	2	Paris
Europe 1	291,20	292,80	+ 0,54	8	Paris
Europe 1	1032	1036	+ 1,25	12	Paris
Europe 1	3530	3530	-	-	Paris
Europe 1	446,70	451	+ 1,85	5,50	Paris
Europe 1	695	692	- 0,43	11,80	Paris
Europe 1	827	833	+ 0,60	14,50	Paris
Europe 1	1433	1433	-	-	Paris
Europe 1	800	815	+ 1,87	-	Paris
Europe 1	106	116,20	+ 0,75	5	Paris
Europe 1	281	281	-	-	Paris
Europe 1	1100	1102	+ 0,67	1,60	Paris
Europe 1	314	306	- 2,54	10	Paris
Europe 1	786	790	+ 0,50	26,00	Paris
Europe 1	1320	1320	-	-	Paris
Europe 1	334,50	343,10	+ 2,48	10	Paris
Europe 1	164,50	164,30	- 0,12	3	Paris
Europe 1	345	349,20	+ 1,21	5	Paris
Europe 1	304	307	+ 0,94	2	Paris
Europe 1	400	403	+ 0,75	3,80	Paris
Europe 1	643	653	+ 1,86	6,16	Paris
Europe 1	255,90	255,10	- 0,27	4	Paris
Europe 1	64	64	-	-	Paris
Europe 1	1958	1961	+ 1,27	13,30	Paris

1352	1370	2.65	1.52	UIP	480	484
509	576	1.25	11.50	515	196	196
804	800	2.66	16	Union	528	527
73.50	75	2.04	4	Union Asset Fd	624	624
22.50	21.50	3.11		Union Secur	630	630
548	545.50	2.75	2.75	Union	336.20	336.20
126.50	119.50	4.25		Valent	345	344.50
1353.50	136	2.93	5.50	Vale	210	214
440	438	5.63		Warren & Cie	386	388.50
795	201	0.73	5.42	Windsor child	1571	1571
82.50	82	1.18		Zodiac	1291	1453
133.50	96.30	3.12	1.2			
1430	1445	1.04				
26.40	24.80	0.85	3.32			
301	310.70	0.56	3.20			
571	578	1.22	5			
2026	2049	3.55	26.50			
495	495		7.53			
577	576	4.17	2.60			
1620	1654	2.89	1.2			
595	568	1.17	2			
156	150					
122	119	1.63	3.50			
1669	1689	1.55	14.50			
199.20	194.20	0.93	3			
500	510	1.50	1.08			
199	187.00	0.36	12.50	BN Asset Hold	413.30	422
820	816	0.21	26.50	Adriatic S.A.	1740	1781
1402	1402	0.11	1.00	Adriatic S.A.	320	320
1492	1494	0.13	38	Adriatic S.A.	320	373.70
400	396	1		Adriatic S.A.	322.10	359
41	41	1.34	1.34	Adriatic S.A.	322.10	359
555	555		6.30	Air Westpac	16.05	16.05
1671	1660	0.65	29	A.T.T.	295	295
700	700	0.50	40	Banco S.A.	374.50	374.50
20.50	20.50		1.50	Banco S.A.	156.50	156.50
216.20	221.40	2.40	5	B.A.S.F.	206.50	210.90
1090	1090	0.57	10.20	Boyer	206.50	206.50
432	432	1.24	43.60	Boyer	3	9.05
223.80	223.80		5.70	Boyer	325	
50.60	51.40	0.99	6	Crown Corp PF Co	291.20	
1192	1175	7.42	30	Draper Dent	408.30	412.60
738	738		1.38	Draper Dent	195	126.50
406	402.50	0.61	16.50	Deutsche Bank	289.70	295
500	503	0.02	39.34	Deutsche Bank	182.80	184.90
530	530		20.76	Dresdner Bank	62.50	62.50
1236	1236	0.28	44	Dy Punt Mortuary F.	601	615
138.30	137	1.19	30	Eastman Kodak	505	517
645	644	0.11	9	Eastman Kodak	3.18	2.58
497	497		30.20	Eastman Kodak	30.20	30.20
290	297.0	0.26	22	Eastman Kodak	242.50	250.10
163	167	2.45	36	Eastman Kodak	180.20	181
252	252		17.25	Eastman Kodak	186.70	187
530	530	0.16	530	Eastman Kodak	530	530
420	432	2.85	5	Eastman Kodak	24.65	24.20
265.40	277.60	3.61	1.20	General C.A.	596	608
565	579	2.67	4.34	General Motors	336	338
182	182		470	General Motors	470	470
150	150	0.27	2.60	General Motors	43.65	44.45
443.50	453.40	2.28	8.70	General Motors	42.50	43.25
149.20	149.20			HANSON PLC BEGT	23.10	25.65
32	32	0.17	17	Hanway Gold	49.70	49.40
30	30	2.50	25	Head	50.75	50.65

+0,83	22	Hochst	135,90	243,30	+1,88	32,13
-14,79	1	IBM s.a.	600	617	+2,12	1,61
-0,16	28	LCI s.a.	62,70	71,70	+6,34	1,03
+3,91	16	Los Yoland	250	253	+1,20	0,62
+0,15	6	Mazda s.a.	97,50	97,50	+0,00	0,24
+0,15	10	Mc Donald's	258,00	260,40	+2,1	0,33
-0,29	5	Merck and Co	548	557	+2,57	1,78
+1,90	12	Mitsubishi Corp	55,20	55,60	+0,36	0,16
+0,10	3	Mintel Corporation	723	723	-	0,94
+0,15	1	Monsie	295	295	-	1,59
+4,65	45,50	Nippon S.A. Women	6190	6360	+1,13	7,00
		Nipps, Macfarlane s.a.	59,60	59,50	-0,16	0,62
		Nokia s.a.	336	342	+1,78	1,38
		Nordic Nylon s.a.	200	205	+2,50	1,66
		Petrarca s.a.	1970	2007	+1,87	65,45
		Philip Morris	745	745	-	2,81
		Philips N.V.	245	250	+2,04	3,44
		Placer Dome Inc.	134,40	134,40	+0,00	0,29
		Procter/Gamble s.a.	701	705	+0,57	1,18
		Quintiles	302	302	-	10,07
		Ranbaxy Inc.	29,95	29,95	-0,00	0,10
		Shiue Food Buyer s.a.	418	418,00	+0,00	1,51
		Royal Dutch	1001	1009	+0,79	9,73
		R.T.Z.	84,20	87,00	+3,40	0,88
		Saga Enterprises	164	163	-0,60	0,00
		Placer Dome Inc.	17,40	17,40	+0,00	0,00
		Schlumberger s.a.	581	579	-0,34	2,15
+3,27	4,12	Schuitzen Micro	380,90	398,40	+4,59	1,18
+1,65	1	Sis Transport s.a.	96,50	97,50	+1,03	0,15
-2,50	86,2	Sonoco	227	205,50	-2,14	2,79
+1,95	1,85	Stantonian Bank s.a.	400,30	400,80	+0,12	0,09
+0,15	1,21	Steele	74,50	75	+0,67	0,17
+0,08	0,25	Telefonica s.a.	131	131,20	+0,15	0,05
+0,67	1,57	Toshiba s.a.	33,35	33,30	-0,14	0,20
+0,07	2,06	Union Carbide	109,90	109,90	+0,00	0,06
+1,85	0,87	United Technol. s.a.	375	376,20	+0,32	0,06
+1,98	34,59	Vail Reeds s.a.	451,60	454	+0,53	11,47
+0,35	1,30	Volkswagen A.G.	2720	2725	+0,18	14,86
		Wendell	140	140	+0,00	0,26
		Western Deep	240	263,40	+9,72	3,72
		Yamamoto s.a.	115,40	118,70	+2,85	0,35
+1,50	28,32	Zambia Copper	16,60	16,40	-1,20	0,00

+1,62	0,62	United Technol. s.a.	375	376,20	+0,32	0,06
+1,28	4,95	Vail Reeds s.a.	451,60	454	+0,53	11,47
+3,33	3,34	Volkswagen A.G.	2720	2725	+0,18	14,86
+0,27	0,64	Wendell	140	140	+0,00	0,26
+2,90	2,70	Western Deep	240	263,40	+9,72	3,72
+3,78	1,80	Yamamoto s.a.	115,40	118,70	+2,85	0,35
-6,28	0,10	Zambia Copper	16,60	16,40	-1,20	0,00

+0,45	0,15	United Technol. s.a.	375	376,20	+0,32	0,06
+0,59	0,54	Vail Reeds s.a.	451,60	454	+0,53	11,47
+1,29	1,29	Volkswagen A.G.	2720	2725	+0,18	14,86
-0,37	0,30	Wendell	140	140	+0,00	0,26
-2,23	0,21	Western Deep	240	263,40	+9,72	3,72
+1,84	2,43	Yamamoto s.a.	115,40	118,70	+2,85	0,35
-0,29	2,24	Zambia Copper	16,60	16,40	-1,20	0,00

+3,19	14,31	United Technol. s.a.	375	376,20	+0,32	0,06
+1,05	0,09	Vail Reeds s.a.	451,60	454	+0,53	11,47
+1,76	0,40	Volkswagen A.G.	2720	2725	+0,18	14,86
-1,18	0,20	Wendell	140	140	+0,00	0,26
-0,19	0,21	Western Deep	240	263,40	+9,72	3,72

+0,45	0,
-------	----

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
MARDI 25 FÉVRIER

OBLIGATIONS

	du nom.	du coupon	
BFCE 9% 91-02		2,960	OAT 8500 Tr 92
CEPMIE 8,5% 88-97CA	101,59	2,960	OAT 88-91 Tr 92
CEPMIE 9% 89-98 CA	111,95	2,959	OAT 82-87 Tr 92
CEPMIE 9% 92-06 T52R		3,164	OAT 82-85 Tr 92
CEPMIE 9% 92-06 CA	107,46	3,164	OAT 82-85 Tr 92
CFP 9,0% 92-05 Tr 92	121,68	3,045	SMCF 81-85 Tr 92
CFP 10% 88-04 CA	169,50	3,554	Lyon-Eaux 6,5%
CFP 9% 89-97 CA	103,05	3,046	
CFP 10% 92-09-01 CA	126,34	3,025	
CFP 8,5% 90-03 CA	120,92	2,975	
CFP 10% 93-09 CA	104,92	3,066	
CNA 9% 49-57		3,397	
CRH 8,5% 92-04-03		2,991	
CRH 5,5% 89-87-88		3,364	
EDF 8,5% 88-05-89	113,60	3,000	
EDF 8,4% 92-04-04	123,95	3,000	
Emp. EDF 6,8% 91-97	101,02	2,732	
Financier 99-01-06	125,30		

[illegible]

1	France	1,262	1,000	Tatler
2	France L.A.D.	1,000	1,000	Editor
3	France S.A.	1,370	1,350	Vicat
4	From Paul-Renard	250	200	Caves Requisition
5	Gesellschaft	1,098	1,098	Editor
6	G.T.J. Transport	205	201	Financ
7	Immobilien	102	103	Galliard (M.)
8	Immobilien	640	660	Gladstein-Larriere
9	Location Inter	258	258	Gladstein-Larriere
10	Lucif	60	60	Gladstein-Larriere
11	Monopole	210	210	Hotel Lutetia
12	Matel Deploye	600	450	Hotel Lutetia
13	Mors	910	950	Hotel Lutetia
14	Navigation (M.)	85,30	89	Hotel Lutetia
15	Oceano	310	310	Lloyd Continental
16	Polystyrene	228	228	Loyd Continental
17	Polystyrene	1,040	1,040	Machines Rul
18	Performance	288	284	Mag. Lyon (C.)
19	Paris Orleans	2,600	2,500	Machinisme France
20	Pipes Heideck	1,720	1,720	Monney (C.)
21	Protonides (C.)	1,365	1,365	M.R.M. (C.)
22	PSB Industries	329	321	Navigation Miro
23	PSB Inter	351	313	Paris (C.) (M.)
24	Saint	81	81	Pechiney CIP
25	Saint du Midi	607	607	Pechiney Ind
26	S.P.H.	206	230	Polif
27	Sofal	429	429	Polif
28	Sofra	429	429	Samet (L.)

1950	1950	ACTIONS		Cours	Derniers
290	290	ÉTRANGÈRES		précéd.	cours
490	490				
1750	1750	Bayer-Werke Bank	200	200	200
2500	2500	Continental AG.	100	100	100
322	322	Fiat Ford	16,10	16,10	16,10
1643	1600	Cevant.	336,30	336	336
* 1275	1275	Gold Fields South	140	140	140
* 189	189	Imperial	24,10	24,10	24,10
* 1950	1950	Montecatini	10,05	10,05	10,05
222,10	222,10	Olympique Optical	43,60	43,60	43,60
543	543	Pharmacia	46,60	46,60	46,60
* 535	535	Rodolphe N.V.	180,30	180,30	180,30
* 310	310	Rotterdam	492,70	492,70	492,70
* 8700	8700	Sena Group Plc	124,50	124,50	124,50
* 18	18	Schlag SA	3500	3500	3500
50	49				
* 147	147				
71	71				
2600	2600				
1920	195				
* 90	90				
* 139	139				
261	253,30				
113,80	100				
490	492				
730	730				
813	813				

ABRÉVIATIONS	
B	= Boursien; L = Lille; Ly = Lyon; M = Maritime;
N	= Nord; S = Nantes.

SYMBOLES	
1 ou 2	= catégories de cotation - sans indication
catégorie 3	= coupon détaché; d = droit de suite;
a = offert; d = demandé; f = offre réduite;	
d = demandé; f = contre d'animation.	

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30
MARDI 25 FÉVRIER

VALEURS

	precast	casts	
Acial (ns)	40,90	49,50	CA/ME & V&A
AFE	418	491	CA/Moribarr
Alga	230	329	CA/du Nord
Albort SA (ns)	115	325	CA/Ore C&D
Alcan (ns)	2620	804	CA/Or
Malmagnes P.Gest	2005	2005	Dorval
Asystem	458	458	Devor&L
Baque Picardie (LD)	660	660	Adcon Serv.
Baque T&M&C&B (B)	267	267 (B)	Adcon Serv.
B&B	170	163	Adcon Serv.
B&C&C&C	750	750	Exp&C
B&M P	68	68	F&C&C
B&N (L)	690	690	F&C&C
B&N (L)	350	350 (B)	F&C&C
B&N (L)	340	340	F&C&C
Cardif SA	647	645	Francis

• 191	320	CD 2000	1110	21
• 192	320	CD 2000	1110	21
• 193	320	CD 2000	1110	21
• 194	320	CD 2000	1110	21
• 195	320	CD 2000	1110	21
• 196	320	CD 2000	1110	21
• 197	320	CD 2000	1110	21
• 198	320	CD 2000	1110	21
• 199	320	CD 2000	1110	21
• 200	320	CD 2000	1110	21
• 201	320	CD 2000	1110	21
• 202	320	CD 2000	1110	21
• 203	320	CD 2000	1110	21
• 204	320	CD 2000	1110	21
• 205	320	CD 2000	1110	21
• 206	320	CD 2000	1110	21
• 207	320	CD 2000	1110	21
• 208	320	CD 2000	1110	21
• 209	320	CD 2000	1110	21
• 210	320	CD 2000	1110	21
• 211	320	CD 2000	1110	21
• 212	320	CD 2000	1110	21
• 213	320	CD 2000	1110	21
• 214	320	CD 2000	1110	21
• 215	320	CD 2000	1110	21
• 216	320	CD 2000	1110	21
• 217	320	CD 2000	1110	21
• 218	320	CD 2000	1110	21
• 219	320	CD 2000	1110	21
• 220	320	CD 2000	1110	21
• 221	320	CD 2000	1110	21
• 222	320	CD 2000	1110	21
• 223	320	CD 2000	1110	21
• 224	320	CD 2000	1110	21
• 225	320	CD 2000	1110	21
• 226	320	CD 2000	1110	21
• 227	320	CD 2000	1110	21
• 228	320	CD 2000	1110	21
• 229	320	CD 2000	1110	21
• 230	320	CD 2000	1110	21
• 231	320	CD 2000	1110	21
• 232	320	CD 2000	1110	21
• 233	320	CD 2000	1110	21
• 234	320	CD 2000	1110	21
• 235	320	CD 2000	1110	21
• 236	320	CD 2000	1110	21
• 237	320	CD 2000	1110	21
• 238	320	CD 2000	1110	21
• 239	320	CD 2000	1110	21
• 240	320	CD 2000	1110	21
• 241	320	CD 2000	1110	21
• 242	320	CD 2000	1110	21
• 243	320	CD 2000	1110	21
• 244	320	CD 2000	1110	21
• 245	320	CD 2000	1110	21
• 246	320	CD 2000	1110	21
• 247	320	CD 2000	1110	21
• 248	320	CD 2000	1110	21
• 249	320	CD 2000	1110	21
• 250	320	CD 2000	1110	21
• 251	320	CD 2000	1110	21
• 252	320	CD 2000	1110	21
• 253	320	CD 2000	1110	21
• 254	320	CD 2000	1110	21
• 255	320	CD 2000	1110	21
• 256	320	CD 2000	1110	21
• 257	320	CD 2000	1110	21
• 258	320	CD 2000	1110	21
• 259	320	CD 2000	1110	21
• 260	320	CD 2000	1110	21
• 261	320	CD 2000	1110	21
• 262	320	CD 2000	1110	21
• 263	320	CD 2000	1110	21
• 264	320	CD 2000	1110	21
• 265	320	CD 2000	1110	21
• 266	320	CD 2000	1110	21
• 267	320	CD 2000	1110	21
• 268	320	CD 2000	1110	21
• 269	320	CD 2000	1110	21
• 270	320	CD 2000	1110	21
• 271	320	CD 2000	1110	21
• 272	320	CD 2000	1110	21
• 273	320	CD 2000	1110	21
• 274	320	CD 2000	1110	21
• 275	320	CD 2000	1110	21
• 276	320	CD 2000	1110	21
• 277	320	CD 2000	1110	21
• 278	320	CD 2000	1110	21
• 279	320	CD 2000	1110	21
• 280	320	CD 2000	1110	21
• 281	320	CD 2000	1110	21
• 282	320	CD 2000	1110	21
• 283	320	CD 2000	1110	21
• 284	320	CD 2000	1110	21
• 285	320	CD 2000	1110	21
• 286	320	CD 2000	1110	21
• 287	320	CD 2000	1110	21
• 288	320	CD 2000	1110	21
• 289	320	CD 2000	1110	21
• 290	320	CD 2000	1110	21
• 291	320	CD 2000	1110	21
• 292	320	CD 2000	1110	21
• 293	320	CD 2000	1110	21
• 294	320	CD 2000	1110	21
• 295	320	CD 2000	1110	21
• 296	320	CD 2000	1110	21
• 297	320	CD 2000	1110	21
• 298	320	CD 2000	1110	21
• 299	320	CD 2000	1110	21
• 300	320	CD 2000	1110	21

33	P.Y.W.	0	15	90
34	Pauli Boy	0	19	90
35	Phylo-Liane	0	415	429
36	Phylo-Liane	0	415	429
37	Phylo-Liane	0	415	429
38	Phylo-Liane	0	415	429
39	Phylo-Liane	0	415	429
40	Phylo-Liane	0	415	429
41	Phylo-Liane	0	415	429
42	Phylo-Liane	0	415	429
43	Phylo-Liane	0	415	429
44	Phylo-Liane	0	415	429
45	Phylo-Liane	0	415	429
46	Phylo-Liane	0	415	429
47	Phylo-Liane	0	415	429
48	Phylo-Liane	0	415	429
49	Phylo-Liane	0	415	429
50	Phylo-Liane	0	415	429
51	Phylo-Liane	0	415	429
52	Phylo-Liane	0	415	429
53	Phylo-Liane	0	415	429
54	Phylo-Liane	0	415	429
55	Phylo-Liane	0	415	429
56	Phylo-Liane	0	415	429
57	Phylo-Liane	0	415	429
58	Phylo-Liane	0	415	429
59	Phylo-Liane	0	415	429
60	Phylo-Liane	0	415	429
61	Phylo-Liane	0	415	429
62	Phylo-Liane	0	415	429
63	Phylo-Liane	0	415	429
64	Phylo-Liane	0	415	429
65	Phylo-Liane	0	415	429
66	Phylo-Liane	0	415	429
67	Phylo-Liane	0	415	429
68	Phylo-Liane	0	415	429
69	Phylo-Liane	0	415	429
70	Phylo-Liane	0	415	429
71	Phylo-Liane	0	415	429
72	Phylo-Liane	0	415	429
73	Phylo-Liane	0	415	429
74	Phylo-Liane	0	415	429
75	Phylo-Liane	0	415	429
76	Phylo-Liane	0	415	429
77	Phylo-Liane	0	415	429
78	Phylo-Liane	0	415	429
79	Phylo-Liane	0	415	429
80	Phylo-Liane	0	415	429
81	Phylo-Liane	0	415	429
82	Phylo-Liane	0	415	429
83	Phylo-Liane	0	415	429
84	Phylo-Liane	0	415	429
85	Phylo-Liane	0	415	429
86	Phylo-Liane	0	415	429
87	Phylo-Liane	0	415	429
88	Phylo-Liane	0	415	429
89	Phylo-Liane	0	415	429
90	Phylo-Liane	0	415	429
91	Phylo-Liane	0	415	429
92	Phylo-Liane	0	415	429
93	Phylo-Liane	0	415	429
94	Phylo-Liane	0	415	429
95	Phylo-Liane	0	415	429
96	Phylo-Liane	0	415	429
97	Phylo-Liane	0	415	429
98	Phylo-Liane	0	415	429
99	Phylo-Liane	0	415	429
100	Phylo-Liane	0	415	429

J MARCHÉ		HORS-COTE	
Cours relevés à 12h30		Une sélection. Cours relevés à 12h30	
RIER		MARDI 25 FÉVRIER	
Cours précédents	Derniers cours	VALEURS	Cours précédents Derniers cours
64,90	64,90	Érédite-Hépin O.....	762 762
283	283,50	« 266 C. G. ».....	7,90 7,90
141	141	Compt. Agric. Occidentale ..	90 90
209	210	Mumm.....	1215 1215
709	710	Sûr le monde du Monde.....	165 165
200	200		
253	255		
16	35,15		
163	160		
175	175		
79,50	79,30		
113,30	101		
68,80	68		
115,0	116		
286	285		
37,40	37,10		
340	338		
5,30	5,10		

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 24 février

VALEURS	Émission Frais incl.	
---------	-------------------------	--

[illegible]

ens CO	7938,46	7899,46	Eur. Trimestrielle D	207,35
	1126,14	1116,57	Eparcort-Sicav D	200,31
	1137,68	1137,68	Glocomp D	12504,09
	1247,83	1250,72	Gloper D	12148,54
			Harcim	2047,46
			Prefoyenne Estr. D	106,39
ED BANQUE POPULAIRE			Fondés Contrants de placements	
	5197,23	5197,23	Eur. Capiramière C	11897,72
	260,42	256,59	Eur. Scapiramière C	1154,77
			Eur. Sempiramière C	12975,28
ESTION			CNCA	
est CD			Amplis	11848,19
lim. D	774,13	751,58	Atout Amérie	1064,37
ferale D.	1020,98	991,24	Atout Asie	104,37
T-PRIMOOTEURS			Atout Austral	738,75
CD., C.D.	2449,34	2443,32	Atout F&B D	695,46
erale C.	309,39	303,35	Costrit	1945,33
sions C.	2404,07	2404,01	D'izet	7010,27
			Bhach	99544,07
			Bearme-Urile	196,61
			Berdyn	2297,56
			Indicia	1579,89
			Klonz.CD	11448,41
			Mono.JD	1177,75
			Obliflor C	542,85
			Oltinrud C	542,85
			Oncation	1982,57
			Revene Vert	1283,54
			Sedat	116,76
			Synchris	2990,20
			Uni Association	119,72
			Uni Panier	414,77
			Uni France	833,02
			Uni Garance D	1877,15
			Uni Garance D	1462,08
			Uni Régions	1780,15
			Univer C	306,91

20.35	Univ. Actors	226.99	215.01		
20.31	Univ. Obligations	233.98	285.57		Avenir Autos
20.30					Créd. Mut. H. & C. F.
20.27					Créd. Mut. Ep. Cntr. T.
20.23					Créd. Mut. Ep. Ind. C.
20.21					Créd. Mut. Ep. Ind.
20.19					Créd. Mut. Ep. Long. T.
20.18					Créd. Mut. Ep. Mob.
20.17					Créd. Mut. Ep. Quatre
20.16					
20.15					
20.14					
20.13					
20.12					
20.11					
20.10					
20.09					
20.08					
20.07					
20.06					
20.05					
20.04					
20.03					
20.02					
20.01					
19.99					
19.98					
19.97					
19.96					
19.95					
19.94					
19.93					
19.92					
19.91					
19.90					
19.89					
19.88					
19.87					
19.86					
19.85					
19.84					
19.83					
19.82					
19.81					
19.80					
19.79					
19.78					
19.77					
19.76					
19.75					
19.74					
19.73					
19.72					
19.71					
19.70					
19.69					
19.68					
19.67					
19.66					
19.65					
19.64					
19.63					
19.62					
19.61					
19.60					
19.59					
19.58					
19.57					
19.56					
19.55					
19.54					
19.53					
19.52					
19.51					
19.50					
19.49					
19.48					
19.47					
19.46					
19.45					
19.44					
19.43					
19.42					
19.41					
19.40					
19.39					
19.38					
19.37					
19.36					
19.35					
19.34					
19.33					
19.32					
19.31					
19.30					
19.29					
19.28					
19.27					
19.26					
19.25					
19.24					
19.23					
19.22					
19.21					
19.20					
19.19					
19.18					
19.17					
19.16					
19.15					
19.14					
19.13					
19.12					
19.11					
19.10					
19.09					
19.08					
19.07					
19.06					
19.05					
19.04					
19.03					
19.02					
19.01					
19.00					
18.99					
18.98					
18.97					
18.96					
18.95					
18.94					
18.93					
18.92					
18.91					
18.90					
18.89					
18.88					
18.87					
18.86					
18.85					
18.84					
18.83					
18.82					
18.81					
18.80					
18.79					
18.78					
18.77					
18.76					
18.75					
18.74					
18.73					
18.72					
18.71					
18.70					
18.69					
18.68					
18.67					
18.66					
18.65					
18.64					
18.63					
18.62					
18.61					
18.60					
18.59					
18.58					
18.57					
18.56					
18.55					
18.54					
18.53					
18.52					
18.51					
18.50					
18.49					
18.48					
18.47					
18.46					
18.45					
18.44					
18.43					
18.42					
18.41					
18.40					
18.39					
18.38					
18.37					
18.36					
18.35					
18.34					
18.33					
18.32					
18.31					
18.30					
18.29					
18.28					
18.27					
18.26					
18.25					
18.24					
18.23					
18.22					
18.21					
18.20					
18.19					
18.18					
18.17					
18.16					
18.15					
18.14					
18.13					
18.12					
18.11					
18.10					
18.09					
18.08					
18.07					
18.06					
18.05					
18.04					
18.03					
18.02					
18.01					
18.00					
17.99					
17.98					
17.97					
17.96					
17.95					
17.94					
17.93					
17.92					
17.91					
17.90					
17.89					
17.88					
17.87					
17.86					
17.85					
17.84					
17.83					
17.82					
17.81					
17.80					
17.79					
17.78					
17.77					
17.76					
17.75					
17.74					
17.73					
17.72					
17.71					
17.70					
17.69					
17.68					
17.67					
17.66					
17.65					
17.64					
17.63					
17.62					
17.61					
17.60					
17.59					
17.58					
17.57					
17.56					
17.55					
17.54					
17.53					
17.52					
17.51					
17.50					
17.49					
17.48					
17.47					
17.46					
17.45					
17.44					
17.43					
17.42					
17.41					
17.40					
17.39					
17.38					
17.37					
17.36					
17.35					
17.34					
17.33					
17.32					
17.31					
17.30					
17.29					
17.28					
17.27					
17.26					
17.25					
17.24					
17.23					
17.22					
17.21					
17.20					
17.19					
17.18					
17.17					
17.16					
17.15					
17.14					
17.13					
17.12					
17.11					
17.10					
17.09					
17.08					
17.07					
17.06					
17.05					
17.04					
17.03					
17.02					
17.01					
17.00					
16.99					
16.98					
16.97					
16.96					
16.95					
16.94					
16.93					
16.92					
16.91					
16.90					
16.89					
16.88					
16.87					
16.86					
16.85					
16.84					
16.83					
16.82					
16.81					
16.80					
16.79					
16.78					
16.77					
16.76					
16.75					
16.74					
16.73					
16.72					
16.71					
16.70					
16.69					
16.68					
16.67					
16.66					
16.65					
16.64					

2305,13	2259,99	Solazize D	2373,25	2367,48
157,80	159,38	Thésora C	977,22	975,54
912,67	912,67	Thésora D	689,50	688,69
120,17	124,74	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE		
22747,56	22747,56	ASSET MANAGEMENT		
269,62	259,64	Accimatrice C	37669,24	37669,24
1488,05	1486,22	Accimatrice D	30678,12	30678,12
1862,95	1862,95	Cidreux D	1087,29	1076,69
1138,81	1117,58	Cidreux E	1077,63	1086,96
		Cadereux D	1078,43	1067,25
		Ciprominateur C	407,69	406,68
		Ciprominateur D	378,24	377,86
		Sogefidex C	816,67	816,67
		Sogefidex D	7198,29	7097,52
		Intermediscion France D	671,68	658,71
		S.C. France export. C	1975,39	1957,19
		S.C. France export. D	1886,29	1849,30
		Sogefiance D	1780,15	1780,15
		Sogefiance F	1587,50	1587,50
		Sogefiance G	310,67	309,74
		Sogiplex C	2140,31	2076,94
		Fonds communs de placements		
		Faver D	1402,06	1412,37
		Sogefiance D	1757,54	1757,54
		Sogefiance Tempo D	1791,50	1767,97
		SYMBOLS		
		◊ cours du jour ◊ cours précédent		
941,31	918,38	TOUTE LA BOURSE EN DIRECT		
917	809,69	3615 LEMONDE		
140,87	137,45			
164,80	160,78			
133,59	130,08			
671,31	641,38			
117,10	116,92			
112,12	111,56			
147,24	147,24			
132,52	135,32			
627,88	618,80			
192,04	187,36			
4431,37	4431,37			

ਸਤਿਗੁਰ ਪ੍ਰਸਾਦਿ

RECHERCHE L'ouverture du marché français des télécommunications à la concurrence sera effective le 1^{er} janvier 1998. Elle remet en cause l'avenir du Centre national

d'études des télécommunications (CNET). EN JUIN 1996, François Fillon, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace, a confié à Didier Lombard, directeur

général des stratégies industrielles, et à Gilles Kahn, directeur scientifique de l'Inria Sophia-Antipolis, une mission d'étude sur la recherche dans ce domaine. LEUR RAPPORT,

qui vient d'être remis au gouvernement, préconise la création d'un réseau national de recherche en télécommunications (RNRT) qui rassemblerait les compétences des

laboratoires. Ce réseau « d'excellence » pourrait rassembler une partie des activités du CNET, du CNRS, des universités, de l'Inria, du CEA et des écoles de télécoms.

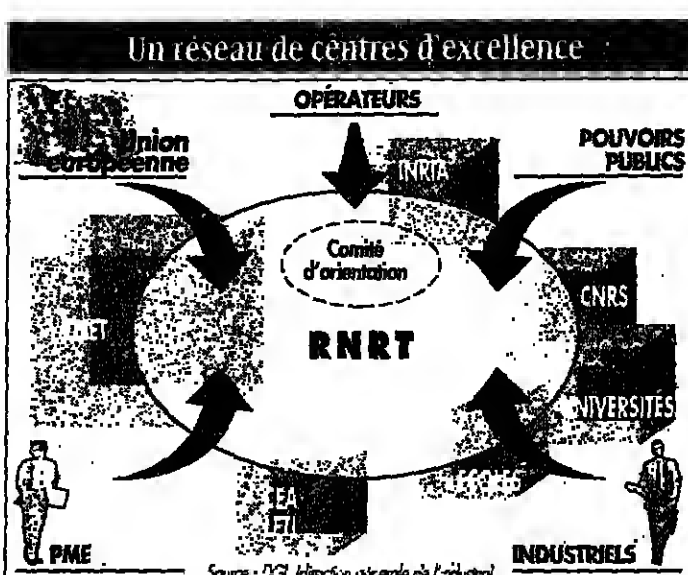
Les chercheurs en télécoms sont invités à fédérer leurs compétences

Pour faire face aux bouleversements engendrés par la libéralisation prochaine du marché, le rapport Lombard préconise que la France, actuellement en pointe dans ce secteur, concentre ses moyens pour rester performante et développer son potentiel

LE RÉSEAU national de recherche en télécommunications (RNRT) pourrait devenir la nouvelle structure chargée de fédérer les « différents pôles de compétences » présents en France dans ce domaine. C'est ce que propose le rapport que Didier Lombard, directeur général des stratégies industrielles, et Gilles Kahn, directeur scientifique de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria) Sophia-Antipolis, ont remis au gouvernement.

Au centre de la nouvelle entité proposée se trouverait le Centre national d'études des télécommunications (CNET), auquel seraient associés environ 2 000 chercheurs du CNRS ainsi que ceux qui travaillent de ce domaine à l'Inria, au CEA/LETI et dans les écoles de la direction de l'enseignement supérieur des télécommunications (DEST). Un comité d'orientation n'aurait représenté l'ensemble de ces acteurs, les industriels et les ministères des télécommunications et de la recherche établirait un programme de recherches en croisant « la dynamique de progrès scientifique avec les besoins technologiques du marché et les impératifs des opérateurs et des industriels ».

Le rapport Lombard, résultat de la mission confiée, le 26 juin 1996, par François Fillon, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace, doit servir de base aux réflexions du gouvernement sur ce sujet stratégique. Et ce au moment même où il est à la fois confronté aux conséquences de la privatisation de France Télécom, prévue pour débuter fin mai, et à l'ouverture, au 1^{er} janvier 1998, du marché français des télécommunications.



Le rapport Lombard préconise la création d'un réseau national de recherche en télécommunications qui fédérerait l'ensemble des compétences françaises en la matière. Un comité d'orientation rassemblant chercheurs, industriels et ministères définirait les thèmes de recherche.

Actuellement, le Centre national d'études des télécommunications (CNET), créé en 1944 et rattaché à France Télécom, emploie près de 4 300 personnes réparties sur neuf sites (60 % des effectifs sont en province). C'est « le troisième centre de recherche du monde et le premier d'Europe ». Ses activités touchent à la fois le logiciel, les interactions humaines, la théorie du signal, l'électromagnétisme, l'optoélectronique (Bagnoux) et la micro-électronique (Grenoble). Le CNET est à l'origine du lancement, en 1981, de la télématique française avec le Minitel et de la conception des réseaux ATM (Asynchronous Transfer Mode), qui

comptent parmi les technologies-clés des autoroutes de l'information.

UNE PLACE DE CHOIX

Pour rester performant, France Télécom souhaite donc orienter le CNET « vers une organisation autour des lignes de produits ». A charge pour l'opérateur de concentrer la recherche « comme une activité devant être directement couplée à la création de valeurs », ce qui pose aussitôt la question de la poursuite d'activités plus fondamentales. La France peut-elle se permettre de les abandonner ou de les laisser décliner ? En analysant en détail le poids du secteur

des télécommunications dans le produit intérieur brut (PIB) des pays développés, le rapport Lombard montre que la France occupe aujourd'hui une place de choix. Mis à part la Suède, elle arrive en tête en part du chiffre d'affaires réalisé par les industriels rapporté au PIB en 1994. Alcatel Télécom occupe la première place mondiale des constructeurs d'équipement, devant les américains Motorola et Lucent Technologies, tandis que France Télécom arrive en quatrième position dans le classement mondial des opérateurs, derrière le japonais NTT, l'américain AT&T et l'allemand Deutsche Telekom.

Reste à mesurer l'importance de la recherche et développement (R&D) dans ce secteur. Elle est primordiale. Le rapport Lombard le souligne et note « une corrélation très forte entre les efforts de R&D en télécommunications consentis par un Etat et la place de ses industriels dans le paysage mondial ». La France réalisait, en 1993, 10,5 % du montant de la R&D en télécommunications des huit principaux pays de l'OCDE, alors que son poids économique n'était que de 7,7 %. De tels efforts expliquent l'avance de la France en matière de numérisation de son réseau téléphonique, qui a atteint les 100 % en 1995 alors que l'Allemagne ne dépassait pas les 65 %.

L'IMPORTANCE DES AIDES DES ETATS La nouvelle donne économique risque, selon le rapport, de conduire « à un modèle de recherche qui s'oriente de plus en plus vers le court-moyen terme et le développement, au détriment de la recherche fondamentale ». Politique qui favoriserait les technologies

logicielles de préférence aux composants. Après avoir étudié les différents modèles d'évolution de la recherche en télécommunications à l'étranger, le rapport Lombard constate l'importance des aides directes des Etats. Il prévient également qu'il « faut une dizaine d'années d'efforts constants

d'importance stratégique pour France Télécom « en totale confidentialité », les thèmes nécessitant une coopération avec d'autres opérateurs, des utilisateurs ou des équipementiers et, enfin, la recherche amont.

Depuis le 21 février, s'est ouverte une phase de discussions

Des contraintes pour les opérateurs

Après le 1^{er} janvier 1998, date de l'ouverture du marché français des télécommunications à la concurrence, les opérateurs pourraient être contraints de consacrer 4 % de leur chiffre d'affaires à la recherche et au développement. Cette obligation existe aujourd'hui dans la licence accordée à France Télécom. En 1996, la règle serait étendue à tous les opérateurs voulant s'implanter en France. L'Etat resterait ainsi fidèle à une stratégie d'aides indirectes qui le distingue des autres pays. En effet, l'Allemagne finance directement 5 % de la recherche et développement (1,6 milliard de francs), les Etats-Unis 9 % (6,3 milliards de francs) et le Japon 7 % (5 milliards de francs). Mais le rapport Lombard incite également le gouvernement à développer ce type de financement grâce à des « apports directs de l'Etat (personnels, investissements) ». Il note que l'Etat japonais, par exemple, n'a pas hésité à pallier la stagnation de la recherche des industriels nippons.

pour créer une équipe de recherche, sur un domaine pointu, et l'amener à la hauteur des meilleurs dans le monde ; il suffit de quelques années, voire de quelques mois, pour qu'une équipe de recherche décroche et disparaisse finalement ».

Forts d'un tel constat, les auteurs énoncent dix propositions traitant de la création du réseau national de recherche en télécommunications (RNRT), du nouveau positionnement du CNET, des projets de recherche et de l'accès des équipementiers à la recherche. Le RNRT se présenterait comme « un réseau de centres d'excellence ». De son côté, le CNET traiterait à la fois les sujets

entre les différents acteurs concernés par le rapport Lombard. Ces échanges pourraient durer environ six semaines. Un délai qui s'ajoute au retard de remise du rapport qui était attendu pour la fin de l'année 1996 au plus tard. Or le temps presse. France Télécom et la direction du CNET, sans doute entraînés par leur volonté d'afficher au plus vite une structure taillée pour affronter la concurrence, multiplient les coupes dans les effectifs du laboratoire. Une attitude peu cohérente avec le rôle que leur attribue le rapport Lombard.

Michel Alberganti

Dix propositions de changement

Le rapport Lombard se conclut par dix propositions pour restructurer la recherche française en télécommunications :

- Création d'un réseau de centre d'excellence, le réseau national de recherche en télécommunications (RNRT) ;
- Définir les recherches du RNRT au sein d'un comité d'orientation ;
- Permettre au RNRT de s'attacher certains chercheurs du CNET ;
- Confirmer le CNET dans son rôle de grand centre de recherche avec trois missions de fonctionnement : propriété pour France Télécom, coopération avec d'autres acteurs, ouverture pour la recherche fondamentale ;
- Financer les travaux du RNRT par des apports directs de l'Etat, des obligations de recherche des opérateurs et des consultations thématiques informelles (CTI) ;
- Poursuivre et renforcer le programme européen ACTS ;
- Promouvoir des grands projets à forts enjeux de société et à importants contenus technologiques ;
- Favoriser les partenariats entre équipementiers et laboratoires du RNRT ;
- Assurer aux PME des télécommunications un accès à la recherche publique ;
- Développer le rôle et les compétences des écoles et de l'Inria dans la recherche appliquée en télécommunications.

« POUR NOUS, c'est fini. Ceux qui pilotaient les filières sont déjà partis », déclare un chercheur du CNET de Bagnoux. La tension monte dans le laboratoire spécialisé en optoélectronique. Dernier motif d'inquiétude en date, la décision de la direction du CNET de « récupérer 500 mètres carrés de bureau, soit 25 % de la surface disponible à Bagnoux, pour y implanter d'autres activités », poursuit-il. Et de rappeler que les effectifs du laboratoire ont perdu 21 personnes sur 120 au cours des derniers mois. Au total, si l'on tient compte des restructurations, ce sont de 28 à 30 postes qui ont été supprimés. Lundi 24 février, le personnel de Bagnoux, qui prend connaissance du contenu du rapport Lombard, ne comprend pas ce qui lui arrive.

« Alors que nous sommes en symbiose parfaite avec le rapport, nous nous faisons avaler par le processus de privatisation », ajoute le

chercheur. Le démantèlement des équipes de recherche semble arrivé à un stade critique, proche du point de non-retour. « Nous pouvons encore réagir en rattrapant certaines personnes qui sont parties, mais, pour cela, il faut nous autoriser à embaucher le plus rapidement possible ». En fait, la direction du CNET semble plutôt chercher à favoriser les départs, en particulier vers les deux domaines désormais stratégiques que sont la téléphonie mobile et les services.

L'optoélectronique n'est pas la seule victime de la réorganisation que la direction de France Télécom mène tambour battant, sans attendre que le gouvernement se prononce sur les propositions du rapport Lombard. A Grenoble, le 24 janvier, 40 personnes ont reçu une « lettre de redéploiement » qui les met en position prioritaire pour obtenir des postes dans les nouvelles activités (services et logi-

ciels) créées sur le site de Meylan. Le syndicat SUD-PTT indique que 18 des personnes concernées utilisant des outils informatiques pour la conception de circuits passeront à la direction des techniques logicielles. Les 22 autres sont impliquées dans les recherches sur le silicium et « certaines ne trouveront pas de poste adapté et se retrouveront dans les moyens logistiques », indique le syndicat.

Ainsi, rien ne semble pouvoir enrayer la restructuration qu'a engagée France Télécom et qui ne semble pas tenir compte de l'existence du rapport Lombard, qui met en garde contre les risques de pertes de savoir-faire, ni de l'échéance des décisions du gouvernement. A Bagnoux, on parle de sabotage et le personnel étudie les moyens d'action pour réagir avant qu'il ne soit trop tard.

M. AL.

Des membres du personnel dénoncent le sabotage du CNET

Les manchots empereurs se protègent du froid en formant la tortue des légions romaines

En dépit du climat polaire, le mâle couve l'œuf pendant trois mois et observe un jeûne de cent vingt jours

APTENODYTES FORSTERI, plus connu sous le nom de manchot empereur, est décidément un drôle d'oiseau. Non content de préférer les courants marins aux courants aériens, il lance chaque année un défi à la nature : être le seul animal à se reproduire durant le rigoureux hiver austral qui sévit sur l'Antarctique. Et pour faciliter encore les choses, la femelle, juste après avoir pondu, part se nourrir en mer, laissant le mâle, seul, couvrir dans le froid pendant près de trois mois. Chez cet oiseau qui ne fait décidément rien comme les autres, il n'y a pas de nid mais une sorte de poche incubatrice intégrée. L'œuf repose sur les pieds du père, dont les orteils sont relevés pour le maintenir contre le ventre douillet de son géniteur qui lui dispense chaleur et plumes protectrices.

En attendant le retour de sa dame, l'empereur se retrouve donc seul sur la banquise, par une température de moins 16° C en moyenne, sans aucun aliment à

portée de bec et quasiment rien à boire, hormis la neige fraîche, assez rare à cette période de l'année. Au total, le jeûne du mâle dure la bagatelle de 115 à 120 jours, ce qui implique de gérer au plus juste ses réserves en graisse et en eau. Une équipe franco-néerlandaise de cinq chercheurs (André Ancel, Yves Handrich, Yvon Le Maho, Dirkjan Masman et Henk Visser) est allée hiverner en terre Adélie pour observer la stratégie que cet oiseau hors du commun a mise en place afin d'économiser son énergie.

En isolant deux groupes de cinq individus chacun - sans œufs - dans des enclos grillagés, ces zoologues ont pu comparer la consommation en lipides, protéines et eau de ces animaux témoins avec celle de manchots en liberté. En cas de blizzard, ces derniers ont recouru à la tactique dite de la « tortue », par analogie avec la stratégie adoptée par les légionnaires romains qui se serraient les uns contre les autres et compo-

saient avec leurs boucliers relevés au-dessus de leur tête une sorte de carapace les protégeant des projectiles ennemis. En terre Adélie, où les vents peuvent atteindre la vitesse de 300 kilomètres-heure, ce qui leur confère un pouvoir de refroidissement extraordinaire, l'union fait la force. En cas de tempête, les manchots empereurs se regroupent ainsi par centaines, voire par milliers.

PLUS DE MÉLÉE

Ces oiseaux d'un mètre de haut pour une trentaine de kilos se recroquevillent jusqu'à ne plus mesurer que 80 centimètres et s'embrassent les uns dans les autres. Dans la tortue, la densité de population atteint dix individus au mètre carré. Seuls les animaux se trouvant à la périphérie de cette énorme mêlée de rugby - avec... beaucoup de ballons puisés de nombreux mâles ont leur œuf entre les pattes - bougent, cherchent à fuir le vent et à rejoindre le centre du « maui ».

L'ensemble se déplace de quelques dizaines de mètres par jour.

Après une semaine de jeûne des manchots, l'équipe de scientifiques a recapturé quelques oiseaux qu'elle avait marqués au début de l'expérience, afin de les examiner de nouveau. « On aurait pu penser que chaque manchot se retrouvait, dans la tortue, à son métabolisme de base, qui est celui d'un animal éveillé, au repos, explique Yvon Le Maho. Or, nous avons observé que le métabolisme était inférieur de 25 % au métabolisme de base, ce qui ne peut s'expliquer que par une baisse de la température interne de 4 à 5 degrés ». Dans la tortue, où la température externe de chaque animal remonte en raison de la promiscuité, le manchot met en route une sorte d'hypométabolisme comparable à celui de la femelle de l'ours blanc, dans l'Arctique, qui met bas durant l'hibernation.

En comparant les niveaux en liberté avec ceux qui se trouvaient en enclos et ne pouvaient donc se

blotir les uns contre les autres pour se protéger du vent, les zoologues ont déterminé avec précision les économies d'énergie qu'induit la formation en tortue. Les manchots libérés avaient perdu 3 kilos de moins que les autres, dont les réserves en graisse étaient presque épuisées.

Or, selon Yvon Le Maho, « l'animal atteignant un point bas dans ses réserves reçoit un signal interne dont on ne connaît pas encore bien le mécanisme, qui lui ordonne d'aller se nourrir. Cela lui indique qu'il lui reste juste assez pour parcourir les 150 kilomètres qui le séparent de la mer. Dans ce cas, le manchot abandonne son œuf au son pous-sin ». La tortue, nécessaire à la reproduction de l'espèce, est considérée comme une des principales clés expliquant l'adaptation au climat polaire de ces oiseaux dont les ancêtres supposés vivaient sous la latitude tempérée de la Nouvelle-Zélande.

Pierre Barthélémy

DÉPÊCHES

■ **Océanographie** : des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT) ont décidé de chasser le calmar géant (*Architeuthis*) dans les mers qui bordent la Nouvelle-Zélande. L'existence de cet animal quasi mythique, dépassant la dizaine de mètres de long, a été prouvée par les cicatrices que portent les chalots, qui en sont friands, et par les restes d'individus qui se sont échoués. Mais il n'a jamais pu être observé en milieu naturel. Pour ce faire, les chercheurs du MIT, dirigés par James Bellingham, vont utiliser un petit sous-marin qui sillonnera le canyon de Kaikoura.

■ **Informatique** : la modification des dates dans les ordinateurs du Pentagone en prévision du passage à l'an 2000 coûtera près de 1 milliard de dollars, estime un rapport du secrétariat d'Etat. Les 7 300 systèmes informatiques ont été programmés pour lire des dates à deux chiffres et risquent de ne pas comprendre comment passer de « 99 » à « 00 ». Ce problème touche aussi bien l'intendance (facturations, inventaires) que la capacité de gestion par le Pentagone des forces armées américaines. - (APR)

Björn Daehlie offre à la Norvège sa première médaille d'or des championnats du monde

Vainqueur du 10 km classique en ski nordique, il a enthousiasmé le public

La Norvège a conquis sa première médaille d'or, lundi 24 février, aux championnats du monde de ski nordique grâce à Björn Daehlie, vainqueur du

10 km classique. Le quintuple champion olympique récolte ainsi le huitième titre mondial de sa carrière. Dans le 10 km libre poursuite dames,

la photo a été nécessaire pour départager Elena Välbe et Stefania Belmondo. La Russe a devancé l'Italienne de cinq millièmes de seconde.

TRONDHEIM (Norvège)
de notre envoyé spécial

Björn Daehlie a moyennement apprécié sa médaille d'argent du 30 km libre, vendredi 21 février. Mais le quintuple champion olympique et septuple champion du monde norvégien de vingt-neuf ans est trop réputé pour la minute de sa préparation et sa manie de l'organisation pour ne pas avoir procédé à l'analyse de cette défaite relative. Le vainqueur Alexei Prokhorov, treize-trois ans, champion olympique de la spécialité en 1988, a fait l'impasse sur la plupart des épreuves de Coupe du monde pour effectuer une préparation spécifique d'un mois aux Moodiaux. Dès lundi 24 février, Björn a évacué sa déception en remportant le 10 km classique : sa distance fétiche.

Il a démarré sa course à pleine puissance, meoant à tous les passages intermédiaires pour se jeter dans une cabriolet sur la ligne d'arrivée, reléguant le second - encore Prokhorov - à près de 28 secondes. « Aujourd'hui, c'était un extrovertiste », ont déclaré le Russe et Myka Myllylä, le Finlandais médaillé de bronze. « Il est parti comme un sauvage, comme à son habitude », a déclaré Vincent Vittoz. Comme le public norvégien pendant longtemps,

Vincent a de Daehlie (1,84 m pour 76 kg) l'image peu avenante d'une « bête de course ». Le Norvégien a déjà parcouru 10 000 km à ski pour son entraînement précédant les Moodiaux : seulement 2 000 de moins que Prokhorov, mais sans compter les footings et autres détails.

« Je suis encore trop jeune pour pouvoir digérer de telles doses », dit Vincent Vittoz, toutes ces heures, il doit être obligé de s'entraîner aussi la nuit. » Daehlie ajoute parfois à son abrutissante capacité de travail l'attitude onctueuse d'un premier de la classe. « Le roi Harald qui connaît bien la tactique du ski de fond m'a dit qu'il était très satisfait de ma course », a-t-il déclaré, interrogé sur la nature de son entretien d'après victoire.

SA VINGTIÈME MÉDAILLE

Björn Daehlie n'est pourtant pas à cheval sur les bonnes manières. « Il a une démarche professionnelle, explique un proche. Tout fonctionne bien tant qu'on respecte le planning et les périodes de récupération qu'il s'est fixées. Mais lorsqu'on dépasse le rythme du temps qu'il a prévu de consacrer, il est capable de vous obéir comme un milieu d'une phrase. » Le champion tient même

conseil avec ses techniciens en effectuant ses étirements. C'est sans doute cette rigueur un peu rustre qui lui a valu, lundi, sa vingtième médaille, Jeux olympiques et championnats du monde confondus. Sans compter les victoires en Coupe du monde.

L'homme a tout de même ses faiblesses. Il ne refuse jamais un verre de bon bordeaux, même la veille d'une course. Paradoxalement, il est d'un naturel distrait. Au point d'oublier parfois ses chaussures de ski, ce qui oblige Francis Repellin, son responsable technique chez Salomon, à en trainer partout une paire de rechange. En été, même si Daehlie s'entraîne encore, la date du coup d'envoi de la Coupe du monde le soucie moins que l'heure de l'ouverture de la chasse. Le gibier l'intéresse peu. Le chevreu toujours en bataille, il vit ses escapades de plusieurs jours, sac au dos et fusil à la main, comme un retour aux sources. Parfois, il les partage avec ses coéquipiers. Cette saison, l'équipe nationale norvégienne a modifié ses dates de stage pour accommoder cette tradition.

Individualiste, il s'entraîne hors des rassemblements nationaux avec Thomas Alsgaard, son voisin qui lui avait ravi l'or olympique dont il rêvait tant sur 30 km libre à Lillehammer. Mais le roux au teint de lait pose à côté du brun ténébreux pour l'équipe nationale sans se faire prier. Peu lui importe, les Jeux olympiques d'Albertville et de Lillehammer l'ont élevé au rang de star nationale. Il en a profité pour affirmer un sens prononcé des affaires. Un employé organise son agenda autour des séances d'entraînement et des stages.

En Norvège, on voit Björn Daeh-

Patricia Jolly

Podiums

● 10 km classique messieurs. Le Norvégien Björn Daehlie est devenu champion du monde du 10 km classique en 23 min 41 s 8, lundi 24 février. Le quintuple champion olympique (15 km poursuite, relais et 50 km libre en 1992, 10 km classique et 15 km classique en 1994) et triple vainqueur de la Coupe du monde (1992, 1993 et 1996) a devancé le Russe Alexei Prokhorov (de 27 s 9) et le Finlandais Mika Myllylä (de 32 s 4). Les Français Vincent Vittoz et Hervé Bolland se sont respectivement classés 28^e et 62^e.

● 10 km libre poursuite dames. La Russe Elena Välbe, âgée de

vingt-huit ans, a remporté le titre mondial du 10 km libre poursuite, lundi 24 février. Elle s'est imposée au sprint face à l'Italienne Stefania Belmondo, vingt-huit ans. Fait rarissime dans une épreuve de ski de fond, les deux sœurs ont été départagées par la photo pour quatre centimètres. La Russe Nina Gavriluk, treize et six ans, s'est classée troisième. La Française Sophie Villeneuve est 21^e. C'est la troisième médaille de ce mondial 1997 en trois épreuves disputées pour Elena Välbe déjà vainqueur du 15 km libre, vendredi 21 février, et deuxième du 5 km classique, dimanche 23 février.

Johan Neeskens est de retour aux Pays-Bas

L'ancien joueur de l'Ajax, devenu assistant de l'entraîneur national, prépare son équipe avant la rencontre avec la France

NOORDWIJK (Pays-Bas)

de notre envoyé spécial
Le vent balait les vagues grises de la mer du Nord et l'immense plage de Noordwijk. C'est ici, à une quarantaine de kilomètres d'Amsterdam, que les internationaux hollandais ont pris l'habitude de se rassembler dans un hôtel proustien faisant face à la mer. Sourires aux lèvres, les vedettes de la maison d'Orange préparent le match amical contre l'équipe de France dans la décontraction.

« L'ambiance au sein de la sélection est vraiment excellente depuis quelque temps », lance Frank de Boer, l'un des piliers de l'équipe, comme pour effacer les problèmes ayant éclaté au grand jour lors du dernier championnat d'Europe des nations disputé en Angleterre il y a huit mois. A l'époque, la sélection dirigée par Guus Hiddink avait fait la une des journaux, non pas pour ses performances sportives, plutôt décevantes, mais en raison de conflits internes entre joueurs.

Des prises de bec virevoltantes qui avaient finalement abouti au renvoi pur et simple d'Edgar Davids. Ce dernier s'était insurgé contre l'attitude jugée, selon lui, discriminatoire et dictatoriale de certains joueurs comme Danny Blind et Frank de Boer. L'ancien milieu de terrain de l'Ajax, aujourd'hui au Milan AC, s'était également plaint des choix du sélectionneur. L'affaire, avec ses relents de racisme, avait fait grand bruit à l'époque. Aujourd'hui, tout semble oublié, d'autant plus facilement qu'Edgar Davids n'a plus remis les pieds en sélection depuis son renvoi d'Angleterre et que le vétéran Blind a pris sa retraite internationale.

Huit mois après leur élimination en quart de finale de l'Euro par les Bleus d'Alain Jacquet à l'issue d'une épineuse séance de tirs au but, les Hollandais s'apprêtent donc à retrouver une équipe de France qui ne leur a pas réussi depuis longtemps. Il faut remonter au 25 mars 1981 pour retrouver une victoire Orange sur la France. Depuis, les deux sélections se sont rencontrées à cinq reprises, la France l'emportant trois fois et réussissant deux résultats nuls. « Notre élimination à l'Euro a en fait constitué un défi solitaire. Guus Hiddink, qui se sen-

tail un peu prisonnier d'un système de jeu imposé par l'Ajax, s'est libéré de ce carcan. Il a abandonné le système à trois attaquants cher à l'Ajax pour imposer un classique 4-4-2 qui colle mieux aux possibilités de cette sélection. Celui qui parle s'appelle Johan Neeskens.

L'ENTHOUSIASME INTACT

Ancien joueur du grand Ajax des années 70, coéquipier modèle de Johan Cruyff, Johan Neeskens est, depuis le 5 octobre 1996, l'assistant de Hiddink. Les cheveux plus courts qu'à la grande époque mais l'enthousiasme toujours intact, après 49 sélections, il est de retour dans son pays natal après vingt-deux ans passés à l'étranger. « J'ai arrêté ma carrière en 1974. Puis j'ai entraîné plusieurs clubs en Suisse et en Allemagne. Lorsque Hiddink m'a téléphoné pour devenir son assistant, j'ai été surpris mais flatté. Je suis là pour l'aider, pour développer la formation des jeunes et pour piocher des idées à travers l'Europe que je parcours régulièrement ».

Depuis son arrivée au sein de la sélection, Neeskens a eu le plaisir d'observer les progrès effectués par l'équipe hollandaise depuis l'Euro. Avec les mêmes joueurs qu'en Angleterre, mais pratiquant un système de jeu plus cohérent, les Hollandais ont retrouvé le chemin du succès. Le 14 février, à l'occasion d'un Belgique-Pays-Bas comptant pour les éliminatoires de la prochaine Coupe du monde, les joueurs de Hiddink s'étaient imposés 3-0 à Bruxelles (buts de Dennis Bergkamp, Clarence Seedorf et Wim Jonk), développant un jeu assez impressionnant.

Auparavant, ils avaient battu à deux reprises le pays de Galles. « Avec deux attaquants au lieu de trois et un reposément général, l'équipe joue beaucoup mieux qu'il y a quelques mois. Et j'ai un pressentiment : tous les dix ans, la sélection hollandaise brille sur la scène internationale. En 1978, nous étions finalistes lors de la Coupe du monde en Argentine. En 1988, nous avons remporté l'Euro en Allemagne. Je pense que 1998 peut nous apporter beaucoup de bonheur », lance Neeskens en souriant. Et lorsqu'on lui a demandé de comparer le football hollandais actuel avec celui de la grande époque, la sienne, il répond lucidement : « Toute comparaison est impossible. Aujourd'hui, le jeu est beaucoup plus rapide et les espaces plus réduits ».

Alain Constant

La Fédération française d'haltérophilie soumise à un redressement judiciaire

UNE PROCÉDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE de la Fédération française d'haltérophilie va être entamée cette semaine auprès du tribunal de grande instance d'Evry (Essonne). Depuis octobre 1996, la fédération est privée des subventions accordées par le ministère de la jeunesse et des sports, qui réclame des comptes « créditables ». « Leur position n'est pas de le mériter », le non-versement des subventions 1995 et 1996 nous a placés devant nos responsabilités », a déclaré Bernard Garcia, le nouveau président de la fédération, qui a succédé à Henri Laguerre en novembre 1996. Un épisode de plus dans le litige qui oppose les deux parties. En février 1996, le ministère avait placé la fédération sous tutelle et avait annoncé, en décembre, de nouvelles élections. M. Garcia avait été élu avant que les nouveaux statuts de la fédération soient adoptés.

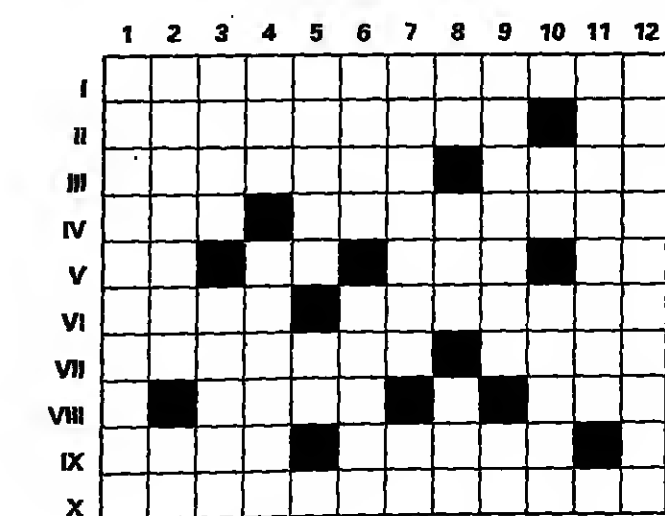
DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL** : Sonny Anderson a prolongé son contrat à Monaco jusqu'en 2001, révèle L'Equipe du mardi 25 février. Le nouveau contrat de quatre ans du Brésilien - les deux encore à court, plus deux années supplémentaires - permettrait de revoir les conditions d'Anderson à la hausse, pour le mettre hors de portée des offres éventuelles pouvant venir d'Italie ou d'Espagne ou de France. Anderson avait été approché par le PSG.

■ **PATINAGE ARTISTIQUE** : Eric Millot et Snrya Bonaly contestent leur non-sélection pour les championnats du monde qui auront lieu à Lausanne du 15 au 23 mars. Les deux patineurs, qui avaient tous les deux été blessés, estiment que l'épreuve de sélection à laquelle ils se sont soumis, jeudi 20 février, n'a pas été organisée dans les règles et dénoncent « une manipulation ». En individuel, la sélection rassemble Lactitia Hubert, Vanessa Gusmeroli, Philippe Candeloro et le jeune Laureot Tobel.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97032 3615 LEMONDE, topaz SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Tire d'abord et regarde après. - 11. Impossible de vivre dans cette condition. Fera-t-il un jour une grande rivière ? - 13. Bout de boue. Quel que soit le détour, sa route est grisante. - 14. Met en mouvement. Libère le mineur. - 15. Salut retourné. La voiture du Général. Se mesure en heures. Entrent en transe. - 16. Ressemble à un 5 chez le maçon. Terre d'espoirs pour les esclaves. - 17. Tombait comme un lourd manteau.

A fait des ravages. - 18. Ils sont partout, à la mer, à la maison et même à l'église. Une fois de plus. - 19. Station du Morbihan. Fouille bien au fond. - 20. Des basses qui provoquent des augmentations.

VERTICALEMENT

1. Un titre supplémentaire pour les participants du Vendée Globe qui rentrent aux Sables. - 2. Impossible d'agir dans cette situation. Possessif. - 3. Sa richesse s'exprime à la fin. Comprendre et vivre de sa

plume. - 4. Une rivière en Russie, un oncle en Amérique. Comme un crédit libéré. - 5. Sorties du rang. Met en situation. - 6. Dit en saluant. Fini par endormir. - 7. De la pomme de terre alambiquée. Qui sous la Loire. - 8. En teou pour la pose. Agréable s'il est retourné. Titulotoluène, ce plus simple. - 9. Difficile d'en sortir lorsqu'ils sont vicieux. Forme d'avoir. - 10. Répété en glouissant. Avance à reculons. - 11. Fait surface sous le choc. - 12. Espèces qui s'opposent à tout ce qui est nature.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97031

HORIZONTALEMENT

1. Capucine-congé. - 11. Avoine. Grog. - 13. Née. Ivette. - 14. Tête-vin. Etal. - 15. Otre. Ici. Li. - 16. Nés. Ravallait. - 17. Nuées. Ris. Ea. - 18. Ir. Tiran. Unl. - 19. Butin. Anaz. - 20. Radiesthésie.

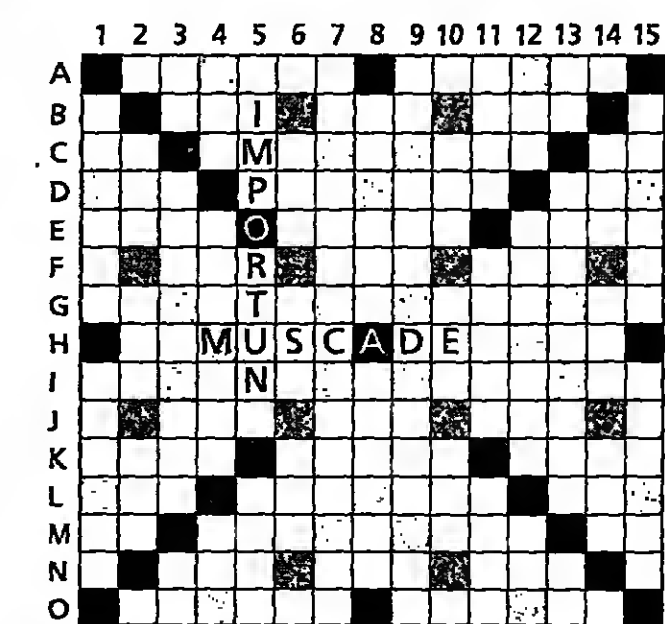
VERTICALEMENT

1. Cantonnier. - 2. Aviateur. - 3. Poésiste. BD. - 4. Si. Et. Eul. - 5. Université. - 6. Lévi. Ris. - 7. Enlirant. - 8. CCT. Caïn. - 9. Orlé. Ae. - 10. Niet. Uns. - 11. Ge. Allé. nal. - 12. Egalité.

SCRABBLE

PROBLÈME N° 6

Le troisième mot



Le tirage a été : A C E I N T V.
1. Trouvez et placez un mot de sept lettres.
2. Trouvez quatre mots de huit lettres en utilisant quatre lettres différentes de l'un ou l'autre des deux mots placés sur la grille.

Préparation de la grille du problème de la semaine prochaine.
Premier tirage : A B C E L O V. Trouvez un sept-lettre.
Deuxième tirage : O F N O P K U. En utilisant deux lettres du tirage précédent, trouvez deux huit-lettres équivalents en points.
(Solution dans Le Monde du 5 mars.)

Solution du problème du 19 février. Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) PORTAIL, 11 D, 79, faisant VIOLENTA.
b) PROFILAT, O 5, 76 - TORPILLA, E 3, 70 - PARLOTAI, conversai vainement (V.), F 2, 68 - TROPICAL, 13, 70 - POLTRAIT, 5 E, 90, ou l'anagramme POITRAIL - ALTPORT, 10 F, 68.
c) MUSCADE.
d) IMPORTUN, ORPIMENT, sulfure naturel d'arsenic.

Michel Charlemagne

051 7 11 49

Michelin, le silence des étoiles

Hôteliers et restaurateurs sont dans l'attente fébrile du fameux guide

CONFIDENTIEL défense. On croit savoir que le Michelin France 1997 sera présenté à la presse lundi 3 mars au petit matin. Il pourrait être mis en vente à partir du mercredi 5. On le dit actuellement en cours de façonnage dans un pays dont le nom est fermement tenu secret. La photocomposition aurait été menée à bien dans les ateliers de l'imprimerie Mame, à Tours, dès le mois d'octobre. Mais rien de rien sur les attendus des hommes de l'ombre qui, depuis un an, quadrillent le territoire et ont rédigé les bons et moins bons rapports sur le point d'offrir la gloire aux uns, des larmes aux autres.

Cette dramaturgie du secret ne procède pas seulement de la seule et habile manœuvre servant à la promotion de l'ouvrage mystère de l'année, elle est aussi l'épilogue nécessaire de ce long travail entrecoupé par débusquages et arnaques là où elle niche et le talent là où il loge. Personne ne conteste la méthode ni n'émet de réserves sur les jugements sans appel qui sont rendus. On se contente seulement de trembler. La Cour des comptes fait peur, le Michelin terrorise.

Impeccablement installé sous les hermines de son devoir de réserve, Bernard Naegelen nous reçoit dans l'un des salons de la forteresse de l'avenue de Breteuil, à Paris. Il n'a pas de titre. On note seulement sur sa carte, « Service de tourisme »; on dirait une couverture. Pourtant, le patron, l'émulgence rouge, c'est lui. Une sorte de George Smiley - le héros de John Le Carré -, mais en version française; plus austère, plus sévère, moins tweed. Il est vrai que la gastronomie est une science autrement plus sérieuse et dangereuse que celle qui s'applique à l'espionnage.

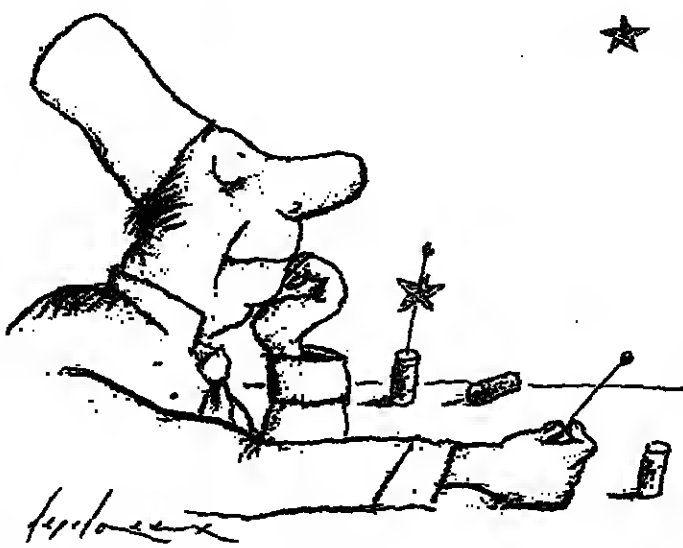
C'est une première: Le Monde en tête à tête avec le Michelin. Rencontre parfaitement inconcevable tout au long du magistère de

La Reymière, qui ne cessera de développer, issu d'une très ancienne et grave querelle, un jeu brutal et lassant envers ce qui semblait être devenu l'adversaire privilégié. Le chroniqueur tapait sur le guide sans la moindre prudence, l'insulte refusant avec constance d'envoyer ses témoins sur le pré. Forcément, il y avait un perdant.

Il n'était naturellement pas question, lors de cet entretien arraché de haute lutte, de dérober la moindre information sur les promus ou les victimes de l'édition 1997. Grossier; et d'ailleurs, en matière de plats mijotés, le journalisme d'investigation trouve assez rapidement ses limites. Non, bavarder seulement, à bâtons rompus, et à fleur de mouchoir.

Alors, parlons un peu de ce qui a beaucoup agité la profession, les fous et la presse: Pierre Gagnaire et Marc Veyrat, les deux derniers rétamés glorieux, avec leurs trois étoiles en sautoir et leurs banquiers les offrant à l'ANPE. Entendons-nous, pour dire Bernard Naegelen, nous n'avons jamais été des « conseillers », des observateurs seulement. Notre métier n'est pas de juger de la décoration, sinon celle de l'assiette, nous goûtons seulement. Il est certain que nous ne sommes pas insensibles au cadre, au service, et à l'ambiance, mais remarquons que Senderens obtiendra le maréchalat, rue de Varenne, dans un endroit assez largement aléatoire, et Bocuse sa première distinction, en servant ses clients sur des nappes en papier. Nous n'avons pas à gérer la folie des grands. C'est aux cuisiniers de savoir être restaurateurs.

Bien dit. On soutient que vous faites beaucoup appel à témoins? Oui, 25 000 lettres par an; 200 000



renseignements. Jamais primordiaux, toujours vérifiés. Équipe importante? Vous me permettrez d'être discret. Certainement. Son travail? Simple: les inspecteurs sont affectés à une région, font leurs repérages, passent à table, payent - c'est sacré -, se dévoilent, et font le tour de la maison. Fiche de visite au retour et, souvent, contre-enquêtes; anonymes cette fois, les dangereuses. Disons que c'est le schéma.

LA RÈGLE DU CONSENSUS

Dix mille deux cent cinquante adresses seront publiées dans le prochain Michelin; on peut même dire avec 10 250 numéros de téléphone qui sonneront tous juste. Un boulot de titan, presque inhumain. Mais pour l'humain? Alors, pour l'humain, il y a un guide spécial, une combine. Il faut prendre rendez-vous, environ trois mois à l'avance, avec le pape ou l'une de ses collaboratrices. L'hôtelier ou le restaurateur est reçu, présente son cas, explique ses projets, fait mousser ses prétentions et repart en se demandant à quelle sauce il finira par être mangé. Chaque année, plusieurs centaines d'entre eux cèdent à l'épreuve de démarche.

Mais revenons à l'attribution ou au retrait des macarons de l'honneur ou de la honte - 532 tables ont été primées en 1996, dont 19 trois étoiles, 79 deux étoiles et 437 une étoile. Il semble que le consensus entre enquêteurs fasse loi et règlement. Pas de pouvoir discrétionnaire, pas de haut jury, pas de tribunal d'exception. Une équipe est solidaire et ses membres jouent la confiance entre eux. Parfois avec vivacité. Parfois, aussi, pris sous les arceaux du doute. On cite l'exemple de ce deux-étoiles qui finira par décrocher la timbale au bout de dix-sept visites entreprises par les incorruptibles masqués. Un record.

D'où viennent-ils? Généralement des métiers de l'hôtellerie, mais on recrute également aujourd'hui dans les écoles de commerce. Tous sont salariés. En éditant le guide, la firme de Clermont-Ferrand boucle son budget et s'en tient là. Environ 600 000 exemplaires sont lancés sur le marché avec un taux d'invendus très court. Une affaire de prestige, d'avantage que commerciale.

Reste que le Rouge, avec son organisation semi-clandestine, sa sainte horreur de la compromission, son dédain pour toute espèce de littérature et l'orgueillement sentiment d'être le seul à parler sérieusement de choses sérieuses, se pose en observateur silencieux mais attentif de l'évolution des goûts d'une société. Lui préférant le Guide Bleu, Roland Barthes, dans ses *Mythologies*, ne l'avait pas retenu; son analyse, au fond, demeure à entreprendre.

Jean-Pierre Quélin

* Guide Michelin France 1997, hôtels et restaurants. 145 F. À partir du 5 mars en librairie.

BOUTEILLE

Vacqueyras, cru des Côtes du Rhône

DOMAINE DE LA CHARBONNIÈRE

■ En 1990, les vignerons de Vacqueyras obtenaient le classement de leur production (rouge, rosé et blanc) en appellation locale et sortaient de l'anonymat. Le plus dur restait à faire: inscrire cette évolution dans le temps, accentuer le caractère de ces vins chargés de soleil, « exister » tout simplement face aux châteaux du Rhône méridionaux, sont le grenache et comme ailleurs dans les Côtes du Rhône complémentaires dont la syrah, le mourvèdre et le cinsaut, des cépages généreux, fins et parfois l'assemblage judicieux doit donner des vins puissants, la puissance et le moelleux d'une grande bouteille. L'élevage est réalisé en foudres de chêne. Michel Maret est également vigneron à Châteauneuf-du-Pape. Ceci explique-t-il cela?

* Domaine de la Charbonnière (Michel Maret), route de Courthézon 84230 Châteauneuf-du-Pape. Tél.: 04-90-83-74-59. Télécopie: 04-90-83-53-46. Prix (1995): 45 F.

J.-C. R.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

L'ESSENTIEL

■ Rien ici n'évoque l'atmosphère d'un bistrot, ni la pyramide de verres ni la cuisine de Jean-Michel Bouvier, sinon le petit menu, en raison de son prix mais aussi de sa construction autour de saveurs familières, appelé « harmonie gourmande ». Voici d'abord le lavaret mariné aux fines épices, servi avec une petite salade d'hiver et un morceau de fougasse aux olives. Ensuite, au choix, c'est le cabillaud aux olignons fins et « farcement » des Bauges au lard grillé ou bien la fricassée de volaille à la crème. Un fromage blanc en faisselle puis une banane caramélisée et arrosée de fruits macérés au rhum clôture ce formidable « petit » menu. Heureux Chambériens! Menu: 150 F-195 F. À la carte, compter 290 F.

* Chambéry, 183, place de la Gare (73000). Tél.: 04-79-96-97-27. Tous les jours.

LE BISTRO D'HUBERT

■ Hubert est revenu! C'est le non-événement le plus sympathique de l'année. On l'avait suivi de la *Ferme Saint-Hubert* (créée en 1962) au *Bistro d'Hubert*, avant qu'il ne déserte la scène. Le vœu boulevard Pasteur. Accueil charmant, un bon maître d'hôtel, et une cuisine au goût du jour d'artisan du terroir, avec un menu carte qui conjugue tradition et découverte: c'est la soupe de lentilles blondes au jambon serrano, la raviole de crabe au jus de thym poivré, ou bien la corolle de saint-jacques à l'émulsion d'huîtres. Avec le travers de porc caramélisé à la Bohémienne, nous perçons le secret des nouveaux restaurants de Paris, qui se taillent, ici et là, un beau succès, avec un produit moyen souvent jusqu'à la sophistication apparente de la haute cuisine, dont ils mimet les sortilèges, sinon les saveurs. Formules: 100 F-135 F (déjeuner). Menu carte: 175 F.

* Paris, 41, boulevard Pasteur (75015). Tél.: 01-47-34-15-50. Tous les jours.

Gastronomie

LA CÔTE RÔTIE

■ Un chef de cuisine se définit comme un artiste ou comme un écrivain dans le système de reconnaissance à la française. Sa palette de couleurs, ses mots, ce sont les produits qu'il doit connaître, respecter, même s'il crée de savants assemblages. Manuel Virton est un cuisinier atypique, installé depuis bientôt six années à Ampuis, commune voisine de Condrieu. Pas de maître, pas de références obligées, mais un bel enthousiasme communicatif à la Gagnaire, et un style personnel. Le velouté de châtignons de l'Arèche et rouelles de cailles fermières en croûte de mie et plus encore le pain d'écrevisses pattes rouges qu'il faut découvrir sous une salade de radis noir et pourpier doré, accompagné de cuisses de grenouilles de la Dombes, sont deux plats-clés de cette cuisine d'instinct. Un prodigieux travail, propice à la dégustation du somptueux vigneron coteaux de pondons de François Villard, jeune vigneron propriétaire à Condrieu. Tout est dit du style de ce chef dans ces deux plats, sa marque indélébile. Mais la fête continue avec les accords d'un crozes-hermitage cuvée Louis Belle et d'une tarte moelleuse aux pommes meitres, flan de boudin et mignon de cochon à la moutarde de Meaux. Ou encore avec le suprême de canard mi-sauvage laqué et navets confits ou cristallines d'orange et jus de carcasse au quinquina et verjus jouent délicatement de saveurs acidulées, soulignées par l'endive amère, simplement pochée. Très grande cuisine à prix de bistrot! Quatre menus: 160 F, 195 F, 220 F et 295 F. Ouverture, à proximité, d'un vrai bistrot de cuisine au quotidien (100 F à 150 F). Succès assuré!

* Ampuis, place de l'Eglise (69420). Tél.: 04-74-56-12-05. Fermé dim. soir et lundi.

Jean-Claude Ribaut

Lapin labélisé

Si le Français est carnassier, le lapin n'y est pas pour grand-chose. Sur près de 100 kilos de viande qui passent chaque année dans son assiette, à peine trois sont du lapin. Au dernier recensement général de l'agriculture, en 1988, un cheptel de 2,1 millions de mères lapines avait été comptabilisé. Aujourd'hui, à peine quelques centaines d'entre elles sont sous les feux de la rampe. Leur progéniture, sous certaines conditions, bénéficie en effet, depuis le 2 octobre 1996, du Label rouge. La nouvelle serait anodine dans le monde volailler, où de telles distinctions existent depuis plus de trente ans, mais chez les cynicoteurs elle fait sensation. Il s'agit en fait d'une première, si l'on exclut toutefois « le timide essai de labellisation du lapin angevin dans les années 70 » que signe Gérard Le Boucher, rédacteur en chef du mensuel *L'Éleveur de lapins*. L'animal labélisé se différencie de ses congénères avant tout par la lenteur de sa croissance. En général, grâce aux progrès de la génétique, un lapin industriel classique, abattu à dix semaines,



charentais est, lui, élevé douze semaines minimum. Malgré cet âge plus avancé, il parvient à un poids inférieur: environ 1,3 kilo. Issu d'une souche à maturation plus lente, il a le temps de faire sa graisse en douceur, sans forcer. Si le galbe de la jambe est, paraît-il, le premier critère de recrutement pour être danseuse au Crazy, c'est à l'intérieur du râble, autour des rognons, que se joue la perfection de l'anatomie d'un lapin. Une graisse fine et blanche dans la région des reins est la promesse d'un bon civet. Pour ne pas déroger à ces critères d'adiposité presque parfaits, sept sur dix, seulement, des lapins élevés dans la perspective de cette labellisation arrivent à décrocher leur diplôme. Le reste est impitoyablement déclassé. Si le lapin Label rouge vaut environ 30 % plus cher que son volé d'étal, cela n'est pas dû qu'à la sélection dont il fait l'objet on a sa durée d'élevage, mais aussi à son alimentation. S'il n'échappe pas aux classiques granules de luzerne déshydratés

qui sont l'ordinaire des élevages - une chance, les lapins détestent les farines animales -, ses deux dernières semaines d'engraissement sont particulièrement soignées. Sa ration se compose alors, à plus de 65 %, de céréales en grain, auxquelles s'ajoute, en petite quantité, de la carotte fraîche des Landes. Au moment où débarque dans les rayons les « Lap' minute », des petits morceaux de lapin à préparer en dix minutes, le lapin Label rouge va à contre-courant. Sa chair ferme nécessite, elle, un long mijotage pour se faire apprécier à sa juste valeur. Un laboratoire d'analyses sensorielles d'Agès a mis en évidence que, « plus le lapin est cuit, plus la différenciation s'accroît et les arômes ressortent ». Comme les lapins de basse-cour, il est vendu entier, avec sa tête. Certains gastronomes tiennent d'ailleurs la joue de lapin pour un plat aussi raffiné que celle de lotte.

Guillaume Crouzet

* Lapin Label rouge de Milleverts (patronyme de pure invention marketing), 50 F environ le kilo, supermarchés Continente.

Sur nos plateaux, c'est elle la star!

PROMOTION FRUITS DE MER 6 PLATEAUX 80€ à 244€

Menus et Formules rapides 121€ - 152€

LA CHAMPAGNE
GRANDE BRASSERIE DE LA MER
10 bis, place Chézy - 75009 Paris
Tél. 45 74 44 78 - Fax 45 80 53 10

CHEZ HANSI
GRANDE BRASSERIE ALSAISIENNE
3, place du 18-Juin-1940 - 75006 Paris
Tél. 45 48 99 42 - Fax 45 44 55 48

PARIS 1^{er}
AU DIABLE DES LOMBARDS
VOTRE RESTAURANT AUX HALLES
Tous les jours de 11h à 14h STOP III
BRUNCH 85 F
DE 10 H À 17 H
Formule à 60 F
EN SEMAINE JUSQU'À 21 H
Tél: 01 42 33 81 84
64 RUE DES LOMBARDS 75001 PARIS

PARIS 5^e
L'INDE SUCCULENTE
ou
MAHARAJAH
72, bd St-Germain 5^e
Menus 127 F - 169 F
01.43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 7^e
ANTOINETTE ET ANTOINETTE
Entre ALMA et INVALIDES
Un petit restaurant feutré et confortable où le patron prépare une cuisine traditionnelle légère, dominée par des spécialités de poissons, et des suggestions en fonction du marché.
Menu d'affaires 135 F + vin
Carte env. 250 F (traduite en anglais)
possibilité de salon particulier le soir de 15 à 30 personnes.
16, avenue Rapp - 75007 Paris
Tél. 01.45.51.75.61 - Fermé sans/dim.

PARIS 7^e
LA GASTRONOMIE DANS LE MOHRE
13, boulevard Auguste Blanqui
Tél. 01.44.45.77.26
Fax: 01.44.45.77.26

PARIS 7^e
"d'chez eux"
Son accueil. Son foie gras frais
Sa cuisine du Sud-Ouest
et ses plats de tradition
Tél.: 01.47.05.52.55
2, rue de Lamoignon - 75007 PARIS (derrière les Lorraines)

PARIS 8^e
LE BERKELEY
Avec 1 plat, 1 entrée ou 1 dessert: 130 F
après spectacle 109 F - Fruits de mer - 7, av. Maignon - 01.42.25.72.25 TJ

PARIS 13^e
LES VIEUX MÉTIERS DE FRANCE
Michel MOISAN
13, boulevard Auguste Blanqui
Tél. 01.45.88.90.03 - 01.45.81.07.07
- Ouvert tous les jours -

Ouvert 7 jours/7

Restaurant LA BOUCHERIE
Les meilleures viandes en toute confiance

PARIS LES HALLES (1^{er})
10, rue Capillière - 01.42.34.02.14

PARIS MONTMARTRE (14^e)
130, bd du Montparnasse - 01.43.23.42.87

ANGERS
27, bd Pasteur - 02.41.87.27.85

ANNEMASSE
24, rue du Parc - 04.50.26.50.88

BOUEN
Place St-Marc - 02.35.07.70.71

BREST
104, rue Jean Jaurès - 02.38.43.84.88

LE MANS
R, rue de la République - 02.43.23.72.41

RANCY
20, rue des Maréchaux - 03.83.92.02.04

CAEN
43, quai de Jaller - 02.31.34.88.88

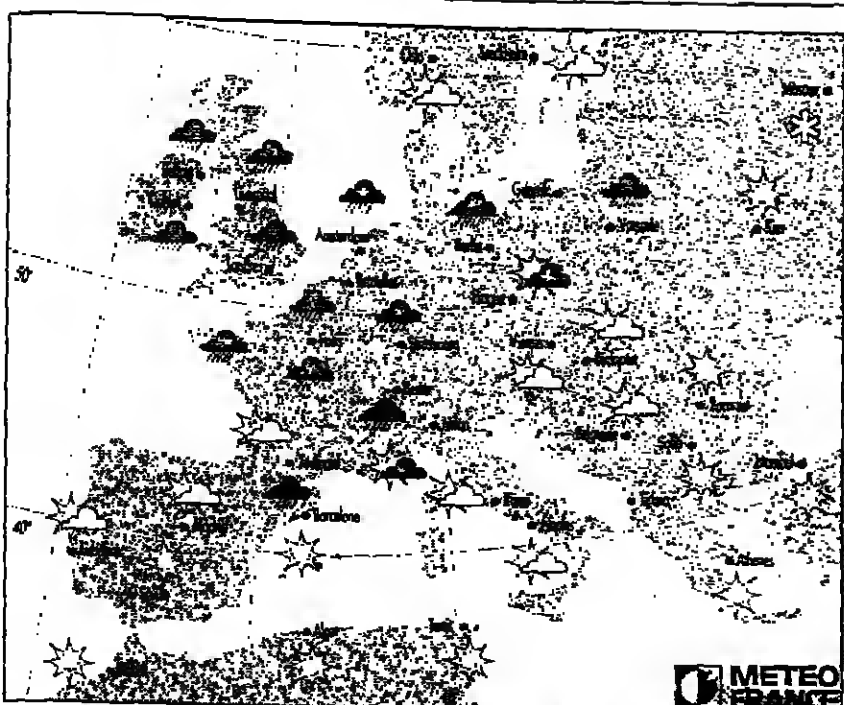
RENNES
1, rue Lamoignon - 02.39.78.34.78

LILLE - rue de l'Hôpital Militaire - 03.20.51.71.71

GENÈVE
55, rue de Montbrison - 741.51.81

PARIS 14^e
Face à la gare MONTMARTRE
L'ATLANTIQUE
"Une vraie brasserie à l'espace confortable, des plats de jour, un service différent, ouvert l'ensemble d'un tel restaurant" J.C. Ribaut.
Formule 95 F (avec plat du jour)
Menu tout compris 150 F + Carte
Banc d'huîtres et Fruits de mer.
Petit déj. à partir de 6h, OTU jusqu'à 2h.
37, rue du Départ - Tél.: 01.43.20.83.62

AUBERGE ETCHEGORRY
Spécialités du Sud-Ouest
Foies gras - Chipirona farcis
Cassoulet aux haricots tarbais
grand choix de desserts.
Menu Carte Gastronomique
175 F ou 215 F (vin compris)
Hôtel 3*** - Chambres donnant sur jardin privé et vignes.
41, rue Crémieux - Paris 13e
01.44.08.83.51 / Fermé dimanche



Prévisions pour le 26 FÉVRIER vers 12h00

- Ensoleillé (E)
- Ensoleillé peu nuageux (N)
- Nuageux courtes éclaircies (N)
- Brumes et brouillard (C)
- Très nuageux ou couvert (C)
- Pluie ou bruine (P)
- Averses (P)
- Orages (P)
- Vent fort
- Neige (C)

LE 26 FÉVRIER

Temps/Températures minima/maxima

FRANCE

métropolitaine

AJACCIO	N/8/17
BIARRITZ	N/12/16
BORDEAUX	N/11/14
BOURGES	P/7/11
BREST	P/8/10
CAEN	P/7/9
CHERBOURG	P/5/9
CLERMONT-F	P/9/14
DIJON	P/6/11
GRENOBLE	P/6/13
LILLE	P/7/10
LIMOGES	N/9/12
LYON	N/9/13
MARSEILLE	N/10/17
NANCY	P/7/9
NANTES	P/8/11
NICE	N/10/17
PARIS	P/7/11
PAU	P/9/15
PERPIGNAN	N/11/18
RENNES	P/9/11
ST-ETIENNE	P/9/13
STRASBOURG	P/8/8
TOULOUSE	P/10/15
TOURS	P/6/11

FRANCE outre-mer

CAYENNE	P/24/27
FDRT-DE-FR.	N/25/26
NOUMEA	N/24/25
PAPEETE	N/26/27
POINTE-A-PIT.	N/25/26
ST-DENIS-REU.	E/25/27

EUROPE

AMSTERDAM	P/6/7
ATHENES	E/11/15
BARCELONE	E/10/15
BELFAST	P/5/6
BELGRADE	N/0/14
BERLIN	P/6/11
BERNE	P/3/7
BRUXELLES	P/5/9
BUCAREST	E/-3/11
BUDAPEST	N/5/13
COPENHAGUE	P/1/5
DUBLIN	P/5/10
FRANCFORT	P/5/10
GENEVE	C/1/3
HELSINKI	E/1/6
ISTANBUL	E/1/6
KIEV	E/1/6
LISBONNE	N/11/17
LIVERPOOL	P/6/7
LONDRES	P/5/8
LUXEMBOURG	P/4/10
MADRID	N/4/11

MILAN

MILAN	C/6/11
MOSCOU	P/0/11
MUNICH	P/3/10
NAPLES	N/8/12
OSLO	N/-4/0
PALMA DE M.	E/15/16
PRAGUE	N/5/10
ROME	N/10/13
SEVILLE	E/5/17
SOPIA	E/-2/12
ST-PETERS.	C/1/3
STOCKHOLM	N/1/5
TENERIFE	C/16/17
VARSOVIE	P/6/11
VENISE	E/5/11
VIENNE	N/4/14

AMERIQUE

BRASILIA	P/19/24
BUENOS AIRES	P/17/22
CARACAS	E/22/26
CHICAGO	N/-2/4
LIMA	C/16/20
LOS ANGELES	E/6/15
MEXICO	E/6/21
MONTREAL	E/-9/2
SAN FRANC.	E/9/15
SANTIAGO	E/3/24

AFRIQUE

ALGER	E/10/18
-------	---------

DAKAR

DAKAR	E/21/27
KINSHASA	P/20/27
LE CAIRE	E/9/18
MARRAKECH	E/9/18
NAIROBI	E/18/28
PRETORIA	E/15/25
RABAT	E/9/18
TUNIS	E/10/17

ASIE-OCEANIE

BANGKOK	P/23/28
BOMBAY	E/18/30
DIKARTA	P/25/26
DUBAI	E/19/27
HANOI	N/15/22
HONGKONG	E/19/25
IERUSALEM	N/8/13
NEW DELHI	E/10/25
PEKIN	C/-5/1
SEOUL	E/0/7
SINGAPOUR	N/26/29
SYDNEY	N/20/26
TOKYO	E/2/12

C: ciel couvert

E: ensoleillé

N: nuageux

P: pluie

*: neige

Encore de la pluie et du vent

LE FLUX D'OUEST perturbé et très rapide continue à diriger sur la France d'importantes masses nuageuses ; elles apporteront encore des pluies, des giboulées, et des rafales de vent. Concernant les températures, elles seront moins élevées que ces jours derniers, mais resteront supérieures aux normales.

Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie. - Les giboulées et les bourrasques de vent (rafales jusqu'à 110 km/h sur les côtes, 80 dans l'intérieur) toucheront l'ensemble de ces régions : grésil et coups de tonnerre pourront même être de la partie. Les températures resteront en revanche acceptables, avec 6 à 8 au petit jour, et 8 à 10 en journée.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le ciel alternera brèves éclaircies et fortes averses, accompagnées de violentes rafales de vent - jusqu'à 110 km/h en Manche, 80 km/h dans l'intérieur - et parfois de grésil et de coups de tonnerre. Les températures resteront convulsives, autour de 7 le matin, 9 l'après-midi.

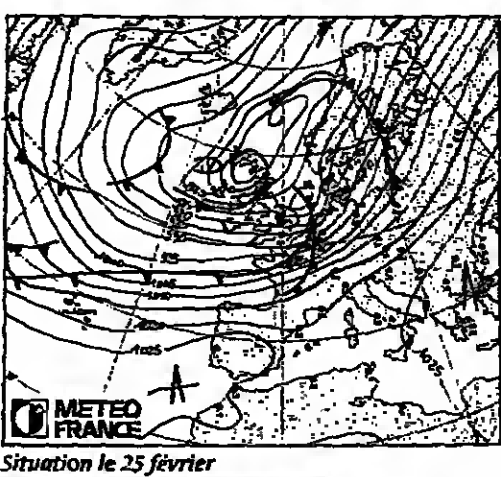
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Pluies et giboulées toucheront tous

les départements ; on bénéficiera toutefois de brèves périodes de répit. La neige referra son apparition sur le relief, au-dessus de 1200 m le matin, 800 m en soirée. Les températures ne seront guère hivernales, avec déjà 6 à 8 le matin, et 8 à 11 l'après-midi.

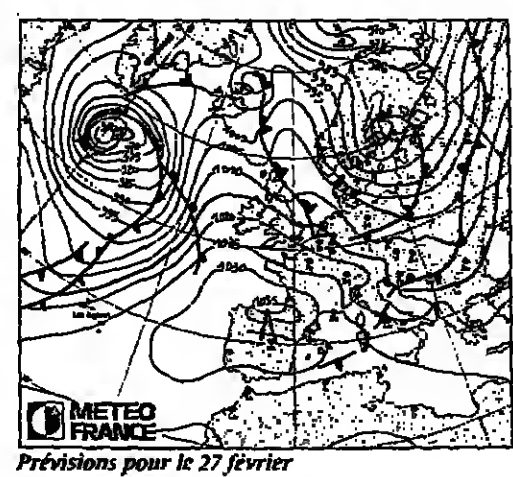
Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Après quelques pluies le matin, des éclaircies reviennent ; on ne sera toutefois pas à l'abri d'une petite averse surprise. Les températures resteront agréables, avec de 9 à 11 en minimales, et de 13 à 16 degrés en maximales.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le temps sera couvert et pluvieux jusqu'en début d'après-midi ; ensuite, la tendance sera à l'amélioration, mais des précipitations éparpillées subsisteront ; la limite pluie-neige se situera vers 1800 m le matin, puis s'abaissera jusqu'à vers 800 m le soir. Les températures seront clémentes, avec 9 ou 10 le matin, 10 à 13 l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le ciel sera nuageux le matin, puis le vent d'ouest se lèvera (rafales jusqu'à 80 km/h l'après-midi) et dégagera petit à petit le ciel.



Situation le 25 février



Prévisions pour le 27 février

PRATIQUE

Les copropriétaires confrontés aux majorités

Installation d'une antenne collective, création d'un vide-ordures, désinsectisation... La gestion d'un immeuble n'est pas toujours un modèle de démocratie

« JE CROYAIS que la gestion d'un immeuble par les copropriétaires était une école de démocratie. Quelle illusion ! C'est Clochemerle, le lieu de tous les défauts. On perd un quart d'heure à stigmatiser ceux qui font un usage abusif du parking collectif, ou à léser sur les honoraires du syndic pour aboutir à un rabais de... 300 F ! », observe une copropriétaire.

Faute d'informations claires et suffisantes, elle a l'impression de voter n'importe quoi, n'importe comment. « Le syndic a inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée générale l'article 13 de la loi du 21 janvier 1965, dite loi Pasqua, qui autorise de façon permanente la police au 10 gendarmes nationaux à pénétrer dans les parties communes de l'ensemble immobilier. Cette résolution sera mise aux voix, adaptée ou repoussée, à l'unanimité - la majorité - des copropriétaires présents ou représentés », raconte-t-elle, scandalisée du procédé, qui lui rappelle « de sinistres sauterelles ».

Cette disposition figure bien parmi les points à soumettre à l'approbation des copropriétaires. Mais le syndic a commis une erreur importante dans le libellé, car, pour être adoptée, cette résolution doit recueillir la majorité des voix de tous les copropriétaires, et pas seulement de ceux qui sont présents ou représentés à l'assemblée (article 25 du code de la copropriété, loi du 10 juillet 1965).

ARTICLE 24 OU 25 ?

Selon leur nature, les décisions à prendre par l'assemblée relèvent de majorités différentes. Quatre types de majorité sont possibles. La majorité simple, celle des voix des copropriétaires présents ou représentés à l'assemblée générale (article 24). Elle suffit pour décider des travaux d'entretien courant ou du remplacement de ce qui existe, la refaçon de l'installation de chauffage ou de la toiture par exemple.

Lorsqu'il s'agit de transformation, d'amélioration ou d'addition, c'est l'article 25 qui s'applique. Il y faut la majorité des voix de tous

les copropriétaires (majorité absolue). Cette procédure concerne les économies d'énergie, l'accessibilité de l'immeuble aux handicapés, l'installation ou la modification d'une antenne collective, les modalités de réalisation des travaux réquis obligatoires par la législation, ainsi que l'autorisation donnée à un copropriétaire de réaliser à ses frais des travaux sur le gros œuvre des bâtiments (percer un mur pour faire communiquer deux appartements, par exemple).

Les types de contrats

● **Prestations.** Elles peuvent varier de 60 % pour deux copropriétés de taille équivalente, selon les caractéristiques de chacune : présence d'un gardien, d'espaces verts, mode de gestion du chauffage, taux d'impôts. Tout dépend de ce que le syndic fait figurer dans la « gestion courante » et de ce qu'il facture comme « prestations particulières ». L'Union nationale des associations de responsables de copropriétés (UNARC) a étudié 300 contrats de syndic et dégagé les rubriques auxquelles il convient d'être attentif. Vérifier que les prestations particulières ne pèsent pas trop lourd : la moyenne est de 25 % des honoraires de base.

● **Honoraires.** Le coût de la vacation horaire du syndic peut aller de 370 à 699 F. Certains doublent les tarifs après 18 heures, et les triplent après 22 heures. Se

méfier des « honoraires progressifs » pour l'assemblée générale (allant de 100 à 200 %, selon l'heure) et du « forfait pour convocation d'AG » : 80 F par lot, soit 8 000 F pour cent logements ! Pour la répartition des charges individuelles d'eau et de calories, les syndicats réclament de 2,50 à 30 F par copropriétaire. Quant au prix de la photocopie, il varie de 0,70 F à... 2,58 F l'unité.

● **Quelques adresses.** - UNARC : 29, rue Joseph-Python, 75020 Paris ; tél : 01-40-30-12-82, ou 36-15 UNARC. - Confédération générale du logement (CGL) : 14, rue Frédéric-Lemaître, 75020 Paris ; tél : 01-43-66-49-11. - Fédération de défense des copropriétaires (FEDECO-CCSCV) : 29, rue Alphonse-Berthillon, 75015 Paris ; tél : 01-40-43-03-04. - Union nationale de la propriété immobilière (UNPI) : 11, quai Anatole-France, 75007 Paris ; tél : 01-44-11-32-42.

Mais d'autres travaux doivent recueillir l'adhésion de la majorité des membres de la copropriété représentant au moins deux tiers des tantièmes (double majorité, article 26). Il s'agit des travaux d'amélioration, de transformation et d'addition autres que ceux prévus à l'article 25 : l'installation d'un ascenseur, la création d'un vide-ordures ou la pose d'un dispositif de fermeture des portes pour améliorer la sécurité.

Enfin, toute modification de la

meuble garantit le maintien de sa valeur, déplore un syndic. De plus, les copropriétaires - les retraités en particulier - ne disposent pas des mêmes moyens financiers, et il est fréquent qu'un me demande d'étaler les travaux pour pouvoir les payer en plusieurs fois.

Il peut même arriver que l'assemblée perde le sens du raisonnable. « Ils ont refusé de voter pour la désinsectisation, alors que l'immeuble est envahi par les cafards, les uns parce qu'ils ne résident pas sur place et se moquent du confort

TAUROMACHIE

Le retour de Cesar Rincon

Après cinq mois d'absence pour blessures, le torero colombien a triomphé à Bogota

CESAR RINCON, éloigné des ruedos depuis cinq mois, à la suite de blessures qui ont nécessité diverses interventions chirurgicales, vient de faire un retour triomphal en Colombie avant de partir pour l'Espagne où la temporada 1997 vient de commencer.

Cesar Rincon n'avait plus disputé de corrida depuis qu'il avait été blessé en septembre 1996 lors de la Feria des vendanges à Nîmes par son second toro. Touché notamment au ligament du genou droit et au ménisque, puis opéré à la clinique La Milagrosa de Madrid, il avait dû interrompre sa temporada française et espagnole. Ne se remettant pas comme prévu, le Colombien annula ensuite plusieurs corridas inscrites à son programme en Amérique du Sud, notamment à Mexico, à Quito (Equateur), au Venezuela et dans son pays. Au total, ce sont plus de quarante contrats que Rincon ne put honorer. Opéré une nouvelle fois en décembre 1996, il a repris l'entraînement après un temps de rééducation.

Lors de la corrida de clôture de la temporada colombienne, dimanche 23 février, plaza de Santamaria à Bogota, il a coupé deux oreilles alternant avec Pedro de Portugal et Vicente Barrera, face à des toros de la ganadería espagnole de Torreón. Cesar Rincon est sorti par la grande porte. Après un premier toro médiocre, il a retrouvé ses gestes de maestro avec le second, tant à la cape qu'à la muleta. Sa faena fit délirer les gradins, qui scandaient « Cesar, Cesar, Cesar ! » ou « torero, torero, torero ! ». Son estocade fut nette et profonde. Deux oreilles lui furent attribuées, avant deux vueltas dans l'arène.

Le dimanche 16 février déjà, le Colombien était sorti par la puerta grande, dans la même plaza, avec des toros espagnols de Torrealba. Joselito et Jesús de Urbique complétaient le cartel. Rincon obtint les deux oreilles de son premier, Joselito coupa une oreille et une oreille. Quant à Joselito, il fit deux très bonnes faenas, obtenant une oreille de son premier. Son second ayant été gracié, il reçut deux oreilles symboliques.

Cesar Rincon gagnera l'Espagne début mars pour une nouvelle temporada. Avec un nouvel apodreado. Le Colombien s'est en effet séparé de Luis Alvarez, qui fut jusqu'ici la figure emblématique de sa carrière. C'est l'empresario Hernando Lozano qui s'occupera désormais des affaires du Colombien. (AFP)

■ **JARDINS.** Devant le succès des visites guidées des 413 espaces verts de Paris (500 personnes accueillies en 1997, plus de 26 000 en 1996), la Mairie de la capitale veut les rendre plus accessibles aux non-voyants. Pour leur permettre de percevoir le jardin exotique des serres d'Auteuil, un circuit est organisé autour des possibilités de perception auditive (champs d'oiseaux et bruit d'un ruisseau), tactile (rugosité des troncs de palmiers) et olfactive (mélange des parfums de certaines essences).

■ **TOURISME.** L'édition 97 du carnavail de Nice, qui s'est achevée dimanche 23 février, a connu une fréquentation en progression d'environ 30 % par rapport à l'année précédente, selon les organisateurs. Ces derniers estiment que 800 000 personnes ont suivi les cortès, contre 600 000 en 1996.

Calculez vos impôts

3615 LEMONDE

Michaëla Bobasch

051 711 47

ENQUÊTE A Budapest, sept ans après le changement de régime, les artistes sont écartelés entre leur appauvrissement réel et l'expérience de la liberté. De récents scandales les

amènent à douter de leurs alliés naturels, les libéraux, aujourd'hui au pouvoir, et leur font craindre le retour d'un nationalisme rétrograde. ● LE THÉÂTRE Katona Jozsef est la

salle la plus prestigieuse de la capitale hongroise. L'un de ses metteurs en scène, Tamas Ascher, s'inquiète du déséquilibre naissant entre les scènes désormais consacrées au show-bus-

ness et celles qui considèrent « le théâtre comme art ». ● AU MOMENT où s'ouvrent les premiers multiplexes qui devraient renforcer encore l'hégémonie du cinéma américain, trois

films hongrois remportent des succès montrant qu'il reste de la place pour une cinématographie nationale. Mais le cinéma d'auteur n'a pas produit d'œuvre significative cette année.

La vie artistique de Budapest perturbée par la loi du marché

Soumis aux aléas d'une vie politique qui hésite entre un libéralisme peu scrupuleux et un retour au nationalisme, les intellectuels et les artistes de la capitale hongroise éprouvent durement les risques de la précarité

BUDAPEST
de notre envoyé spécial
Du passé, la Hongrie fait table rase. A sa manière. Moins brutale que ses voisins est-orientaux. Etalée dans le temps. Sept ans après le « changement », l'Etat vient de décider de ne plus prendre en charge la sécurité sociale des artistes et d'intégrer une partie de leurs droits d'auteur à la fiscalité commune. Sans rencontrer de résistance. « Avant, les poètes et les écrivains étaient intouchables. Maintenant, l'intelligentsia n'a plus aucune importance », commente Janos Szeky, collaborateur de l'hebdomadaire *Elet és Irodalom* (La Vie et la Littérature). Il ajoute, dans un rire : « Tout cela est absolument répugnant, mais absolument nécessaire ! »

Fondé en 1957, *Elet és Irodalom* a joué un rôle important dans l'évolution des mentalités. S'appuyant sur la position forte des écrivains, il a rassemblé les meilleures plumes, intégré les discours de la dissidence et préparé le changement de régime. L'arrivée au pouvoir, en 1990, d'un gouvernement nationaliste et rétrograde allait conforter ce magazine libéral cosmopolite dans son rôle oppositional. Mais, après les élections de 1994 qui plaçaient aux commandes une coalition des ennemis d'Illy, libéraux et socialistes (ex-communistes), onombré de ses collaborateurs se retrouvait dans les aléas du pouvoir.

Des affaires de corruption liées au processus de privatisation, des détournements de fonds de pension vers des destinations encore inconnues allaient rapidement offrir des angles d'attaque inédits à *Elet és Irodalom*. Mais aussi le risque de passer des grands débats intellectuels à des formes plus journalistiques, de la réflexion à l'investigation, de la littérature aux rapports de police.

« On découvre que nos libéraux peuvent être aussi corrompus que les autres. Ils sont discrédités », constate amèrement Janos Szeky. Les intellectuels et les artistes hongrois laissent rarement paraître aussi vivement leur déception. Nombreux, au contraire, sont ceux qui éprouvent le besoin de rappeler qu'ils appartiennent à l'opposition en 1989, qu'ils ne sont pas ce droit de formuler des regrets, et qu'il leur faut bien reconnaître ce qui leur apparaît comme un indissoluble principe de réalité. Ils taisent leurs difficultés économiques - véritable déclassement pour nombre d'entre eux - éprouvées comme le prix à payer à une liberté d'expression et de circulation qu'ils ne sont pas prêts d'épuiser.

« Notre statut est précaire, reconnaît le romancier Peter Lengyel, mais le ne dirai jamais que c'est pire qu'avant. Parce que maintenant, le pays est indépendant. Le fait de pouvoir écrire la vérité est plus important que tout. » Les vieux artistes, autrefois choyés par le régime, sont au bord de la misère. Les plus jeunes sont absorbés par la course quotidienne à l'argent. « Nous avons attendu quarante ans avant d'atteindre l'âge adulte. Nous n'avons plus de père. Il faut nous

adapter. Ce sont les nouvelles lois de la vie », estime Benedek Varkonyi, qui dirige la revue *Café Babel*. Un babilisme qu'il gère bénévolement (comme la totalité des directeurs de revues), pour publier, outre Eco, bien sûr, Aron, Chastel, Kristeva, Poliakov. « En même temps, je dois accumuler les traductions pour vivre, ce qui est un frein pour écrire. Mais j'ai le pouvoir de choisir. »

« TRANSITION »
A Budapest, les cafés « littéraires » n'ont plus de littéraire que leur passé. Ils sont trop chers pour ceux qui les ont rendus célèbres. Des hommes d'affaires ont investi les lieux où se déroulait un commerce dont l'argent était absent. Les artistes subissent doublement la loi du marché : en tant que producteurs et en tant que consommateurs. En trois ans, le prix des livres a doublé. Comme les places de cinéma. Nombreux sont ceux qui avouent pudiquement avoir dû sacrifier jusqu'au théâtre. Chacun se raccroche à l'idée qu'il vit une période de « transition ». Sans qu'il soit jamais précisé vers quoi elle pourrait tendre, en sorte qu'on ne peut s'empêcher d'y voir une dernière réminiscence d'une conception de l'Histoire que le marché tente de balayer.

« Avant le changement, il y avait solidarité et consensus. Tous étaient du même bord contre le régime. Aujourd'hui, il y a des chupelles, les artistes ne se parlent plus, il n'y a plus de communication », estime Thomas Szende, qui a rassemblé pour l'éditeur français In Fine une an-



THIERRY DALRY

thologie des meilleurs auteurs hongrois d'aujourd'hui. Chacun se bat seul. De son côté, cet éclatement des solidarités est impulsé par le pouvoir qui en appelle à une hiérarchie d'individus performants, dont les noms auraient valeur d'échange sur les marchés internationaux.

« 50 % politique, 50 % fonctionnaire, 50 % intellectuel », ainsi se présente Andras Torok, directeur du Fonds national pour la culture, qui dispense ses subventions dans tous les domaines : « Nous avons un revenu par tête égal à celui de la Turquie et une offre culturelle égale à celle des Pays-Bas. L'argent n'était pas réel. Et les artistes trop nombreux. »

LA FUITE DES ARCHETS
Il décrit le processus en cours : « Les très bons se battront leur place sur le marché : leurs livres seront traduits, leurs films achetés. Les très mauvais, les peintres kitsch, ont eux aussi leur marché au goût des masses. Les autres, au milieu, deviendront des artistes du dimanche. L'art et l'argent sont maintenant étroitement liés. Les artistes doivent se battre pour attirer le public et les subventions. Ils doivent apprendre à se vendre. »

Le marché hongrois est particulièrement étroit, même si on l'élargit à la langue qui touche les habitants de Transylvanie (2 millions d'individus ; une monnaie non convertible, le lei), de Slova-

quie et de l'ex-Yougoslavie. Aussi, beaucoup n'ont plus que l'exil comme perspective, sinon comme espoir. Cela est déjà vrai des scientifiques. La fuite des cerveaux est devenue celle des archets. Et pour cause : les interprètes bénéficient de salaires dix fois plus élevés en Allemagne, et l'enseignement de la musique demeure l'un des axes forts de l'éducation en Hongrie. Avec ses quatre orchestres de haut niveau, dont le fameux Orchestre du Festival de Budapest dirigé par Ivan Fischer, Budapest draine à son tour, dans un mouvement de cascade vers l'Ouest, les meilleurs instrumentistes d'Ukraine et de Russie.

Mais il y a des domaines où le marché local est tout simplement inexistant, comme celui de la peinture contemporaine. Un argent aussi peu « réel » que celui du régime précédent est injecté à petites doses par de nouvelles riches, ouvrant de luxueuses galeries de peinture. Une manière vaine pour l'instant d'approcher les marchés voisins d'Autriche, d'Allemagne et d'Italie.

« La culture et l'éducation sont dans une position difficile, affirme Katalin Néray, qui dirige le Musée Ludwig d'art contemporain de Budapest. Désormais, les artistes se désintéressent de la politique. La sphère individuelle passe avant tout. L'auto-ironie se développe. Le grand problème pour eux et beaucoup d'autres, c'est la stratégie de la survie. »

J.-L. P.

Tamas Ascher, metteur en scène

« L'euphorie de la parole libre est passée »

Comment déjouer la censure ?

En ne disant pas les choses directement. Notre théâtre est oppositionnel, non par les mots, mais par la forme. Dans *Les Trois Sœurs* (1985), on a le sentiment d'être enfermé quelque part, hors d'Europe. Tout l'effroyable provincialisme de la Hongrie d'alors est dans l'atmosphère, sans qu'il y ait besoin de costumes contemporains. Les gens l'ont compris de cette manière, au deuxième degré.

Cette connivence se prolonge-t-elle après 1989 ?

On n'en a plus besoin. Et cela bouleverse le théâtre dans toute l'Europe orientale. Suivre les débats du Parlement à la télévision est devenu tellement plus excitant que d'importer quel spectacle. On a commencé à craquer que les théâtres ne se voient, comme à Prague et à Moscou. Nous avons eu de la chance - si je puis dire - en héritant d'un régime lourdement conservateur. Nous sommes retombés dans l'esprit des années 20 et 30, d'un nationalisme pathétique. Alors, nos spectacles ont trouvé un nouveau contenu politique.

Quelles pièces avez-vous montées ?

Secret Rapture, de David Hare, par exemple. Cela se joue dans un milieu bourgeois. Il y a même l'épouse d'un politicien parmi les protagonistes. Tous les mensonges de l'époque étaient là. J'ai moi-même adapté *L'Honneur perdu* de Katharina Blum, d'Heinrich Böll, au moment où la presse de caniveau était en plein développement. Et nous avons commencé à jouer des auteurs hongrois de notre génération.

Que se passe-t-il maintenant ?

En l'absence de toute censure, le soud de complexité politique a disparu. Ce n'est plus ce qui se passe au Parlement mais ce qui se passe au théâtre qui, à nouveau, importe. L'euphorie de la parole libre est passée. Se retrouvent face à face la conception du théâtre comme art, et celle du théâtre comme business. Certaines salles se sont mises au music-hall pour drainer le public. On donne *Cats* et *Les Misérables*, comme partout. C'est le triomphe du théâtre hamburger.

Qui l'emporte ?

La lutte est en cours. L'Etat et la ville subventionnent encore la plupart des théâtres.

Les subventions décroissent d'une année sur l'autre. Les banques qui s'étaient engagées dans le mécénat ont cessé il y a deux ans. Alors, bien que le Katona Jozsef soit plein à plus de 100 %, nous sommes en péril.

Qui l'alliance au pouvoir soutient-elle ?

Le maire de Budapest, jeune membre de l'opposition, était familier du théâtre de Kaposvar. Mais nous sommes étranglés par les puissances économiques. Il y a un projet de rendre indépendants les théâtres commerciaux. Cela suscite la colère des comédiens, car cela implique la disparition des compagnies qui y sont attachées. Les stars auront du travail, les autres rien.

En montant *Art*, ne vous placez-vous pas en concurrence avec eux ?

A Berlin la pièce a été montée à la Schaubühne. Elle offre trois rôles merveilleux. Pour nous, ce n'est pas une économie parce que nous avons une troupe permanente de trente acteurs... »

Propos recueillis par Jean-Louis Perrier

Le cinéma magyar traverse des années creuses

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

A l'automne 1996, trois multiplexes ont ouvert à Budapest. Les premiers du pays. Deux de six salles et un de neuf. Leur dispositif associe la projection à une raison de pop-corn et de boisson gazeuse : le prix d'entrée est sensiblement plus élevé que celui de la place de cinéma (environ 14 francs). Les multiplexes ont accru le nombre de sièges disponibles de 40 % - beaucoup plus en fait puisqu'ils sont ouverts dès le matin. Ils ont assuré 46 % des entrées à Budapest en décembre 1996, ont apporté une croissance de 20 % de la fréquentation globale dans les trois derniers mois, tandis que celle des autres salles baissait de 21 % sur l'ensemble de l'année.

Homis le Corvin, qui appartient à la firme hongroise Budapest Films, et est situé dans un bel immeuble circulaire du centre-ville, le Cineplex Odeon et le Hollywood multiplexe sont exclusivement dévolus aux films américains et inté-

grés à d'imposants centres commerciaux, situés à la périphérie. Le premier est accessible uniquement en voiture - véhicule dont les Hongrois sont loin de tous disposer - et le second par le métro, à une dizaine de minutes du centre-ville. Ils appartiennent à Intercom qui distribue en Hongrie Disney, Buena Vista, la Fox. En programmant moins d'un tiers des films en 1995, Intercom encaissait déjà à elle seule plus de la moitié des recettes. Curieusement, dans l'année même où le cinéma américain se donnait les moyens d'une victoire absolue (en 1995, il totalisait déjà 90 % des entrées), le cinéma hong-

grois opérait une contre-offensive inattendue, multipliant par plus de trois le nombre de ses spectateurs, à partir d'une base faible il est vrai. Un résultat dû essentiellement aux succès de *Stracciatella* (115 000 entrées), *Trois gendarmes en Afrique* (210 000) et *La Conquête de la Hongrie* (150 000), encore loin des records américains. Ces trois films représentent les traits dominants de cinématographies nationales largement inexportables, à base d'un humour local et d'une histoire qui ne l'est pas moins. Et, pourtant, la survie du cinéma hongrois passe aussi par l'exportation. C'est l'un

des objectifs visés par la Semaine du cinéma hongrois, dont la 28^e édition se tenait à Budapest du 7 au 11 février. On y présentait les films réalisés dans l'année à des acheteurs, des relais et des critiques du monde entier. Outre la distribution de prix à usage interne, la Semaine apparaît comme une plateforme pour les festivals étrangers, considérés comme une ouverture à une distribution. Significativement, les bilans passés font moins état du nombre de spectateurs que du nombre de prix récoltés dans les festivals étrangers, voire de la simple participation.

Seize longs-métrages, de nombreux documentaires et courts-métrages montrent que la production reste soutenue. A la différence de l'édition 1996, qui présentait des films de Peter Gothar et Fekete Ibolya, rien n'émergerait cette année. Comme si le cinéma aussi traversait une année creuse, reflétant un « pays déprimé », selon le mot du directeur de la Semaine, Zsolt Káldi-Kovacs. Le retour sur le pas-

J.-L. P.

TO BE SUNG
Dusapin Farrell
DU 25 FÉVRIER AU 4 MARS
RESERV. 01 46 14 70 00

THEATRE DE LA VILLE PARIS
JEUDI 6 MARS 20H30
DINKER KAIKINI
un grand maître du chant khmèr
Inde du Nord
2 PL. DU CHATELET PARIS 4 • 01 42 74 22 77

Le jury du festival
partit d'une sélection

Le jury du festival... parti d'une sélection... (The text is partially obscured and difficult to read in this section.)

Itineraires d'un b... (The text is partially obscured and difficult to read in this section.)

Le jury du festival de Berlin a su tirer parti d'une sélection décevante

Le film « Larry Flynt », de Milos Forman, a reçu l'Ours d'or

Du 13 au 24 février, la 47^e Berlinale a été marquée par une profusion de titres, au sein desquels le jury a su discerner les mises en scène les

plus intéressantes. En marge des sélections officielles, le Forum a de nouveau fait preuve de son originalité. Larry Flynt, de Milos Forman, a

reçu l'Ours d'or. En clôture Le Comédien, de Christian de Chalonge, une reprise de Sacha Guitry, est une bonne surprise.

BERLIN
de notre envoyé spécial
Ils s'en sont bien tirés. Face à une compétition officielle globalement médiocre, le jury, lui-même très composite, est parvenu à fournir un palmarès rendant compte de ce qui aura été présenté de plus mémorable au cours de cette 47^e Berlinale.

L'Ours d'or à Larry Flynt constitue le consensus le plus admissible pour un premier prix, permettant de récompenser un cinéaste d'origine européenne pour un film incontestablement américain – encore que d'une ambiguïté guère hollywoodienne. La Rivière, de Tsai Ming-liang et Généalogie d'un crime, de Raul Ruiz, les deux œuvres les plus abouties au milieu d'un torrent de téléfilms gonflés et de sensationnalisme, ont été à juste titre distinguées.

Ce n'était pas les films présentés

en fin de festival qui risquaient de modifier la tendance générale de la sélection : passons sur l'académisme mollasson du japonais Shinoda (Moonlight Serenade), et la prétention appliquée de l'israélien Pitchahadze (Sous les yeux de l'Occident). Avec Mademoiselle Personne, le vétéran Andrzej Wajda s'approprie un scénario étrange autour de lycéennes visitées (ou pas) par le Démon, mais la réalisation est si plate qu'elle étouffe bientôt le trouble et le mystère qui auraient dû émaner de l'écran.

LE FORUM, UNE FOIS DE PLUS

Plein de bonne volonté, mais d'une lourdeur certaine, La vie est un châtiment, du réalisateur allemand Wolfgang Becker, bâti consciencieusement une petite communauté de braves gens au milieu d'un environnement urbain monotone comme systématiquement vulgaire, agressif, stupide et mercan-

tile. Bonne surprise, en revanche, avec le remake du Comédien en clôture : instruit par le précédent de Belmondo-Désiré, on craignait le pire, mais cette nouvelle reprise de Sacha Guitry, interprétée avec fougue par Michel Serrault dans une réalisation de Christian de Chalonge, parvient à ne pas faire penser à son modèle. C'est tout ce qu'on lui demandait.

Le meilleur film de cette fin de manifestation sera néanmoins venu, une fois de plus, du Forum, grâce notamment au remarquable document d'Hervé Leroux Reprise (sortie le 26 mars), puis avec la sobre adaptation du Châtelet, de Kafka, par le cinéaste autrichien Michael Haneke : loin de toute transposition et de tout effet, l'utilisation littérale des images et des acteurs permet au réalisateur du Septième Continent et de Benny's Video de rendre un bel hommage à la puissance du texte.

Au sein de la sélection officielle, c'est toutefois – une fois de plus – le cinéma américain qui aura dominé le « la ». Si Larry Flynt peut passer pour un moyen terme entre Europe et Hollywood, ce sont les projections de The English Patient, de Get on the Bus, de Spike Lee (Le Monde du 25 février), des Sorcières de Salem, de Rosewood, Romeo et Juliette ou de Mars Attacks, le nouveau film de Tim Burton, qui demeurent les temps forts du programme.

« TROPISME AMÉRICAIN »

Un « tropisme américain » qu'on retrouve au marché du film, assez peu animé cette année et où n'est pas apparu le « petit film surprise » qui fait courir acheteurs et distributeurs, comme c'est d'ordinaire le cas – même si l'aura-t-il de la neige à Noël ? de Sandrine Veysset, a semblé-t-il être bien accueilli par les acquéreurs étrangers.

La vedette n'était pas tant un film ou un cinéaste que le comportement du symbole de l'accès au marché américain qu'est devenue la société Miramax et son patron Harvey Weinstein.

Weinstein est resté jusqu'au bout. « Harvey s'est fait livrer une pizza dans la salle pour assier son film ou lieu d'aller à un cocktail où il était invité », voilà les grandes nouvelles qui agitaient les « commerciaux » du cinéma mondial réunis à Berlin, tandis que la réunion des officiels européens pour développer le réseau de salles programmant majoritairement du cinéma non américain constatait avec tristesse la mauvaise volonté financière de Bruxelles.

Jean-Michel Frodon

« Argia », de Cesti, comédie musicale baroque, redécouverte à Lausanne

Une œuvre burlesque sur les aléas de l'amour

« ARGIA » de Cesti. Livret d'Apolloni. Direction musicale : René Jacobs. Mise en scène : Jean-Louis Martinoty. Avec Brigitte Baileys, Dorothee Jansen, Darina Takova, Jeffrey Gall, David Pittsinger, Richard Boidas, Dominique Visse, Bernard Loonen, Steven Cole, Charles Ossola, Antonio Abete, Martin Kronthaler, Anahy Miscioscia ou Namir Hallak. Concerto vocal. THÉÂTRE MUNICIPAL DE LAUSANNE, les 25, 27 et 28 février à 19 heures, le 2 mars à 17 heures. Tél. : 00-41-21-310-16-00.

LAUSANNE

de notre envoyé spécial

La reine Christine avait bien de la chance. Quand elle déposa sa couronne de Suède pour s'exiler dans d'autres pays d'Europe, les cours rivalisèrent d'efforts pour la divertir. A Innsbruck, en 1655, l'archiduc Ferdinand Carl chargea le compositeur maison Antonio Cesti et le librettiste-poète Giovanni Filippo Apolloni d'écrire pour sa venue deux opéras. La souveraine les goûta fort, paraît-il, notamment Argia, dont trois manuscrits, deux à Naples et un à Venise, ont gardé la trace. Après Innsbruck, en 1996, Lausanne accueille pour une semaine cette œuvre allégre et pratiquement inédite.

Les deux compères italiens ont imaginé une histoire abracadabrante pour illustrer les peines et les joies de l'amour. Travestissements et déguisements, faux semblants et quiproquo, pièges et chausse-trappes : l'imbricatio est si complexe qu'il décourage le résumé. Roi geignant contre le destin, jeune héritière prête à perdre sa virginité, courtisane vénale, prince amoureux de jupons : il n'y en a pas un pour racher l'autre. Et surtout pas Argia, le rôle-titre, princesse abandonnée et déçue à tout bousiller pour assouvir sa virginité. Le mélange des genres est constant, entre les déplorations pathétiques et les scènes de comédies pures, animées par les rigoles de service : bouffon cynique, eunuque cingé, vieille nourrice qui court après ses rires. Les valeurs traditionnelles – chasteté, fidélité, amour familial – sont jetées par-dessus les moulins. Et le happy end est trop moral pour être honnête.

Dans un texte du programme, Jean-Louis Martinoty rapproche cette Argia des premières pièces de Shakespeare. Elle marque les derniers feux d'une comédie musicale baroque qui cédait ensuite le pas à la pompe solennelle de l'opéra

serio. René Jacobs a resserré la partition, qui s'étend encore sur trois heures trente. Sous la baguette de son chef, le Concerto vocal s'y ébroue avec jubilation et respect. La rondeur des cordes, la justesse des vents, la richesse de la basse continuent exaltent une musique qui respire librement, ronronne de plaisir, se fait chatte ou gronde brusquement, sensuelle, et jamais débridée. La mise en scène de Jean-Louis Martinoty joue sur le même registre.

Résolument burlesque, elle garde, malgré quelques facilités, une justification musicale et littéraire. La cour du roi de Chypre, l'île de Vénus, ressemble à une pétaudière où le souverain est bien le seul à se prendre au sérieux. Lorsque les personnages commencent trop à s'apitoyer ou à s'enflammer, il y a toujours quelqu'un pour casser leur coup. Dans un décor éclairé, une série de panneaux miroitants répercute des images de rochers marins, de ruines méditerranéennes, de palais princiers, de tableaux libertins. Cet espace démultiplie les regards et renvoie le spectacle aux spectateurs.

Entre déplorations pathétiques et comédie pure, le mélange des genres est constant

Cesti et Apolloni n'ont pas été chiches : aucun des treize rôles n'est négligé, même le petit garçon d'Argia, si peu ravi de retrouver sa maman. L'interprétation musicale est franche, saine, vigoureuse. Pas de voix blanches, de postures précoïtes, de chichis baroqueux. Steven Cole, Dominique Visse, Bernard Loonen composent un trio bouffé d'une drôlerie ravageuse, mais tous les chanteurs, excellents, se révèlent aussi de comédiens vifs et agiles.

La palme de la soirée revient à la mezzo-soprano Brigitte Baileys, qui donne à Argia sa grandeur tragique. Dans les solos, la trajectoire musicale ne dévie jamais, et la voix garde toute sa souplesse. Enfin, son timbre, d'une couleur légèrement grave, se marie idéalement avec celui, plus aigre, de Dorothee Jansen (Dorisbe) pour un duo plein de tendresse.

Pierre Moulinier

Le palmarès

● Ours d'or. Larry Flynt de Milos Forman (Etats-Unis).
● Ours d'argent. Ours d'argent PRIX spécial du jury, La Rivière de Tsai Ming-liang (Taïwan) ; Ours d'argent « pour sa contribution à l'art cinématographique » à l'occasion de la présentation de Généalogie d'un crime » à Raul Ruiz (France) ; Ours d'argent du meilleur réalisateur à Eric Heumann pour Port Djeno (France) ; Ours d'argent de la meilleure interprète à Juliette Binoche pour The English Patient, d'Anthony Minghella (Etats-Unis) ; Ours d'argent du meilleur interprète à Leonardo

DiCaprio pour Shakespeare's Romeo Juliet, de Baz Luhrmann (Etats-Unis) ; Ours d'argent pour sa « contribution remarquable » au cinéma Zbigniew Preisner pour la musique de The Island on Bird Street, de Soren Kragh-Jacobsen. ● Ange Bleu (Grand prix de l'Académie européenne du film et de la télévision). Montxo Armendiariz pour Secretos del corazón. ● Prix Alfred Bauer. William Shakespeare's Romeo Juliet, de Baz Luhrmann. ● Mention spéciale aux jeunes espoirs. Anna Wielgucka pour Mademoiselle Personne, d'Andrzej

Wajda (Pologne) et Jordan Kizluk pour The Island on Bird Street (Danemark).

● Mention spéciale. Lo Vie est un châtiment, de Wolfgang Becker (Allemagne) pour « son portrait ironique et plein d'humour des changements en cours dans le Berlin d'aujourd'hui ». Get on the bus, de Spike Lee (Etats-Unis) pour l'interprétation d'ensemble. ● Ours d'or du court métrage. Dernières nouvelles, de Per Carlsson. ● Ours d'argent du court métrage. Late of night, de Stefanie Jordan, Stefanie Saghi et Claudia Zoller. ● Prix Calligari (Forum). Festival, d'Im Kwon-Taek (Corée).

Jean-Michel Frodon

Itinéraire d'un batteur d'« avant-garde »

Joey Baron en ouverture de Banlieues bleues

JOEY BARON BARONDOWN, ABBEY LINCOLN QUARTER. Grande salle du Forum, 1, place de la Libération, Le Blanc-Mesnil (93). 20 h 30, le 26. Tél. : 01-43-85-66-00, 120 F.

Dans la chambre d'un hôtel parisien, Joey Baron fouille dans ses casseroles et ses vêtements pour trouver un bonnet de bain. « Pour la piscine », il rigole, montre son crâne lisse comme un œuf. Sec, de petite taille, longtemps accompagnateur « anonyme » avant de rejoindre l'avant-garde new-yorkaise, le batteur et compositeur revient au festival Banlieues bleues en leader d'un trio inhabituel avec le saxophoniste Ellery Eskelin et le tromboniste Joshua Roseman (qui succède à Steve Swell). Par son inventivité, son phrasé tout en surprises, en élan et en grâce qui se nourrit d'un jeu très classique, par son excellence qui se fait oublier, il est l'un des batteurs les plus importants de la musique actuelle.

Né le 26 juin 1953 à Richmond (Virginie) dans une famille juive, ouvrière, pauvre à certaines périodes, Joey Baron découvre la musique grâce à la radio. « En quinze minutes sur une même station s'enchaînaient Roy Charles, Jimmy Smith, James Brown, Oscar Peterson, Son and Dove, Johnny Cash, les Beatles, les groupes psychédéliques. C'était une période de

grande créativité, d'expérience, parce qu'il y avait un tas de choses à découvrir. Mon œille s'est formée à cette diversité. » Le son d'une batterie entendue chez un voisin l'attire. Encore gamain, il débute dans l'orchestre du collège, monie des groupes de rock et de rhythm'n'blues. Le métier sur le tas, quelques trucs de batteurs.

Baron prend la route. Il joue où l'on veut bien de lui. Avec des groupes qui alignent les tubes du moment, dans des hôtels, dans des cafés, avec des formations dixieland, rock'n'roll, country, funk... Il traverse les Etats-Unis au début des années 70. Mais ce qu'il cherche alors, c'est « le mystère de jouer avec une contrebas et un piano. Tout le monde s'était mis à la fusion, au jazz rock. Seuls les chanteurs et les chanteuses avaient encore besoin d'une rythmique de base, c'est là que j'ai fait mon expérience du jazz ».

● JOUE, JOUE, VAS-Y ●

En 1975, il arrive à Los Angeles. Son premier engagement professionnel, ce sera avec Carmen McRae. Elle lui apprend les tempos lents, l'art du rythme, de l'accompagnement en retrait. Il joue avec Hampton Hawes, Teddy Edwards, Art Pepper, Stan Getz... « On a fait ensemble un disque pour l'actrice Cybill Sheppard. » Dans le numéro de février de Jazz Magazine, Frédéric Goaty fait réécouter à Joey Baron son « premier vrai disque ». A L.A., Baron apprend aussi le métier du studio. Il joue avec toute la Côte ouest, tourne avec Al Jarreau. En trio, il a des contrats de cinq, dix soirs de suite – « ça n'existe plus » – pour jouer du jazz, des trucs exotiques.

« J'aurais pu continuer comme ça. Dans mon milieu familial, la règle c'était qu'il fallait bien faire son boulot, ne pas se faire remarquer. C'est l'un des pianistes de Sarah Vaughan qui m'a encouragé à me passer des questions, à trouver mon expression parce que c'est ce qui différencie être un artiste et être juste quelqu'un qui joue de la musique. » En 1982, Baron part à New York. Il redémarre comme s'il

n'était rien. New York, c'est dur. Red Rodney le fait jouer. « Du bon, très bon. Red, qui avait joué avec Charlie Parker, me disait "Joey, joue, vas-y". Il me disait d'être moi. C'était énorme, ça valait tous les conseils ».

On remarque Joey Baron : après tout, il est un accompagnateur très sûr. On l'entend avec Toots Thielemans, Jim Hall, Fred Hersch... et puis il croise Bill Frisell. Le guitariste connaît toute l'avant-garde de la ville. Baron, qui en avait fait l'expérience de folie, n'avait jamais pensé jouer dans ce courant. Il a envie de sortir du jazz « jazz ». C'est le bon moment. Il rencontre alors Tim Berne, John Zorn, Arto Lindsay, Kermit Driscoll, Herb Robertson... une réaction en chaîne « comme à la radio, une avant-garde aussi diversifiée ».

En dix ans, Joey Baron va devenir l'un des musiciens les plus sollicités par les musiciens créatifs. On le contacte pour ce qu'il est. « C'est ce que je voulais : jouer avec des gens qui encouragent moi-même de sentir les choses et de penser, jouer dans des contextes qui me permettent d'exister. S'en rendre compte est aussi un long apprentissage. » Il continue, de temps en temps, à être sideman, fait quelques séances. On peut lire son nom sur la pochette d'Outside, de David Bowie. « Tu viens, tu enregistres, tu repars. Le disque sort des mois après ».

Son trio, Barondown, lui permet de composer, de montrer que le batteur n'est pas seulement le gars qui fait boum boum derrière, de mettre de côté la démonstration habile du soliste au profit d'un univers commun de sons. Joey Baron ouvre le festival Banlieues bleues. Un autre batteur le fermera, le 4 avril : Max Roach – avec Randy Weston –, l'un des inventeurs de la batterie moderne, depuis 1942.

Sylvain Siclier

★ Barondown : Tongue in Groove (1992, JMT 849 158-2), Raised Pleasure Dot (1994, New World Records 80449-2), Crackshot (1995, Avant 059).

LES PUBLICATIONS
du Monde

Un ancien numéro
vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

COMPAGNIE
DAIKAKUDAKAN

LA FONDATION DU JAPON PRÉSENTE
POUR LA PREMIÈRE FOIS À PARIS

REPRÉSENTATION
EXCEPTIONNELLE de
DANSE BUTO.

AUDITORIUM DES HALLES
VENDREDI 28 FÉVRIER
à 20h30

Lésion
01 42 36 13 90

Le dernier numéro :

COLOURS¹⁹

un magazine qui parle du reste du monde

**ANIMAUX
NOS BOUCS
EMISSAIRES**

en kiosque dès aujourd'hui.

32 frs

COMMUNICATION

LE MONDE / MERCREDI 26 FÉVRIER 1997

PUBLICITÉ Annonceurs et géants de la grande distribution créent des magazines chargés de vanter leurs produits. Ces journaux sur papier glacé, qui empruntent

beaucoup à la presse télévision ou féminine, correspondent à une nouvelle forme de communication publicitaire, censée attirer un public qui se sent agressé par les tracts et les

prospectus. ● CES « CONSUMER MAGAZINES » sont distribués gratuitement à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. Ils contiennent des coupons de réduction sur cer-

tains produits qui assurent leur succès auprès des consommateurs. Huit milliards de coupons ont été consommés en 1996. ● LE MODÈLE est britannique. Réalisé par la chaîne

de magasins Sainsbury et vendu pour une somme modique, il est réalisé par des journalistes indépendants et concurrence désormais les magazines « classiques ».

Les « consumer magazines », une version « journalistique » de la réclame

Les journaux promotionnels permettent aux annonceurs ou aux géants de la grande distribution de communiquer différemment. Industriels et distributeurs y trouvent leur compte. Les consommateurs aussi, grâce aux bons de réductions glissés entre les pages

« *SUS* du consommateur » pour attirer le public dans les magasins, on rivalise de créativité. Aujourd'hui, la mode est aux *consumer magazines*, conçus par des marques, et qui, sous leur apparence de journal distribué gratuitement, recèlent coupons de réduction et autres instruments publicitaires. Le dernier-né de cette famille, *Gagnant*, est diffusé depuis début février par les hypermarchés Continent (Promodes) à plus d'un million d'exemplaires.

Les *consumer magazines* seraient plus aptes à fidéliser « le nouveau consommateur, volage, critique, et exigeant », selon les professionnels. Exit le prospectus commercial, habitué des boîtes à lettres et jugé agressif. Place aux reportages, en-

trepreneurs et fiches pratiques proposés par les *consumer magazines*. « Une méthode insidieuse », disent certains observateurs, qui s'interrogent sur la transparence de la démarche. « Le *consumer magazine* répand au nouveau discours des marques », réplique Pierre de Roualle, président de Wunderman Cato Johnson-France (WCJ), l'agence de marketing services qui a conçu *Danone*, le *consumer magazine* de Danone.

La visibilité des marques s'est réduite, du fait de la stagnation de la consommation et de la naissance de concurrents tels que les produits des distributeurs. Menacées, elles cherchent donc à conserver la préférence de leurs clients en tablant sur une communication moins di-

recte. « Le *consumer magazine* permet d'entrer dans les caillottes de la marque pour la présenter sous de multiples formes à ses clients », explique Pierre de Roualle. Le format proche de celui d'un journal constitue un écart parfait. Ce « produit de presse », comme l'appellent ses initiateurs, bien que vendu à la cause d'une marque ou d'une entreprise, s'inspire de la presse télévision et féminine dont il a adopté la maquette, les rubriques, le ton. Au point qu'il est parfois difficile de distinguer le *consumer magazine* d'un « vrai » magazine.

Dans un *consumer magazine*, la publicité proprement dite est souvent limitée à 20 % de la pagination totale (60 pages en moyenne). Et paradoxe, ce support ne coûte pas d'argent aux enseignes - Carrefour, Continent, Boulanger, etc. - qui le diffusent : il est financé par des annonceurs attirés par le rapport diffusion-prix et par sa proximité sur le lien de vente. Il est considéré « comme la tête de gondole du prochain millénaire », cet emplacement promotionnel commercialisé à prix d'or par la grande distribution.

Le *consumer magazine* répond à une logique marketing des plus strictes : il doit faire acheter. Chaque rubrique sert un objectif précis. Remettre un produit au

goût du jour (« Les fruits exotiques, une invitation au voyage ») ou inciter à de nouveaux modes de consommation (« La bière en apéritif, à Noël »). « Le contenu correspond à un vrai travail de journalisme », plaide Annick Post, ex-rédactrice en chef de *Vital*, aujourd'hui à WCJ. Le *consumer magazine* consiste en un jeu de communication subtil et ambigu, qui attire plus d'un annonceur.

Les magazines Shopi (Prodin) ont

ter par rapport aux grandes surfaces. Pour Agnès Mathon, présidente d'Euro RSCG Unedite (Havas Advertising) et conceptrice de *TV Shopi*, « ce magazine fidélise ses clients en s'inscrivant dans la vie quotidienne des gens, par un rendez-vous régulier et pratique ». Les hypermarchés sont, eux aussi, friands de *consumer magazines*. Continent (Promodes) a tenté l'expérience en 1991 et la réitérera cette année avec *Gagnant*, distribué aux

magazines britanniques, jugés les plus « pointus ». *Sainsbury's The Magazine*, mensuel luxueux de 200 pages créé en 1993, veut améliorer la communication des magasins Sainsbury auprès de ses clients, tout en informant sur ses produits. Fait inhabituel, le magazine est entièrement conçu par des journalistes indépendants et il est acheté « clefs en main » par Sainsbury, qui n'a pas de droit de regard sur le contenu. Il est vendu environ 10 francs dans les magasins de la chaîne. En novembre 1996, le magazine occupait le septième rang des ventes en Grande-Bretagne, derrière *Marie-Claire* et *Cosmopolitan*.

Pourquoi acheter un magazine vendu par une marque ? Pour les réductions offertes : deux pages de coupons de réduction annoncées sur la couverture de *Sainsbury's the Magazine* donnent droit à des rabais quatre fois supérieurs au prix d'achat du journal. Celui-ci engendre des recettes grâce à la publicité et au prix de vente (les coupons étant fournis par les industriels), tout en attirant de la clientèle dans les magasins. « C'est ce qui se fait de mieux aujourd'hui », fait remarquer Aude Tierny, responsable de la veille marketing chez WCJ.

Florence Amalou

Exit le prospectus commercial, habitué des boîtes à lettres et jugé agressif. Place aux reportages, entretiens et fiches pratiques

Le coûteux succès des coupons

L'attrait d'un *consumer magazine* se fonde notamment sur les offres promotionnelles qu'il contient. Plus de 8 milliards de coupons de rabais ont été utilisés en 1996 en France (1,3 milliard il y a deux ans). Insérés dans les magazines destinés aux consommateurs, les coupons connaissent la rançon de leur succès et coûtent de plus en plus cher aux marques qui les éditent. Obligées de réduire leurs prix de vente, elles se trouvent confrontées à un paradoxe : comment se prémunir contre une trop grande quantité de coupons retournés ? Le risque financier s'accroît en effet avec l'augmentation des taux de retour, et les compagnies d'assurances sont chaque jour moins nombreuses à accepter de le couvrir, d'autant que le phénomène des coupons de réduction, plus faciles à imiter que les billets de banque, n'a pas échappé aux faussaires.

Rupert Murdoch et EchoStar s'allient aux États-Unis pour proposer 500 programmes numériques par satellite

NEWS CORP, société contrôlée par Rupert Murdoch, et EchoStar, satellite-opérateur américain, devaient annoncer, mardi 25 février, leur alliance dans la télévision numérique par satellite aux États-Unis. Selon le *Financial Times*, Rupert Murdoch, aurait donné son accord pour faire équipe avec EchoStar dans une société commune baptisée ASkyB et détenue à parité par les deux nouveaux partenaires.

Avant cette alliance, le magnat australo-américain projetait de lancer, seul, *American SkyB* (ASkyB) : un bouquet de 200 chaînes et services, conçu sur le modèle de BSkyB, ensemble britannique de programmes thématiques par satellite, contrôlé par News Corp. Avec le renfort d'EchoStar, un opérateur basé à Denver, ce sont environ 500 programmes couplés à une large gamme d'informations et de services de téléachat qui pourraient être diffusés par Rupert Murdoch sur tout le territoire des États-Unis.

La montée en puissance d'ASkyB ne devrait pas manquer d'aviver la concurrence qui règne déjà sur le marché américain de la télévision par satellite. Alors qu'en France, certains dénoncent l'existence de trois bouquets de programmes par satellite, (AB Sat, CanalSatellite et TPS), aux États-Unis, cinq opérateurs sont en compétition. ASkyB devrait se poser

comme un important rival de DirecTV et Primestar, les deux premiers opérateurs américains (respectivement 2,3 millions et 1,6 million abonnés). Le nouveau bouquet devrait aussi s'imposer comme un redoutable concurrent pour les câblo-opérateurs.

Au cours des derniers mois, TeleCommunication Inc (TCI), premier câblo-opérateur des États-Unis, a perdu 70 000 de ses 14 millions d'abonnés. Cette perte a aussitôt renforcé la pression de la Bourse sur John Malone, président de TCI. Elle a aussi conduit le câblo-opérateur à présenter, à son tour, un bouquet numérique de 170 programmes (*Le Monde* du 11 février).

RECHERCHE DE FRÉQUENCES

MCI, numéro deux américain du téléphone longue distance, devrait prendre 20 % de la participation de News Corp dans ASkyB. En mars 1996, MCI avait fait connaître sa volonté d'être présent dans le tour de table du bouquet numérique préparé par Rupert Murdoch. Dans la corbeille de mariage avec EchoStar, News Corp devrait déposer un milliard de dollars cash (environ 5,6 milliards de francs). De son côté, EchoStar apportera les 350 000 abonnés déjà séduits par son bouquet satellite lancé en mars 1996.

Pourtant, plus que ce portefeuille, ce sont

les deux satellites d'EchoStar et toutes les fréquences allouées au satellite-opérateur qui sont recherchés par Rupert Murdoch. Prévoyant, EchoStar a ainsi accumulé pas moins de 91 fréquences. Chacune peut permettre de diffuser des programmes numériques. En comparaison, DirecTV, premier satellite-opérateur américain, ne détient que 54 fréquences. De son côté, ASkyB a acquis 28 fréquences. En 1996, Rupert Murdoch et MCI avaient dépensé 600 millions de dollars (environ 3,36 milliards de francs) pour acquérir, aux enchères, le dernier lot de fréquences dévolues à la diffusion numérique par satellite.

Pour s'imposer sur le marché de la télévision numérique par câble ou satellite, Rupert Murdoch a annoncé son intention de diffuser un grand nombre de chaînes et de manifestations sportives locales. Aujourd'hui, les foyers américains sont massivement câblés. Malgré la mauvaise qualité des images et du son, les réseaux câblés retiennent encore nombre de leurs abonnés avec la diffusion des chaînes locales dans le service de base. Avec le lancement d'ASkyB, cet argument ne tiendra plus et les câblo-opérateurs - et TCI au premier chef - pourraient assister à des transferts massifs de leurs abonnés au profit d'EchoStar.

Guy Dutheil

Le tribunal administratif rejette la requête d'Hachette sur les conditions de la privatisation de TF1 en 1987

ÉCARTÉ de la privatisation de TF1 en 1987, Jean-Luc Lagardère, patron de Matra-Hachette, n'aura pas pris sa revanche sur le terrain judiciaire, dix ans après. Le tribunal administratif de Paris a décidé, vendredi 21 janvier, de rejeter la requête du président du directoire du groupe Lagardère et n'a donc pas ordonné de supplément d'instruction. Selon Jean-Luc Lagardère, l'équité entre les groupes Bouygues et Hachette n'aurait pas été respectée lors de la procédure d'attribution de TF1 par la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL). Pour preuve, il faisait état de propos tenus en public par Patrick Le Lay, président de TF1, en 1991.

Cette année-là, à l'occasion de la présentation de la grille de rentrée de la « Une », Patrick Le Lay aurait reconnu devant plusieurs journalistes que Gabriel de Broglie, président de la CNCL, lui avait téléphoné, le 4 avril 1987, peu avant le vote pour l'attribution de TF1. Un coup

de téléphone de dernière minute destiné à le prévenir qu'Hachette s'était engagé à ne procéder qu'à une seule coupure publicitaire dans les films et les fictions. En clair, sans un engagement similaire ou sans un pas en avant supplémentaire de la part du groupe Bouygues, le candidat Hachette serait alors le « mieux disant culturel ».

Le PDG de TF1 n'a jamais confirmé ni démenti avoir tenu ces propos. Mais de son côté, Gabriel de Broglie nie avec énergie : « L'affirmation consistant à dire que j'aurais téléphoné le jour de la cession de TF1, cinq minutes avant le vote est dénuée de toute vraisemblance. » L'ancien président de la CNCL tient à « démentir formellement les affirmations de Patrick Le Lay et de Jean-Luc Lagardère ». Il ajoute : « En terme de calendrier, c'est ridicule car tous les engagements étaient connus depuis la veille. » Le vote de la CNCL attribuant TF1 à Bouygues est intervenu le 4 avril, au lendemain des auditions publiques, retransmises

le 3 avril, en direct sur TF1. Pour s'en convaincre, précise l'ancien président de la CNCL, il suffit de regarder les archives vidéo.

LUTTE TF1-LA CINQ

Outre l'existence du coup de téléphone, Gabriel de Broglie dément aussi son objet. Pour l'ancien président de la CNCL, c'est Bouygues et non Hachette qui, en 1987, était « le mieux disant ».

Selon Gabriel de Broglie, Hachette demandait une interruption publicitaire pendant le journal de 20 heures. Malgré l'intervention de la CNCL, le groupe de Jean-Luc Lagardère, au prétexte que cela se pratiquait à la télévision américaine, n'a pas voulu renoncer à cette coupure. Tout juste Matra-Hachette s'est-elle résolu à réclamer cet écran publicitaire « à titre expérimental », indique Gabriel de Broglie. En matière de coupures publicitaires dans les films et fictions, les engagements de Bouygues allaient aussi au-delà de ceux d'Hachette,

précise l'ancien président de la CNCL.

Déposée en janvier 1992, la requête du président d'Hachette s'inscrivait dans la lutte entre TF1 et La Cinq, contrôlée par Hachette depuis octobre 1990 et qui devait disparaître en avril 1992. Dans ses conclusions, le commissaire du gouvernement avait toutefois proposé au président de la sixième chambre du tribunal administratif de Paris d'ordonner un « supplément d'instruction », afin d'établir que le principe d'égalité entre les candidats n'a pas été méconnu. L'attribution de TF1 au groupe Bouygues n'aurait, de toute façon, pas été remise en question : de son propre aveu, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) « ne peut rien faire » et ne « dispose pas de droit de suite ». En outre, TF1 bénéficie d'une nouvelle autorisation d'émettre depuis janvier et « l'ancienne convention n'existe plus ».

G. D.

Télévision par satellite (TPS) prévoit 250 000 abonnés pour 1997

L'INTÉRÊT des Français pour la télévision numérique ne se dément pas. Télévision par satellite (TPS) a annoncé, mardi 18 février, la commande de 140 000 décodeurs numériques supplémentaires à la Sagem. Ce nouvel approvisionnement devrait permettre à TPS de réduire les délais de livraison des décodeurs aux abonnés, qui est actuellement de sept à huit semaines. Cet accord avec la Sagem porte à 160 000 le nombre de boîtiers fournis à TPS. Annonçant déjà 65 000 abonnés, la direction du bouquet aurait reçu ses prévisions à la hausse. D'abord fixé à 175 000 souscripteurs, l'objectif pour la fin de 1997 serait désormais remonté à 250 000. Pour preuve, la totalité des décodeurs Sagem devront être livrés en juin, et un autre fournisseur devrait venir épauler la Sagem : Thomson, Philips et Pace sont en lice pour fournir une commande de près de 100 000 décodeurs.

DÉPÊCHES

■ **RADIO** : quatre syndicats de Radio-France (CFDT, CGT, CGC et SNJ) ont maintenu le préavis de grève pour ce mardi 25 février. Selon le SURT-CFDT, il s'agit du « premier acte de résistance à la politique du PDG, Michel Boyon », dont le projet de création de Radio-Jeunes à Toulouse est à l'origine du conflit (*Le Monde* du 25 février). Les antennes des radios locales et de France-Culture devraient être les plus touchées.

■ **TELEVISION** : à la suite d'une grève des journalistes et techniciens de France 3 Limousin-Poitou-Charentes, le journal sportif et l'émission sportive « A vos marques ! », qui le suit, n'ont pas été diffusés, dimanche 24 février. Le mouvement a été motivé par la décision de la direction régionale de réduire les deux émissions en une seule de 23 minutes au lieu de 32. - (*Carresp.*)

■ **PRESSE** : le quotidien *Nice-Matin* n'a pas paru mardi 25 février, à la suite de la reconduction d'un mouvement de grève du personnel administratif touchant notamment le service des expéditions. Selon un communiqué de la CGT, les personnels du siège et des agences, auxquels se sont joints les inspecteurs des ventes, ont décidé à l'unanimité des présents la poursuite d'une grève qui avait entraîné la non-parution du quotidien samedi 22 février, mais qui avait été suspendue, permettant la sortie du journal dimanche et lundi.

■ **Olivier Mongin**, directeur de la rédaction d'*Esprit*, estime dans la livraison de février de la revue que la démission de Bernard Porte de la présidence de la Fédération nationale de la presse française (FNPF) témoigne de « l'incapacité de la presse écrite à régler collectivement ses propres problèmes ». « La suspension de l'aide de l'Etat et de La Poste » devrait conduire à « des hausses d'affranchissement de 400 % en cinq ans » pour des revues comme *Esprit*. « Les pouvoirs publics ayant décidé de focaliser leur aide sur la presse d'information générale et politique ». Pour Olivier Mongin, « les revues françaises, grosses ou petites, risquent de payer les pots cassés plus que d'autres et, avec elles, leurs lecteurs ».

■ **DISTRIBUTION** : le consortium polonais PCK a annoncé, lundi 24 février, avoir déposé une offre de 80 millions de dollars pour acquérir 40 % du capital de Ruch, principal distributeur de presse polonais. Cette offre concurrence celle d'Hachette, qui avait signé un protocole d'accord avec le gouvernement (*Le Monde* du 25 février). Auparavant, Leszek Juchaczewicz, vice-ministre polonais du Trésor, avait déclaré à l'AFP qu'il était « prêt à formuler, dans la journée, une demande formelle au ministre du Trésor, Mirosław Pietrowicz, de signer l'accord définitif avec Hachette ».

■ **JUSTICE** : deux journalistes belges ont fait condamner leur pays, à qui ils reprochaient d'avoir violé leur liberté d'expression. La Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg a condamné, lundi 24 février, la Belgique à verser des dommages et intérêts aux deux rédacteurs de la revue *Hama*, qui avaient accusé quatre magistrats d'Anvers de partialité et de connivence. La cour d'appel de Bruxelles les avait condamnés pour diffamation.

L'islam et l'héritage d'Atatürk

Les grands quotidiens turcs ouvrent leurs colonnes au président Demirel, perçu comme l'arbitre des tensions entre l'armée et le gouvernement

LA DOUBLE MOTION de censure contre le gouvernement du premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, qui devait être débattue à l'Assemblée nationale le 25 février, n'a guère retenu l'attention de la presse turque, l'opposition ayant peu de chances de succès. Le débat sur la laïcité, la tension entre le gouvernement et l'armée continue en revanche de faire couler de l'encre dans les grands quotidiens.

Les trois grands quotidiens Sabah, Hürriyet et Milliyet, dont les éditorialistes avaient rencontré le président de la République, consacraient leurs premières pages aux déclarations de M. Demirel, perçu comme l'arbitre de la situation. « En intervenant, n'êtes-vous pas renforcer la cause contre laquelle vous intervenez ? »,

citait à la « une » Sabah, soulignant les efforts du président pour étouffer les rumeurs d'un éventuel coup d'Etat. « Nos citoyens sont les garants du régime. Je crois à leur bon sens. Les principes de base de la Constitution ne pourront être changés ni aujourd'hui ni demain. »

Le quotidien Milliyet plaçait l'accent sur l'autorité qui peut être accordée au président de dissoudre l'Assemblée en cas de crise du régime. « Aucun groupe qui veut toucher à la laïcité et au mode de vie moderne ne peut durer longtemps », déclarait le président. Dans Hürriyet, qui tirait sur le mécontentement de l'homme de la rue, le chef de l'Etat avait un message pour chacun : au premier ministre, il rappelait qu'il avait prêté serment de « maintenir la



démocratie et la laïcité de l'Etat », aux militaires, il signalait que « les forces armées ne sont pas un parti politique et qu'elles sont aux ordres du pouvoir civil », et, aux citoyens turcs, il demandait de « protéger la République laïque et démocratique ».

Le très laïque Cumhuriyet avait pour sa part réservé, lundi 24 février, le sommet de sa première page aux expressions de soutien au général Cevik Bir, le numéro deux de l'état-major de l'armée,

qui, lors d'un discours à Washington, avait attaqué l'Iran et souligné la détermination des militaires à « protéger l'héritage d'Atatürk ». Le même quotidien affirmait que lors de sa tournée américaine le ministre islamiste Abdullah Gül n'avait pas été convaincant et qu'« il est clair que le Parti de la prospérité n'abandonnera jamais le soutien des Etats-Unis ». Le quotidien de langue anglaise Turkish Daily News, plus proche du gouvernement, affirmait de son côté que « les Américains... étaient prêts à travailler avec ce parti islamique dans le cadre du gouvernement élu », tout en admettant qu'un faux pas de la part du gouvernement pourrait bouleverser ces relations.

Nicole Pope

EN VUE

La Banque mondiale dispose, dans ses locaux de Washington, d'une nouvelle salle à manger privée dont un mur est recouvert d'or. « Il s'agit en fait d'une surface très petite », précise Doug Hatch, l'un des concepteurs de la décoration. Par ailleurs, la banque prépare son troisième plan de licenciement en dix ans et s'apprête à supprimer environ sept cents emplois.

Le catin livré, samedi 22 février, au commissariat d'Aubagne par une jeune femme, qu'une « dame blonde accompagnée d'un chien policier » lui avait remis, prétendait-elle, contenait un doigt appartenant probablement à un détenu de la maison d'arrêt de Luynes. Philippe Alarcon aurait voulu, par ce moyen, protester de son innocence. Une enquête a aussitôt été ouverte pour « recel et sortie illégale de caurrier ».

Les enfants sont de plus en plus sauvages utilisés dans la haute couture en Grande-Bretagne. Vivienne Westwood, a fait défiler, lors de la Semaine de la mode, qui vient d'avoir lieu à Londres, des mannequins de treize ans, que des « chercheurs de talents » sont allés débusquer dans les écoles et les lycées. « Il n'y a rien de plus sexy qu'une jeune fille qui paraît plus vieille », a affirmé cette ancienne égérie du mouvement punk.

De nombreux obus étaient enfouis sur le site d'un ancien aéroport militaire soviétique, à Legnica, au sud-ouest de la Pologne, où Jean-Paul II doit célébrer une messe, en juin, lors

de sa septième visite dans son pays natal. « Cette découverte a été pour nous une surprise extrêmement désagréable, d'autant plus que la quantité des projectiles est considérable », a indiqué le directeur de la zone industrielle créée, depuis, sur le terrain de la base, Andrzej Maciejewski, qui s'est engagé à garantir la sécurité de l'endroit pour le pape et les fidèles.

Le Syndicat français des matadors, rejoneadors et novilleros (SFMN), présidé par l'ancien torero Bernard Marsalla, demande pour ses cinquante adhérents, aujourd'hui tenus de cotiser en Espagne, « un statut social et fiscal » en France. Amar Antunez exprime la même revendication pour les trente-neuf membres du Syndicat des banderilleros et picadors français (SBPF), organisation qu'il dirige.

Carmen provoque actuellement un scandale à Moscou. Le spectacle, interdit aux moins de seize ans, met en scène une héroïne à moitié nue faisant l'amour avec ses amants dans une carcasse de voiture, au milieu d'un terrain vague, sous le regard des loubards et des prostituées formant le chœur. A l'opéra de Cologne, Aida, transposée dans le monde du cyberspace, a été accueillie par des sifflets. On y voit l'héroïne, Radamès, et Amneris évoluer sur fond de circuits imprimés, de lasers et de fumigènes, tandis qu'un ballet de yuppies salue la victoire égyptienne, armés de téléphones cellulaires devant l'écran géant des cours de la Bourse.

DANS LA PRESSE

RTL

Michelle Catta
On a beau être aguerri, endurci par la lecture quotidienne de tant de journaux et de magazines (...), on a beau se croire vacciné contre l'horreur, impossible de chasser de son esprit le drame de Boulogne. Voilà, ces jeunes filles que nous suivions en pensée depuis de longues semaines : mortes ; et mortes plusieurs fois puisque battues, violées, torturées, mortes dans un univers de crasse et d'alcool, un désert de sable sale. Ce qui convient à la rigueur pour un

petit voleur ordinaire, la libération anticipée pour bonne conduite en prison est plus que contestable, criminel presque, lorsqu'il s'agit d'un délinquant sexuel incapable de résister à des pulsions dont il n'a pas le contrôle. Le moins qu'on puisse attendre est l'application, pour les auteurs de crimes sexuels, de la peine incompressible de trente ans.

LA CHAÎNE INFO

Pierre-Luc Séguillon
Décidément, ce débat autour de l'immigration aura donné lieu à tous les excès. Faut-il reprocher au Parti socialiste et à Lionel Jospin de chercher à tenir un discours

réaliste qu'ils n'auraient pas à trahir si, un jour, ils venaient au pouvoir ? Faut-il leur tenir grief de tenter de concilier avec autant de peine que l'actuelle majorité une éthique de conviction et une éthique de responsabilité ? On a beaucoup critiqué jadis François Mitterrand pour avoir cultivé l'utopisme dans l'opposition puis le cynisme au pouvoir. Il serait bon de reconnaître au moins à Lionel Jospin, quelles que fussent ses maladroites, le mérite de refuser à priori cette tricherie.

LIBÉRATION

Laurent Joffrin
Il y a une polémique contre les

TF 1

16.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 17.30 **Le Prince de Bel Air**, série. 18.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 18.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 19.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 19.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 20.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 20.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 21.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 21.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 22.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 22.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 23.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 23.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 24.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 24.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 25.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 25.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 26.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 26.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 27.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 27.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 28.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 28.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 29.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 29.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 30.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 30.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 31.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 31.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 32.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 32.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 33.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 33.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 34.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 34.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 35.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 35.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 36.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 36.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 37.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 37.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 38.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 38.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 39.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 39.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 40.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 40.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 41.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 41.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 42.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 42.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 43.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 43.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 44.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 44.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 45.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 45.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 46.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 46.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 47.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 47.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 48.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 48.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 49.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 49.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 50.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 50.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 51.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 51.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 52.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 52.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 53.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 53.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 54.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 54.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 55.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 55.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 56.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 56.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 57.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 57.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 58.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 58.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 59.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 59.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 60.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 60.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 61.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 61.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 62.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 62.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 63.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 63.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 64.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 64.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 65.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 65.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 66.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 66.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 67.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 67.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 68.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 68.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 69.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 69.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 70.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 70.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 71.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 71.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 72.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 72.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 73.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 73.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 74.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 74.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 75.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 75.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 76.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 76.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 77.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 77.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 78.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 78.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 79.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 79.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 80.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 80.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 81.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 81.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 82.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 82.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 83.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 83.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 84.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 84.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 85.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 85.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 86.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 86.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 87.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 87.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 88.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 88.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 89.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 89.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 90.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 90.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 91.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 91.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 92.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 92.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 93.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 93.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 94.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 94.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 95.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 95.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 96.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 96.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 97.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 97.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 98.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 98.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 99.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 99.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 100.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 100.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 101.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 101.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 102.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 102.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 103.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 103.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 104.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 104.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 105.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 105.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 106.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 106.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 107.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 107.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 108.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 108.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 109.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 109.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 110.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 110.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 111.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 111.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 112.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 112.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 113.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 113.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 114.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 114.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 115.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 115.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 116.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 116.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 117.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 117.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 118.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 118.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 119.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 119.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 120.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 120.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 121.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 121.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 122.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 122.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 123.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 123.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 124.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 124.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 125.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 125.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 126.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 126.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 127.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 127.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 128.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 128.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 129.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 129.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 130.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 130.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 131.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 131.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 132.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 132.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 133.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 133.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 134.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 134.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 135.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 135.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 136.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 136.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 137.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 137.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 138.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 138.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 139.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 139.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 140.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 140.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 141.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 141.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 142.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 142.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 143.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 143.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 144.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 144.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 145.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 145.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 146.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 146.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 147.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 147.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 148.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 148.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 149.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 149.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 150.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 150.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 151.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 151.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 152.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 152.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 153.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 153.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 154.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 154.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 155.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 155.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 156.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 156.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 157.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 157.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 158.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 158.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 159.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 159.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 160.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 160.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 161.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 161.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 162.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 162.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 163.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 163.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 164.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 164.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 165.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 165.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 166.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 166.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 167.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 167.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 168.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 168.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 169.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 169.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 170.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 170.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 171.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 171.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 172.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 172.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 173.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 173.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 174.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 174.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 175.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 175.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 176.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 176.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 177.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 177.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 178.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 178.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 179.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 179.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 180.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 180.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 181.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 181.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 182.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 182.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 183.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 183.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 184.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 184.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 185.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 185.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 186.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 186.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 187.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 187.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 188.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 188.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 189.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 189.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 190.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 190.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 191.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 191.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 192.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 192.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 193.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 193.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 194.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 194.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 195.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 195.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 196.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 196.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 197.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 197.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 198.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 198.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 199.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 199.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 200.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 200.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 201.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 201.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 202.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 202.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 203.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 203.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 204.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 204.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 205.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 205.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 206.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 206.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 207.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 207.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 208.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 208.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 209.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 209.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 210.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 210.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 211.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 211.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 212.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 212.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 213.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 213.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 214.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 214.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 215.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 215.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 216.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 216.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 217.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 217.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 218.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 218.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 219.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 219.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 220.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 220.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 221.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 221.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 222.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 222.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 223.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 223.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 224.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 224.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 225.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 225.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 226.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 226.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 227.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 227.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 228.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 228.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 229.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 229.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 230.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 230.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 231.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 231.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 232.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 232.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 233.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 233.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 234.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 234.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 235.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 235.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 236.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 236.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 237.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 237.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 238.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 238.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 239.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 239.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 240.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 240.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 241.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 241.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 242.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 242.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 243.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 243.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 244.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 244.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 245.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 245.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 246.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 246.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 247.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 247.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 248.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 248.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 249.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 249.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 250.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 250.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 251.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 251.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 252.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 252.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 253.15 **Le Prince de Bel Air**, série. 253.45 **Le Prince de Bel Air**, série. 254.15 **Le Prince de Bel Air**

Le temps des clones

par Pierre Georges

C'EST un magnifique poisson rouge, notre Benet du Monde. Bien propre sur lui. Bien poli avec les dames, sachant manifester le plus grand intérêt pour les choses de la vie et de la presse. C'est un Benet peu ordinaire en somme auquel il ne manque plus guère que la parole. Il frétille à l'heure du déjeuner. Il godelle à l'heure du dîner. Il roupille à celle du souper. Il tourne en rond dans son bocal rond, comme mascotte de rotative. Il prospère et embellit. Il fait la fierté de ses maîtres et l'admiration de la garnison, un peu loquète nonobstant sur l'état mental des propriétaires.

Il n'a qu'un défaut, notre poisson de presse. Mais majeur, celui d'être unique, un Benet pour deux ! Cette affection en copropriété ne saurait durer, vu les ravages de la jalousie et les progrès de la science et de la recherche. Car vous pensez bien que si nous en sommes à déléguer sur les aventures d'un poisson rouge nommé Benet, c'est avec une petite idée derrière la tête.

Celle de faire closer l'animal. De lui donner un frère, ou plutôt un simili-frère jumeau. Ni tout à fait un autre, ni tout à fait le même. Benet I se mirant en Benet II, miroir mon beau miroir. Les scientifiques qui peuvent tout, et le trouvent en Ecosse, devraient pouvoir nous en fabriquer un. On sait bien que l'animal o'est guère mammifère. Mais, enfin, qui peut le moins, et notamment la multiplication miraculeuse des poissons rouges.

Sourions, ce effet, pour n'avoir pas à blâmer du meilleur des mondes qu'il s'annonce. Voilà, nous y sommes. L'homme se fait Créateur ! Il peut reproduire une brebis comme photocopie. Il peut fabriquer la vie à l'identique de la vie, et à la chaîne. Prendre un animal, en fabriquer un

double et le double du double, l'animal parfait, infiniment parfait, « gémelement » parfait. Bien plus, rien théoriquement, sauf l'interdit philosophique, ne s'oppose à ce qu'il fabrique, par bouturage de cellule, le même homme, la même femme. A l'infini.

Voici venu le temps possible des clones. Et c'est tout simplement effrayant ! On sait bien que tous les scientifiques affirment, jurent qu'ils ne le feront jamais, que leurs interdits, leur sagesse, le simple bon sens, la moralité, tous les arguments du monde s'opposent au clonage humain. On sait tout cela. Et on le croit volontiers dans une nécessité de survie mentale. Mais il n'empêche. Le seul fait que, théoriquement, la procréation puisse rendre possible la reproduction à l'identique d'un être humain fait froid dans le dos.

Être soi-même et avoir son double. Être unique et son propre multiple ou procédait plus alors de la science-fiction mais d'une humaine fiction. Jamais pratiquée, on l'espère. Toujours possible, on le redoute. Même si, répétons-le, les scientifiques assurent qu'ils sauront en rester à l'âge de Dolly, cette brebis dupliquée, et aux applications positives qu'ils peuvent en espérer.

En soi, cette expérience de physiologie animale est déjà singulièrement dérangeante. Imaginons un instant le meilleur des mondes, avec la meilleure des vaches, des chevaux, le meilleur des Salons de l'Agriculture. Imaginons la meilleure des côtes de boeuf clonée, avec le meilleur des maïs transgéniques ! Imaginons un monde, où, à l'exception des hommes et des poissons rouges, tout ne serait que perfection et reproduction parfaite, la vie en copyright. C'est fou !

Bill Clinton demande un rapport sur les conséquences éthiques du clonage

L'expérience effectuée avec une brebis est jugée « très troublante »

LA MAISON BLANCHE a annoncé, lundi 24 février, que le président américain Bill Clinton a décidé de confier à la Commission consultative sur la bioéthique, la rédaction d'un rapport sur les conséquences éthiques du clonage d'une brebis adulte par des scientifiques écossais (Le Monde du 25 février). « C'est un sujet très troublant », a commenté Michael McCurry, porte-parole de la Maison Blanche, ajoutant que le président avait pris cette décision après avoir appris cette « surprenante nouvelle d'Ecosse ».

« La Maison Blanche a demandé à la commission consultative d'étudier cela et de donner son avis sur la nécessité de nous pencher de manière plus attentive sur cette avancée scientifique et technique », a ajouté M. McCurry. Nous leur avons seulement demandé d'étudier les conséquences juridiques et éthiques de cette technologie ».

Cette commission, créée en 1996, devra remettre d'ici le 27 février, une étude sur le sujet. Le porte-parole a rappelé que Bill Clinton avait interdit l'an dernier l'utilisation de fonds fédéraux pour la recherche sur les embryons humains. M. Clinton demande aujourd'hui si de

nouvelles dispositions législatives sont nécessaires pour limiter les expérimentations financées par des fonds privés. Le clonage d'un être humain est interdit dans la plupart des pays européens, mais aucune loi ne s'y oppose aux États-Unis.

ARRÊTER LA MONTRE

Les chercheurs de l'Institut Roslin d'Edimbourg, dirigés par le docteur Ian Wilmut, ont réussi à créer une brebis à partir d'une seule cellule prélevée sur une brebis adulte, les deux animaux étant génétiquement semblables. « Ces chercheurs ont trouvé le moyen d'arrêter la montre et de programmer les gènes de telle manière qu'ils reviennent au point de départ », a déclaré Ron James, directeur de la société PPL Therapeutics qui a cofinancé ces travaux, avec le ministère britannique de l'Agriculture. Cette société, dont deux des membres signent la publication à paraître dans l'hebdomadaire Nature daté du 27 février, est chargée du développement commercial des découvertes de l'Institut Roslin.

L'une des spécialités de PPL Therapeutics est la production de lait enrichi en protéines humaines à partir d'animaux au patrimoine gé-

nétique modifié. PPL Therapeutics possède notamment un troupeau de 200 brebis transgéniques, dont le lait contient des molécules pouvant être utilisées contre la muco-viscidose ou l'infarctus du myocarde. Genzyme, une firme américaine basée dans le Massachusetts possède également des animaux transgéniques du même type. On estime à 5 000 francs le prix d'un litre de ce lait (Le Monde du 4 mai 1996).

Le fait de pouvoir cloner des animaux transgéniques de ce type à partir de cellules prélevées sur des bêtes adultes fournit un formidable avantage à cette firme. Le clonage permet en effet de faire l'économie des manipulations génétiques réalisées à l'échelle de chaque embryon pour modifier le patrimoine héréditaire et y greffant les gènes dirigeant la synthèse de telle ou telle molécule médicamenteuse.

« Le clonage d'êtres humains reste du domaine de la science-fiction, a pour sa part déclaré le docteur Ian Wilmut. Tous ceux qui sont impliqués dans ces recherches le jugeraient contraire à l'éthique ».

Jean-Yves Nau

Milos Forman fait retirer l'affiche de son film « Larry Flynt »

LA POLÉMIQUE provoquée par l'affiche du film *Larry Flynt*, de Milos Forman, qui a reçu l'Ours d'or du Festival de Berlin (lire page 29), devait connaître, mercredi 26 février, un ultime rebondissement devant la cour d'appel de Paris, présidée par Pierre Brague. Celui-ci devra examiner l'exécution, par le distributeur Columbia et par la société d'affichage Dauphin, du retrait de cette affiche, décidé par le réalisateur.

Milos Forman avait en effet provoqué la surprise, lundi 24, devant la cour d'appel, en faisant lire par l'avocate de Columbia, M^{me} Magali Thorne, un communiqué, assurant qu'il n'avait jamais eu l'intention « de provoquer ou d'offenser qui que ce soit avec l'affiche de Larry Flynt. Ce visuel doit supposé refléter le traitement satirique des thèmes du film : patriotisme, jingoïsme, hypocrisie, nudité-marchandises ». Déplorant la « récupération par diverses associations politiques-religieuses », Milos Forman a demandé le retrait de l'affiche. Des incidents visant des salles de cinéma (affiches lacérées, graffitis) ont été déplorés.

MALAISES PERSISTANTES

Si le distributeur et l'afficheur pouvaient se prévaloir du « geste d'apaisement » de Milos Forman (alors que la campagne d'affichage est quasiment terminée !), personne d'autre n'était satisfait de la fin de ce « scénario ». Débutés en première instance, les plaignants -

31 catholiques défendus par M^{re} Alexandre Varaut et l'Association contre le racisme et pour l'identité française (Agrif), proche du Front national - étaient venus de renforcer : une congrégation religieuse (Les Filles de la charité) et les Associations familiales catholiques (AFC), qui avaient demandé à être entendues. M^{re} Varaut avait battu le ban et l'arrière-ban dans les milieux religieux, faisant signer des lettres par des évêques catholiques et orthodoxes, des pasteurs, y compris le recteur de la Mosquée de Paris.

La Ligue des droits de l'homme avait aussi demandé à intervenir en appel, et son avocat, M^{re} Tubiana, ne déclinait pas : « A chaque fois que la hiérarchie catholique tentera de rétablir un ordre moral, la Ligue se trouvera en face d'elle ». Sans doute ignorait-il que la hiérarchie catholique était la plus embarrassée par une polémique qu'elle n'avait pas déclenchée. Présent, M^{re} Bernard Lagoutte, secrétaire général de la Conférence des évêques, n'a pas pu préciser sa position : pas de demande d'interdiction, mais condamnation morale de l'affiche. Au total, c'est l'épiscopat qui aura le plus de leçons à tirer de cette affaire, quant au zèle excessif de certains de ses fidèles, à la compétence et aux moyens qu'il entend donner à sa récente association Crocyances et libérés, étrangement absente d'un tel débat.

Henri Tincq

La confession d'un terroriste à la télévision algérienne

LA TÉLÉVISION d'Etat algérienne a diffusé, lundi soir 24 février, le long témoignage d'un homme présenté comme le chef d'un commando islamiste responsable de l'assassinat du chef de la puissance centrale syndicale UGTA, Abdelhak Benhamouda, le 28 janvier. Farouche adversaire des islamistes, proche du président Liamine Zéroual, Abdelhak Benhamouda avait été tué de plusieurs balles, ainsi que son garde du corps et un gardien du siège de l'UGTA, en plein cœur d'Alger.

L'auteur présumé de ce coup de main, Rachid Medjahed, dit « Khaled Abou Mouad », 30 ans, a raconté, face à la caméra et avec un luxe de détails, la préparation, l'exécution et la fuite du commando. Il a également longuement détaillé son par-

cours en expliquant qu'il avait été étudiant en quatrième année en langue arabe. Ancien militant du Front islamique du Sahel (FIS-dissous), il a été arrêté en 1992, et libéré en 1995. Il a affirmé diriger un groupe « indépendant et libre », qui projetait, selon lui, d'attaquer des « personnalités importantes », mais aussi de perpétrer des attentats à la bombe et des incendies. La télévision d'Etat, étroitement contrôlée par le pouvoir, a délégué à plusieurs reprises des témoignages d'islamistes armés, ou de repentis.

NOUVEAUX MASSACRES

L'homme présenté comme le responsable de la mort du responsable syndical a affirmé avoir été « bien traité » durant sa détention. Il a également expliqué qu'il regrettait ses actes et il a demandé aux islamistes engagés dans la lutte armée de « cesser le combat ».

Par ailleurs, de nouveaux massacres ont été répertoriés lundi 24 février par la presse algérienne. Liberté et Al-Khabar ont fait état de 18 morts au cours des trois derniers jours, au sud d'Alger, à Laghouat, Tablat et Médéa. Mardi 25 février, Al-Khabar a encore signalé l'assassinat de 18 civils, tués dans la nuit de dimanche 23 à lundi 24 février à un faux barrage routier dressé par des islamistes armés dans la région de Salda, au sud-ouest d'Alger. Le quotidien Le Matin a enfin rapporté qu'un attentat à la bombe lundi, sur le marché de Boufarik, au sud d'Alger, a fait 2 morts. - (AFP)

Opération de police dans l'enquête sur l'attentat de Port-Royal

LA POLICE JUDICIAIRE parisienne a effectué, mardi 25 février, une série de perquisitions dans la région parisienne, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat perpétré le 3 décembre 1996 dans une rame du RER à la station de Port-Royal (4 morts, 91 blessés). Effectuée sur commission rogatoire du juge d'instruction Laurence Le Vert, cette opération, qualifiée de « vérification mécanique », était destinée à vérifier les emplois du temps de toutes les personnes ayant acheté de la poudre noire au cours des semaines ayant précédé l'attentat. Cette substance, dont la vente exige la présentation d'une pièce d'identité, avait servi à la fabrication de la bombe du RER. La brigade criminelle a établi la liste de ces personnes en examinant les registres des armuriers de la région parisienne. L'attentat du 3 décembre, attribué aux islamistes, n'a pas été, à ce jour, formellement revendiqué.

LITTÉRATURE : l'écrivain russe André Sinlavski est mort mardi 25 février des suites d'une longue maladie, à l'âge de 71 ans, à Fontenay-aux-Roses, dans la banlieue de Paris, où il résidait depuis son arrivée en France en 1973. Né à Moscou en 1925, André Sinlavski était l'un des plus célèbres écrivains dissidents russes. Il avait été condamné en 1966 à Moscou à sept ans de camp à régime sévère pour ses œuvres « anti-soviétiques » publiées à l'étranger ainsi que son ami Youli Daniel, condamné à cinq ans. Le dernier livre d'André Sinlavski, *Ivon le simple, paganisme, magie et religion du peuple russe*, avait paru chez Albin-Michel en 1990.

L'ANPE juge les perspectives d'emploi meilleures

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL de l'Agence nationale pour l'emploi, Michel Bernard, a présenté, mardi 25 février, le bilan 1996 de l'agence et ses objectifs pour 1997. Après une année marquée par un léger recul du nombre des salariés dans le secteur marchand (-0,1 %, selon l'Insee), les perspectives lui paraissent meilleures aujourd'hui, même si le gouvernement et les conjoncturistes restent prudents sur les retombées, pour l'emploi, d'une reprise de l'activité économique.

Dans un marché de l'emploi peu actif au second semestre, les 16 400 agents de l'ANPE ont recueilli 2 330 000 offres d'emplois en 1996, soit une augmentation de 13 % par rapport à 1995, sans toutefois atteindre l'objectif fixé (2,4 millions). La proportion d'offres satisfaites a atteint 88 %, en hausse de trois points par rapport à 1995. Leur qualité a peu évolué d'une année sur l'autre : sur les 2,3 millions de postes offerts, le nombre de contrats de moins d'un mois en a représenté 13,4 % (12 % en 1995), les contrats à durée déterminée de moins de six mois 32,6 %, soit presque autant que les contrats à durée indéterminée (34 %). Au total, les emplois « durables » (CDI et CDD de plus de six mois) ont représenté 54 % des offres.

Pour 1997, M. Bernard s'est fixé deux grands objectifs. Le premier est de recueillir 2,5 millions d'offres et d'en satisfaire 2,2 millions, tout en réduisant de 40 000 le nombre de chômeurs inscrits depuis plus de deux ans (-20 000 en 1996) et de 25 000 celui des jeunes en grande difficulté. Le développement des espaces jeunes (320 fin 1997) au sein des missions locales, qui permettent au moins de 25 ans de trouver toute une gamme de services et de conseils (santé, logement, emploi etc.), va dans ce sens.

AMÉLIORER LES SERVICES

Le directeur de l'ANPE entend également poursuivre l'amélioration des services proposés aux demandeurs d'emploi et aux entreprises. Une croissance économique d'au moins 2 %, une appréciation du dollar favorable aux produits français et des mesures d'aide (allocation de remplacement pour l'emploi, loi Robien) « font que 1997 se présente plus favorablement qu'en 1996 », a-t-il expliqué au Monde.

Le patron de l'ANPE tient aussi à revenir sur l'étude de l'ex-Centre d'étude des revenus et des coûts, qui chiffre à 5 millions le nombre de personnes « privées d'emploi » (Le Monde du 19 février), alors que le chiffre officiel est de 3,1 millions. « Il ne faut pas faire d'amalgames entre des catégories qui ne sont pas comparables (chômeurs, préretraités, certains travailleurs à temps partiel etc.) », souligne-t-il. Nous sommes transparents vis-à-vis du marché et nous donnons un chiffre révisé par le Bureau international du travail. « Il conteste également le risque d'« érosion » de 10 % du nombre de chômeurs liés au transfert de leur inscription de l'ANPE vers les Assedic.

Jean-Michel Bezat

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mardi 25 février, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 1897 -0,72 -1,50

Hong Kong Index 13325,20 -0,51 -0,36

Tokyo Nikkei sur 3 mois

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

1897 -0,72 -1,50

de l'Amour à la Pénalité

Washington 2 500 F*

Chicago 2 500 F*

UNITED AIRLINES

Contactez votre agence de voyages ou United Airlines au 01 41 40 30 30

OISE

Stages d'allemand en Allemagne

Halleberg-Hall-Höfner-Mahner

1.3 et 3+ semaines

Préparation aux examens

Voyage accompagné

Berlin 030 46 01 41 12

München 089 46 01 41 12

Frankfurt 069 46 01 41 12

Paris 01 46 01 41 12

Reims 033 46 01 41 12

21 rue de la République

75001 Paris

port
clonage

MANAGEMENT
Cabinets
de recrutement
et entreprises
s'intéressent
à l'« intelligence
émotionnelle »

FORMATION
La Cité des métiers
essaime en région

Le Monde EMPLOI

MERCREDI 26 FÉVRIER 1997

INITIATIVES



ANNONCES CLASSÉES
de la page V à la page XIV

DANS
« LE MONDE
EMPLOI »
DU 5 MARS
L'« économie
solidaire »
se développe
en Europe



L'actualité a révélé
d'autres façons
de lutter.
Les cadres
y participent,
et des lignes de force
se dégagent

Des conflits sociaux d'un nouveau type

L'apparition de nouveaux types de conflits en France pourrait avoir une origine simple : l'influence, de plus en plus faible, de la tradition du mouvement ouvrier. Tandis que les syndicats sont en perte de vitesse, au point de s'appuyer sur le plus modeste taux de syndicalisation des pays industrialisés, de l'ordre de 8 à 10 % selon les experts, c'est la relation à une histoire et à ses rites établis qui ne se retrouve pas nécessairement dans les dernières illustrations fournies par l'actualité sociale, du Crédit foncier de France aux intermittents du spectacle, des chauffeurs-routiers aux actions menées par les chômeurs. Les modalités surprennent, parfois, et les catégories mobilisées, différentes, ne s'inscrivent plus ou peu dans une continuité.

Insensiblement, une page a été tournée au cours de ce dernier

quart de siècle. Si l'on a pu écrire et prétendre que l'hémérique bataille des Lip avait coïncidé avec la fin des « trente glorieuses », il faut aussi admettre que les sursauts actuels n'ont plus rien à voir avec cette fameuse « conflictualité productive » d'après-guerre. Les conflits du passé répondaient à des objectifs d'émancipation ou de progrès. Ceux d'aujourd'hui, dus au mur le plus souvent, se justifient davantage par l'instinct de survie ou par la réaction de la dignité bafouée, et ne font donc pas appel aux mêmes ressorts collectifs. Ils n'empruntent pas les mêmes voies ou, s'ils le font, semblent les redécouvrir dans une forme d'improvisation spontanée.

Pareillement, des salariés ou des travailleurs qui n'avaient pas de traditions de lutte bien ancrées se sont révélés. On a pu être étonné, dans le cas du Crédit foncier, de voir les cadres, non seulement s'associer à

une occupation, mais cautionner une séquestration. C'était oublier que, au-delà d'un « malaise » fréquemment commenté, ce passage à l'acte signifie que les frontières devaient fatalement se déplacer un jour ou l'autre pour correspondre au développement des activités nouvelles dans le monde du travail. Les poids sociologiques évoluent. Il est logique que des catégories socio-professionnelles, considérées comme privilégiées, finissent par entrer en lice. D'autant que leur statut se banalise et que, démographiquement, dans le secteur bancaire, les employés sont devenus une minorité en comparaison des cadres supérieurs. Une forme de prolétarianisation ou de paupérisation des classes moyennes amène celles-ci à se rapprocher des techniques de con-

tatation qu'elles dédaignaient jusqu'à présent.

Que les chauffeurs-routiers fassent la démonstration de leur combativité extrêmement organisée, comme à la fin de 1996, va dans le même sens. Ce que confirme leur capacité à provoquer le phénomène identitaire de « grève par procuration », apparu pour la première fois lors de la puissante mobilisation sociale de novembre-décembre 1995. En d'autres temps, Lénine avait, paraît-il, pour coutume d'affirmer que, si les garçons-coiffeurs descendaient dans la rue, la révolution ne serait pas loin. Nous n'en sommes certes pas là, mais l'image parle. Il est évident que, en quelques années, une profession est passée d'un mode de protestation anarchique à une maîtrise orchestrée de sa colère, grâce à un apprentissage, favorisé par l'apport technique de syndicalistes

chevrons, venus de la RATP ou de la SNCF.

Haute en couleur, la guérilla des intermittents du spectacle montre, de la même façon, que la scène sociale est désormais occupée par de

chômeurs (AC 1) ou de l'APEIS, prouvent que le climat change. Mais il faudrait aussi regarder de plus près les actes isolés et désespérés de chômeurs dont la violence verbale, mais surtout physique, parfois suicidaire, annonce la fin de la résignation.

À la différence des années 80, par exemple, les coordinations ou les pulsions corporatistes velléitaires ne paraissent plus dominer et, mieux, semblent être en passe d'être oubliées. À leur tour, elles ont été supplantées par des organisations plus structurées qui ne cessent d'élargir leur influence à la faveur de l'émiettement syndical. A savoir, par tous les courants contestataires que, par commodité ou ignorance, les DRH nomment « trotskistes » et qui rassemblent, pêle-mêle, toutes les nuances de l'extrême gauche ou, plutôt, ce qui ne rentre plus dans les lignes traditionnelles, depuis l'émergence du syndicat SUD jusqu'à la résistance interne de Tous ensemble au sein de la CFTD.

Désormais, c'est ce qui intéresse pour l'avenir, ces mouvances-là sont présentes partout, et pas seulement au sein de Force ouvrière où elles contribuent au flou organisationnel. On les retrouve au cœur de la CFTD, qui éprouve de plus en plus de difficultés pour s'en débarrasser, mais s'épanouissent également dans une CGT qui les avait longtemps pourchassées et doit maintenant les accepter. Après la désintégration sociale et l'émiettement syndical, de nouvelles lignes de force sont en train d'apparaître.

Alain Lebaube

Comment les syndicats des transports ont repris la conduite des grèves de routiers
par Marie-Claude Betbeder

Exaspérés, les cadres passent à l'action
par Lauretta Van Eckhout

L'engagement radical des nettoyeurs d'Austerlitz
par Françoise Alzicovici

Des conflits de mieux en mieux accueillis par l'opinion publique
par Clarisse Fabre

Les entreprises décryptent mal les techniques syndicales trotskistes
par Olivier Plot

Frontes de chômeurs
par Philippe Baverel

Lire pages II et III

nouveaux acteurs qui représentent d'autres enjeux, et que ce sont ceux-là qui s'amplifieront. L'émergence des chômeurs eux-mêmes n'est sans doute plus qu'une question de temps. Les occupations d'ANPE ou d'Assedic, menées avec le soutien militant d'Agir contre le

**Controllers, Auditeurs,
Contrôleurs de Gestion, Juristes,
Directeurs du Développement ...**

retrouvez les opportunités
du leader mondial du recrutement spécialisé
en page VII

Norman Parsons



ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPECIALISE AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

The Link Between Continents
NEW YORK - PARIS - SAN FRANCISCO

IUA

avec Pace University, New York
accréditée AACSB
et université à San Francisco

MBA Master of Business Administration
in International Management

- Programme intensif de 3 mois à Paris et 9 mois à New York ou San Francisco.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

ieMBA International Executive
Master of Business Administration

- Compatible avec vos activités professionnelles de salarié
- 520 h de formation intensive :
 - 10 séminaires à PARIS : 240 h
 - 280 h en juillet/août à SAN FRANCISCO et/ou NEW YORK

IUA, School of Management
148, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél.: 01-45-51-52-52 - Fax: 01-45-51-09-08

IUA, New York - Paris - San Francisco
E-Mail: IUA@IUA.EOU

IUA

051 71147

Comment les syndicats des transports ont repris la conduite des grèves de routiers

Entre le mouvement de 1992 et celui de 1996, pas grand-chose de commun. L'amateurisme a fait place au professionnalisme

Juillet 1992 : un spectaculaire mouvement dresse à travers la France les routiers contre le permis à points. A chaque barrage faillissent des coordinations au sein desquelles les conducteurs en colère s'organisent dans une farouche indépendance. Pas question pour eux de se laisser piloter par quelque syndicat que ce soit. Le secteur ne compte d'ailleurs qu'une proportion dérisoire de syndiqués : quelque 3 %.

Novembre 1996 : de nouveaux les carillons bloquent les routes. Mais cette fois, ce sont cinq syndicats de salariés - CFDT, CGT, FO, FNCR (autonomes) et CFTC - qui ont lancé le mouvement ; et ils vont conduire l'action de bout en bout, rejoints progressivement par un grand nombre de non-syndiqués.

Un pareil retournement en si peu de temps étonne. Les commentateurs n'ont pas manqué de noter que les branches « transports » de ces syndicats ont à leur tête un nombre assez important de militants venus du secteur public : Roger Poletti pour FO et Alain Renault pour la CGT, venus de la RATP, Claude Debons pour la CFDT, venu de la SNCF... Ils auraient en quelque sorte réussi une espèce de greffe du syndicalisme du secteur public sur le monde des routiers.

Les intéressés s'en défendent. Comment alors comprendre ce qui s'est passé ? Le premier point à noter concerne l'identité des grévistes. Jusqu'en 1996, tous les mouvements de routiers mêlent petits

artisans, patrons plus importants et salariés. Et cela dans une certaine confusion. En novembre 1996, pour la première fois, les salariés se lancent seuls dans l'action et contre le patronat. On se retrouve donc dans un schéma syndical classique.

Mais il faut pousser plus loin l'analyse. Une série d'évolutions se sont produites entre 1992 et 1996.

La mue de « Tarzan »

Il a gardé sa voix sonore et sa faconde. Il dit : « Maintenant je suis rentré dans l'anonymat. J'ai fait mon temps. Place à d'autres ! » Mais il aime toujours autant s'exprimer publiquement. Daniel Leliffet, alias Tarzan, n'aime pas que l'on compare la grève des routiers de 1992 qui l'a fait connaître et celle de 1996 qu'il n'a fait qu'observer de loin, étant entre-temps devenu chauffeur à la Ville de Paris après un licenciement. Les deux mouvements, estime-t-il, n'ont « absolument rien à voir ». A celui de 1992, il attribue ce qu'il considère comme un mérite majeur : s'être tenu à l'abri de toute influence syndicale et politique. « Personne n'avait d'étiquette. Et c'est pour cette raison que j'y ai participé. » Il ajoute : « Les syndicats ont essayé de me récupérer. » Sous-entendu : « ... mais j'ai su leur résister. » Les temps ont bien changé : en 1996, les routiers se sont rangés massivement sous la houlette des syndicats. Et Daniel Leliffet est devenu militant RPR.

La première concerne les comportements syndicaux. Elle s'amorce à l'occasion d'une démarche dont personne au départ ne mesure l'importance : la création, à l'issue de la grève de juillet 1992, d'une commission d'étude des conditions de travail, qui débouchera deux ans plus tard sur ce qu'on nommera le « contrat de progrès ».

Parce qu'elles amènent à décortiquer longuement et précisément la

réalité, les réunions de la commission déclenchent une sorte de mise en mouvement des esprits, puis des structures syndicales, puis des salariés dans leur ensemble.

Les syndicats viennent chercher auprès des routiers un maximum d'informations sur leurs conditions de travail, les tiennent au courant des questions en discussion et les incitent à instaurer un dialogue

avec eux sur les changements à promouvoir. Une fois le contrat de progrès signé en 1994, les échanges continuent : il faut expliquer son contenu, faire le point sur sa mise en application, étudier des actions pour l'obtenir là où l'on se heurte à des refus.

C'est la CFDT qui va le plus loin dans ces nouvelles pratiques. « Comme c'est sur la route que l'essentiel se passe, explique Joël Le

Coq, secrétaire de la branche route de la Fédération des transports CFDT et pur produit du monde des camions, c'est là que nous sommes le plus actifs. Périodiquement, toutes nos équipes de militants se mobilisent ; elles se répartissent en des points où il est relativement facile de ralentir les camions. Des tracts sont distribués et l'on discute avec chaque chauffeur en lui demandant son avis et en écoutant ce qu'il a à dire. »

Les routiers ont apprécié cet effort de démocratie : en 1993, les effectifs syndiqués CFDT ont augmenté de 15 %, en 1994 de 20 %, en 1995 de 25 %. Les autres organisations ont aussi progressé, dans une moindre mesure. Mais le taux de syndicalisation des 350 000 salariés de la route reste faible : de l'ordre de 7 % à 8 %. Pour Alain Renault, de la CGT, un autre changement est à souligner : un effort d'unité entre syndicats, qui n'a pas été exempt de contradictions mais qui marque néanmoins l'ensemble de la période. « Nous sommes d'accord sur l'essentiel de ce que nous voulons atteindre. Et nous y avons gagné en légitimité. »

Dernière évolution marquante, celle des routiers eux-mêmes, notamment de la jeune génération. « Ces derniers ne disent plus "mon camion", mais "le camion", souligne Roger Poletti, de FO. Pour eux, c'est un outil de travail, alors que les anciens en faisaient une maîtresse. »

Marie-Claude Betheder

Exaspérés, les cadres passent à l'action

Désormais ils font grève, quitte à séquestrer leurs directeurs

C'est parce qu'ils se sont sentis « trahis » ou « floués » que les cadres du Crédit foncier n'ont pas hésité à prendre part à l'occupation de leur entreprise. « On nous a demandé de nous diversifier, et aujourd'hui on veut nous démanteler ! Nous en avons marre d'être pris pour des morionnettes, lance l'une des leurs. Certaines diversifications ont, il est vrai, été hasardeuses et non contrôlées. Mais ce sont les dirigeants, et non les collaborateurs, qui sont en cause. »

Un démantèlement leur paraît « d'autant plus inacceptable que leur établissement affiche aujourd'hui un bénéfice d'un milliard de francs ». « Les gens peuvent tolérer beaucoup de choses, mais non les injustices flagrantes », relève Michel Lamy, délégué CGC, et secrétaire général à l'économie dans sa confédération.

Le même sentiment d'être « trompé » avait également conduit, en février 1996, les 150 cadres de Neyprix, filiale grenobloise de GEC-Alsthom, à faire front commun avec l'ensemble des salariés contre un « énigme » plan social, prévoyant la suppression de 149 des 600 emplois que compte encore l'entreprise. L'argumentation de la direction sur la nécessaire compétitivité dans un marché très concurrentiel n'est, cette fois-ci, pas passée.

« Alors que nous sommes bénéficiaires depuis quatre exercices, ce plan ne se justifiait pas, explique l'un d'entre eux. Nous ne nions pas la baisse des prix sur notre marché. Ce sont les choix stratégiques et leur justification que nous contestons. La direction a tenté de nous cacher le fait réel d'une implantation en Chine engagée deux ans plus tôt, et justifiait le plan par une dégradation - d'une ampleur excessive - de nos carnets de commandes. » Sept mois plus tard, la justice annulait le plan social.

Jusque-là, les cadres se sont résolus aux sacrifices, aux suppressions d'effectifs qui leur étaient demandés. Prenant sur eux-mêmes, ils pensaient agir pour la sauvegarde de leur entreprise. Aujourd'hui, ils se soulèvent, car ils ne croient plus en la pertinence des décisions prises.

SALE BOULOT

« On leur a fait faire le sale boulot sous prétexte de guerre économique, mais pour quelle finalité au juste ? Ils s'interrogent aujourd'hui, prenant conscience que la loi du profit s'est imposée, que les décisions sont de plus en plus dictées par une logique financière, et ne tiennent absolument plus compte de la communauté de travail, explique Michel Lamy. Ils ont le sentiment d'être dupés, d'être utilisés pour d'autres fins que celles affichées par les directions. »

L'argument de la baisse des coûts de production passe une fois, deux fois, trois fois peut-être,

mais non indéfiniment, surtout lorsque l'entreprise gagne de l'argent. Pourquoi une telle course permanente à la productivité, jusqu'où va-t-on aller ? s'inquiètent-ils.

Leur ressentiment contre le pouvoir décisionnaire est d'autant plus fort qu'ils se sont investis sans aucune reconnaissance en retour. Non seulement ils sont « jetables », comme le furent longtemps avant eux ouvriers et employés, mais, dans leur fonction même, ils n'ont plus le sentiment d'être considérés, quand bien même on use beaucoup de leur apport. D'ailleurs, les signes de distinction entre cadres et non-cadres s'estompent. Dès lors, ils hésitent d'autant moins à « transgresser » la neutralité qui jusqu'alors était attachée à leur statut.

« Un directeur d'établissement se sent aujourd'hui beaucoup plus proche des salariés que de sa direction générale, qui lui transmet des décisions qu'il ne comprend pas », relève Marie Odile Paulet, secrétaire générale de l'Union confédérale des ingénieurs et cadres (UCC) CFDT.

Mais d'ajouter : « Si l'insécurité dans laquelle ils vivent les rapproche des autres salariés, les cadres continuent cependant de ressentir fortement leur identité. En témoigne leur volonté de jouer un rôle clé, de simplifier dans la vie de l'entreprise. Ils revendiquent de participer et veulent être reconnus. »

Le démantèlement ou la vente de leur entreprise pour un franc symbolique sont ressentis comme un signe évident de mépris à leur égard. « Quand l'identité de l'entreprise est remise en cause, c'est ni plus ni moins leur propre identité qui est atteinte », analyse le sociologue Henri Vacquin.

REDRESSER LE CAP

Les cadres croient toujours en leur entreprise. Mais ils ne croient plus en ce vers quoi elle est menée. S'ils se soulèvent, c'est justement pour redresser le cap. « Nous avons voulu défendre ce en quoi nous croyons », témoigne Viviane Moreau, de Thomson RCM (filiale de Thomson-CSF), qui a récemment adhéré à SUPPER (syndicat autonome et pluraliste du personnel) créé, fin 1992, par des dissidents de la CFDT et un noyau de cadres de l'entreprise. Elle ne cache pas que l'absence de dialogue entre l'encadrement et le pouvoir décisionnaire pourrait à nouveau mettre le feu aux poudres dans son établissement. Pourtant peu encline aux mouvements spectaculaires, Viviane Moreau se dit prête à se mobiliser.

Quand il n'y a pas de dialogue possible, il ne reste plus que l'affrontement pour se faire entendre. Ainsi c'est au terme de dix-huit mois de vaines démarches visant à tirer les sonnettes d'alarme, à proposer des solutions alternatives, que l'ensemble des collaborateurs du Crédit foncier sont passés à l'action. Chez Neyprix, la non-implication de l'encadrement dans la définition de la stratégie a poussé sans aucun doute les cadres à prendre part aux débrayages, aux défilés en ville et aux piquets de grève devant les portes de l'entreprise.

« Nous voulons faire prendre conscience à la direction que nous sommes là, que nous voulons travailler avec eux, alerte Viviane Moreau. Aujourd'hui, des décisions sont prises sans être expliquées et d'autres manquent à l'appel. Or, nous devons maintenant penser à nous développer sur de nouveaux marchés, puisque celui de l'armement décline. »

Pour Marie-Odile Paulet, les entreprises ne doivent pas rester sourdes à ces appels : « Les cadres gardent malgré tout l'envie d'être acteurs des transformations qui se dessinent. Mais ils se sentent démunis pour mobiliser. Manquant d'informations, ils subissent les décisions, alors que leur rôle est de faire partager la stratégie choisie. Pour cela, ils veulent être reconnus et être impliqués en amont des prises de décisions. »

Clarisse Fabre

Laetitia Van Eckhout

L'engagement radical des nettoyeurs d'Austerlitz

vingt-trois heures, gare d'Austerlitz à Paris. Des sans-domicile-fixe s'allongent dans la cour, sous des couvertures. Seuls des ouvriers du nettoyage s'activent. Paisiblement, ils racontent le conflit de l'automne dernier : « On n'avait jamais fait plus de deux heures de grève. Mais la, trente-neuf jours... » Salariés de l'USP (Union des services publics, filiale de la Compagnie générale des eaux), qui emploie environ quarante-cinq personnes sur ce site, ils ont treize, quinze ou vingt et un ans d'ancienneté, sont d'origine maghrébine, africaine ou portugaise et gagnent 6 000 à 7 000 francs net par mois.

L'ennelle se produit le 18 septembre 1996, quand un contre-maître, vingt et un ans d'ancienneté, est convoqué à un entretien préalable au licenciement. La direction lui reproche des erreurs dans le pointage des heures des salariés. Ses collègues y voient une « injustice ». Sur place, ils ont des délégués CGT. Mais quelques ouvriers, pourtant syndiqués à la CGT, préfèrent s'adresser à Maurice Amzallag, élu CFDT-cheminots au CE de la SNCF Paris-est gauche et militant de Lutte ouvrière. Celui-ci leur propose de faire signer une pétition de soutien à leur camarade. Mais la situation ne se débloque pas. « Les salariés ne savaient pas trop comment réagir, explique le représentant CFDT mandaté pour suivre le conflit par sa fédération. Ils avaient un peu peur. Je les connaissais peu. Pour moi, il était

hors de question de pousser à la grève. » Mais un petit noyau est décidé à agir, et pas seulement contre le licenciement.

« Depuis un moment, ils me portaient d'insultes dont ils faisaient l'objet, d'heures supplémentaires non payées, etc. » Alors que certains salariés affirment effectuer un grand nombre d'heures supplémentaires, dix, vingt, voire quarante par mois, aucune rubrique de cet ordre ne figurait sur leurs fiches de paie. Une ligne précise seulement : « prime complémentaire ». Maurice Amzallag va alors déborder d'indignation : « Les fiches de paie remontaient jusqu'à 1990, des comptes d'horaires notés par des salariés au fur et à mesure, des feuilles de pointage et conclure : toutes les heures supplémentaires n'étaient pas payées et lorsqu'elles l'étaient, la majoration n'était pas versée. »

Le 23 septembre, l'assemblée générale vote la grève, et sur proposition de Maurice Amzallag, un comité de grève est élu. Une pratique « démocratique », chère à Lutte ouvrière qui permet aux travailleurs « de diriger leurs affaires », explique le militant. Pendant tout le conflit, le comité de grève se réunira, organisant les piquets de grève, qui se heurteront, à plusieurs reprises, à des opérations de nettoyage de la gare sous surveillance policière, parfois musclée. Le 19 octobre, la mission du médiateur, nommée par le tribunal de grande instance le 3, échoue. Le conflit s'enlise. La fédération CGT des ports et docks, dont dépend le noyau ferroviaire, commence seulement à

intervenir auprès de la direction, mais pas sur le terrain. Le 31, après consultation du personnel, les délégués CGT signent un accord qui reprend en fait le protocole déjà élaboré par le médiateur deux semaines plus tôt : notamment, le paiement de « primes individuelles de rendement », en clair, un rappel sur les heures supplémentaires 1996 ; ni licenciement ni mutation pour le contre-maître ; transformation de CDD en CDI, etc. L'accord du 31 octobre y ajoute l'annulation des procédures de licenciement engagées à la suite d'incidents et le versement d'un cbqec de 2 000 francs correspondant au paiement d'environ sept jours de grève.

Le travail reprend. Pourquoi le conflit a-t-il duré si longtemps ? La direction n'a pas souhaité s'exprimer. « Je ne pense pas que la présence d'un délégué CFDT de la SNCF ait simplifié les choses », estime de son côté la CGT des ports et docks. N'y a-t-il pas eu carence de la part des délégués CGT de l'USP ? « Ils étaient présents en permanence. » Mais peu actifs, à en croire les salariés interrogés. Quatre mois plus tard, ceux-ci ne regrettaient rien. « J'ai perdu 8 000 francs, mais nous avons gagné le respect », souligne l'un d'eux. « On est solidaires », dit un autre. Certains réfléchissent au moyen d'obtenir le rappel des heures supplémentaires sur quatre autres années. « On verra, on décidera tous ensemble. »

Francine Aizicovici

Des conflits de mieux en mieux accueillis par l'opinion publique

Oui, les Français sont solidaires ! clament les observateurs des derniers mouvements sociaux, à commencer par celui de l'hiver 1995. Son ampleur, inégalée depuis mai 1968, avec des transports en commun paralysés pendant plusieurs semaines, des manifestations massives en province comme à Paris, n'a pas suscité de protestations violentes chez les usagers, qui se sont montrés plutôt conciliants.

L'institut CSA a pris régulièrement la température à la veille de chaque grande mobilisation : 57 % des personnes interrogées ont ainsi exprimé leur soutien ou leur sympathie aux grévistes lors de la manifestation du 10 octobre 1995 contre le gel des salaires dans la fonction publique, 54 % pour celle du 24 novembre 1995 contre le plan Juppé. Le 6 décembre, au lendemain des défilés qui avaient rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes dans tout l'Hexagone, le taux de « soli-

itaires » atteignait 59 %. Parmi eux, des salariés du secteur public qui soutiennent le mouvement à 76 %, mais aussi des salariés du privé qui approuvent à 56 %, des chômeurs (66 %), des étudiants (64 %) des femmes au foyer (62 %), des retraités (48 %) et même des chefs d'entreprise et des indépendants, certes dans une moindre mesure (ensemble 38 %). Durant tout le conflit, ceux qui disent être « assez opposés » ou « hostiles » au mouvement social constituent une minorité (25-30 % environ).

AMBIANCE BON ENFANT

Compréhensifs à l'égard des grévistes, les usagers se sont aussi serrés les coudes pour faire face aux perturbations dans les transports en commun : des salariés ont eu l'idée de centraliser les offres et les demandes de trajet qui émanaient de l'entreprise, le « stop » semble avoir bien fonctionné. Le cas échéant, les gens ont longtemps marché pour se rendre au bureau. L'ambiance bon enfant a

peu à peu cédé le pas à une certaine lassitude. Ainsi, au début du mois de décembre 1995, une majorité de l'opinion souhaite que le mouvement s'arrête (52 %, CSA) et les usagers « guettent la sortie du tunnel ». (Le Monde du 16 décembre 1995), même s'ils restent compréhensifs.

Dès 1992 nous avons souligné le phénomène des « grèves par procuration ». Les risques de dommage et la contingence de l'exclusion n'apportant désormais aucune catégorie socioprofessionnelle - pas même les cadres -, l'opinion prend parti pour une profession desquelles celle-ci se sent menacée par effet d'identification », analyse Stéphane Rozès, directeur du département des études d'opinion du CSA, qui ajoute : « Le contexte était fort défavorable dans les années 80 où, notamment, les salariés du secteur privé et du public n'avaient pas la même représentation de leur situation ni de leur devenir professionnel. » Ce phénomène d'identification se poursuit encore

aujourd'hui puisque l'opinion a largement soutenu la grève des routiers en novembre 1996, selon le même institut (74 %).

« Les clivages traditionnels entre public - privé, fonctionnaires - non-fonctionnaires sont en train de s'estomper sans que de nouveaux repères soient encore apparus », confirme Véronique Le Goazlou, sociologue à la Cofreca ASA (Agence de sociologie pour l'action), qui cite le témoignage d'un usager au moment des grèves de l'hiver 1995 : « Je comprends que des gens qui ont été engagés comme fonctionnaires, avec la garantie de l'emploi à vie, soient ébranlés dès lors que le contrat de base risque à leurs yeux d'être rompu. »

Mais cette compréhension n'est pas allée jusqu'à la mobilisation, et l'immense majorité des salariés du privé n'a pas osé débrayer pour ne pas mettre en péril leur emploi. Toutefois certains, comme à la Cofreca, émettent une autre hypothèse : si le salarié s'identifie de moins en moins à la branche de

son secteur d'activité ou à son entreprise, il est en revanche particulièrement attaché à son métier et au service que ce dernier représente. Dès lors, il rechigne à faire grève pour ne pas engendrer des dysfonctionnements.

« Ces phénomènes de sympathie sont aussi le symbole d'un fossé entre l'opinion et les élites qui ne cesse de se creuser depuis l'adoption du traité de Maastricht et qui aura eu comme point culminant le mouvement de novembre-décembre 1995 », poursuit Stéphane Rozès. D'un côté, les élites intègrent leur réflexion dans une logique de marché ; de l'autre, les citoyens aspirent avant tout au maintien du contrat social et veulent rester maîtres de leur devenir au sein de la nation. « L'opinion attend toujours du politique qu'il règle le social, même si elle estime à 61 % que ce sont les marchés financiers qui exercent le plus d'influence sur le pouvoir politique », conclut-il.



Les cadres decryptent mal les messages syndicaux trotskistes

érés, les cadres
nt à l'action

Is font grave,
investir leurs d'emploi

Fronde de chômeurs

Le collectif AC ! multiplie les actions pour chercher à mobiliser

Les récentes évacuations par la police des ANPE de Bordeaux, Le Havre, Rouen et de la rue Oberkampf à Paris, toutes occupées par des militants du collectif AC ! (Agir ensemble contre le chômage), ne sont que les derniers épisodes en date d'une longue série de manifestations organisées par des associations de chômeurs. « Plus d'une soixantaine d'Associés ont vu leurs locaux occupés par des demandeurs d'emploi à l'automne dernier », rappelle Richard Dethyve, président de l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité (Apeis), qui compte 25 000 membres. Sans oublier « l'occupation, un après-midi de décembre, de l'antenne formation du CNPF à Paris », se souvient Anne Van Hoegaerden, membre d'AC !.

Les chômeurs, qu'on disait naguère atomisés, apathiques et résignés, seraient-ils en train de se mobiliser pour défendre leurs droits ? « C'est évident. Nous sommes à l'aube d'un grand mouvement social de tous les exclus du travail », prédit Christophe Aguiton, l'un des animateurs d'AC !, qui estime que le mouvement de grèves de décembre 1995 a beaucoup modifié l'état d'esprit des chômeurs, notamment en raison des contacts qui ont été noués avec les syndicats de salariés à cette occasion.

« Finis la résignation et le sentiment de culpabilité, voire de honte, qui hantent depuis longtemps tous les chômeurs. Alors qu'il y a quelques mois encore ils avaient tendance à se replier sur eux-mêmes, ils sont passés à une sorte de prise de conscience collective de leurs difficultés qui leur donne envie de se battre », diagnostique Jean Desesard, délégué national du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP), qui regroupe environ 4 000 adhérents. Et d'évoquer « le changement de ton du courrier : à côté des traditionnelles lettres de recherche d'emploi, on reçoit de plus en plus de messages, téléphoniques ou écrits, où s'exprime la volonté très nette de participer à une action collective, en tout cas de se mobiliser ».

VIOLENCE « De stoges bidons en contrats précaires, les gens en ont marre. Si certains sont vraiment désespérés, d'autres évaluent la tentation de la violence, verbale ou physique, dans laquelle ils trouvent une sorte d'exutoire. Il y en a qui retournent cette violence contre eux-mêmes et se suicident », confie Marie-Claude Bonnevillie, psychosociologue sans emploi, présidente du collectif AC ! Rouen. Avant d'expliquer que prendre des responsabilités dans une action collective de défense des demandeurs d'emploi permet aussi d'obtenir une certaine forme de reconnaissance sociale.

Interrogés au hasard de la file d'attente d'une ANPE parisienne, les chômeurs, dans leur anonymat, semblent pourtant très loin d'une quelconque phase de « prise de

conscience ». « Pour se mobiliser, encore faudrait-il que nous soyons solidaires », souffle François, quarante-deux ans, à la recherche d'un poste de magasinier depuis deux ans. « Manifester ? Pour quoi faire ? Le RMI ne permet de subsister pour chercher un travail. Je préfère vivre avec ce que le destin me donne », se résigne Lucène, qui confesse avoir trouvé « un petit boulot à mi-temps » pour améliorer son ordinaire. « La mobilisation des chômeurs ? Je n'y crois pas un instant, répond tout de go Jean-Christophe, trente ans, intermittent du spectacle. Peut-être faudrait-il organiser une grande manifestation pour montrer qu'on est nombreux. Mais ce n'est pas comme ça qu'on trouvera du travail. Quant à savoir si une grève des chômeurs serait efficace, c'est joué d'avance : qui est-ce que ça embêterait ? Regardez les occupations d'ANPE : ça ne gêne personne ».

Est-ce son diplôme universitaire, un DEA d'histoire obtenu à la Sorbonne en 1990, qui ne lui a permis d'accéder qu'à des postes d'agent de surveillance ? Toujours est-il que Raymond, la trentaine, analyse la situation avec beaucoup plus de nuances : « Aujourd'hui, ce sont les diplômés, les cadres, les intellectuels qui se mobilisent. Reste à savoir si les manuels suivront... » En attendant, lorsqu'on lui demande quel type d'emploi il recherche, Raymond répond d'un grand éclat de rire : « N'importe quoi ! » L'air complètement désabusé.

Philippe Baverel

Repères

- Les statistiques recensent les grèves dormant lieu à une cessation totale du travail, mais ne comptabilisent pas les grèves partielles (ralentissement de la production) ni les grèves du zèle (augmentation brusque de la cadence pour perturber l'organisation), etc.
- Dans les services publics, la grève ne peut être déclenchée qu'après le dépôt d'un préavis par un syndicat représentatif, précisant les motifs de la grève et devant être déposée au minimum cinq jours avant le déclenchement du conflit. Dans le secteur privé, en revanche, aucune intervention syndicale ni aucun délai de préavis ne sont exigés par la loi.

Club STRATÉGIES
Management
Venez et découvrez
Heureux de vous accueillir
11 mars 1997 / Paris / 9h-18h
Journée Événement
Aménagement & Réduction
du Temps de Travail :
Pour ou contre ?
Renseignements et inscriptions :
01 47 34 26 56 / fax 01 45 06 50 30

Les entreprises décryptent mal les techniques trotskistes

À l'origine de conflits récents, les militants de Lutte ouvrière ou de la Ligue communiste révolutionnaire déroutent les directions des ressources humaines

Tout le monde connaît Arlette Laguiller et Alain Krivine, respectivement porte-parole de Lutte ouvrière (LO) et de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Depuis plus de vingt ans, les candidatures régulières de ces deux organisations trotskistes aux élections ont largement contribué à assoir leur notoriété. Mais cet affichage national n'est pourtant que l'arbre qui cache la forêt. Au quotidien, des membres de ces organisations militent dans les entreprises. Cette réalité, moins connue, semble dérouter aujourd'hui plus d'un directeur des ressources humaines (DRH).

On le sait à moins, CEC-Alstom (Belleville), Renault (Rueil), FNAC, SNCF, Bell (Évry), CGEA (Austerlitz), les occupations d'agences de l'ANPE (Rouen, Bordeaux) : la liste des entreprises et de leurs sites où ont eu lieu des conflits récents dans lesquels des militants trotskistes ont joué un rôle important - voire décisif - en dit long. Et encore ne s'agit-il que des exemples les plus médiatisés. Faut-il en conclure que la période est devenue favorable aux options politiques et militantes de ces organisations ? Face à une telle question, le plus étonnant tient d'abord à l'attitude des directions d'entreprise.

Interrogée sur la stratégie des militants trotskistes dans leurs établissements, la quasi-totalité des DRH font la sourde oreille. « Il est des choses qui n'existent pas tant qu'on n'en parle pas », se contente de souligner l'un d'eux, après un long silence. « Pourquoi souhaitez-vous agiter le chiffon rouge ? », lâche tel autre, visiblement irrité. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le terme même de « trotskiste » suscite les réactions les plus émotionnelles dans les états-majors. Embarras ? Perplexité ? Crainte ? Visiblement un mélange des trois, qui traduit - au-delà des finesses des stratégies de communication - un vrai désarroi de nombreux responsables du personnel. « Vous savez, on finit par mettre sous le vocable "trotskiste" tous les syndicalistes qui ne suivent pas leur ligne confédérale », re-

connait cet autre DRH. « Tout ce que je peux vous dire, car je l'ai appris récemment, c'est que l'organisation d'Arlette Laguiller est aujourd'hui noyée par les trotskistes ! » Formulés par la DRH d'un grand groupe, ce jugement en dit long sur la culture politique de certains hauts responsables. « Il faut comprendre ce manque de repères temporel de son côté - et sous couvert d'anonymat - Charles F., DRH d'un important groupe français. Les DRH qui ont aujourd'hui plus de quarante-cinq ans ont été habitués à des relations sociales très balisées, avec des interlocuteurs syndicaux bien identifiés. Les trotskistes constituent pour eux une nébuleuse irrationnelle ».

Récemment confrontés à la présence de militants trotskistes dans leurs usines, certains DRH ont pourtant du chercher à comprendre. Et, même s'ils ont tous choisi de témoigner sous des noms d'emprunt, ils parlent - souvent avec émotion - de leur expérience. « Après ce que j'ai vécu,

je suis convaincu que la période que nous traversons a de grande chance de leur être favorable, estime Christophe H., DRH d'un site industriel du Nord. Leur radicalisme et leur mode d'intervention font d'eux des personnalités souvent très bien vues et respectées par les salariés ».

Quel est donc ce « mode d'intervention » propre aux militants trotskistes ? Il s'agit le plus souvent, et notamment pour les militants de LO, d'un retour aux traditions du mouvement ouvrier des années 20, pratiquées à l'époque par la SFIC (Section française de l'internationalisme communiste) et par le courant anarcho-syndicaliste. « Cela consiste à mener de front deux types de travail militant : dans les entreprises, souligne Gérard Donnadiou, directeur d'études à Entreprise et Personnel et maître de conférences à l'IAE de Paris-1. Le premier est un travail politique, avec la diffusion régulière d'un tract comprenant, au recto, un éditorial de politique nationale et, au verso, des « échos » sur l'entreprise, dont le but est de dénoncer les injustices et de tourner en dérision les chefs. Le second travail est syndical ; il ne s'agit pas de négocier avec la direction, mais bien de défendre les ouvriers et de préparer, avec eux, le grand soir de la révolution. » Telle était la tradition de l'activité militante communiste dans les années 20 et 30, au sein notamment de la CGTU, et affaiblie alors par le PCF.

Les militants de LO la reprennent aujourd'hui, mais « en infiltrant les sections locales des grandes centrales, sans aucune volonté de monter dans les appareils, à la différence de la LCR », poursuit Gérard Donnadiou. C'est donc à ces deux formes d'activité militante que sont aujourd'hui confrontés les DRH. « Prenez les trots de LO, explique Christophe H., ils sont très bien faits, subtils, intelligents. Les chefs y ont des sobriquets : grenouille, crâne d'œuf, etc. Moi-même je les lis avec savoir. Et les salariés les attendent avec impatience, même ceux d'entre eux qui ne sont pas sympathisants LO. »

Côté activité syndicale : « Le plus déroutant, au départ, c'est de repérer les trotskistes qui se cachent sous

les casquettes CGT, FO ou CFDT, explique Frédéric G., ancien DRH d'une unité de production. Et parfois ils sont dans toutes ces sections ! Puis les difficultés commencent : leur attitude n'est pas du tout de chercher à négocier quoi que ce soit. Leur objectif est seulement de préparer des luttes sociales coordonnées. La réaction des grandes centrales face à ces « irréductibles » ? « Je crois qu'elles sont partagées, poursuit Frédéric G. Elles leur sont hostiles et, en même temps, les supportent, car ils leur apportent des voix ».

La perspective de la négociation écartée, quelle peut donc être la crédibilité syndicale des militants de LO ? « Ils ont d'une honnêteté irréprochable, poursuit Frédéric G., et d'une transparence totale pour les salariés. Alors que des syndicalistes prennent souvent des heures de délégation pour aller à la pêche ou rentrer chez eux, les militants de LO sont toujours là. Quant aux règles du droit du travail et la défense des salariés, leur savoir est de loin supérieur à celui de notre propre hiérarchie ou des centrales ».

« C'est la conjonction de l'ensemble de ces facteurs qui favorise le poids que les trotskistes acquièrent », conclut Christophe H., ajoutant que « leur refus de toute négociation est paradoxalement un atout dans une période comme la nôtre, où, de toute façon, le grain à moudre pour les syndicats classiques est quasi inexistant ».

Dernier facteur qui, selon certains DRH, pourrait bien alimenter, dans les entreprises, la crédibilité de ces militants : l'atomisation actuelle des organisations syndicales, à la fois affaiblies localement et traversées par des courants internes à l'échelle nationale. « Cette division syndicale et son éclatement donnent plus de marge de manœuvre aux trotskistes et pourrait bien leur profiter », confirme Gérard Donnadiou. Le rôle joué, ça et là, par les trotskistes dans la création de certains syndicats SUD n'est-il pas, d'ores et déjà, l'une des expressions de cette tendance ?

Olivier Piot

Année	Nombre de jours de grève
1982	2 453 200
1983	1 816 500
1984	2 331 900
1985	1 225 900
1986	1 894 500
1987	1 753 900
1988	1 928 200
1989	3 226 400
1990	1 267 600
1991	904 500
1992	708 500
1993	921 700
1994	747 600
1995	3 883 200

Données pour la fonction publique d'État seulement (la fonction de la fonction publique que les entreprises et territoriales et dans les entreprises privées et nationalisées (y compris la SNCF, la RATP, Air France et Air Inter).

Sources : Dares, ministères de la fonction publique

ISMIC

LES FESTIVALS
Théâtre - Danse - Cinéma - Musique classique
AVIGNON - ANGERS - MONTPELLIER
De la conception à la réalisation :
SÉMINAIRE DU 2-3 ET 4 AVRIL 97
avec le concours des meilleurs professionnels :
Bernard FAIVRE DARCIER
Eric POIROUX - Gilles CANTAGREL

ISMIC
6 rue de Braque - 75003 Paris
Tél/Fax : 01.42.76.02.74
Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur Technique

031 7 11 47

Cabinets de recrutement et entreprises s'intéressent à l'« intelligence émotionnelle »

Le concept est le titre d'un ouvrage à succès d'un chercheur américain en psychologie

Parole d'éditeur, le succès du livre de Daniel Goleman, paru il y a un an aux États-Unis sous le titre *The Emotional Intelligence*, est « inattendu ». Traduit déjà dans plusieurs langues, l'ouvrage vient d'être publié en France chez Robert Laffont (*L'intelligence émotionnelle*). Comment transformer ses émotions en intelligence dans une collection de littérature générale qui, comme l'indique Abel Gerschfeld, éditeur maison pour les documents et essais, « dépasse largement le cadre des livres de management ». Le premier tirage réalisé (15 000 exemplaires) est d'ailleurs hors course par rapport aux prévisions habituelles des éditeurs spécialistes de l'entreprise qui parlent de « best-seller » quand les ventes dépassent les 5 000.

Daniel Goleman, docteur en psychologie, enseignant à l'université Harvard, est journaliste au New York Times, où il suit plus particulièrement les sciences du comportement. Réalisant une synthèse inédite des travaux et des recherches de ces dernières années en matière de biologie et de psychologie, il analyse les raisons « pour lesquelles certains individus au QI élevé échouent, alors que d'autres dont le QI est bien plus modeste réussissent haut la main ». Il en vient ainsi à définir une autre forme d'intelligence, « l'intelligence émotionnelle », qui se traduit notamment par la maîtrise de soi, la persévérance, le respect d'autrui, l'aisance sociale, etc.

Bref, après le QI (quotient intellectuel), le QE (quotient émotionnel). Si ce livre, figure encore sur la liste des incultes vendus aux États-Unis et qu'il est d'ors et déjà très apprécié en Europe, explique Abel Gerschfeld, c'est parce qu'il fait écho. Il répond aux interrogations des gens qui, actuellement, ne croient plus que l'intelligence pure et

dure, celle des technocrates, des dirigeants d'entreprise jarmés académiquement, soit une carte maîtresse. L'intelligence émotionnelle s'apparente plutôt à un livre de culture générale, mais le chapitre que David Goleman consacre au management (« Une affaire de cœur ») insiste sur l'importance du concept en entreprise : « les effets destructeurs d'un mauvais moral, de l'indignation des employés, de l'arrogance de leurs chefs peuvent passer inaperçus. Mais il est possible de les mesurer par des signes comme une baisse de la productivité, une difficulté croissante à atteindre des ob-

jectifs, une répétition d'erreurs et d'incidents et un exode des employés vers des entreprises où règne une atmosphère plus agréable ». Bref, indique l'auteur, le manque d'intelligence émotionnelle dans le travail a un coût qui peut finir par compromettre l'existence de l'entreprise.

Les outils déjà disponibles

S'il propose un terme nouveau : « intelligence émotionnelle », le livre de Daniel Goleman n'invente rien. Il offre une synthèse de toutes les théories existantes qui utilisent déjà les spécialités en ressources humaines pour essayer de définir les ressorts les plus importants d'une personnalité. Dans les entreprises, on cite le plus fréquemment l'indicateur typologique de Myers-Briggs (du nom de ses deux conceptrices) ou MBTI. Développé dès 1941 à partir des « types psychologiques » de C. G. Jung, il met en relief les préférences spontanées d'un individu concernant quatre dimensions fondamentales (introversion/extraversion, sensation/intuition, pensée/sentiment, jugement/perception). La combinaison de ces préférences conduit à la définition de seize types psychologiques de base.

Même si l'ouvrage n'est pas pratique-pratique – l'auteur ne formule pas un test de QE comme il en existe pour mesurer le QI –, il intéresse déjà le monde des ressources humaines, notamment les cabinets de recrutement. « Bien sûr, que nous nous intéressons à la personnalité d'un candidat, tout comme

crutement, se félicite lui aussi de la notion de QE, qui « devrait revêtir une importance aussi grande que le QI lors d'un entretien d'embauche », mais, ajoute-t-il, « ce n'est pas tout à fait le cas. L'intelligence émotionnelle est trop souvent insuffisamment prise en compte par les cabinets, faute de moyens, et par les entreprises clientes, faute d'outils ». On connaît les limites du métier qui évaluent d'ailleurs volontiers un certain nombre de praticiens.

D'abord les difficultés à résister aux demandes très « orientées » d'entreprises où domine un fort esprit de chapelle. Polytechniciens, centraliens, aiment recruter leurs

pairs, et il en va ainsi pour beaucoup d'anciens de grandes écoles ; le diplôme acquiert alors le statut de sésame. A l'autre extrémité, il faut batailler contre les dérives totalement irrationnelles qui peuvent amener certains chefs d'entreprise à exiger le thème astral ou la numérogie de la date de naissance d'un candidat.

Restent les entretiens classiques, « pour lesquels », comme l'explique Sylvie Lambert, psychologue, consultante senior à la direction du recrutement Ile-de-France du groupe Courtaud, on pioche dans les quatre-vingts tests de personnalité dont on dispose et qui (...) permettent de rédiger une note confidentielle sur les qualités humaines du candidat ». La simulation est-elle possible ? Aucun recruteur ne peut furer du contraire.

Restons modestes, explique l'un d'entre eux. Comment être sûr en trois entretiens d'une heure – module le plus fréquent –, d'avoir réellement détecté la personnalité d'un candidat ? A la première entrevue, vous diminuez les erreurs d'ajugement, à la deuxième vous allez un peu plus loin. La troisième, quand elle a lieu, doit vous permettre de confirmer votre diagnostic. Un candidat est tout à fait capable de se maîtriser trois fois une heure, ne rêvons pas... « Il suffit d'avoir un doute, un seul, affirme de son côté Michel Marie, pour ne plus en avoir et recaler le candidat. Si on s'interroge sur sa stabilité émotionnelle, il est aussi possible de réaliser un contrôle de références auprès de ses employeurs précédents ».

Certains regrettent déjà que le livre de Daniel Goleman ne donne pas d'instrument de mesure objectif de l'intelligence émotionnelle. Compte tenu de la complexité du sujet, d'autres au contraire se félicitent de cette preuve de sagesse.

Marie-Béatrice Baudet

Libérer la parole et l'initiative

GÉRER LA RELATION ENTREPRISE-SALARIÉS, HUMANISME ET MARKETING de David Azoulay. Liaisons, 216 p., 185 F.

Le marketing interne n'est pas à proprement parler une nouveauté. Utilisé pour « vendre l'entreprise à ses salariés », il vise souvent à « accroître la motivation ou travail et la productivité individuelle » plutôt qu'à susciter la créativité, la faculté d'anticipation et l'esprit critique. Mais lorsque les difficultés arrivent, les engagements pris pour récompenser l'effort commun peuvent être rapidement oubliés.

Le consultant David Azoulay ne se satisfait pas de ce constat un peu amer. Il veut que les choses changent et qu'« on injecte dans l'action quotidienne des valeurs d'humanisme ». Sceptique sur le concept de « relation client-fournisseur » interne qui « peut être un frein à l'autonomie et à la libération des initiatives », il prône une entreprise « véritablement à l'écoute de ses salariés ». C'est-à-dire acceptant leur parole, leur faculté d'exercer des choix après avoir mené leur propre analyse. Le manager, lui, doit « en finir une fois pour toutes avec le temps des instructions et des ordres ». Il s'agit d'ailleurs de passer d'une « organisation panique d'une organisation possible », qui pratique la négociation interne (la sérénité étant aujourd'hui « une vertu et une condition de la performance »).

Un peu idéalique, peut-être, le projet de David Azoulay. Pourtant, la recherche de sens qui préoccupe notre société ne s'arrête pas aux portes de l'entreprise. Cela suppose effectivement que celle-ci n'assimile pas ses salariés à une masse de fantassins zélés, ni à une somme de compétences à gérer.

Changer ensemble

COÉVOLUTION, DYNAMIQUE CRÉATRICE LIBÉRER LES RICHESSES DE L'INTELLIGENCE PARTAGÉE de Manfred Mack. Village mondial, 208 p., 142 F.

Progressivement, le concept d'emploi de longue durée va disparaître ; il faut donc favoriser une culture de la mobilité. Chacun devra être capable d'apprendre tout au long de sa vie. L'entreprise doit fonctionner en réseau mettant en commun les compétences de ses salariés. On a déjà beaucoup entendu ces affirmations. Il serait donc exagéré de prétendre que le livre de Manfred Mack, consultant, révolutionne l'analyse prospective.

Son idée centrale ne manque cependant pas d'intérêt : nous sommes désormais tenus de co-évoluer pour nous frayer un chemin dans un monde complexe, d'apprendre à « créer de la valeur ensemble ». La tâche n'est pas mince. Car il s'agit, ce faisant, de libérer la créativité, de trouver de nouvelles formes d'organisation « apprenantes », de changer le travail en activité. Ce processus étant conforté par l'émergence de leaders phylégiant « la simplicité, l'ouverture, l'agilité, la flexibilité ». L'entreprise, l'économie et la société doivent se transformer conjointement. Tout cela ne peut fonctionner que « s'il se crée une intelligence partagée entre les différents acteurs concernés ». On ne peut évidemment qu'être d'accord avec de telles perspectives ; elles invitent en tout cas à sortir la réflexion et l'action de leur routine.

Daniel Urbain

f o r m a t i o n

Forte de son succès parisien, la Cité des métiers essaime en région

Douze projets sont en cours d'élaboration, mais les partenariats nécessaires sont parfois difficiles à obtenir

Il est 14 h 15 et le 1 256 visiteur de la journée vient de franchir le seuil d'entrée. Le lieu est bondé. A l'accueil, une jeune adolescente, peu sûre d'elle, explique qu'elle aimerait savoir comment devenir interprète pour sourds-muets. Le conseiller l'orienta vers le pôle « Trouver une formation ». La jeune fille jette un œil dans la direction indiquée, hésite, fait quelques pas, puis revient : « Sinon, qu'est-ce qu'il y aurait d'autre comme métier ? »

Un concept labélisé

« Au début, je n'étais pas pour une appellation standard. Je pensais que chaque cité devait développer sa propre spécificité en fonction des enjeux locaux », raconte Olivier Las Vergnas, directeur de la Cité des métiers. Démarré en premier, le projet de Calais a donc pris le titre d'« Espace-métiers du littoral ». Mais, par la suite, d'autres partenaires régionaux, désireux de décliner le site chez eux, ont jugé plus facile de profiter de la notoriété déjà acquise par le site parisien pour décrocher des financements. Après réflexion, Paris a donné le feu vert. Mais, pour que le concept initial ne soit pas galvaudé, une charte précisant les principes de fonctionnement – un lieu ouvert à tous, gratuit, anonyme et reposant sur la mutualisation des compétences – est en train d'être rédigée et un comité d'attribution est chargé de décider ou non le label Cité des métiers est en cours de constitution.

Face à un public désorienté, la Cité des métiers assume un rôle d'aiguillage. Ouvert à tous – jeunes ou adultes, scolaires, salariés ou demandeurs d'emploi –, le site fonctionne en libre-service, gratuitement, sans rendez-vous et sur le principe de l'anonymat : « Si quelqu'un nous fait croire qu'il a un CAP de plombier alors qu'il n'en a pas, c'est son problème », insiste Olivier Las Vergnas, le directeur des lieux. Chacun peut, sur place, interroger les offres d'emplois sur Minitel, rédiger son CV, consulter livres, brochures, revues, sur les

canismateurs » sur l'emploi, la formation et l'orientation », résume Danièle Drevet, chargée de médiation sur le site.

Créé en mars 1993, le site a déjà accueilli 1,2 million d'usagers. Fort de ce succès parisien, le concept se diffuse aujourd'hui la province. « Ce type de plate-forme représente une réponse aux difficultés du moment. Cela devrait permettre de développer une réflexion autonome et citoyenne face à l'orientation, mais aussi de créer une dynamique, de générer de la richesse. Et cela ne peut qu'optimiser la réussite des po-

litiques de l'emploi », assure Jean-Pierre Van Welden, conseiller technique à l'ANPE du Languedoc-Roussillon, qui œuvre, depuis 1995, pour qu'une cité des métiers puisse voir le jour à Nîmes.

Douze projets sont actuellement en cours d'élaboration. Mais leur réalisation avance lentement. Pour l'instant, seules les Cités des métiers dites éphémères – c'est-à-dire des espaces calqués sur le modèle parisien et intégrés à un Salon ou à un forum de courte durée – ont pu être concrétisés.

En Poitou-Charentes, par exemple, le Village des filières, Salon d'information et d'orientation, a été complètement réaménagé d'une année sur l'autre. Au lieu des stands traditionnels situés côte à côte, représentant l'ANPE, l'AFPA, l'Onisep, etc., le lieu a été découpé en trois espaces respectivement intitulés Autodocumentation, Multimédia et Contacts-entretiens, tous animés par des professionnels mis à disposition par les institutions.

Si, sur le papier, le concept eothousiasme, sur le terrain la mise en œuvre bouscule trop les habitudes pour ne pas se heurter à certaines réticences. « Créer une structure qui rassemble dans un même lieu toutes les possibilités d'information, qui évite le parcours du combattant, qui permet à chacun de débroussailler un projet, est souvent vécu comme un constat de carence par les services publics », remarque Jean-Pierre Grémès, chef du projet Espace-métiers du littoral à Calais. « Les institutions aiment être identifiées par elles-mêmes et redoutent par dessus tout l'amalgame », renchérit Nicole Gournel.

Autre obstacle à surmonter à l'échelon national : les fréquentes

déviations politiques. Si la Cité des métiers, intégrée à la Cité des sciences et de l'industrie, dispose de l'autonomie d'un établissement public national et bénéficie d'une image neutre, les projets provinciaux ne peuvent, eux, être portés par un seul acteur.

RÉTICENCES

Avec des budgets d'investissement évalués entre 4 et 5 millions de francs et des frais de fonctionnement allant de 1 à 2 millions, le partenariat s'avère de rigueur. Or le consensus est souvent difficile à obtenir. Le projet de Calais en a récoment fait les frais. Commencé en 1994, la réalisation de l'Espace-métiers du littoral, située dans la zone transmanche d'Euro-tunnel, a été totalement suspendue en juin 1996. « Le lieu choisi ne faisait pas l'unanimité parmi les politiques et chacun souhaitait tirer la couverture à lui », explique, avec amertume, Jean-Pierre Grémès.

A l'opposé, le projet de Nîmes démontre que, si l'entente existe, les choses avancent beaucoup plus vite. Le financement est encore loin d'être bouclé – 600 000 francs ont pour l'instant été réunis pour un budget d'investissement évalué à 2,5 millions de francs –, mais le partenariat scellé entre la direction départementale du travail, la chambre de commerce et d'industrie, la mairie de Nîmes et le conseil général, permet d'envisager l'avenir sereinement. L'ouverture est d'ailleurs prévue pour novembre 1997 : « Ce devrait être la première cité des métiers par essaimage », note Jean-Pierre Van Welden. D'autres devraient suivre, à Toulouse, Poitiers, Bordeaux et même à Dublin.

Nathalie Mlekuz

RENCONTRES

■ **FORMATION.** Le deuxième salon de la formation continue se tiendra les 27, 28 février et 1^{er} mars 1997 au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris. Ce forum s'adresse aux demandeurs d'emploi et aux salariés qui souhaitent s'informer sur les possibilités offertes par la formation continue et aux professionnels acheteurs ou financeurs de formation. L'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes) disposera d'un stand où les salariés et les demandeurs d'emploi qui souhaitent « faire le point », réfléchir à l'évolution de leur carrière, pourront avoir un entretien individuel sur place avec un psychologue du travail, et trouver une aide pour préciser et construire leur projet personnel, ainsi que s'informer sur le bilan de compétences. Contact : AFPA. Hall 5-1 (stand E13). Parc de Versailles.

■ **SPORT.** Le premier Forum des métiers du sport aura lieu les 28 février et 1^{er} mars 1997 à Paris, à l'Institut national du sport et de l'éducation physique (Insep). De l'animation à la vente, de l'enseignement à la communication, tous ceux qui s'intéressent aux formations et à l'emploi dans le sport pourront rencontrer et dialoguer en direct avec des employeurs et des organismes de formation. Il devrait y avoir plus de trente exposants parmi lesquels Décathlon, Disneyland Paris, l'UCPA, l'Ecole interarmées des sports, les filières sportives du ministère de l'éducation nationale, etc. Expositions, conférences, ateliers-débats permettront aux jeunes présents de s'informer et de dialoguer sur place avec les entreprises. Contact : 3615 Infosport rubrique. Forum des métiers du sport.

■ **MANAGEMENT.** Dans un contexte d'internationalisation des économies, les dirigeants d'entreprise sont amenés à redéfinir leur rôle et à élaborer de nouvelles pratiques managériales. Va-t-on vers un modèle universel de management ? Comment vont évoluer les relations qu'entretient l'entreprise avec ses salariés ? Comment se définira désormais la culture d'entreprise ? Le colloque « Management et mondialisation : quels enjeux pour les entreprises françaises ? », organisé par Andersen Consulting, Aovie, Enjeux Les Échos et qui aura lieu le mardi 4 mars à Paris (La Défense) devrait aborder l'ensemble de ces questions. Il permettra de confronter l'expérience des dirigeants d'entreprise à l'analyse des chercheurs en sciences humaines et sociales. Des enquêtes exclusives menées aux États-Unis, au Japon et en Allemagne seront débattues par des chefs d'entreprise. Contact : Anvie. Tél : 01-49-54-21-16.

INITIATIVES

■ **FEMMES.** La région Lorraine innove avec le magazine *Femmes en entreprise* qui propose une approche originale de l'élargissement des choix professionnels des jeunes filles. A partir de témoignages, cette revue révèle des itinéraires de femmes qui, au-delà des filières traditionnelles, ont trouvé des passerelles, ont su se frayer un chemin en valorisant leurs formations, leurs expériences, leurs qualités personnelles. Réalisé par la Délégation régionale aux droits des femmes avec le concours du rectorat, de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (Onisep) et des missions locales de Lorraine, cet outil pulse son originalité dans des partenariats diversifiés qui ouvrent des horizons nouveaux en matière d'orientation. Contact : Délégation régionale aux droits des femmes. Tél : 03-87-36-63-15.

Gesti

MOISTE FINANCIER CONFIRM

solideur Fiscal

Organisa

Gestion - Finance

LILLY, L'UN DES TOUS PREMIERS GROUPES PHARMACEUTIQUES MONDIAUX,
RECHERCHE POUR SA FILIALE FRANÇAISE SON

ANALYSTE FINANCIER CONFIRMÉ

Basé à Paris. Sous l'autorité fonctionnelle du Manager financier et en relation avec le Comité de Direction, vous participerez à l'élaboration des Plans à court et moyen termes et jouerez un rôle central et stratégique au sein de la filiale. Intégré(e) à l'équipe du Planning Financier, vous assisterez l'ensemble des Divisions dans le suivi de leurs budgets et l'évaluation financière de leurs projets.

De réelles perspectives d'évolution (notamment à l'international) seront proposées à un candidat de valeur.

- Agé(e) de 26/30 ans, vous êtes issu(e) d'une grande école de commerce et/ou d'ingénieur et, éventuellement, titulaire d'un MBA.
- Vous justifiez d'une expérience de 2 à 3 ans en cabinet de Conseil ou en entreprise.
- Vous êtes bilingue anglais.

Lilly

la vie a du génie

MERCI D'ADRESSER VOTRE DOSSIER DE CANDIDATURE : LETTRE MANUSCRITE + CV
SOUS RÉFÉRENCE ML À : LILLY FRANCE, 203 BUREAUX DE LA COLLINE, 92213 SAINT-CLLOUD CEDEX.



**de l'avant,
de l'avenir**

La BANQUE NATIONALE DE PARIS recherche pour sa Direction des Etudes Economiques un

Economiste Senior H/F

Intégré au sein d'une petite équipe de travail, votre mission s'articule principalement autour de 5 axes avant tout à l'Economie Française :

- vous assurez le suivi conjoncturel dans les domaines de l'analyse et de la politique économique
- vous effectuez un diagnostic et des prévisions qui porteront essentiellement sur l'économie réelle
- vous participerez à des travaux écrits (lettre de conjoncture, situation financière des entreprises) et animerez des présentations orales.

Diplômé de l'ENSAE et/ou d'un troisième cycle en économie, vous justifiez d'une expérience de quelques années acquise dans un service d'Etudes Economiques en entreprise, dans un institut de conjoncture ou dans une administration publique. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et disposez de connaissances en analyse quantitative. Capacités rédactionnelles, esprit de synthèse et sens de jugement sont des qualités indispensables pour réussir dans cette fonction et pour évoluer au sein de notre Groupe.

A la BNP, en allant de l'avant vous avez de l'avenir.

Merci de nous adresser votre CV accompagné d'une lettre manuscrite sous référence DEEMDE à : BNP - DRRH Recrutement - 80 rue Talbot - Square d'Orléans 75009 PARIS.



CHACUN ESTATU ON DEUT POUVOIR COMPTER SUR SA BANQUE.



Premier groupe
industriel français
recherche pour ses services
financiers centraux un

Consolidateur Fiscaliste

Paris La Défense

Au sein d'une équipe de fiscalistes, vous participerez à l'ensemble des opérations d'intégration et de consolidation fiscale. En relation avec les filiales, vous vous comporterez comme une force de proposition, assistant ces sociétés dans la production des éléments d'informations financières et fiscales. Vous participerez aux relations avec l'Administration.

Agé(e) de 30 à 35 ans, vous justifiez d'une formation initiale complète (financière, comptable et fiscale) et/ou d'une expérience d'au moins quatre ans au sein des services de l'inspection fiscale.

Doté(e) d'un bon relationnel et d'un réel esprit d'équipe, vous recherchez une opportunité évolutive. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais. L'usage professionnel d'une seconde langue européenne constituerait un plus.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Xavier Camby, Michael Page France, 3 bld Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage (candidature gratuite) sous référence XC15659



Michael Page France
N°1 du recrutement spécialisé et personnalisé

Groupe Industriel International de tout premier plan
recherche pour l'une de ses filiales en très forte croissance un :

Contrôleur Financier

République Tchèque

300 KF

Rattaché au Directeur Général et à la tête d'une équipe d'une dizaine de personnes, vous devez adapter la comptabilité aux normes du groupe, optimiser la gestion de trésorerie et les relations bancaires, être l'interlocuteur des auditeurs (internes/externes).

Intervenant dans un contexte de création de poste, vous mettez en place le contrôle de gestion industriel, supervisez l'implantation du nouveau système d'information, établissez le reporting.

Agé d'environ 30 ans, issu d'une école de commerce et/ou d'une université de gestion, vous justifiez d'au moins 4 ans d'expérience dans le contrôle de gestion industriel.

Vous maîtrisez le français, l'anglais et/ou l'allemand. La connaissance du tchèque est également appréciée.

Merci d'adresser CV + Photo + N° de tél + rémun. actuelle à Sylvain Rougeau, Michael Page Finance 3 bld Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex, ou de taper votre CV sur 3617 code MPage sous réf. SR15853



Michael Page Finance
Le spécialiste du recrutement Financier



la signature financière

Organisateur

Notre
métier :

simplifier l'avenir de
nos clients en leur
proposant des produits
d'assurance-vie, de
prévoyance, d'épargne ou
de couverture de retraite.
Le goût de l'innovation,
le sens de l'initiative et
l'ouverture d'esprit
caractérisent les
800 collaborateurs de
notre groupe, qui cultivent
avec enthousiasme
un véritable esprit
d'entreprise, tourné
vers l'avenir et
l'international.

Après avoir intégré la problématique de la structure des données et des circuits de gestion de Cardif, et en étroite collaboration avec le responsable du Département Organisation, vous participerez à la définition des besoins organisationnels des implantations internationales en fonction des produits commercialisés. Vous participerez également à la planification des projets informatiques et aux actions de formation des nouveaux exploitants. Ouvert et attentif, vous êtes l'interlocuteur des responsables locaux pour la mise au point des procédures et instructions de gestion ainsi que pour la validation des applications informatiques. Autonome et rigoureux, vous vérifiez périodiquement les procédures de gestion dans chaque pays.

De formation supérieure école de commerce ou d'ingénieurs, vous souhaitez valoriser votre première expérience dans l'assurance et l'organisation ou l'audit dans le secteur tertiaire. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais ; la connaissance de l'espagnol sera un atout supplémentaire. Votre disponibilité, vos capacités d'adaptation et votre savoir-faire relationnel vous permettront de collaborer efficacement au sein de l'équipe.

Adressez sans tarder votre dossier de candidature :
lettre, CV, photo sous la référence 6103 à
Marie-Hélène Audouin - Compagnie Bancaire -
5, avenue Kléber - 75116 Paris ou
retrouvez-nous sur Internet : www.cb-bancaire.fr

COMPAGNIE BANCAIRE

Une création de poste, quoi de plus motivant ?

Société informatique, filiale d'un grand groupe international, nous développons notre structure et recherchons pour notre département Banque et Finance :

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Gestion de portefeuilles d'actifs

De formation école d'ingénieurs, vous avez une expérience similaire d'au minimum 5 ans dans une société spécialisée en gestion de portefeuilles.

Chargé de l'avant-vente et de la conception des supports associés, vous serez également force de proposition avec nos commerciaux et l'équipe R & D.

Le goût du travail en équipe, l'esprit d'initiative et commercial seront des atouts majeurs pour réussir votre mission.

Ce poste évolutif vers des fonctions de manager de projets ou d'ingénieur commercial, est basé en région parisienne, mais vous travaillerez également sur le Luxembourg et la Suisse.

La dimension internationale de notre groupe, implique une parfaite maîtrise de l'anglais.

Si vous souhaitez participer à notre développement et le partager, adressez votre dossier de candidature (CV et photo) sous référence 5032 à : Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui transmettra.

051 711 47

صكنا من الامم

Gestion - Finance

LE MONDE ÉCONOMIQUE
auprès de chaque client

Crédit Agricole de Lorraine, 1ère Banque de la région Lorraine avec 180 points de vente, 1 700 collaborateurs, confirme sa dynamique de succès au sein du premier groupe bancaire européen.



INGÉNIEUR EN ORGANISATION

Poste situé à Nancy

Vous participerez à la définition du plan organisation de l'entreprise, à l'élaboration des outils méthodologiques, et déterminerez les normes et règles de fonctionnement de l'entreprise.

Vous prendrez en charge complètement les actions d'organisation nécessaires au fonctionnement, et participerez à l'animation des grands projets d'évolution de l'entreprise, en veillant à la cohérence des différentes actions de conduite du changement et à la mise en place des nouvelles technologies de l'information.

Professionnel de l'organisation avec 3 à 5 ans d'expérience, vous êtes ingénieur diplômé dans ce domaine et maîtrisez les méthodes d'organisation administrative, le management de projets et les outils micro-informatiques.

Ce poste évolutif s'adresse à une personnalité rigoureuse ayant le sens de l'écoute, de réelles capacités d'anticipation et d'innovation, associées à des qualités d'analyse et de synthèse.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation + curriculum vitae et prétentions) à la Direction des Ressources Humaines, Caisse Régionale de Crédit Agricole de Lorraine, 10X, 54017 Nancy Cedex.

L'Imagination dans le Bon Sens

Un important groupe immobilier et financier en pleine croissance interne et externe, spécialisé dans le logement social (financement de l'accès à la propriété, gestion locative en Ile-de-France et en province, collecte du 1% parafiscal, ...) recherche le :

Responsable de son service organisation

Vous serez chargé de l'amélioration, de l'évolution des procédures et de l'organisation de l'ensemble des métiers et structures du groupe. Vous participerez à l'optimisation des résultats.

Diplômé d'études supérieures (HEC, ESC, Sciences Po, Essec ou similaire), vous avez passé plusieurs années au département Organisation d'un grand cabinet d'audit, et vous êtes aujourd'hui senior ou chef de groupe, ou vous occupez un poste similaire dans une banque, un cabinet d'assurances ou un grand groupe de services... Vous connaissez les nouvelles méthodes d'organisation du travail.

Ce poste, véritable observatoire du groupe, vous permettra une évolution rapide vers une direction opérationnelle.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence RSO à Yves Marie Consultants, 80 rue Cardinet, 75017 Paris.

Yves MARIE Consultants



C'est là que ZENECA puise les ressources de son développement

Site stratégique de production pour le Groupe Zeneca Pharmaceuticals, avec plus de la moitié des volumes exportés et Centre de Recherches spécialisé dans le domaine des maladies inflammatoires et de la cancérologie, nous recherchons dans un contexte de forte expansion notre :

CONTRÔLEUR DE GESTION INDUSTRIEL REIMS

Rattaché au Directeur du site, et proche du terrain, vous jouez un rôle de conseil et de support auprès des responsables opérationnels.

A la tête d'une petite équipe que vous animez et motivez, vous supervisez la comptabilité analytique, vous préparez les budgets et les plans, suivez et analysez les résultats, assurez les reportings pour le siège en France et pour la Maison-Mère.

Véritable force de proposition, vous faites évoluer les outils de gestion, vous réalisez des études de rentabilité et des audits.

Interface avec l'équipe contrôle de gestion du siège, vous coordonnez les actions pour garantir l'homogénéité des modes de fonctionnement et de l'information.

Diplômé d'une école supérieure de gestion, votre expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel vous a permis de développer votre aisance relationnelle, votre simplicité et votre pragmatisme.

Bien sûr, pour donner toute sa dimension à ce poste, vous avez un bon niveau d'anglais.

Nous vous remercions d'adresser un dossier complet de candidature (lettre de motivation, CV, 3 photos) à notre conseil INFRAPLAN ERNOULT SEARCH, 83 boulevard Raspail, 75006 Paris.

ZENECA Pharma
L'INTELLIGENCE AU SERVICE DE LA VIE.

DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DE SES ACTIVITÉS AUDIT CONSEIL ET POUR SON ÉQUIPE ORGANISATION ET GESTION, BEFEC-PRICE WATERHOUSE RECHERCHE DES CONSULTANTS CONFIRMÉS.

soyez différent... vous-même



Befec - Price Waterhouse

La diversité de nos missions et l'importance que nous accordons au travail en équipe nous amènent à privilégier des hommes et des femmes dont la forte personnalité enrichira nos équipes.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence 97/01 à Annick Blanton, BEFEC-PRICE WATERHOUSE, Tour AIG 34 place des Corolles, 92408 PARIS La Défense 2 [Courbevoie].

La force du réseau de PRICE WATERHOUSE est au service de nos clients et de nos collaborateurs. Il permet le développement et le transfert de compétences. Nos experts sont présents dans les contextes techniques et culturels les plus variés.

Les domaines concernés sont plus particulièrement :

- l'évaluation du fonctionnement administratif et comptable et du contrôle interne, et l'aide à la conception de nouvelles organisations et procédures,
- l'assistance à la sélection et à la mise en œuvre de systèmes de gestion,
- le diagnostic et la refonte de comptabilités analytiques et de l'organisation du contrôle de gestion,
- la revue des pratiques environnementales et des systèmes de management environnemental.

Vous disposez d'une expérience professionnelle de plusieurs années acquise dans les domaines précités soit en entreprises dans les services Contrôle de gestion ou Organisation soit au sein de cabinets de conseil en gestion opérationnelle, en système d'information ou en management environnemental.

La volonté de participer jusqu'au bout à des projets à taille humaine qui réussissent, la curiosité pour trouver des solutions innovantes, le souci de s'implémenter de la culture et des modes de fonctionnement de ses clients, le goût pour le travail en équipe et le partage des expériences sont les qualités que nous recherchons.

Une bonne connaissance des pratiques comptables françaises et internationales, des règles de gestion et du fonctionnement administratif et financier des entreprises est également nécessaire.

La maîtrise de l'anglais professionnel est indispensable. Le poste est basé à Paris.

ANALYSTE FINANCIER SENIOR

Nous sommes un groupe international de premier plan implanté dans le secteur des biens de consommation de grande diffusion. Notre siège européen basé à Paris contrôle une dizaine de sociétés installées dans différents pays européens. C.A. : 1,5 Milliard de \$.

Au sein du département "Reporting & Planning" de notre Direction Financière, vous prendrez la responsabilité de l'ensemble des états nécessaires à la préparation des budgets et des plans, vous contrôlerez les informations reçues des différentes sociétés du groupe, vous participerez aux travaux de reporting et à la consolidation, vous contrôlerez la bonne exécution du planning et l'application des procédures et vous assisterez le Responsable "Reporting & Planning" lors des analyses financières.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 7084/M à Curriculum 8, passage Lathuille 75081 Paris cedex 18 qui transmettra.

De niveau Sup de Co ou équivalent, vous avez acquis une expérience de 3 à 4 ans dans un cabinet d'audit ou dans une société de type anglo-saxon. Vous êtes parfaitement bilingue anglais.

onsable de son
ce organisation

Yves MARIE
Consultants

de l'avant,

Mid-Office shipping

ANALYSTE
FINANCIER
SENIOR

REPRODUCTION INTERDITE

■ LA SOCIÉTÉ : La Direction Juridique d'un grand groupe dans le secteur des loisirs recherche un :

Juriste d'Affaires Confirmé

■ LE POSTE : Rattaché au Directeur Juridique, vous exercez une mission de conseil et de contrôle juridique en droit des contrats et en matière de réglementation économique auprès de l'ensemble des unités du Groupe. Véritable généraliste de la fonction juridique, vous intervenez dans le cadre de la négociation et de la rédaction de contrats de toute nature (prestations de service, partenariats, baux commerciaux, joint-ventures...). Vous assistez les différentes directions de l'entreprise en droit des affaires en général (droit de la consommation, droit des sociétés, contentieux...). Vous accompagnez le développement du Groupe en France et à l'étranger.

■ LE CANDIDAT : A 30/35 ans environ, de formation supérieure en droit des affaires type DJCE, vous avez impérativement acquis 4 à 8 ans d'expérience en entreprise ou en cabinet, de préférence dans un environnement de produits de grande consommation. De solides connaissances en droit fiscal seront appréciées. Une bonne maîtrise de l'anglais et/ou de l'espagnol est indispensable. Rigoureux, dynamique et pragmatique, vos qualités relationnelles vous permettront d'être rapidement opérationnel au sein d'un Groupe en fort développement.

■ Merci d'adresser un dossier de candidature complet sous réf. 3438/FSM à notre conseil, Frédéric STOEFFLER, ROBERT HALF JURIDIQUE ET FISCAL, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS, ou par fax au 01 47 23 38 00 ou par e-mail (Format MIME ou BinHex) «robert@half.grolier.fr».

Norman Parsons



ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

■ LA SOCIÉTÉ : Filiale française d'un important groupe américain connaissant une croissance importante (CA > 51 milliard), nous intervenons dans la fabrication de systèmes clés en main pour des entreprises prestigieuses dans l'informatique, l'électronique et les télécommunications. Dans le cadre du développement de notre site en France (250 personnes) nous recherchons un :

Controller

400 KF *

Région Parisienne

■ LE POSTE : Rattaché au Directeur Général et fonctionnellement au Directeur Financier Groupe, vous avez la responsabilité de la mise en place d'un solide contrôle financier : comptabilité générale, contrôle de gestion, reporting, budgets... Une de vos principales priorités sera d'optimiser le contrôle de gestion industriel afin d'aider les opérationnels du site. Vous serez une véritable force de proposition pour la Direction Générale dans le développement du service financier et des outils de gestion.

■ LE CANDIDAT : De formation supérieure, vous avez acquis 5 à 10 ans d'expérience dans la fonction finance, et ce en milieu industriel. Vous connaissez bien les principes de reporting anglo-saxon et parlez anglais couramment. Pragmatisme, dynamisme, rigueur, bonnes capacités relationnelles sont les qualités indispensables pour cette position.

■ Merci de contacter notre conseil Jérôme JOUANNEAU-COURVILLE au 01 47 23 37 00 ou de lui envoyer un dossier complet sous réf. 3449/JJM à ROBERT HALF FINANCE ET COMPTABILITÉ, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS, ou par fax au 01 47 23 38 00 ou par e-mail (Format MIME ou BinHex) «robert@half.grolier.fr».

Norman Parsons



ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

■ LA SOCIÉTÉ : La filiale française d'un des acteurs principaux de l'automobile au niveau mondial recherche pour renforcer son service financier un :

Contrôleur de Gestion

Région Parisienne

■ LE POSTE : Au sein de la Direction Financière, vous renforcez le contrôle de gestion existant avec un objectif à terme, de développer l'approche opérationnelle et la dimension d'analyse indispensable à la réactivité de l'entreprise... Reporting, prévision, budgets et business plan font partie de vos domaines réguliers d'intervention.

■ LE CANDIDAT : Agé d'environ 28 ans et de formation école supérieure de type HEC, ESSEC, ESCP... vous présentez une expérience de 2 à 3 années soit en contrôle de gestion au sein d'une entreprise internationale, soit en cabinet d'audit anglo-saxon. L'anglais et l'informatique vous sont totalement acquis. Votre dimension internationale sera un des critères prépondérants pour ce recrutement.

■ Merci de contacter notre conseil Pascal VANCUTSEM au 01 47 23 37 00 ou de lui envoyer un dossier complet sous réf. 3441/PVM à ROBERT HALF FINANCE ET COMPTABILITÉ, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS, ou par fax au 01 47 23 38 00 ou par e-mail (Format MIME ou BinHex) «robert@half.grolier.fr».

Norman Parsons



ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS



Disney Consumer Products
(Europe, Middle East & Africa) S.A.

Recherche pour les «marchés émergents» un :

Directeur du Développement et de la Stratégie

Paris

■ LE POSTE : La personne recherchée sera un élément clé et une force de proposition pour la direction dans le développement de nouveaux marchés. Vous êtes en charge de coordonner le plan stratégique annuel, le plan à 5 ans et d'effectuer des présentations fiables et pertinentes pour la Direction. Cette personne participera de manière opérationnelle et active au montage de dossiers pour les projets d'expansion... Proche du terrain, vous serez l'interface privilégiée dans le cadre de rapprochements entre partenaires de pays différents.

■ LE CANDIDAT : Issu d'une formation Ecole de Commerce complétée par un MBA, vous avez environ 33 ans et disposez d'une expérience d'au moins 5 à 7 années en entreprise ou cabinet de conseil stratégique. Une expérience internationale ainsi que la maîtrise de l'anglais sont indispensables. La connaissance du secteur industriel ou de la distribution ainsi qu'une 3ème langue seraient un plus. Pragmatisme, flexibilité, réactivité et aisance orale sont des qualités requises pour évoluer dans ce groupe.

■ Merci de contacter notre conseil Elisa DIMITRI au 01 47 23 37 00 ou de lui envoyer un dossier complet sous réf. 3442/EDM à ROBERT HALF FINANCE ET COMPTABILITÉ, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS, ou par fax au 01 47 23 38 00 ou par e-mail (Format MIME ou BinHex) «robert@half.grolier.fr».

Norman Parsons



ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

LA REDOUTE

N°1 de la VPC en France, filiale du Groupe Pinaud-Printemps-La Redoute nous recherchons un :

Contrôleur de Gestion Senior

Métropole Lilloise

Rattaché au Responsable du Contrôle de Gestion et à la tête d'une équipe de 5 personnes, vous assurez la fiabilité des informations économiques et financières pour les pôles logistiques, clients et industriels. Véritable conseil auprès des opérationnels, vous êtes garant du respect des obligations de reporting du Groupe. Dans ce cadre, vos principales missions sont :

- l'analyse financière des investissements industriels et techniques,
- le contrôle des projets de développement,
- le contrôle budgétaire et la proposition d'actions correctrices en cas de dérive par rapport aux résultats attendus.

De formation école de commerce (option contrôle de gestion) ou d'ingénieurs, vous justifiez d'une expérience réussie de 5 à 10 ans minimum dans une fonction similaire en milieu industriel ou logistique de distribution. De personnalité affirmée, doté d'un réel tempérament de négociateur, vous alliez rigueur, recul et sens de l'analyse.

■ Merci de contacter notre conseil Jérôme JOUANNEAU-COURVILLE au 01 47 23 37 00 ou de lui envoyer un dossier complet sous réf. 3446/JJM à ROBERT HALF FINANCE ET COMPTABILITÉ, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS, ou par fax au 01 47 23 38 00 ou par e-mail (Format MIME ou BinHex) «robert@half.grolier.fr».

Norman Parsons



ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

■ LA SOCIÉTÉ : Société à forte image, dans le domaine des produits de luxe, recherche dans le cadre de son développement son :

Auditeur interne

Paris

■ LE POSTE : Rattaché au Responsable du Contrôle de Gestion International, vous êtes le garant des procédures que vous mettez en place et du contrôle interne en France et à l'international. Vous êtes en charge du développement de l'ensemble des systèmes d'information de gestion : du cahier des charges à la formation des utilisateurs.

■ LE CANDIDAT : Agé d'environ 30 ans, de formation école supérieure de commerce, vous présentez une expérience de 2 à 3 années soit en audit, soit en contrôle de gestion. Vous avez obligatoirement participé à la mise en place de systèmes informatiques. Votre anglais est solide. Ouvert et disponible, vous faites preuve de rigueur et d'ambition.

■ Merci de contacter notre conseil Pascal VANCUTSEM au 01 47 23 37 00 ou de lui envoyer un dossier complet sous réf. 3420/PVM à ROBERT HALF FINANCE ET COMPTABILITÉ, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS, ou par fax au 01 47 23 38 00 ou par e-mail (Format MIME ou BinHex) «robert@half.grolier.fr».

Norman Parsons



ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

Le groupe Robert Half International, créé en 1948 et coté à la Bourse de New-York, est leader mondial du recrutement spécialisé avec plus de 160 bureaux à travers le monde et un chiffre d'affaires d'environ \$ 900m en 1996. En France, nous vous proposons un service de conseil en recrutement spécialisé et personnalisé à travers les divisions suivantes :

- Robert Half Finance et Comptabilité
- Robert Half Informatique et Multimédia
- Robert Half Juridique et Fiscal
- RHI Banque et Assurance
- Norman Parsons Executive

Nos méthodes de recrutement, qui ont fait leurs preuves depuis presque 50 ans, nous permettent de vous proposer des candidats de la plus grande qualité et très souvent indisponibles par d'autres sources. Notre longévité et notre éthique vous garantissent un service performant et sérieux.

Parce que le recrutement est une affaire de spécialistes et de professionnels, pour en savoir davantage contactez Ivor ALEX au :

Tél. 01 47 23 37 00 - Fax 01 47 23 38 00

39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS

e-mail : «robert@half.grolier.fr» site internet : <http://www.roberthalf.com>

Norman Parsons



ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

051 71147

صكنا من الامل

VIII / LE MONDE / MERCREDI 26 FÉVRIER 1997

REPRODUCTION INTERDITE

Carrières Internationales

Market Development Associates – Direct Marketing

Basic Salary Circa £25,000 p.a.

Location: London, UK

From its London HQ, my client, the European subsidiary of a major USA based multinational organisation, formulates and implements its direct marketing programmes across all European markets. Its dynamic approach to direct mail and telemarketing has been a key feature of its outstanding success. In order to fulfil its ambitious business development plans, the Company wishes to recruit three Market Development Associates from the UK, Germany and France.

Reporting to the European Circulation Manager and operating in a unique matrix management structure, the Market Development Associates will have pan European responsibilities in one of the following areas:

- List Acquisitions – Sourcing external lists and data management including merge/purge and response analysis.
- Mailing Operations – Developing and managing the most effective arrangements for ensuring the company's mailings reach their target customers across Europe.
- Statistical modelling and data analysis.

In addition, each Associate will cover one language area within the European market, and will work on local creative, copy and market intelligence.

These exciting and demanding roles will appeal to ambitious, degree educated candidates with around three or four years relevant direct marketing experience. Fluency in English and one other European language, preferably German, French or Spanish, is essential. Creative, self-motivated and with a natural attention to detail, the successful candidates will join a fast growing Company where performance and ability are recognised and rewarded.

JAMES ALLEN & ASSOCIATES LIMITED
EXECUTIVE SEARCH, SELECTION & DEVELOPMENT

Please apply in strictest confidence, by sending a detailed CV to Cliff Deatry, Managing Director, James Allen & Associates Limited, Stanleigh House, Donisthorpe, Swadlow, Derbyshire DE12 7PS, United Kingdom. Please telephone +44 (0) 1530 273733 if you would like to discuss these opportunities.

LA COMMISSION EUROPEENNE

cherche un candidat hautement qualifié afin de pourvoir un poste temporaire au grade A4 pour des activités relevant de la politique scientifique et technologique de l'Union européenne et du programme-cadre.

CHEF DE L'UNITE "TECHNOLOGIE NUCLEAIRE" COM/RA/193

Tâches: ☐ diriger et coordonner les activités dans les laboratoires de fabrication de combustibles nucléaires, aussi bien traditionnels (tels que UO₂, MOX, nitures) que prototypes contenant des échantillons mineurs à des concentrations variées; ☐ participer à la mise au point de nouveaux procédés de fabrication (tels que sol-gel) et de nouveaux équipements dans le cadre du projet "Laboratoire Activités Mineures"; ☐ il sera l'un des interlocuteurs privilégiés pour des nombreuses activités compétitives et collaborations internationales de grande envergure.

Formation: diplôme universitaire dans les domaines en rapport avec la fonction, de préférence en métallurgie, céramiques et/ou chimie.

Profil: minimum 15 années d'expérience dans le domaine de la technologie nucléaire et plus particulièrement dans la fabrication des combustibles nucléaires.

CONDITIONS GENERALES: ☐ Contrat: temporaire (à durée déterminée, renouvelable). ☐ Nationalité: être ressortissant(e) d'un des Etats membres de l'Union européenne. ☐ Lieu d'affectation: tous les lieux de travail de la Commission européenne, donc, souvent en dehors du pays d'origine des candidats. ☐ Age: être né(e) après le 8/4/1948. Des dérogations sont prévues pour les agents temporaires des institutions de l'Union européenne, les services (militaires ou autres) obligatoires, l'éducation d'enfants ou un handicap physique. Les conditions d'accès de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats. ☐ Connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles de l'Union européenne (allemand, anglais, danois, italien, espagnol, finnois, français, grec, néerlandais, portugais, suédois) et connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues. ☐ Délai d'introduction: les formulaires de candidature doivent être demandés par écrit, avant le 25/2/1997 à l'adresse suivante:

C.E., Secrétariat des Comités de Sélection Recherche (COM/RA/193), SDME 4/81, rue Mersman 75, B-1048 Bruxelles, Belgique (télécopieur +32 2 296 22 39).

Ils doivent être renvoyés, dûment remplis et signés, à l'adresse précitée au plus tard le 8/4/1997, le cachet de la poste faisant foi.

La candidature des fonctionnaires des institutions européennes n'est pas recevable.

La Commission applique en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

A ce titre, elle encourage vivement les candidatures féminines.



CONTINAF HOLDING BV

Un groupe Néerlandais des sociétés internationales de négoce de matières premières, basé à Amsterdam aux Pays-Bas, cherche pour sa succursale en Côte d'Ivoire :

UN DIRECTEUR COMMERCIAL

LA FONCTION :

- Votre zone d'activité se situe en Afrique de l'Ouest principalement en Côte d'Ivoire avec résidence à Abidjan.
- Vous faites partie du staff de la direction avec la charge de développer le département commercial.
- En plus d'une co-responsabilité relative au décisionnel et à la stratégie, vous êtes l'interlocuteur privilégié du Directeur Général.
- Vous épauliez le Directeur Général auquel vous rendez compte et vous êtes capable de le remplacer en son absence.
- Vous avez la responsabilité en coordination avec le Directeur Général, de l'achat de nos produits à savoir le café et le cacao.
- De plus, vous êtes responsable de toutes les activités commerciales en relations avec les opérations mentionnées ci-dessus.
- Vous représentez l'entreprise auprès des différentes organisations de la filière.

VOTRE PROFIL :

- Un diplôme HEC ou un niveau universitaire à dominante commerciale.
- Vous maîtrisez le Français, l'Anglais (écrit et parlé) ; la connaissance du Néerlandais est souhaitable.
- Quelques années d'expérience dans une entreprise de Commerce International seraient un atout.
- Connaissance des structures financières. - Une expérience à l'étranger sera un atout si vous correspondez aux critères.
- Vous pouvez négocier à tous les niveaux. - Vous avez l'esprit d'initiative et de créativité.
- Vous avez la capacité de développer et d'entretenir un réseau relationnel. - Vous avez entre 30 et 37 ans.

NOUS VOUS OFFRONS :

- Une fonction de responsabilité dynamique et un challenge à l'étranger.
- Evidemment, avec des conditions de travail liées à la fonction.

COMMENT POSER VOTRE CANDIDATURE ?

Au cas où vous seriez intéressé par le poste, veuillez nous faire parvenir votre lettre de motivation et votre C.V. à notre Direction à l'adresse suivante : CONTINAF HOLDING BV - Postbus 3779 - 1001 AN AMSTERDAM

Pour une importante Institution à Genève,
nous recherchons un/une

RESPONSABLE DES TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE ET DE SAVOIR-FAIRE

Vous êtes au bénéfice d'une formation et d'un titre universitaire en médecine, sciences, économie ou droit et de quelques années d'expérience dans l'exploitation commerciale de la recherche et/ou de la protection de la propriété intellectuelle. Vous disposez d'une bonne connaissance du tissu économique et industriel européen. Vous parlez et écrivez le français, l'anglais et maîtrisez une troisième langue.

Rattaché(e) à la direction générale vous prenez totalement en charge l'identification des innovations, l'analyse du marché et des débouchés commerciaux, la protection des résultats de la recherche, la prospection de clients et la négociation des contrats.

Ce poste d'envergure stratégique offre une large autonomie et nécessite des compétences élevées et de réelles qualités humaines.

Contactez-nous, nous vous garantissons la plus totale discrétion.

BG MANAGEMENT CONSULTANTS S.A.

24, AVENUE DE CHAMPEL CH-1206 GENÈVE

Tél 022/347.22.88 Fax 022/347.25.76

Responsable de recrutement

ASIE

Diplôme de l'enseignement supérieur, vous avez vécu en Asie et vous avez acquis une première expérience en entreprise. Vous parlez couramment l'anglais ou le mandarin, ou éventuellement une autre langue orientale. Disponible pour de fréquents voyages à l'étranger, vous souhaitez vous associer au développement de l'entreprise en participant au recrutement de son personnel. Une formation au recrutement vous sera assurée si vous n'avez pas déjà travaillé dans ce domaine. Merci de faire parvenir votre dossier complet (lettre manuscrite, CV et photo) sous la référence 40408 à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui nous le transmettra.

MARKETING

INTERNATIONAL PRODUCT MANAGER

One of the world's fastest growing pharmaceutical corporations is seeking an International Product Manager. This position will initially be assigned to the U.S. headquarters for orientation and development, and then be expected to move into a senior marketing role in the Western European operations.

During tenure at the U.S. headquarters, the primary responsibility of this position will involve the creation, and development of all core strategies, tactics and operational plans required for the successful pre-marketing and launch of a major therapeutic product throughout the European Union (EU). Prior to market introduction and commercialization, this position will be transferred and based in the EU where they will join the EU management team and be assigned line management marketing responsibility for operational implementation of the product launch.

The successful candidate will have 7-10 years of experience in pharmaceutical marketing, including at least 3 years in product management with experience in the oncology, virology or anti-infective therapeutic areas involving institutional pharmaceutical products for a major pharmaceutical firm. Previous demonstrated success with an international product launch is required.

We offer excellent compensation, bonus, and complete benefits package. For immediate consideration, please fax your curriculum vitae to the United States, Attention: "6R/Marketing" (310) 312-6031

We are an Equal Opportunity Employer

Groupe de télécommunications en forte croissance dans les pays d'Europe de l'Est recherche son

Directeur Administratif et Financier

CDD 6 mois

Europe de l'Est

500/600 KF
base France

Dans le cadre de la création d'une Joint-Venture et directement rattaché au directeur général de nos opérations, vous structurerez la fonction administrative et financière avec une équipe de 15 personnes.

☐ vous supervisez la comptabilité, le contrôle de gestion et apportez un soutien aux opérationnels.

☐ vous êtes l'interlocuteur de nos partenaires financiers et mettez en place la gestion de la trésorerie et du change.

☐ vous participez au comité de direction et êtes l'interface avec nos actionnaires.

A 35/45 ans, vous justifiez d'une expérience vous permettant de maîtriser l'ensemble des enjeux de la fonction.

Votre anglais est courant.

Vos qualités relationnelles et votre forte implication sont vos atouts pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser CV + Photo + N° de tél + rém. actuelle à Manuel Barthe, Michael Page Finance, 3 bis Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex, ou de taper votre CV sur 3617 code MPage (candidat autorisé sous la référence MBA16016)

MP Michael Page Finance
La spécialiste du recrutement Financier

Carrières
Internationales

RECRUTEMENT
INTERNATIONAL

Le Monde

français à l'é

Carrières Internationales

Carrières Européennes en Entreprises

couplage avec un ou plusieurs des titres suivants

NW - HANDELSBLAD - EL PAIS - *Le Monde* - Skandinavische Zeitung - BERLINGSKE TIDENDE
CORRIERE DELLA SERA - LE SOIR - De Standaard - THE EVENING POST - THE IRISH TIMES



KTHMATOLOGIO A.E.

ΠΡΟΣΚΛΗΣΗ ΕΚΔΗΛΩΣΗΣ ΕΝΔΙΑΦΕΡΟΝΤΟΣ ΓΙΑ ΤΗ ΘΕΣΗ ΤΟΥ ΓΕΝΙΚΟΥ ΔΙΕΥΘΥΝΤΗ

Η "ΚΤΗΜΑΤΟΛΟΓΙΟ Α.Ε.", ιδρύθηκε από την Ελληνική Κυβέρνηση με σκοπό τη μελέτη, σύνταξη και λειτουργία του Εθνικού Κτηματολογίου. Πρόκειται για έργο δεκαετιαστούς διάρκειας και προϋπολογισμού 300 δις δραχμών.

Η "ΚΤΗΜΑΤΟΛΟΓΙΟ Α.Ε." έχει έδρα την Αθήνα, λειτουργεί σύμφωνα με τους κανόνες της Ιδιωτικής Οικονομίας και δεν υπάγεται στην κατηγορία των Οργανισμών και Επιχειρήσεων του ευρύτερου δημόσιου τομέα. Η Εταιρία έχει προσλάβει εξειδικευμένο όλο στη Διοίκηση συναφών έργων (project management), που έχει ως αντικείμενο των υπηρεσιών που θα προσφέρει, μεταξύ άλλων και τη Διεύθυνση του Τμήματος της Εταιρίας που θα ασκεί τη διοίκηση του έργου.

Ο Προϊστάμενος του τμήματος διοίκησης του έργου, θα υπάγεται ιεραρχικά στον Γενικό Διευθυντή, όπως και οι προϊστάμενοι όλων των άλλων τμημάτων και υπηρεσιών της Α.Ε.

Ο Γενικός Διευθυντής θα εισηγείται όλα τα θέματα στο Δ.Σ., θα είναι υπεύθυνος για την υλοποίηση όλων των αποφάσεων του Δ.Σ. και θα αναφέρεται στο Δ.Σ. για όλα τα θέματα, εκτός των ειδικών εκείνων θεμάτων για τα οποία το Δ.Σ. με απόφασή του, θα έχει ορίσει για το σκοπό αυτό εντεταλμένο μέλος του, ή τρίτο. Σης κύριες αρμοδιότητες και ευθύνες του, περιλαμβάνονται εκτός των άλλων και η καθημερινή λειτουργία της Εταιρίας, η διοίκηση του προσωπικού, η οικονομική διαχείριση και η εκπροσώπηση της Εταιρίας στο πλαίσιο των αποφάσεων του Δ.Σ.

Προκειμένου να πληρώσει τη θέση του Γενικού Διευθυντή της, η Εταιρία καλεί τους ενδιαφερόμενους να απαντήσουν στην παρούσα πρόσκληση / εκδήλωση ενδιαφέροντος.

Οι ενδιαφερόμενοι πρέπει:

- Να είναι πτυχιούχοι ΑΕΙ, ή διπλωματούχοι της ημεδαπής, ή ισότιμοι ιδρύματος της αλλοδαπής. Θα προτιμηθούν άτομα με διπλώμα μηχανικού και μεταπτυχιακές σπουδές, ιδιαίτερα σε τομείς διοίκησης, οργάνωσης επιχειρήσεων και οικονομικών.
- Να έχουν σημαντική και αποδεδειγμένη εμπειρία υπεύθυνου στελέχους σε σχεδιασμό διοίκησης και εκτέλεση, με σύγχρονες μεθόδους, αναπτυξιακών προγραμμάτων, ή έργων του Δημοσίου ή Ιδιωτικού τομέα. Θα συνεκτιμηθεί η ύπαρξη εμπειρίας ή συνεργασίας με διεθνείς ούλους ή οργανισμούς και ιδιαίτερα σε συναφείς αντικείμενα.
- Να έχουν τουλάχιστον πενταετή διαρκείας προϋπηρεσία και εμπειρία σε διευθυντική θέση διοίκησης ομάδων ατόμων υψηλού επιπέδου, επιφορτισμένων να επιτύχουν τους συνθήκες στον ιδιωτικό τομέα τεχνικούς ή επιχειρηματικούς στόχους.
- Να χειρίζονται άριστα την ελληνική και αγγλική γλώσσα.

Η θέση του Γενικού Διευθυντή, είναι πλήρους και αποκλειστικής απασχόλησης και θα καλυφθεί από άτομο που θα ανταποκρίνεται στον πιο ικανοποιητικό βαθμό, στα παραπάνω προσόντα. Ο Γενικός Διευθυντής θα προσληφθεί με σύμβαση εργασίας, ορισμένου χρόνου - τριετούς διάρκειας με αμοιβή ανάλογη των προσόντων και ικανοτήτων του, που θα αναρταθεί στο ύψος ανάλογων αμοιβών στην αγορά εργασίας.

Οι ενδιαφερόμενοι, πρέπει να αποστέλλουν:

- Αναλυτικό Βιογραφικό Σημείωμα.
- Περιγραφή των προσόντων και των ειδικών εμπειριών τους, που σχετίζονται με την παρούσα πρόσκληση.
- Τεκμηρίωση του ενδιαφέροντος τους για την παρούσα θέση.
- Δήλωση για το διάστημα που θεωρούν αναγκαίο μετά την τυχόν επιλογή τους, για ανάληψη των καθηκόντων τους.

Όλα τα παραπάνω στοιχεία, θα θεωρηθούν ουστηρώς εμπιστευτικά.

Οι αιτήσεις θα αποστέλλονται με συστημένη επιστολή, που θα ταχυδρομηθεί μέχρι την 11/3/1997, στη διεύθυνση:

"ΚΤΗΜΑΤΟΛΟΓΙΟ Α.Ε." - Τηλ. Βάσσης 11-13, 115 21 ΑΘΗΝΑ - Τηλ. 64 64 934, 64 64 741 (φάκελοι που θα έχουν ημερομηνία αποστολής μετά την 11/3/1997, δεν θα ληφθούν υπόψη.)



Secrétaire - Bureau du Chef du Département Administratif

En tant que secrétaire dans le bureau du Directeur administratif, vous relèverez directement de l'Assistant du Directeur administratif et vous assurerez le support administratif et la secrétariat du bureau.

Outre les tâches typiques de secrétariat, telles que dactylographie, classement et tri du courrier, vous serez chargé(e) de tâches plus spécialisées telles que la préparation de la correspondance et de réunions internationales ainsi que des missions du Directeur administratif. Vous traiterez les demandes d'information internes relatives aux activités du Département et vous assurerez l'entente de l'Assistant du Directeur administratif pendant les périodes d'absence.

La personne retenue pour ce poste devra avoir une expérience prouvée du secrétariat, acquise de préférence dans un environnement plurilingue, une parfaite maîtrise de la dactylographie et de l'outil informatique. Une connaissance pratique de Word, MS-Access et MS-Excel constituerait un avantage. Elle devra maîtriser l'une des deux langues officielles de l'Organisation (anglais/français) et avoir une connaissance pratique de l'autre langue. Une bonne connaissance de la langue allemande est également demandée.

Basé à Darmstadt, le poste est pour une durée initiale de quatre ans. En retour EUMETSAT offre un salaire très compétitif et de nombreux avantages.

Les candidatures (curriculum vitae, lettre d'accompagnement et indication de la date de disponibilité) sont à adresser à F. JAYAWANT, Postfach 10 05 55, 64205 DARMSTADT, Allemagne. Réf. N° VN 97/1. Les candidats doivent être ressortissants d'un Etat-Membre.

Date limite de dépôt des candidatures 21 mars 1997.

Etats membres : Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Suisse, Turquie, Royaume-Uni.

EUMETSAT
Europe's Meteorological Satellite Organisation
Organisation Européenne de Satellites Météorologiques

JAPON
ASIE/PACIFIQUE:
voici la
clef
pour y entrer

Les 3 exigences
du marché :

- des produits ou des services adaptés
- une solide stratégie de commercialisation
- un collaborateur possédant une parfaite connaissance du pays

Votre approche du Marché Japonais : langue, culture, pratiques commerciales ...

La commission européenne a conçu "L'Executive training programme" afin de permettre aux sociétés européennes de tous secteurs et de toutes tailles de disposer de cet atout décisif : avoir sur place, et l'issue d'une période de formation et d'apprentissage de 18 mois, un collaborateur parfaitement opérationnel. Pendant les 12 premiers mois, vous apprendrez le japonais, vous vous familiariserez à la culture, apprendrez les pratiques commerciales, visiterez des sociétés et sites industriels. Les 6 derniers mois se dérouleront en entreprises. Ce sera pour vous l'occasion unique de commencer à développer un certain nombre de contacts utiles ...

Une subvention de 110 000 ECU

Une somme de l'ordre de 110 000 ECU est allouée par la commission à chaque premier participant d'une même société. Elle couvre les frais de formation ainsi qu'un différentiel de coût de la vie. Les voyages demeurent à la charge de l'entreprise.

Public concerné

De nationalité européenne, vous êtes employé(e) par une société, elle-même ressortissante d'un des pays de l'Union. Votre entreprise doit en outre déjà exporter vers le Japon ou s'y destine avoir des projets précis en la matière. Agés de 25 à 37 ans, vous êtes diplômé(e) d'études supérieures, justifiez, au minimum, de deux années d'expérience et possédez un excellent niveau d'anglais.

Votre employeur aura à faire la preuve de sa totale implication en élaborant avec vous un plan d'action solide qui tiendra naturellement compte des acquis escomptés du programme. Si ces conditions sont remplies n'hésitez pas à contacter E. LANGERON - PA Consulting Group - 114 avenue Charles de Gaulle - 92522 Neuilly sur Seine cedex - Tél. 01 40 88 79 50 - Fax : 01 47 45 48 65. E-mail : ammanuel.langeron@pa-consulting.com pour plus d'informations. Vous pouvez aussi faire acte de candidature en prenant soin de préciser le nom et l'adresse de votre société. Si vous êtes vous-même employeur susceptible de parrainer un cadre et satisfaites aux exigences requises, vous êtes également invités à vous faire connaître. Renseignements complémentaires sur <http://www.etp.org>

PA Consulting
Group
Creating Business Advantage

Executive Training in Japan

Commission Européenne

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

1^{er} quotidien français à l'étranger

0571 71 11 47

صكنا من الامل

X / LE MONDE / MERCREDI 26 FÉVRIER 1997

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Cadres

Une branche professionnelle
250 000 personnes

DIRECTEUR D'ENVERGURE pour élaborer et mettre en oeuvre une politique de formation

Nous recherchons le Directeur du Département Formation d'un organisme professionnel national.

En cohérence avec la politique générale développée par la profession, il sera chargé :

- de concevoir, proposer et négocier les stratégies et les objectifs de formation,
- d'animer des équipes opérationnelles de mise en oeuvre,
- de gérer son département en Centre de Profit.

Pour assumer cette responsabilité, nous recherchons un cadre supérieur diplômé d'une grande école ayant acquis, dans le secteur de la formation, une expérience significative, tant dans le domaine de la réflexion pédagogique et stratégique que sur le plan du management opérationnel.

A la mesure des enjeux et de la dimension de ce poste, nos exigences sont élevées et le candidat retenu aura d'évidentes capacités conceptuelles, une approche pragmatique du terrain, l'allant, la force de conviction et le sens de l'intérêt collectif pour susciter l'adhésion des 4000 entreprises qui composent la branche professionnelle.

Poste basé à Paris.

etap

Ecrire sous réf.
098 3094 7M
Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

La filiale française d'un important groupe
industriel américain recherche un

Adjoint au Responsable Assurance Qualité

Rouen ± 220 KF

Rattaché au Responsable Assurance Qualité, vous prenez la responsabilité du laboratoire Qualité (3 personnes). Vous participez à l'amélioration des processus de fabrication en relation avec le Directeur d'Usine. Vous avez un rôle de sensibilisation auprès de la production dans le cadre du respect des cahiers des charges.

Agé de 28/32 ans, de formation ingénieur, vous avez 2 à 4 ans d'expérience réussie au sein d'un département qualité dans un contexte d'innovation permanente. Vous avez une expérience reconnue d'encadrement.

Pour ce poste, la pratique de l'anglais courant est indispensable. Ce poste permettra au candidat doté d'une grande capacité d'investissement et d'une qualité d'écoute et de communication d'évoluer au sein du groupe.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Fabrice Lacombe, Michael Page Ingénieurs & Production, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 code MPAGE sous la référence FL114950.

Michael Page Ingénieurs & Production
Le spécialiste du recrutement pour l'Industrie

Leader du transport express aérien,
nous recherchons un

Manager Opérations

Banlieue nord

Rattaché au directeur des opérations, vous gérez une équipe chargée d'assurer un service client maximal par une gestion rigoureuse et qualitative des enlèvements et livraisons. Vous optimisez et vous motivez les ressources humaines qui composent votre équipe. Le sens du service client, la qualité et le contrôle des coûts sont vos préoccupations majeures pour lesquelles vous êtes prêts à vous investir totalement.

Homme ou femme de terrain, vous avez une expérience de 3 à 5 ans de management d'une équipe de 10 à 20 personnes dans un contexte de service. Vos qualités relationnelles, votre écoute, votre esprit d'analyse et de réalisation feront la différence. Vous possédez au moins une formation BTS / DUT ainsi qu'une bonne pratique de la micro-informatique (Word / Excel).

La maîtrise de l'anglais courant est indispensable.

Sachez nous convaincre de la qualité de votre expérience de gestion des hommes, et de votre motivation, par votre talent et votre charisme.

Merci d'adresser votre CV + rémunération actuelle + photo + n° de téléphone à Michael Page Ingénieurs & Production, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois Perret cedex, ou de taper votre CV sur 3617 code MPAGE sous la référence BB15922.

MP

Michael Page Ingénieurs & Production
Le spécialiste du recrutement Industriel

Important groupe de Sociétés dans le domaine du Bâtiment
recherche pour la Région Parisienne son

Directeur du Développement

Formation

HEC, ESTP...+
expérience
confirmée du
secteur Bâtiment

Rattaché au Président de la Holding, de formation supérieure HEC, ESTP... âgé d'une quarantaine d'années, vous assurez le développement des différentes sociétés du groupe (sociétés tout corps d'état et corps d'état secondaires).

Vous proposez et mettez en oeuvre la politique commerciale. Doté d'une forte capacité d'animation d'équipes et d'une grande aisance en matière de communication, négociateur de haut niveau, vous concrétisez favorablement les actions engagées avec un souci tout particulier de satisfaction de la clientèle.

Vous maîtrisez les techniques d'analyse des marchés, l'évaluation des coûts et des risques, la gestion administrative et financière de l'activité, la connaissance réelle et approfondie de terrain... Vous possédez une excellente connaissance du réseau relationnel du secteur.

Merci d'adresser votre dossier (lettre-motiv, de motivation, CV, photo et références) sous réf. DDD/Min à IDEC - Ph LEMOINE - 2 av. Marceau 75008 PARIS. Confidentialité assurée.

IDEC

L'Association Française de Lutte contre la Mucoviscidose
recherche son

RESPONSABLE DE LA COLLECTE DE FONDS

Il coordonne et organise l'ensemble des moyens de collecte de fonds : manifestations, prospection de donateurs, partenariats, etc. Il développe les projets existants et met en oeuvre des projets nouveaux.

Le candidat justifie d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans. Il a une bonne pratique (professionnelle ou bénévole) du milieu associatif. La connaissance des techniques de collecte de fonds constitue un atout.

Rigoureux, organisateur, créatif, il a la capacité à travailler en équipe et ses qualités relationnelles sont des valeurs essentielles.

Adresser lettre de candidature, photo, C.V. et rémunération actuelle au
Président de l'AFLM - 76, rue Bobillot - 75013 Paris

GRAND GROUPE INTERNATIONAL BASÉ EN BANLIEUE SUD-OUEST DE PARIS RECHERCHE
POUR SA DIRECTION DE LA Communication Externe

TRADUCTEUR ANGLAIS H/F

Vous serez chargé de la traduction/adaptation de nos documents de communication : communiqués de presse, journaux d'entreprise, plaquettes commerciales...

Anglophone et diplômé d'une école de traduction (type ESIT), vous justifiez d'une première expérience. La maîtrise de la langue allemande serait un plus.

Merci d'adresser votre dossier en français et en anglais (lettre de motivation, CV) sous réf. 7477 à Euro rscg Futurs - 2 rue de Marengo - 75001 Paris, qui transmettra.

Née d'une volonté interinstitutionnelle en faveur de l'insertion professionnelle et bénéficiaire du soutien financier de l'Union Européenne, notre association a pour vocation de gérer un Plan Local d'Insertion par l'Economique. Nous recherchons notre

Chargé de Mission

Par votre action, vous contribuez à la réalisation de notre objectif premier : amener un public en voie d'exclusion à intégrer un emploi stable au terme d'un parcours d'insertion.

- supervisez l'animation d'une équipe réalisant l'accompagnement des bénéficiaires
- assurez les relations avec les entreprises d'insertion, les employeurs publics et les associations
- concevez des actions de formation pour les différents intervenants du dispositif, en vue de l'harmonisation de leur pratique.

De formation minimum Bac + 2, vous justifiez d'une expérience réussie acquise dans le secteur de l'insertion par l'économique ou de l'emploi-formation.

Pour ce poste basé à Angers (49), merci d'écrire sous référence 19n5, en indiquant vos prétentions, à GENEVIEVE CHARLES CONSEIL - 29, rue Lohengrin - 49100 Angers.



E3 France s.a.

FILIALE D'UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE, SPÉCIALISÉE DANS LES SYSTÈMES D'ACHATS ET DE GESTION DE STOCKS OPÉRANT ESSENTIELLEMENT DANS LES SECTEURS DE LA DISTRIBUTION, NOUS CHERCHONS À BOULOGNE (92) LE POSTE DE

Consultant/Chef de Projet

Après une période de formation aux méthodes de la Société, vous intervenerez chez les clients pour faciliter et assurer la mise en oeuvre des solutions.

Vous formerez, assisterez, conseillerez les opérationnels de la fonction Achats, Gestion des Stocks, Approvisionnement.

Vous guiderez les managers et chercherez à optimiser leurs systèmes de décision.

À 30 ans environ, issu d'une école d'ingénieur ou d'une école de Commerce, vous avez une expérience de 2 ans acquise dans la fonction Achats Approvisionnements.

Cherchez des méthodes modernes d'organisation et de gestion, vous appréciez de jouer un rôle de conseil. L'anglais courant est exigé.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence LM/514, à notre Conseil, Lydie TROAEN, ORYADE, 16 avenue Hoche, 75008 PARIS.

oryade

Conseil en Ressources Humaines



SANESCO :

Cabinet de conseil et d'études spécialisé dans le secteur de la santé

Recherche un(e) :

ECONOMISTE DE LA SANTÉ

pour diriger son secteur études

Ce poste implique des connaissances spécialisées dans le domaine de :

- l'Assurance complémentaire santé,
- les méthodes de régulation et d'évaluation médico-économique des systèmes de santé,
- les réseaux & filières de soins.

Formation : niveau 3^e cycle ou Grande Ecole - Age : 35-45 ans environ

Adresser CV à : M. Gérard PINSON

SANESCO - 47/49, avenue Edouard Vaillant - 92517 Boulogne-Billancourt Cedex.

Juristes - Ressources Humaines

Groupe industriel français parmi les leaders sur son secteur
recherche pour renforcer son service juridique un

Juriste Confirmé en Droit des Affaires

Paris

Vous participez à la négociation et à la rédaction de contrats dans des domaines variés (achat, vente, distribution, baux, licence, brevets, recherche, réponses à appel d'offre...).

Vous êtes également amené à traiter des dossiers contentieux du Groupe.

Enfin, vous intervenez en droit des sociétés (suivi juridique, opérations de restructuration, etc.,...).

Agé(e) d'environ 35 ans, doté(e) d'une solide formation juridique supérieure (DEA, DESS, DICE), vous justifiez d'une

expérience de 10 ans acquise en entreprise évoluant de préférence au sein d'un secteur industriel.

Vous souhaitez valoriser vos qualités techniques et relationnelles dans un groupe dynamique.

Merci d'adresser lettre man. + CV + photo + rém. actuelle + n° de téléphone à **Pierre-Olivier Landry, Michael Page Tax & Legal**, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 3617 MPage (Candidature à la 1ère FFP sous réf. POL15469)



Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Grand groupe français en très fort développement
renforce sa Direction des Affaires Sociales et recherche un

Juriste de Droit Social

Lille

Dans le cadre de votre activité, vous avez vocation à intervenir en tant que conseil aux opérationnels avec lesquels vous êtes en étroite relation sur tout type de questions (conclusion et exécution du contrat de travail, IRP, temps de travail, ...).

Vous devenez également un pôle de référence sur certains dossiers qui vous seront confiés tels que la protection sociale, l'hygiène et la sécurité, le droit syndical...

Agé(e) de 27/30 ans, de formation juridique supérieure en droit (DEA ou DESS en droit social, DICE) ou de formation supérieure commerciale (ESC) complétée par un certificat de spécialisation en droit social, vous justifiez impérativement d'une première

expérience de 24 ans en droit social acquise au sein d'une entreprise ou en cabinet.

Excellent juriste, autonome, ouvert d'esprit et ayant le goût du service, vous souhaitez valoriser vos compétences et évoluer dans un Groupe dynamique et réactif.

Des déplacements sur la zone géographique qui vous sera confiée sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + rém. actuelle à **Thierry Montecatine, Michael Page Tax & Legal**, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 3617 MPage (Candidature à la 1ère FFP sous réf. TM16006)



Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et fiscal

UN IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER RENFORCE SES STRUCTURES ET RECHERCHE

Responsable du Recrutement

Vous assurez l'ensemble des démarches et procédures de recrutement (recherches, entretiens, sélection...) et vous participez à la recherche des futurs cadres de direction auprès des grandes écoles françaises et étrangères.

Vous êtes l'interlocuteur direct du comité de direction et vous vous positionnez en véritable conseil des opérationnels en leur apportant votre force de propositions et votre expertise.

A 35 ans environ, diplômé d'une grande école (Science Po, HEC, ESCP... option GRH), vous témoignez d'une réelle expérience de la fonction acquise dans le secteur financier, vous possédez notamment une connaissance confirmée des métiers techniques liés aux activités de marché.

La pratique courante de l'anglais est nécessaire.

Le poste est basé à Paris. Des déplacements de courte durée sont à prévoir en France et à l'étranger.



Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence PHIL à **AREC**, 94 rue Saint Lazare, 75442 Paris Cedex 09.

Important groupe français de dimension internationale intervenant dans le
secteur de l'agro-industrie recherche un

Juriste d'Affaires

Bretagne

Au sein du service juridique et fiscal, vous avez notamment pour mission de participer à la négociation et à la rédaction de contrats français et internationaux de nature diverse (vente, distribution, agent, prestation de services, location/gérance, partenariat, coopération, etc.).

Vous intervenez également en matière de droit des sociétés et assurez, à ce titre, le suivi juridique de nombreuses filiales (secrétariat juridique, formalités, etc.). Vous serez en outre sollicité à l'occasion de toutes opérations d'acquisition et de restructuration.

Agé d'environ 28/30 ans, de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DICE, etc.), vous justifiez d'une expérience de trois ans minimum acquise au sein d'une entreprise ayant une activité internationale

ou au sein d'un cabinet d'avocats d'affaires.

Vous devez impérativement être opérationnel en anglais et la connaissance d'une seconde langue sera un atout supplémentaire.

Excellent juriste, rigoureux et autonome, désireux de vous investir, vos qualités techniques et relationnelles vous permettront d'évoluer dans ce groupe performant.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + n° de téléphone + rém. actuelle à **Thierry Montecatine ou Christophe Blanc, Michael Page Tax & Legal**, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 3617 MPage (Candidature à la 1ère FFP sous réf. CB16042)



Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Le Monde Economie le lundi *
Le Monde Emploi le mardi **

et la rubrique

Le Monde des Initiatives locales le vendredi ***

Trois rendez-vous
à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière

* daté mardi
** daté mercredi
*** daté samedi

Association humanitaire catholique intervenant dans plus de 80 pays
(effectif : 150 salariés)

recherche sou

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES
(poste à 4/5^e de temps, basé à Paris)

• **Votre mission** : rattaché au Secrétaire Général et membre du Comité de Direction, vous assurerez une gestion dynamique et prospective des ressources humaines ainsi que les négociations avec les partenaires sociaux.

• **Votre profil** : vous avez impérativement une expérience réussie de management des ressources humaines dans le secteur associatif ou assimilé et avez prouvé vos compétences en matière de négociation.

Merci d'envoyer lettre manuscrite et C.V. sous réf. DRH/LM à notre conseil :
EUROPACT - 4, rue Mademoiselle - 78000 Versailles

051 711 47

صكنا من الامل

Juristes - Ressources Humaines

Responsable Département Réglementation

A 30-35 ans environ, de formation bac + 5, à la tête d'un service de 15 personnes, vous assurez la mise en œuvre et le suivi de la législation du recouvrement, l'assistance juridique aux URSSAF, mettez l'accent sur la simplification de la réglementation et la fiabilité de la production documentaire. Une expérience en fiscalité constituera un plus chez un candidat naturellement combatif, dynamique et rigoureux.

Merci d'adresser votre lettre + CV + photo et rémunération actuelle et souhaitée impérativement en précisant sur l'enveloppe la référence BR0197D à Rami GUEVEL, RH PARTNERS, 365 rue de Vaugirard 75015 Paris et de consulter la définition de fonction sur le 3617 RHPARTNERS (3,48 F/mn).

RH PARTNERS

Groupe de services implanté en Europe, Afrique et Moyen-Orient, parmi les leaders dans son domaine crée, au sein de sa holding, située en Banlieue Ouest, la fonction de :

Adjoint au Directeur Juridique H/F

Votre mission : rattaché au Directeur Juridique, vous intervenerez dans tous les domaines intéressant la vie de la Société. Vous aurez un rôle de conseil et de contrôle auprès de nos différentes filiales européennes.

Vos compétences : âge d'au moins 30 ans, de formation supérieure en Droit des Affaires (DEA, DESS), vous êtes bilingue français/anglais et vous bénéficiez d'une solide expérience dans une fonction similaire. Vous souhaitez investir votre rigueur et vos qualités relationnelles au sein d'un grand groupe international en pleine évolution.

Pour une première rencontre, merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 3000 à Claude Jacquemain - CURSUS CONSEIL - 8, rue Jean Goujon 75008 PARIS.

CURSUS CONSEIL
PARIS - NEW YORK

EDITIONS DALLOZ SIREY

2 Rédacteurs aux Codes
Droit commercial R&E F/01
Droit pénal R&E F/02

Nous sommes la société d'édition spécialisée dans la publication d'ouvrages juridiques et économiques, appartenant au groupe CEP Communication. Nous recherchons aujourd'hui deux jeunes juristes pour collaborer à la rédaction des Codes et à leur actualisation.

Il s'agit pour chacun des postes, de suivre l'actualité à l'aide de sources diversifiées (Journal Officiel, documentation administrative...) et de la jurisprudence publiée.

Titulaire d'un DEA en droit des affaires ou droit des contrats, ou en droit pénal, suivant le poste choisi, vous souhaitez débiter votre carrière professionnelle dans le domaine de l'édition, au sein d'un groupe important.

Rigoureux et méthodique, vous travaillez de manière autonome et maîtrisez l'outil informatique. Votre ouverture d'esprit, votre curiosité et votre sens de l'objectivité feront le reste.

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite et CV, sous la référence choisie, à notre conseil, MGA, 6 avenue Delcassé, 75008 PARIS.

MGA

Michel Garnier & Associés

Pour accompagner son développement
CABINET D'AVOCATS INTERNATIONAL DE PREMIER RANG
recherche

COLLABORATEURS

entre 2 et 5 ans d'expérience
maîtrisant parfaitement l'anglais,
pour intégrer les départements droit des affaires
(y compris fusions et acquisitions), droit financier
et droit immobilier.

Une formation juridique supérieure (DEA, DESS et DJCE), complétée par une formation ou un stage aux USA ou en Angleterre, est requise ainsi qu'une expérience de 2 à 5 ans dans un cabinet ou service juridique international.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite de motivation en anglais, photo et rémunération actuelle) sous la référence n° 9078 :

LE MONDE PUBLICITÉ
133, avenue des Champs-Élysées
75409 PARIS CEDEX 08

RESPONSABLE ORGANISATION-FORMATION

Groupe
pharmaceutique
Européen
(600 MF de CA,
700 personnes),
leader de son
secteur, recherche
un d'acquiesce
l'efficacité de ses
structures un

Notre organisation est en mutation et s'oriente vers un fonctionnement en structure transversale. Nous souhaitons vous confier la charge de l'analyse économique des structures sociales de l'entreprise. Vous établirez le diagnostic, proposerez les améliorations nécessaires sur les secteurs où la valeur ajoutée des hommes doit être adaptée ou augmentée. Pour atteindre ces objectifs, vous aurez également en charge la formation, qui vous servira de levier pour optimiser les compétences humaines et techniques de l'entreprise.

Travaillant aux côtés du DRH du Groupe, vous intervenerez auprès de toutes les directions opérationnelles et leur apporterez votre concours en tant que spécialiste RH de l'organisation. Pour cela, à 30/35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience de l'organisation économique et du management des structures sociales acquise dans une entreprise ou dans un cabinet de conseil.

Si vous souhaitez participer à ce projet d'entreprise, merci d'adresser votre candidature à notre conseil, Mr Jérôme LANCENON, CLP associés, 33 avenue du Maine, BP 170, 75755 Paris cedex 13, sous réf. LM 312.

C. L. P.
Associés

Le Monde des Cadres

Une société d'édition très mobilisatrice !

Nous appartenons à un puissant groupe international de presse et d'édition (+ de 12 milliards de CA dans le monde). Nos revues (une douzaine de titres), nos ouvrages, nos salons et nos formations s'adressent aux médecins, dentistes, infirmières, cadres hospitaliers... marchés où nous sommes souvent leaders et sur lesquels nous avons de fortes ambitions. Nous recherchons un

Editeur Confirmé H/F

Vous serez chargé de participer à la politique éditoriale, de développer et produire des ouvrages, essentiellement à feuillets mobiles, à destination des médecins, dentistes et cadres hospitaliers. Vous serez très autonome dans votre travail.

Après une formation supérieure de bon niveau, vous justifiez impérativement d'une expérience de 3 à 5 ans dans l'édition, si possible d'ouvrages à feuillets mobiles. Vous avez une bonne appétence pour le monde médical et souhaitez aujourd'hui développer votre savoir-faire au sein d'une structure qui a de fortes ambitions sur son marché.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en notant la référence B/1345 sur l'enveloppe, à notre Conseil ORNICAR, 28 rue de la Trémoille, 75008 Paris.

ORNICAR

Groupe important de protection sociale (Retraite, Prévoyance, Santé, Assurance) pour les salariés et les retraités d'un important secteur d'activité, nous réalisons, en partenariat avec plus de 400 000 entreprises adhérentes, un chiffre d'affaires de 23 milliards de francs. Nous recherchons des jeunes candidats diplômés, à fort potentiel, pour occuper le poste de :

Chef de projet organisation H/F Créteil (94)

Rattaché à la direction administrative centrale, vous intervenerez en organisation et prendrez en charge l'élaboration de nouveaux systèmes de traitement. A l'interface entre les opérationnels et la direction informatique, vous serez responsable de la pertinence des fonctionnalités nouvelles développées et validerez leur qualité.

Nous souhaitons rencontrer des candidats diplômés de grandes écoles de commerce ou d'ingénieur qui auront acquis une première expérience (2 ans) dans une mission similaire en entreprise de service (assurance, banque...) ou en cabinet de conseil en organisation.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite) en mentionnant la référence 251 K à notre Conseil : PSYNERGIE 2, rue Saint Thomas d'Aquin - 75007 PARIS.

ENSPTT
LE MANAGEMENT DES ENTREPRISES DE RESEAU

Gérer est un métier, diriger est un art.

L'ENSPTT RECRUTE POUR LA POSTE, FRANCE TÉLÉCOM ET LE MINISTÈRE DE TUTELLE :

Des administrateurs par concours externe.
Des administrateurs par concours interne.

Elle recrute également
10 candidats sur dossier qui prépareront le diplôme d'Etudes supérieures en management des entreprises de réseau.

Ciôture des inscriptions le 24 Mars 1997.
INFORMATIONS : 08 00 22 82 82.
(NUMÉRO VERT).

37, RUE DAREAU-75675 PARIS CEDEX 14. MEMBRE DE L'EFMD : EUROPEAN FOUNDATION FOR MANAGEMENT DEVELOPMENT.

Format

Conseil et Audit

Maître d'entreprise depuis 1988

BREGGS Consultants

Conseil en Stratégie, Management, Organisation et Qualité, recherche, pour poursuivre son développement, plusieurs

CONSULTANTS

Vous interviendrez principalement dans les secteurs :

- Banque et Assurance
- Industrie et Transport

Vous intégrerez une équipe impliquée et réactive, dédiée aux résultats de ses clients grâce à la mise en oeuvre de solutions sur mesure.

Vous avez environ 30 ans, vous êtes diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, vous avez 5 ans d'expérience professionnelle en entreprise et dans le conseil.

Ecrivez à l'attention de Christine d'Allancé
BREGGS Consultants, 63 bis rue de Sèvres, 92514
BOULOGNE CEDEX

CONSULTANTS seniors

H/R

L'AFNOR (Association Française de Normalisation), compte 3 500 entreprises et organismes adhérents, 650 salariés.

- NORMES ISO 9000.
- Normalisation européenne.
- Référence aux normes dans la mondialisation des échanges, sont les trois éléments fondamentaux qui revêtent l'AFNOR comme une entreprise dynamique à la croissance soutenue, reconnue par ses partenaires. Pour renforcer notre Equipe Conseil, située Tour Europe à La Défense, nous recherchons trois consultants seniors.

AFNOR

Des normes pour se mesurer

De formation supérieure (École d'Ingénieurs, École de Commerce, Médecine, Pharmacie, Doctorat Universitaire...), vous avez, à 30/35 ans, acquis une expertise et un réel savoir-faire dans votre domaine au cours de votre expérience professionnelle. Votre excellente aptitude à communiquer avec des décideurs vous permettra de piloter des projets qui ont pour objectif d'améliorer l'efficacité des organisations et des systèmes d'information, en référence aux champs normatifs existants. Rigoureux dans votre démarche, vous contribuerez au progrès permanent des méthodologies d'action.

CES POSTES SONT À POURVOIR DANS LES DOMAINES D'ACTIVITÉS SUIVANTS :

● Domaine de la santé (hôpitaux, cliniques, laboratoires, CTS...). Les opportunités s'adressent à des médecins, responsables d'établissements de soins, cadres soignants. Réf. CSSA.

● Domaine de la banque, de l'assurance et du tertiaire. Réf. CSST.

● Domaine du service en entreprise. Ces opportunités s'adressent à des candidats disposant de compétences dans la fonction Achats, Ressources Humaines... Réf. CSSE.

Une expérience en assurance qualité ou certification constituera un plus. La pratique de l'anglais est indispensable. L'ensemble de ces missions sont susceptibles d'évoluer ultérieurement vers des postes de management.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, en précisant le poste et la référence du secteur choisi, à l'AFNOR, DRH, Tour Europe, 92049 Paris La Défense Cedex 7.

Vous êtes ingénieur, découvrez votre Monde le lundi *

Un rendez-vous :

« Le Monde des ingénieurs »

- Secteurs de pointe
- Informatique/Réseaux télécommunications
- Ingénieurs-conseils
- Ingénieurs commerciaux

Carrières technologiques internationales dont carrières européennes

* daté mardi

Implantés en région à travers 5 agences, nous sommes un important Cabinet de Conseil en Management auprès des PME/PMI et des collectivités locales et territoriales. Qualités OPCCM, nous intervenons, à travers une politique commerciale de proximité, sur la stratégie, le marketing, la qualité, l'environnement, l'organisation et les ressources humaines...

CONSULTANT EN INGÉNIERIE DES RESSOURCES HUMAINES

Vous prendrez en charge la conduite de projets de conseil en management dans l'univers des ressources humaines. Un rôle d'expert, que vous complèterez par une mission commerciale en assurant la fidélisation et le développement d'une clientèle déjà existante et en entreprenant des actions de prospection. Vous participerez également à la stratégie de développement de notre agence par vos idées et vos propositions concrètes.

A 28/35 ans, de formation ESC ou équivalente, vous justifiez déjà d'une expérience de 3 à 5 ans en ingénierie des ressources humaines, acquise dans un cabinet de conseil ou comme responsable des ressources humaines (formation, gestion de la mobilité, étude de rémunération...) au sein d'une entreprise. Pour ce poste basé à Caen, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 87703 à notre Conseil KEY MEN, Tour Franklin, 92042 Paris-La Défense cedex.

KEY MEN

Formation Professionnelle

FONCTIONS D'ENCADREMENT EN ANGLAIS

STAGE PERFECTIONNEMENT

240 Heures du 14/03 au 26/05/97

Enseignants ANGLOPHONES

Candidats désireux d'apprendre

Marketing, D.R.H.,

Finance, Management

et C.V. en anglais

Défini aux DEMANDEURS

D'EMPLOI RECENTS

en Allocation Formation

Reclassement et

aux bénéficiaires de

- Congés Individuels de formation

- Conventions et Congés

de Conversion

- Salariés d'Entreprises

Financement partiel par

le Conseil Régional

Rémunération maintenue

A.Q.O.R. 01.42.05.22.33

Fax 01.42.05.22.34



l'École des métiers de l'information

01 44 52 17 17

Cinq filières

Information, Rédaction

de quatre à sept ans

Compétences

300+ régions - France

PRE-PRODUCTION ET

PERFECTIONNEMENT DE

SPECTACLES DEVANT DES

ENFANTS / STAGES AFDS

A l'attention des Artistes, Compositeurs,

Interprètes et Auteurs, pour

- perfectionner et répéter un spectacle,

- la mettre en forme avec un trio

rythmique,

- le tester devant un public d'enfants,

concert - rencontre,

- réaliser un matériel de prospection en

studio 8 pistes numériques.

Contact & Renseignements :

A.C.M. 01.49.92.80.07

AFDS - 3 rue Au Maire - 75003 Paris.

UNIVERSITE RENE DESCARTES

Faculté des Sciences Humaines et Sociales

Année 1997/1998

DIPLOME UNIVERSITAIRE DE FORMATEURS D'ADULTES

(D.U.F.A.) : "FORMATION - CONSEIL"

Directeur Scientifique : P. BESNARD

1050 H d'enseignement de novembre à juin

Renseignements et inscriptions de mars à fin mai

Centre de formation Continue - Tél. : 01.42.86.22.97



UNIVERSITE PARIS DAUPHINE

MAITRISE DES SCIENCES DE GESTION

Formation continue

Public : Salariés ou demandeurs d'emploi, ayant au moins 5 années d'expérience professionnelle et le niveau Bac + 2

Modalité : Formation à temps plein pendant 1 an

Durée : 1200 heures

Dates : du 8 septembre 1997 au 3 juillet 1998

Renseignements et retrait des dossiers :

Géraldine Lenoble

Université Paris-Dauphine

Département d'Education Permanente

75775 PARIS CEDEX 16

☎ 01.44.05.43.97 - Fax : 01.44.05.41.25

date limite de dépôt des dossiers : 7 mars 1997.

NOUVEAU Les cours du soir du

CPJ

Centre de perfectionnement des journalistes
35, rue du Louvre - 75002 Paris
Tél. 01.44.82.20.00
Internet : www.integra.fr/cpj

Pour mieux s'adapter aux rythmes des rédactions, le CPJ propose de nouvelles formules de stages : même thème, même contenu, donc même volume de formation que dans les sessions intensives habituelles, mais déclinées au travers de cours du soir, avec des rendez-vous qui s'échelonnent à un rythme quotidien ou hebdomadaire (de 18 heures à 22 heures).

- Les secrets de l'investigation : les 5, 12 et 19 juin.
- Atelier sur les titres : les 6 et 7, 13 et 14, 20 et 21 mai.
- L'écriture créative : les 7, 8, 9 avril puis les 29 et 30 avril.
- Découvrir le multimédia : les 4, 5 et 6 mars puis les 11, 12 et 13 mars.
- Découvrir Internet : les 18 et 19 mars puis les 25 et 26 mars.
- Le journalisme d'investigation sur Internet : les 1, 2 et 3 avril puis les 8, 9 et 10 avril.
- Photoshop : dix séances à suivre du 7 au 18 avril.
- Xpress : dix séances à suivre du 3 au 14 mars au du 12 au 23 mai.
- Techniques de fabrication : 20 séances le mardi à partir du 18 mars.
- Infographie : 10 séances les lundi et mercredi à partir du 7 avril ("prévoir et concevoir"), puis à partir du 20 mai ("réaliser").
- Photo de presse noir et blanc et couleurs : 20 séances les mardi et jeudi à partir du 4 mars.

□ possibilité de cours le samedi

Cochez la (les) formation(s) qui vous intéressent et adressez-nous ce coupon avec vos coordonnées :

NOM et Prénom :

ADRESSE :

VILLE : Tél :

□ Catalogue complet des formations du CPJ sur demande

Chaque semaine, retrouvez la rubrique

"FORMATION PROFESSIONNELLE"

Pour vos annonces contactez

Michèle FERNANDEZ au

☎ 01.44.43.75.17 - (Fax : 01.44.43.77.32)

051 43 11 47

صحن من الامل

Conseil et Audit

4 Consultants Séniors Finances Gestion

Nantes, Saint-Quentin-en-Yvelines, Lyon (Isle d'Abeau)

Notre service interne de conseil et soutien en gestion dont la vocation première est d'être le partenaire privilégié de l'ensemble du groupe France Télécom pour en accroître la performance, recherche 4 Consultants.

A l'écoute de vos clients internes, vous conduisez des missions de conseil, de soutien ou d'expertise concernant des processus de gestion, avec une recherche systématique de qualité et de respect des délais.

Ces missions réalisées dans un cadre contractuel, pour répondre à la demande d'entités du groupe, vous amèneront à coordonner l'activité de plusieurs intervenants.

De formation supérieure en gestion (bac + 5), DESS Audit finances, IAE, Sup de Co ou ESCA, vous avez après 4 ans d'expérience minimum, soit au sein de cabinets de conseil, d'audit ou d'expertise comptable, soit sur des postes d'auditeur interne dans de grandes structures, acquis une expertise dans l'optimisation des cycles de gestion.

Vos capacités d'analyse et de synthèse, votre esprit d'équipe et vos qualités relationnelles constitueront à votre réussite dans le poste, qui vous offrira des perspectives d'évolution au sein du groupe.

Ces postes situés à Nantes, Lyon (Isle d'Abeau) ou Saint-Quentin-en-Yvelines nécessitent des déplacements fréquents sur l'ensemble du territoire national.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivation manuscrite et prétentions), en précisant la localisation du poste recherché sous réf. CONS-2, à ET/DCS/BH/GRPI, 37 rue du Chêne Noir, 75006 Paris, à l'attention de Mme Bouteiller (postes Saint-Quentin-en-Yvelines et Isle d'Abeau) ou Mme Fleury pour les postes de Nantes.

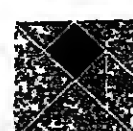


France Telecom

Auditeur interne

cadre d'emplois des Attachés Territoriaux ou des Ingénieurs

Une collectivité dynamique,
plus d'un million
d'habitants, important
essor économique.
Le département
de l'Essonne
recherche un
auditeur interne.



Essonne

LE DÉPARTEMENT

Chargé de l'audit des services des satellites et des structures financées par le Département, vous en effectuez le contrôle juridique, organisationnel et financier et vous jouez un rôle complémentaire de conseil. Vous assurez également le suivi des audits réalisés par les cabinets extérieurs. De formation universitaire, niveau troisième cycle (gestion, compte-finances, administration des collectivités locales...) ou titulaire d'un DESS, vous avez une expérience confirmée de l'analyse financière (publique et privée) dans un poste similaire. Ayant de solides connaissances juridiques, vous maîtrisez les procédures des marchés publics. Vous êtes familiarisé avec l'outil informatique (Word 6, Excel...). Votre capacité d'analyse et de synthèse est allée de pair avec de bonnes qualités rédactionnelles. Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser votre lettre de motivation et CV à Monsieur le Président du Conseil Général, Direction des Ressources Humaines et des Relations Sociales, Hôtel du Département, bd de France, 91013 Evry Cedex. Votre contact : Madame Belhiti-Fadel - tél. 01 60 91 17 31.



CAP GEMINI

Le Groupe CAP GEMINI, leader européen dans le domaine du conseil et des services en informatique et télécommunications, recherche sur PARIS-RR pour sa division INDUSTRIE (300 personnes) en fort développement, plusieurs professionnels de haut niveau :

CONSULTANTS ET EXPERTS FONCTIONNELS

• Production • Logistique • Finance Comptabilité

Vous intervenez auprès de Grands Comptes industriels nationaux et internationaux variés. Intervenir pour les clients (Direction Générale et Directions fonctionnelles), vous comprenez les enjeux de l'entreprise (marché, organisation, objectifs...), vous analysez les besoins, proposez des solutions et les mettez en œuvre. Vous intervenez aussi bien en amont (conseil, assistance, avant-projet...) que dans le cadre de grands projets d'intégration de progiciels, sur lesquels vous apportez votre expertise fonctionnelle.

A 30/45 ans environ, de formation Grande Ecole d'ingénieurs ou de gestion, vous possédez une solide expérience (3 à 15 ans) acquise en cabinet de conseil en SI, chez un éditeur de progiciels ou dans un poste de responsabilité fonctionnelle en entreprise. Vous disposez d'une bonne culture en organisation et systèmes d'information. La connaissance d'un progiciel intégré (SAP, Oracle Applications, BPCS...) est un atout sérieux. Vous parlez couramment l'anglais.

Vos qualités personnelles seront déterminantes : tempérament opérationnel, sens de l'efficacité et du résultat, leadership, aisance relationnelle, bon esprit de synthèse. De nombreuses possibilités d'évolution vous sont offertes au sein de notre Groupe, en France comme à l'international.

Pour obtenir des renseignements plus d'informations, appelez le 08 36 68 48 08 (2,25 min) en précisant la réf. 103. Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, rémunération actuelle) à notre Conseil MÉTHUEN/VAL, 14 bis rue Dora, 75378 Paris cedex 08, ou la réf. 99 49504M portée sur lettre et enveloppe.



Exad Galons

Quand un autre style s'impose...

Partenaires, depuis dix ans, de plus de 300 clients prestigieux européens (publiques et privés), nous menons de grands projets de reorganisation et de refonte du système d'information tout en intégrant l'ensemble des composantes nécessaires à la conduite du changement (organisationnelle, humaine et technique). Cette réussite soutenue et une croissance de + 25% par an nous amènent à rechercher des

Consultants

Vous justifiez d'une expérience réussie de 2 à 5 ans acquise dans un cabinet de conseil. Vous êtes spécialisé dans le management des systèmes d'information avec une expertise fonctionnelle dans les domaines Finances ou Ressources Humaines.

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, bilingue

anglais, vous souhaitez maintenant rejoindre un contexte stimulant par la variété de ses missions. Postes basés à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et lettre manuscrite) en indiquant la référence ATTO sur l'enveloppe à QUADRI, 11 rue Baudin, 94207 Ivry-sur-Seine cedex.

Marketing - Communication



Responsable Etudes

Secodip, 111 rue de la République, 93000 La Courneuve, filiale du Groupe Sofreco, 111 rue de la République, 93000 La Courneuve, filiale du Groupe Sofreco, 111 rue de la République, 93000 La Courneuve, filiale du Groupe Sofreco, 111 rue de la République, 93000 La Courneuve.



Rattaché au Directeur des Opérations, vous concevez, développez et produisez des études et des analyses spécifiques consommateurs sur les panels Secodip (CONSOSCAN, PROMETHEE...). Animant une petite équipe, vous assurez l'organisation et le suivi du planning.

A 30/35 ans environ, vous avez complété votre formation ENSAE ou 3^{ème} cycle scientifique par une solide expérience dans un institut d'études consommateurs (ad hoc/panel). Vous avez une excellente maîtrise des statistiques et une bonne connaissance des logiciels et progiciels statistiques les plus courants (SAS, SPAD...).

Véritable force de proposition, vous savez réagir avec imagination aux problématiques clients.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence REBO0297, à Secodip, DRH, David-Alexandre GAVA, BP 3, 78241 Chambourcy Cedex.

INGÉNIEURS RESPONSABLES MARKETING INDUSTRIEL



recherche
pour sa Division Films Diélectriques
et pour sa Division Films d'Emballages
le Responsable Marketing Industriel
de chacune de ces entités

Notre importante Division (750 personnes - 330 M de F de C.A. dont 90% à l'export, filiales aux USA, en CHINE et en ITALIE) occupe une place de leader mondial sur le marché des produits diélectriques de haute technicité et des produits pour emballages spéciaux.

Au sein de notre Direction Marketing, Recherche et Développement, vous assurerez la responsabilité du Marketing Industriel du secteur Stockage d'énergie (Poste A) ou du secteur Emballages (Poste B). A l'écoute directe de nos marchés mondiaux, clients, prospects et technologies nouvelles, vous réunirez et analyserez l'ensemble des indicateurs techniques, économiques et commerciaux nécessaires à l'optimisation constante de notre stratégie. Inséparables de plein pied dans la dynamique de notre développement, ces deux fonctions de haut niveau basées à Quimper s'exercent au contact étroit des acteurs externes et internes à notre Groupe. Elles s'adressent à deux ingénieurs (H ou F), expérimentés, sensibiles au Marketing Industriel et motivés par les produits de haute technologie que par les contacts, l'autonomie, le travail d'équipe, l'implication, la maîtrise de l'anglais, les indispensables.

Pour préparer notre rencontre à PARIS ou QUIMPER, merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo et prétentions) sous réf. 1A ou B) à notre conseil - CROISSANCE - B. Le Nestour

CROISSANCE
RESSOURCES HUMAINES

CROISSANCE
4, Bd de Clichy - 92000 GUYANNE

Décembre 1995

Les dernières
nouvelles
de
la nuit